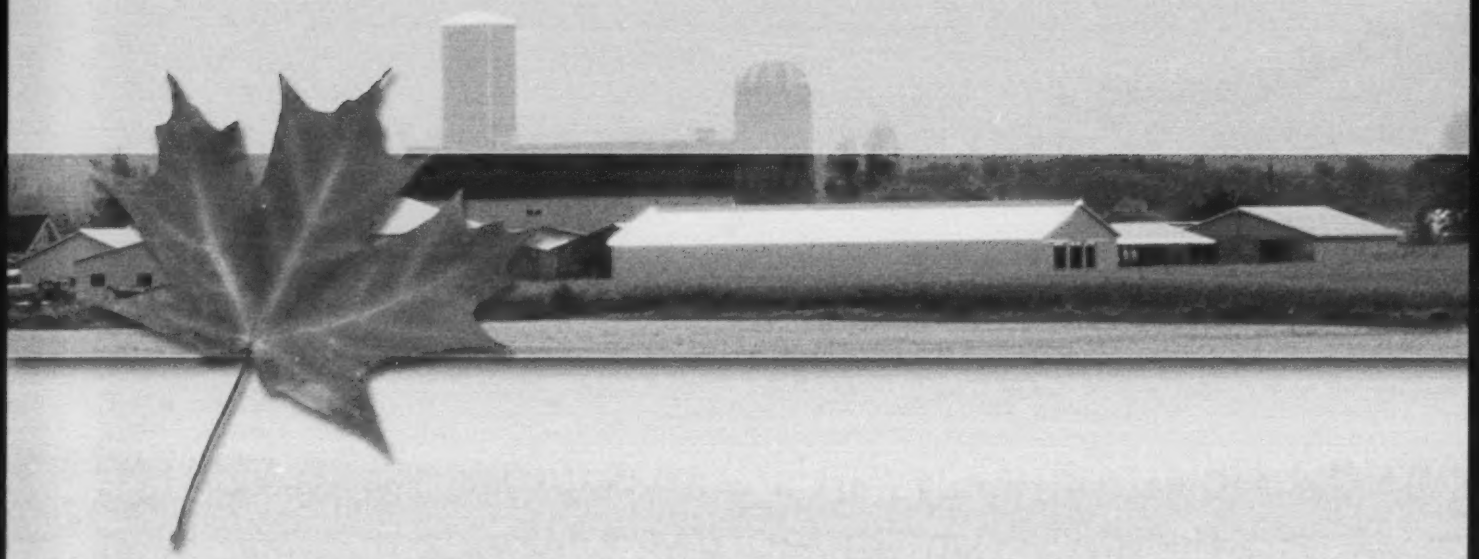
Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada



2013

Vue d'ensemble
du système agricole et agroalimentaire canadien

Canada

Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien

Chargée de projet/Chargée de données
Kathleen Kittson/Julie Smith

Équipe de projet
Les membres de la Section de l'analyse de l'industrie agroalimentaire et de la compétitivité. La présente publication renferme des données et des analyses provenant des trois divisions de la Direction de la recherche et de l'analyse, ainsi que d'autres divisions et directions générales d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Mars 2013

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada

NOTE AUX LECTEURS

La présente publication se fonde sur les plus récentes données connues en août 2012.
En raison de l'arrondissement, il se peut que les totaux n'équivalent pas à la somme de leurs éléments.

AVIS IMPORTANTS

Droits d'auteur ou de copie

Les documents présents dans cette publication ont été produits ou rassemblés par Agriculture et Agroalimentaire Canada pour offrir aux Canadiens et Canadiennes un accès direct à l'information sur les programmes et les services offerts par le gouvernement du Canada.

Les documents présents sur ce site sont protégés par la Loi sur le droit d'auteur, par les lois, les politiques et les règlements du Canada et des accords internationaux. Ces dispositions permettent d'identifier la source de l'information et, dans certains cas, d'interdire la copie de documents sans permission écrite.

Copie non commerciale

L'information présente dans cette publication y a été fourni afin qu'elle y soit facilement disponible pour une utilisation personnelle ou publique non commerciale et peut être copiée, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission de l'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Nous demandons seulement que :

L'utilisateur fasse preuve d'une diligence raisonnable en s'assurant de l'exactitude des documents copiés; que l'Agriculture et Agroalimentaire Canada soit identifié comme le ministère source; et que la copie ne soit pas présentée comme une version officielle des documents copiés, ni comme une copie faite en affiliation avec l'Agriculture et Agroalimentaire Canada ou avec son aval.

Reproduction à des fins commerciales

La reproduction à de multiples exemplaires des documents figurant dans cette publication, en tout ou en partie, pour diffusion à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). En autorisant la reproduction, TPSGC cherche à s'assurer que les personnes ou les organisations qui désirent copier des documents du gouvernement du Canada à des fins commerciales ont accès aux versions les plus exactes et à jour. Pour obtenir la permission de copier toutes parties de cette publication à des fins commerciales, veuillez contacter TPSGC à l'adresse ci-dessous.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Éditions et Services de dépôt
350, rue Albert, 4e étage
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0S5
copyright.droitdauteur@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Documents d'une tierce partie

Certains documents et éléments graphiques présents dans cette publication du gouvernement du Canada sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la copie.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2013
No AAC 12010F
ISSN 1708-4172

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications de la Direction de la recherche et de l'analyse dans l'Internet, à l'adresse suivante : http://www.agr.gc.ca
Also available in English under the title: *"An Overview of the Canadian Agriculture and Agri-Food System"*

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS **13**

FAITS SAILLANTS **15**

SECTION A

Section spéciale **19**
A1. Résumé - Recensement de l'agriculture 21
A2. Contexte international 2011 41

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne **47**
B1. PIB et emploi 49
B2. Commerce international 55
B3. L'innovation et la productivité dans le système agricole et agroalimentaire 69

SECTION C

Composantes du système agricole et agroalimentaire **83**
C1. Consommateurs 85
C2. Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 97
C3. Transformation des aliments et des boissons 105
C4. Agriculture primaire 125
C5. Intrants de l'agriculture primaire 145

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire **155**
D1. Dépenses publiques 157
D2. Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger 163

GLOSSAIRE **167**

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES **179**

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A – SECTION SPÉCIALE

A1: Résumé – Recensement de l'agriculture 19

A1.1 Nombre et superficie des fermes au Canada (1941-2011) 22
A1.2 Nombre et superficie des exploitations agricoles, 2006 et 2011 22
A1.3 Nombre de fermes par province, 2006 et 2011 23
A1.4 Nombre de fermes, selon le type de production, 2006 et 2011 23
A1.5 Répartition des fermes par niveau de revenu, 2011 (en dollars de 2010) 24
A1.6 Répartition de la production par niveau de revenu, 2011 (en dollars de 2010) 24
A1.7 Superficie agricole totale par mode de tenure foncière, 1966-2011 25
A1.8 Répartition des fermes selon la structure d'entreprise et le niveau de revenu, 2011 25
A1.9 Superficies en légumineuses à grains, plantes fourragères, oléagineuses et blé, 2006 et 2011 26
A1.10 Superficies en grandes cultures, selon le type, 2011 27
A1.11 Superficies en cultures fruitières, 2011 28
A1.12 Superficies en légumes de champ, 2011 28
A1.13 Superficies en productions serricoles au Canada, 2006 et 2011 29
A1.14 Fermes déclarant des produits certifiés biologiques ou en transition, selon le type de production, 2011 30
A1.15 Nombre de fermes en production biologique, par province, 2011 31
A1.16 Nombre de fermes en production biologique, selon le niveau de revenu en 2011 (en dollars de 2010) 31
A1.17 Nombre de têtes par type de production animale, 2006 et 2011 32
A1.18 Utilisation des terres, 1971-2011 33
A1.19 Pratiques de travail du sol, 1991-2011 33
A1.20 Pratiques de conservation du sol, 2006 et 2011 34
A1.21 Intrants agricoles, 2006 et 2011 34
A1.22 Répartition des exploitants selon la tranche d'âge, 1991-2011 35
A1.23 Nombre de fermes, selon le nombre de générations et le niveau de revenu, 2011 (en dollars de 2010) 35
A1.24 Nombre d'exploitants par type d'exploitation, 2011 36
A1.25 Nombre d'exploitants par niveau de revenu, 2011 (en dollars de 2010) 36
A1.26 Nombre d'exploitants selon le sexe et le type de propriétaire, 2011 37
A1.27 Nombre d'emplois agricoles rémunérés par province, 2010 38
A1.28 Répartition des exploitants agricoles selon le nombre d'heures hebdomadaires travaillées à l'extérieur de la ferme, 2010 39
A1.29 Pourcentage de fermes déclarant utiliser un ordinateur, 1986-2011 40

A2: Contexte international 2011 41

A2.1 Croissance annuelle moyenne du PIB dans les économies de l'OCDE et du BRIC, 2005-2011 42
A2.2 Pourcentage de croissance du PIB réel de l'UE, T1 2000 - T4 2011 42
A2.3 Taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien et prix du pétrole brut, 1988-2011 43
A2.4 Indices des prix internationaux des produits alimentaires, 1990-2011 43
A2.5 Pourcentage de croissance de la consommation mondiale de certains produits, 2004-2007 et 2008-2011 . 44
A2.6 Commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires, 2000-2011 44
A2.7 Parts des exportations des produits primaires et des produits transformés, basées sur la quantité (en moyenne), 2008-2010 45
A2.8 Part estimative de la production agricole qui est exportée, basée sur la valeur, 2000-2011 45

SECTION B – LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE

B1: PIB et emploi 49

B1.1 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2011 50
B1.2 Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2011 50
B1.3 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2011 51
B1.4 Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2011 51
B1.5 Contribution de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au PIB provincial, 2011 52
B1.6 Contribution provinciale au PIB total de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au Canada, 2011 52
B1.7 Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2011 53
B1.8 Contribution provinciale à l'emploi total dans les secteurs canadiens de l'agriculture et de la transformation des aliments, 2011 53

B2: Commerce international 55

B2.1 Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2011 56
B2.2 Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2011 56
B2.3 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2011 57
B2.4 Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2011 57
B2.5 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 2011 58
B2.6 Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires, 1988-2011 58
B2.7 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 59
B2.8 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 59
B2.9 Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2011 .. 60
B2.10 Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2011 . 60
B2.11 Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits, 2011 61
B2.12 Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits, 1988-2011 61
B2.13 Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux, 2011 62
B2.14 Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 63
B2.15 Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers, 2011 63
B2.16 Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 63
B2.17 Destinations des exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2011 64
B2.18 Exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 64
B2.19 Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits, 2011 65
B2.20 Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits, 1988-2011 65
B2.21 Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés selon l'origine, 2011 66
B2.22 Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés (Indices des prix et des volumes), à 1988-2011 66

B2.23 Importations canadiennes de boissons selon l'origine, 2011 67
B2.24 Importations canadiennes de boissons selon l'origine, (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 67
B2.25 Importations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2011 68
B2.26 Importations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (Indices des prix et des volumes), 1988-2011 68

B3 : l'innovation et la productivité dans le système agricole et agroalimentaire 69
B3.1 Production brute, intrants et croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture primaire, 1961-2006 70
B3.2 Ratios intrants-extrants en agriculture primaire, 1961-2006 70
B3.3 Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2011-2012 71
B3.4 Dépenses publiques globales en R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire par pays/régions choisis, 1986-2008 72
B3.5 Dépenses publiques en R et D visant à appuyer le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en tant que part de la valeur de production rajustée, 1992-1996 à 2007-2011 72
B3.6 Dépenses privées réelles en R et D dans l'agriculture primaire, 1980-2011 72
B3.7 Dépenses et prélèvement en matière de R et D de Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2011 73
B3.8 Production de légumineuses et de canola au Canada, 1990-2011 74
B3.9 Poids moyen des carcasses de bovins et de porcs, 1961-2011 74
B3.10 Pratiques de travail du sol, 1991-2011 75
B3.11 Pratiques de conservation du sol, 2006 et 2011 75
B3.12 Technologie utilisée par les producteurs, 2011 76
B3.13 Producteurs ayant un téléphone intelligent, par type d'appareil, 2011 76
B3.14 Pourcentage des exploitants se prévalant d'occasions d'apprentissage pour perfectionner leurs capacités de gestion des affaires, par catégorie de revenu, 2010 77
B3.15 Intrants, extrants et croissance PTF dans le secteur de la transformation des aliments, 1961-2008 78
B3.16 Ratios intrants-extrants dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2008 78
B3.17 Dépenses privées réelles en R et D dans le secteur de la transformation des aliments, 1980-2011 79
B3.18 Sommes consacrées à la R et D par rapport à l'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie des boissons et aliments, différents pays de l'OCDE, 1990-2006 79
B3.19 Pourcentage des entreprises qui ont innové en matière de produits, 2007-2009 80
B3.20 Pourcentage des entreprises qui ont innové en matière de processus, par type, 2007-2009 80
B3.21 Pourcentage des entreprises qui ont développé un nouveau produit, 2007-2009 81
B3.22 Pourcentage des entreprises ayant élaboré un nouveau processus, 2007-2009 81
B3.23 Stratégies des entreprises suivant l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché principal, 2009 82

SECTION C – COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

C1: Consommateurs 85

C1.1 Le système agricole et agroalimentaire, 2011 86
C1.2 Répartition des dépenses personnelles en biens et services, 2011 87
C1.3 Répartition des dépenses personnelles réelles en biens et services, (2002 $) 2002-2011 88
C1.4 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments achetés au magasin et au restaurant, par quintile de revenu, 2010 83
C1.5 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu au Canada et aux Etats-Unis, 2010 83
C1.6 Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 1991-2010 90
C1.7 Revenu disponible réel par habitant, 1981-2011 91
C1.8 Crédit à la consommation et crédit hypothécaire au Canada, 2005-2011 91
C1.9 Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1982-2011 92
C1.10 Inflation des prix au détail des aliments au Canada par catégorie, 2009, 2010 et 2011 92
C1.11 Consommation de bœuf, de porc et de volaille par habitant, 1990-2011 93
C1.12 Déchets et pertes d'aliments aux étapes de consommation et pré-consommation par région, 2010 94
C1.13 Les facteurs les plus importants aux décisions d'àchats àlimentaires sains pour les canadiens, 2010 95
C1.14 Quel sorte d'information est-ce-que les canadiens recherches sur les étiquettes des produits alimentaires, 2010 95

C2: Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires) 97

C2.1 Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2011 98
C2.2 Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région, 2011 98
C2.3 Chiffres d'affaires pour les aliments et les boissons selon le point de vente, 1999 vs. 2011 99
C2.4 Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires de produits alimentaires par rayon, 2011 99
C2.5 Ratio moyen de la marge bénéficiaire des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2011 100
C2.6 Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2010 101
C2.7 Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2011 101
C2.8 Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants, 2011 102
C2.9 Parts de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2011 103
C2.10 Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons, 1999-2010 103

C3: Transformation des aliments et des boissons 105

C3.1 Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2008 106
C3.2 Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie, 2011 107
C3.3 Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2011 107
C3.4 Principales productions par province et par territoire, 2010 108
C3.5 Répartition des transformateurs d'aliments et de boissons par province, 2010 108

C3.6 Répartition des expéditions d'aliments et de boissons par groupe, 2011 109
C3.7 Emplois du secteur manufacturier par industrie, 2011 109
C3.8 Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés, 2009 110
C3.9 Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, 2009 111
C3.10 Expéditions d'aliments et de boissons, 1992-2011 112
C3.11 Valeur des expéditions d'aliments et de boissons et indices des prix et des volumes, 1992-2011 112
C3.12 Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-secteur, 2011 113
C3.13 Destination des expéditions d'aliments et de boissons, 2011 113
C3.14 Destination des expéditions des produits de viande, 2011 114
C3.15 Destination des expéditions des produits de boulangerie et de tortillas, 2011 114
C3.16 Destination des expéditions du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 2011 115
C3.17 Destination des expéditions des produits de la mer, 2011 115
C3.18 Pourcentage d'entreprises qui rapportent des obstacles en exportant hors du Canada, 2007-2009 116
C3.19 Pourcentage d'entreprises qui rapportent ayant apportés des changements suffisantes en réponse aux exigences des consommateurs, 2007-2009 116
C3.20 Coûts des intrants variables dans la transformation des aliments, 2010 117
C3.21 Indice des prix des céréales, des oléagineux, des légumes et du sucre, 1981-2011 118
C3.22 Indice des prix des bovins, des porcs et des combustibles minéraux, 1981-2011 118
C3.23 Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1991-2011 119
C3.24 Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2011 120
C3.25 Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2011 120
C3.26 Investissements en stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments, 1990-2011 121
C3.27 Stock de capital dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2011 121
C3.28 Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine, 2000-2011 122
C3.29 Stock d'IDE entrant dans la fabrication de boissons et de produits du tabac par pays d'origine, 2000-2011 122
C3.30 Stock d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments par pays de destination, 2000-2011 123

C4: Agriculture primaire 125
C4.1 Répartition de la valeur de la production agricole, 2008 126
C4.2 Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2011 127
C4.3 Répartition des fermes et revenus agricoles bruts (2010 $) par catégorie de revenu, 2011 127
C4.4 Principales productions par province et par territoire 128
C4.5 Recettes du marché par catégorie de produit, 2000 et 2011 129
C4.6 Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2011 129
C4.7 Recettes du marché par produit, 2006-2011 130
C4.8 Recettes du marché par région par rapport à la moyenne quinquennale, 2011 130
C4.9 Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, 1982-83 à 2011-12 131

C4.10 Cycle des prix des bovins, 1980-2011 131
C4.11 Recettes agricoles, paiements directs et dépenses d'exploitation nettes, 1990-2011 132
C4.12 Revenu net réalisé et revenu net comptant (Corrigé en fonction de l'inflation), 1991-2011 132
C4.13 Valeur nette ajoutée à l'agriculture, 2002-2011 133
C4.14 Répartition de la valeur nette ajoutée en agriculture, 2011 133
C4.15 Répartition de l'emploi en agriculture primaire, 2011 134
C4.16 Répartition des exploitations agricoles selon le type d'exploitant, jeunes agricultures et exploitants âgés, 1997, 2009 and 2010 135
C4.17 Sources de revenu des familles agricoles, entreprises de jeunes agriculteurs et autres exploitations agricoles, 2010 135
C4.18 Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes, 2010 136
C4.19 Revenu d'exploitation net moyen par catégorie de recettes, 2006-2010 136
C4.20 Revenu d'exploitation net moyen par province, 2010 137
C4.21 Revenu d'exploitation net moyen par type d'exploitation agricole, 2010 137
C4.22 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2010 138
C4.23 Revenu moyen des familles agricoles par source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2006-2010 138
C4.24 Revenu moyen des familles agricoles par type d'exploitation agricole, 2009 139
C4.25 Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles, 1995-2010 140
C4.26 Valeur nette moyenne totale des exploitations agricoles par province, 2008-2010 140
C4.27 Éléments d'actif, éléments de passif et valeur nette moyenne par type d'exploitation agricole, 2010 141
C4.28 Valeur moyenne des contingents des exploitations agricoles soumises à la gestion de l'offre, 2001-2010. 141
C4.29 Ratio d'endettement de l'ensemble des exploitations agricoles, 1995-2010 142
C4.30 Ratio d'endettement par type d'exploitation agricole, 2010 142
C4.31 Répartition des fermes par ratios d'endettement et catégorie de revenu, 2010 143

C5: Intrants de l'agriculture primaire 145
C5.1 Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles 146
C5.2 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2010 147
C5.3 Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2001-2011 148
C5.4 Indice des prix des entrées dans l'agriculture, 2002-2011 148
C5.5 Prix canadiens et mondiaux des céréales fourragères, 1992-93 à 2011-12 149
C5.6 Prix canadiens des veaux d'engraissement et stock de vaches de boucherie, 1980-2011 149
C5.7 Prix des engrais par région et par année de fertilisation (de juillet à juin), 2001-02 à 2010-11 150
C5.8 Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1993-2011 150
C5.9 Prix des carburants et dépenses des exploitations agricoles, 1993-2011 151
C5.10 Dépenses d'exploitation agricole en pesticides et en semences, 1981-2011 151
C5.11 Indice des prix des produits industriels de la machinerie agricole, d'autres machines industrielles et des véhicules automobiles, 1981-2011 152
C5.12 Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2010 153
C5.13 Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 2002-03 à 2010-11 154

SECTION D – L'ÉTAT ET LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

D1: Dépenses publiques 156

D1.1 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-86 à 2011-12 158

D1.2 Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire, 1985-86 à 2011-12 158

D1.3 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2011-12 159

D1.4 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, 2011-12 160

D1.5 Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB par province, 2011-12 160

D1.6 Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2011-12 161

D1.7 Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2011-12 161

D1.8 Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2011-12 162

D1.9 Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions, 1991-92 à 2011-12 162

D2: Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger 163

D2.1 ESP, certains pays, 1986-2011 164

D2.2 Composition du soutien aux producteurs, Canada, 1986-2011 164

D2.3 Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2011 165

D2.4 Composition du soutien aux producteurs, Etats-Unis, 1986-2011 165

AVANT-PROPOS

Le présent rapport de 2013 donne un aperçu de la situation économique du système agricole et agroalimentaire canadien et contient les plus récentes données annuelles complètes de 2011. Ce document de référence polyvalent :

- présente un aperçu de la structure et du rendement du système, incluant les changements associés aux défis, aux possibilités et à l'évolution des marchés;
- contient des données et des renseignements généraux destinés à éclairer les débats publics concernant ces défis et ces possibilités.

Le rapport décrit le système agricole et agroalimentaire canadien comme une composante moderne, très complexe, intégrée et concurrentielle sur le plan international qui revêt de plus en plus d'importance pour l'économie canadienne. Il s'agit d'un système résilient qui tente continuellement de relever les défis auxquels il fait face et de tirer profit des possibilités en se restructurant et en s'adaptant à l'évolution des exigences des consommateurs, aux progrès technologiques et à la mondialisation.

Des graphiques et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et décrivent les indicateurs de base associés à la structure et au rendement.

Ce rapport de 2013 présente d'abord une section spéciale décrivant le secteur de l'agriculture primaire à l'aide de données et d'informations provenant du Recensement de l'agriculture de 2011 de Statistique Canada. Une deuxième section spéciale contient des données et de l'information au sujet du contexte agricole mondial de 2011.

Ce rapport offre un aperçu global de la contribution du système à l'économie canadienne, qui se fonde sur l'importance pour le produit intérieur brut (PIB) et pour l'emploi. Le document passe ensuite en revue chaque composante du système en aval de la chaîne alimentaire (consommateurs, détaillants, grossistes) à en amont (transformateurs d'aliments et de boissons, producteurs primaires, fournisseurs d'intrants agricoles et fournisseurs de services). Le rapport se conclut par un examen des dépenses publiques à l'appui de l'agriculture et de l'agroalimentaire, incluant des comparaisons entre les diverses mesures de soutien à l'échelle internationale.

FAITS SAILLANTS

IMPORTANCE DU SYSTÈME POUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE

- Le système agricole et agroalimentaire englobe divers secteurs d'activité, notamment la fourniture d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, la transformation d'aliments et de boissons, la distribution d'aliments, la vente au détail et en gros ainsi que les services de restauration.

- Le système continue de jouer un rôle important dans l'économie du Canada et des provinces. Il contribue dans une large mesure au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi, créant directement un emploi sur huit, employant 2,1 millions de personnes et représentant 8,0 % du PIB total.

- En 2011, le secteur agricole et agroalimentaire a retrouvé le niveau observé avant la récession économique de 2009 en ce qui concerne sa part du PIB.

- Bien que l'agriculture primaire contribue peu à l'économie globale (1,7 % du PIB), elle est au cœur même du système agricole et agroalimentaire et a connu une croissance moyenne annuelle de 1,4 % depuis 1997.

CONTEXTE MONDIAL

- Le secteur agricole et agroalimentaire continue d'être orienté sur les exportations. La part canadienne du commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires poursuit sa hausse, après une diminution du commerce suite à la récession.

- La structure du commerce a aussi changé depuis la fin des années 90 en raison de l'accroissement des exportations de produits transformés à plus grande valeur ajoutée destinées à répondre aux besoins mondiaux en constante évolution. La récente augmentation des exportations provient de la hausse des exportations de produits agricoles primaires.

- De plus, l'essor des économies émergentes, comme la Chine et le Brésil, a offert de nouvelles opportunités par contre les défis que présente l'exportation vers ces marchés tout en assurant le maintien de la concurrence sur le reste des marchés mondiaux.

- Les possibilités d'exportation sont essentielles à la croissance du secteur agricole et agroalimentaire canadien. Ce rapport démontre que le Canada figure au sixième rang mondial des pays exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires et au sixième rang des pays importateurs de ces produits (UE étant considérée comme un bloc commercial), les exportations et les importations canadiennes étant évaluées à 40,3 et à 31 milliards de dollars , respectivement.

- La compétitivité du secteur agricole et agroalimentaire dépend de sa capacité à demeurer rentable et viable à long terme par rapport à ses concurrents. La croissance des ventes à long terme sur les marchés intérieurs et extérieurs révèle que le Canada est demeuré relativement concurrentiel sur les marchés agricoles et agroalimentaires en 2011.

COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Consommateurs

- L'évolution des exigences des consommateurs et de la société entraîne des changements dans l'ensemble du système agricole et agroalimentaire. Les consommateurs réclament des aliments plus variés, pratiques, respectueux de l'environnement et sains, ainsi que des aliments qui correspondent à leurs valeurs, comme les produits biologiques et halal, et qui incluent des garanties de qualité et de salubrité.

- En 2011, les consommateurs canadiens ont dépensé 181 milliards de dollars en aliments, boissons et en produits du tabac dans les magasins et les restaurants, soit 18,4 % des dépenses personnelles totales. Comparativement à d'autres pays, le coût de l'alimentation au Canada figure parmi les plus bas dans le monde. Les Canadiens consacrent un peu moins de 10 % de leur budget aux achats d'aliments et de boissons non alcoolisées dans les magasins.

- L'inflation du prix des aliments de détail a été supérieure à l'augmentation du taux d'inflation global, soit une augmentation de 3,7 % comparativement à l'augmentation de 2,9 % pour l'ensemble de l'économie.

Transformation des aliments et des boissons

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons transforme les produits primaires; elle est ainsi importante pour l'industrie agricole, puisque 34 % de la production agricole est utilisée comme matières premières.

- L'industrie de la transformation des aliments et des boissons, qui figure parmi les plus importantes industries manufacturières au Canada, a connu une croissance en matière d'emploi et d'expédition. Néanmoins, un taux de change plus élevé entre le Canada et les États Unis et l'augmentation des coûts des intrants ont créé des défis sur le plan de la concurrence, ce qui devra être adressé à l'aide d'investissements et d'innovation.

Agriculture primaire

- Selon le dernier Recensement de l'agriculture, les fermes familiales continuent d'évoluer et de se restructurer en réponse aux changements dans les conditions de marché. En conséquence, le nombre d'exploitations agricoles continue de diminuer alors que la taille des exploitations augmente. Les données indiquent qu'il y avait 205 730 exploitations agricoles au Canada, une baisse de 10 % par rapport à 2006, et que la taille moyenne avait augmenté pour atteindre 779 acres.

- La combinaison de la culture et de l'élevage est en évolution, témoignant des demandes des consommateurs pour des produits différents, et a un effet sur les prix et les conditions du marché. Le blé non dur n'est plus au sommet, il a cédé sa place au canola et le secteur du soja a également connu une croissance entre 2006 et 2011. Comparativement aux données des recensements précédents, le nombre d'animaux d'élevage a diminué de manière importante.

- Le rendement des exploitations agricoles, établi en fonction du revenu agricole et de la valeur nette, demeure solide dans l'ensemble. Le revenu monétaire net, après avoir tenu compte de l'inflation, est en hausse de 17 % comparativement à 2010 puisque les recettes monétaires agricoles ont augmenté plus que les dépenses d'exploitation nettes. Les recettes de marché ont augmenté grâce à une hausse du prix des grains, des oléagineux et de la viande rouge. Les dépenses ont par ailleurs augmenté en 2011 en raison de l'augmentation du prix du carburant, des aliments du bétail, des engrais et des semences.

- La valeur nette des exploitations agricoles continue de croître puisque la valeur des biens augmente, particulièrement la valeur des terres, et que les taux d'intérêt historiquement bas contribuent à maintenir les faibles coûts du service de la dette. Le ratio d'endettement des exploitations agricoles a continué de chuter à des niveaux historiquement bas.

- Il y a peu d'Entreprises de jeunes agriculteurs (EJA) qui sont exploitées uniquement par des gens âgés de 18 à 39 ans, mais celles-ci sont importantes pour l'avenir du secteur. Les EJA représentaient 7,5 % des exploitations agricoles canadiennes en 2010, mais ont accumulé des revenus agricoles et non agricoles supérieurs à ceux des fermes exploitées par des agriculteurs plus âgés.

DÉPENSES PUBLIQUES À L'APPUI DU SECTEUR

- L'aide gouvernementale totale (fédérale et provinciale) accordée au secteur agricole et agroalimentaire a légèrement augmenté pour totaliser 7,5 milliards de dollars en 2011-2012, soit 26,7 % du PIB total du secteur.

- En 2011-2012, les paiements de programme ont continué de représenter la part la plus importante de l'aide fédérale et provinciale allouée au secteur (36 %), devant les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection (30 %).

- L'aide gouvernementale varie selon la province. Ce sont toutefois les agriculteurs du Manitoba, du Québec, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve-et-Labrador qui ont bénéficié le plus de soutien en proportion du PIB agricole et agroalimentaire de chaque province. L'aide fédérale représentait une part plus importante en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick.

- Les dépenses publiques en R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire contribuent de manière importante à la productivité et à la capacité concurrentielle futures du secteur. Ces dépenses augmentent depuis quelques années et l'on s'attend à ce qu'elles atteignent 561 millions de dollars au cours de l'exercice 2011-2012.

- Les politiques agricoles du Canada et d'autres pays ont évolué au fil des ans. Certains pays ont procédé à une réforme majeure de leurs politiques agricoles, ce qui a donné lieu à une réduction du niveau d'aide et à des changements dans les types d'aide offerte.

- Mesurée selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), l'aide accordée par le Canada pour tous les produits s'élevait à 14 % en 2011, comparativement à 8 % et à 18 % aux États-Unis et en Union européenne (UE), respectivement. En 2011, l'ESP a diminué dans les principaux pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), ce qui s'explique surtout par la hausse des recettes agricoles brutes et la réduction du soutien des prix du marché qui ont suivi la montée des prix mondiaux des produits laitiers.

SECTION A

Section spéciale

SECTION A1

Résumé – Recensement de l'agriculture

Introduction :

Selon les données du Recensement de l'agriculture 2011 de Statistique Canada, le secteur de l'agriculture continue de subir d'importantes transformations en raison des défis auxquels il est constamment confronté et de la nécessité de s'adapter au changement. Le nombre d'exploitations agricoles continue de diminuer, mais la taille des exploitations augmente. La production agricole au Canada est de plus en plus concentrée étant donné que le pourcentage de production des grandes exploitations continue d'augmenter. La combinaison des cultures et de la production animale change en fonction des produits que demandent les consommateurs et de l'évolution des prix et des conditions du marché. Il y a de plus en plus d'exploitations biologiques, de fermes adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement et de fermes dont la production est destinée aux marchés d'exportation et aux chaînes d'approvisionnement mondiales.

Remarque : Les périodes de référence des tableaux du présent document peuvent varier selon les variables examinées. En ce qui concerne le Recensement de l'agriculture 2011, les données liées au nombre ou à la distribution des exploitations agricoles datent de 2011. Les données sur les recettes agricoles brutes, les revenus non agricoles et l'emploi ont été recueillies en 2010 et sont donc présentées en dollars 2010.

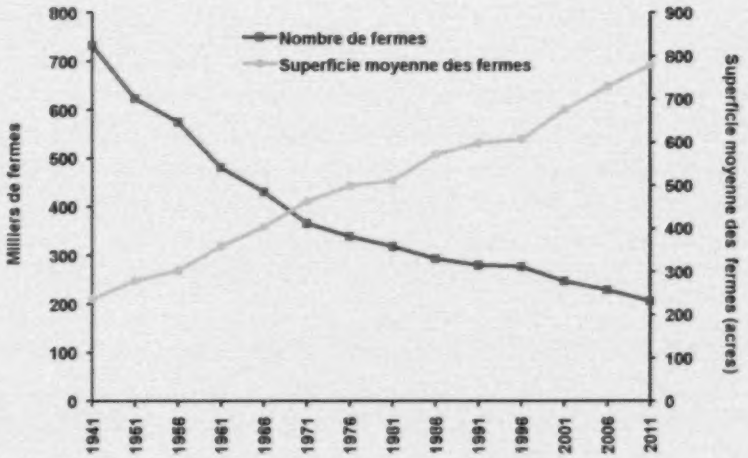
Les fermes familiales continuent de se restructurer en réponse aux conditions de marché

Au cours des 70 dernières années, la taille moyenne des exploitations agricoles a presque quadruplé, alors que le nombre de fermes au Canada a diminué.

En 2011, il y avait 225 730 exploitations agricoles, soit une diminution de 10,3 % par rapport à 2006. Entre 2006 et 2011, la diminution a été de 7,1 %.

Par ailleurs, la taille moyenne des exploitations a augmenté, passant de 237 acres en 1941 à 779 acres en 2011. Il s'agit d'une tendance continue témoignant des innovations technologiques et de la consolidation.

Graphique A1.1
Nombre et superficie des fermes au Canada, 1941-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

La superficie agricole totale a diminué alors que la taille moyenne des exploitations a augmenté.

La superficie agricole totale a diminué dans toutes les provinces entre 2006 et 2011, à l'exception de la Nouvelle-Écosse avec une augmentation de 2,4 %. En Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique, la baisse a dépassé la moyenne nationale et c'est à Terre-Neuve-et-Labrador que le taux de diminution a été le plus marqué. (13,8 %).

La taille moyenne des exploitations en acres continue d'augmenter. Les exploitations de la Saskatchewan demeurent les plus grandes avec une superficie moyenne de terrain de 1 668 acres, soit une hausse de 15,1 % depuis 2006. Viennent ensuite les exploitations de l'Alberta et du Manitoba, dont la taille a augmenté de 10,7 % et de 13,4 %, respectivement. En Colombie-Britannique, à Terre-Neuve-et-Labrador et en Nouvelle-Écosse la taille moyenne des exploitations a diminué de 7,4 %, 5,0 % et 0,4 %, respectivement.

Graphique A1.2
Nombre et superficie des exploitations agricoles, 2006 and 2011

Province	Terres agricoles (milliers d'acres)			Superficie moy. des fermes (acres)		
	2006	2011	Écart (%)	2006	2011	Écart (%)
Canada	**166 984**	**160 156**	**-4,1**	**728**	**779**	**7,0**
T.-N.-L.	89	77	-13,8	160	152	-5,0
Î.-P.-É.	621	594	-4,3	365	398	9,0
N.-É.	994	1 018	2,4	262	261	-0,4
N.-B.	977	938	-4,0	352	359	2,0
Qué.	8 558	8 257	-3,5	279	280	0,4
Ont.	13 330	12 668	-5,0	233	244	4,7
Man.	19 073	18 023	-5,5	1 001	1 135	13,4
Sask.	64 233	61 628	-4,1	1 449	1 668	15,1
Alb.	52 150	50 499	-3,2	1 055	1 168	10,7
C.-B.	7 005	6 453	-7,9	353	327	-7,4

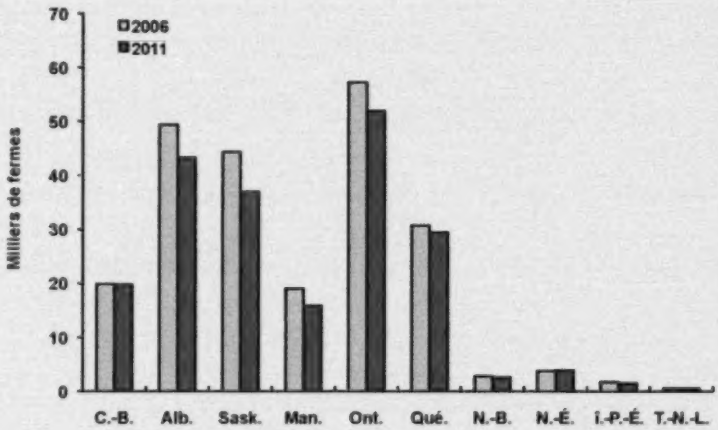
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

La distribution des exploitations par province est demeurée relativement stable depuis le dernier recensement, mais le nombre d'exploitations par type de production a changé

Le nombre d'exploitations a continué de diminuer dans toutes les provinces en 2011, à l'exception de la Nouvelle-Écosse, qui rapporte une légère augmentation.

En 2011, c'est en Ontario que l'on retrouvait encore le plus d'exploitations agricoles (51 950), une baisse par rapport à 2006 alors qu'il y en avait 57 211. Viennent ensuite l'Alberta (43 234) et la Saskatchewan (36 952). Le nombre d'exploitations en Colombie-Britannique et au Québec est demeuré presque le même de 2006 à 2011, soit 19 759 et 29 437 fermes, respectivement. Le Manitoba et la Saskatchewan présentent les plus fortes baisses durant cette période, soit 16,7 % et 16,6 %, respectivement.

Graphique A1.3
Nombre de fermes par province, 2006 et 2011



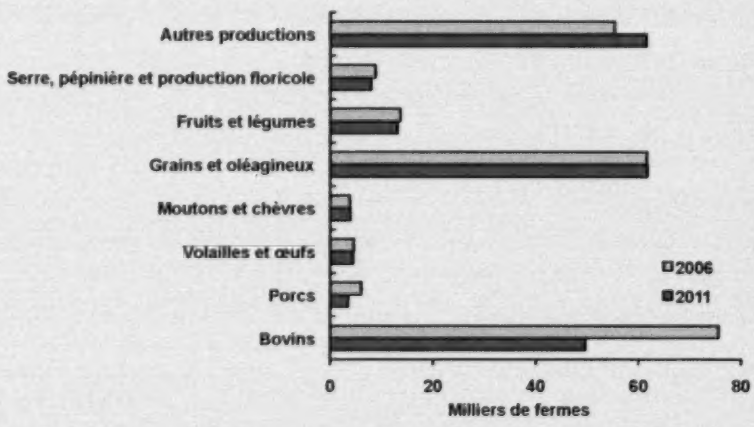
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

Le nombre d'exploitations de céréales et d'oléagineux est demeuré le même depuis 2006. Il s'agit du type d'exploitation que l'on retrouve en plus grand nombre au Canada.

L'élevage des bovins de boucherie, malgré une importante baisse en 2011, représente également un important type de production au Canada.

D'autres exploitations, dont le nombre a également augmenté entre 2006 et 2011, représentent aussi une importante proportion de la production, notamment la production du foin, du sirop d'érable et de ses produits ou de la combinaison de fruits et de légumes.

Graphique A1.4
Nombre de fermes, selon le type de production, 2006 et 2011



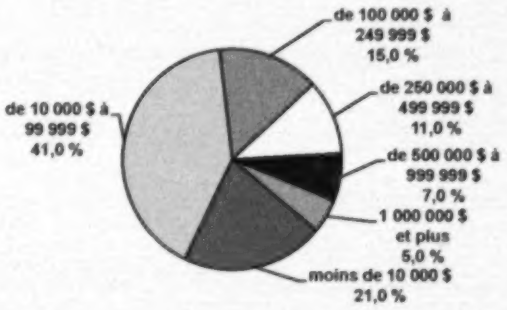
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

Les exploitations agricoles déclarant des revenus de 1 million de dollars et plus représentaient une plus grande proportion de la production et du nombre total d'exploitations en 2011

Ces exploitations agricoles ont acquis une plus grande part du nombre total de fermes, passant de 3,2 % en 2006 à 5,0 % en 2011. Bien qu'il y en ait relativement peu, ces exploitations ont généré 49,1 % des revenus agricoles bruts en 2011 (aux prix constants de 2010), soit une hausse par rapport à 2006 (42,8 %). La grande majorité de ces exploitations sont des entreprises familiales (propriété et exploitation).

Le nombre de grandes exploitations agricoles déclarant des revenus de 500 000 $ à 999 999 $ a également augmenté, passant de 5,4 % des fermes en 2006 à 6,8 % en 2011. Elles ont généré 18,8 % des revenus agricoles bruts en 2011.

Graphique A1.5
Répartition des fermes par niveau de revenu (en dollars de 2010), 2011



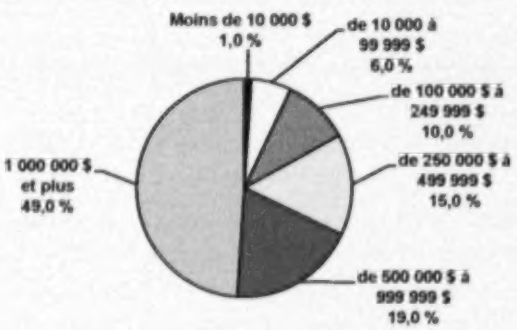
Source: Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

Les petites et moyennes exploitations, toujours supérieures en nombre, représentent une plus petite proportion de la production.

Les microfermes ayant des revenus de moins de 10 000 $ et les petites fermes ayant des revenus entre 10 000 $ et 99 000 $ représentaient 62,4 % du nombre total de fermes au Canada mais n'ont généré que 6,7 % des revenus agricoles bruts.

Les exploitations de taille moyenne ayant des revenus entre 100 000 $ et 249 000 $ représentaient 15,4 % du total des exploitations mais n'ont généré que 9,9 % des revenus agricoles bruts. Les exploitations agricoles dont les revenus se situent entre 250 000 $ et 499 999 $ représentaient 10,9 % des fermes et ont généré 15,5 % des revenus.

Graphique A1.6
Répartition de la production par niveau de revenu (en dollars de 2010), 2010



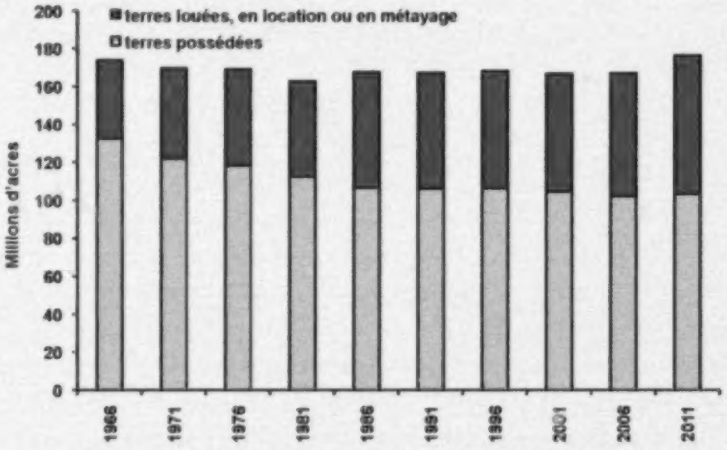
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2011.

Les terres sont de plus en plus louées par les exploitants agricoles afin d'augmenter la production

La propriété des terres demeure une option de régime foncier attrayante, mais la location des terres est un moyen d'élargissement des opérations qui exige moins de capital.

La proportion de la superficie agricole totale occupée par des terres privées a diminué au fil des ans puisque les exploitants louent leur terre en raison de l'augmentation de la valeur des terrains. En 2011, 58,6 % des exploitants étaient propriétaires de la terre alors que c'était le cas de 76,1 % des exploitants en 1966.

Graphique A1.7
Superficie agricole totale par mode de tenure foncière, 1966-2011

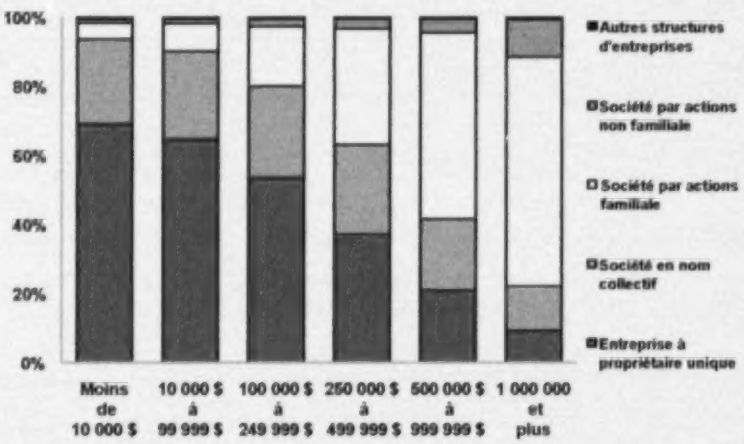


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

À mesure que la taille des exploitations augmente, les exploitations se constituent en société.

La grande majorité des exploitations canadiennes continue d'être des entreprises familiales. Les membres de la famille prennent les décisions opérationnelles et génèrent la plus grande partie des revenus agricoles canadiens. En 2011, 19,7 % des fermes étaient constituées en société et 80,3 % étaient non constituées en société, étaient des fermes individuelles ou étaient des partenariats.

Graphique A1.8
Répartition des fermes selon la structure d'entreprise et le niveau de revenu, 2011

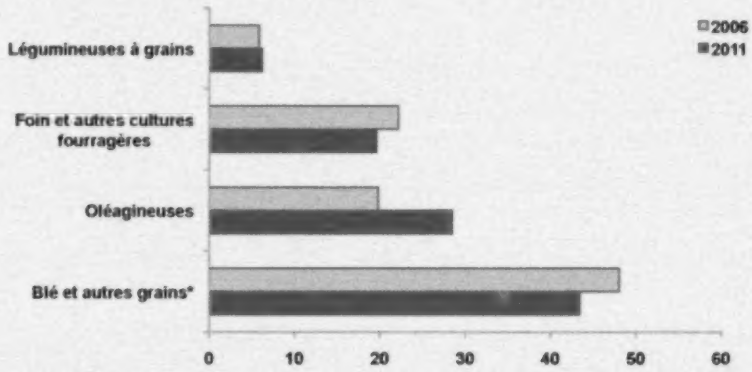


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

La superficie totale plantée de blé et d'autres céréales a continué de diminuer entre 2006 et 2011, passant de près de 50 % à moins de 45 %, alors que la superficie de production d'oléagineux a augmenté de 20,4 % à 28,6 %.

L'augmentation du prix des cultures commerciales et la diminution du nombre d'animaux d'élevage ont mené à une modification des grandes cultures. La culture du foin et d'autres cultures fourragères est passée de 22,2 % à 19,6 % au profit de cultures commerciales plus rentables comme le soja et le canola.

Graphique A1.9
Superficies en légumineuses à grains, plantes fourragères, oléagineuses et blé, 2006 et 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.
Note : *Les autres grains comprennent l'avoine, l'orge, les grains mélangés, le maïs-grain, le seigle et le sarrasin.

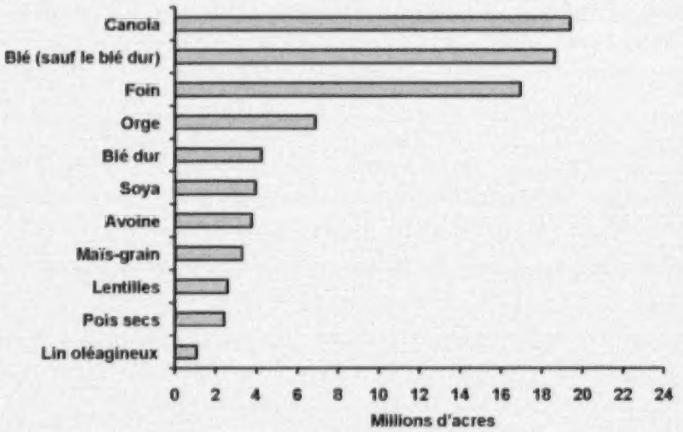
Le canola a été la première culture de grande production en 2011, dépassant pour la première fois le blé autre que le blé dur

La superficie consacrée au canola a été supérieure à celle consacrée au blé de printemps, faisant du canola la première grande culture en 2011.

La superficie plantée de canola a augmenté de 55,9 % et celle du blé autre que le blé dur a reculé de 9 % entre 2006 et 2011.

La superficie totale de soja a également augmenté de 33,2 % en raison de la hausse des prix des oléagineux, de la vigueur de la demande des économies émergentes et des plus forts rendements des nouvelles variétés. La superficie plantée de lentilles a doublé depuis 2006, alors que les superficies plantées d'orge, d'avoine et de pois ont reculé respectivement de 24,5 %, 26,2 % et 22,8 %.

Graphique A1.10
Superficies en grandes cultures, selon le type, 2011



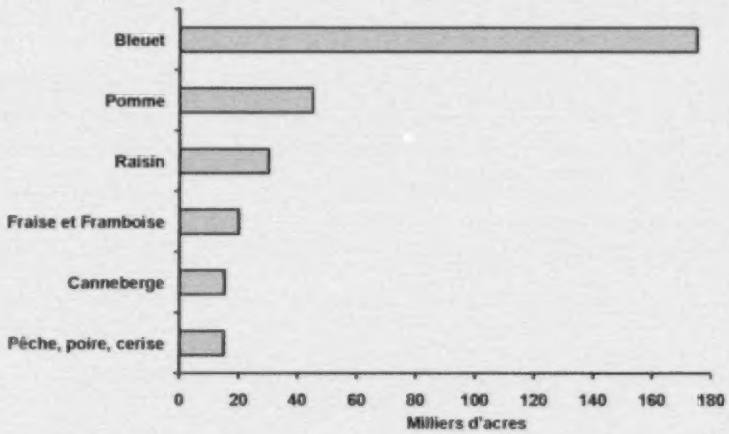
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

La superficie consacrée aux fruits et aux légumes change en raison de l'évolution de la préférence des consommateurs et des conditions plus concurrentielles du marché

Au Canada, la superficie totale consacrée aux fruits a augmenté de 14,7 % entre 2006 et 2011, en grande partie à cause de l'importante augmentation de la superficie consacrée aux bleuets et aux canneberges.

La superficie consacrée aux fraises, aux framboises et à la plupart des fruits de verger a diminuée. La hausse du coût de la main-d'œuvre, la forte concurrence à l'importation et la perte de marchés de transformation sont parmi les raisons qui expliquent cette baisse.

Graphique A1.11
Superficies en cultures fruitières, 2011

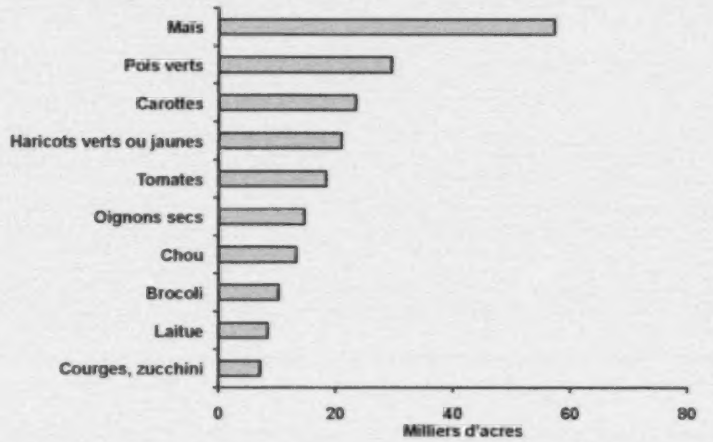


Sources : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

La force du dollar canadien, l'augmentation des importations et la fermeture d'usines de transformation ont contribué à la réduction de la superficie consacrée aux légumes.

Entre 2006 et 2011, la superficie totale consacrée aux légumes a diminué de 13,5 % au Canada. Le maïs sucré, dont la superficie de culture a diminué de 23,3 %, est encore le légume le plus cultivé et occupe 21,4 % de la superficie totale de culture de légumes. Parmi les autres légumes dont la superficie de culture a diminué, on retrouve notamment les pois verts (baisse de 28,9 %), les haricots verts ou beurre (baisse de 22,7 %) et les tomates (baisse de 17,6 %).

Graphique A1.12
Superficies en légumes de champ, 2011

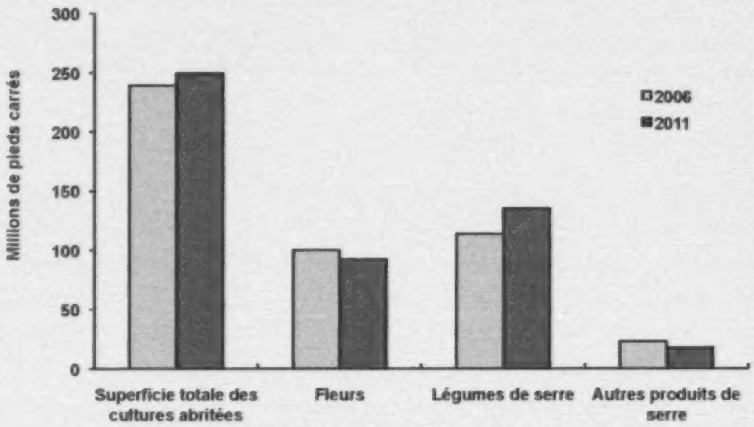


L'industrie de la serriculture a connu une croissance malgré une baisse du nombre d'exploitations

Au Canada, entre 2006 et 2011, la superficie de culture en serre, mesurée en fonction de la superficie couverte, a augmenté de 4,2 %.

La superficie consacrée à la culture des légumes en serres a été supérieure à celle consacrée à la culture des fleurs, faisant de la culture des légumes le principal produit cultivé en serre. Le Canada a augmenté sa production de concombres, de poivrons et de tomates de serre. Cette hausse est attribuable à la demande de légumes de haute qualité à l'année et à la stabilité du marché d'exportation américain. Le nombre de serres a toutefois diminué de 10,7 %, passant de 5 600 exploitations en 2006 à 5 000 en 2011 puisque l'industrie s'est consolidée en exploitations de plus grande taille.

Graphique A1.13
Superficies en productions serricoles au Canada, 2006 et 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

Le nombre d'exploitations biologiques certifiées continue d'augmenter

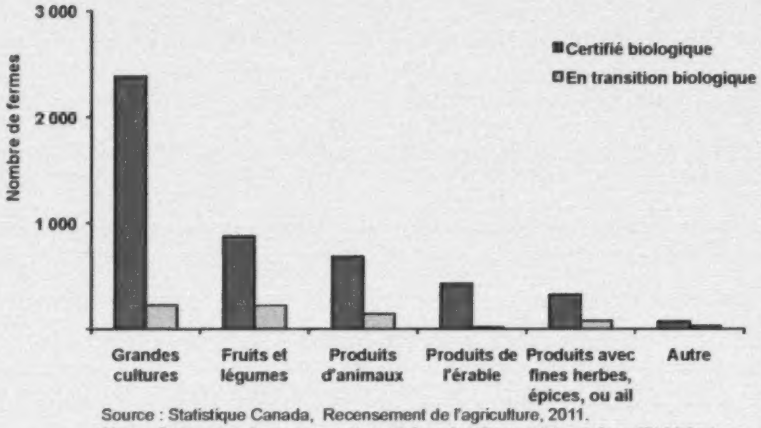
En 2011 au Canada, les exploitations biologiques certifiées représentaient 1,8 % du nombre total d'exploitations agricoles, soit une hausse de 1,5 % par rapport à 2006.

En 2009, le *Règlement sur les produits biologiques* est entré en vigueur, rendant la certification obligatoire pour les producteurs qui allèguent que leurs produits sont biologiques. Les producteurs en transition sont ceux qui sont en cours de certification, car les producteurs doivent produire des produits biologiques pendant trois ans avant de pouvoir obtenir la certification.

Il y avait 3 713 exploitations biologiques certifiées en 2011, une hausse de 4,4 % par rapport à 2006.

En 2011, les grandes cultures biologiques dépassaient largement toutes les autres cultures biologiques certifiées avec 2 383 exploitations.

Graphique A1.14
Fermes déclarant des produits certifiés biologiques ou en transition, selon le type de production, 2011



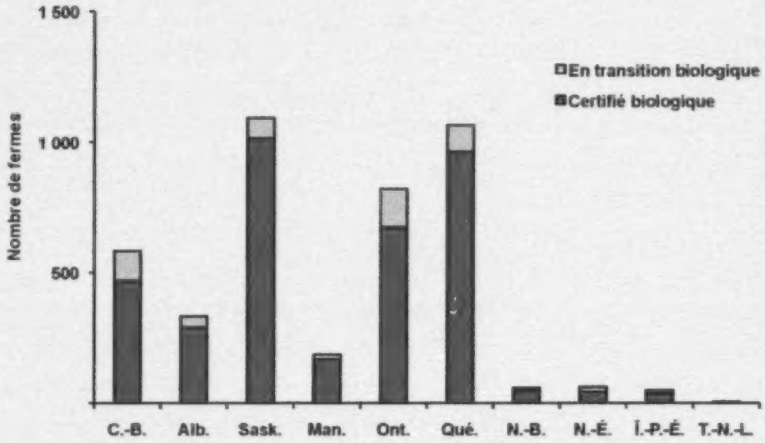
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.
Note : Comme les fermes pouvaient déclarer les deux statuts, soit certifié biologique et en transition, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

La plupart des exploitations biologiques certifiées étaient de petite taille et se trouvaient au Québec et en Saskatchewan

La Saskatchewan et le Québec ont rapporté la plus grande augmentation du nombre d'exploitations biologiques certifiées.

En 2011, la Saskatchewan comptait le plus grand nombre d'exploitations biologiques certifiées, malgré une baisse de 14,1 % depuis 2006. Le nombre d'exploitations biologiques certifiées a également diminué à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse et au Manitoba.

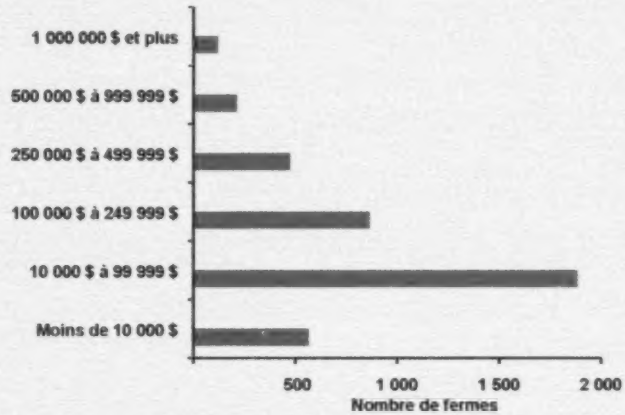
Graphique A1.15
Nombre de fermes en production biologique, par province, 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.
Note : Comprend les prairies artificielles (c.-à-d. cultivées) et les pâturages peu productifs (c.-à-d. non cultivés).

La plupart des exploitations biologiques certifiées ont généré moins de 100 000 $ de revenus agricoles bruts totaux en 2011. Il y avait au Canada, en 2011, 1 884 petites exploitations biologiques certifiées, représentant 2,2 % des exploitations générant des revenus de moins de 100 000 $. Seulement 1,2 % des fermes ayant un revenu supérieur à un million de dollars était des exploitations biologiques.

Graphique A1.16
Nombre de fermes en production biologique, selon le niveau de revenu (en dollars de 2010), 2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture de 2011.
Note : Comprend les fermes certifiée s biologiques ou en transition.

Le secteur de l'élevage a dû composer avec de nombreux défis au cours des cinq dernières années, notamment l'augmentation du prix des aliments du bétail, les obstacles commerciaux et la force du dollar canadien

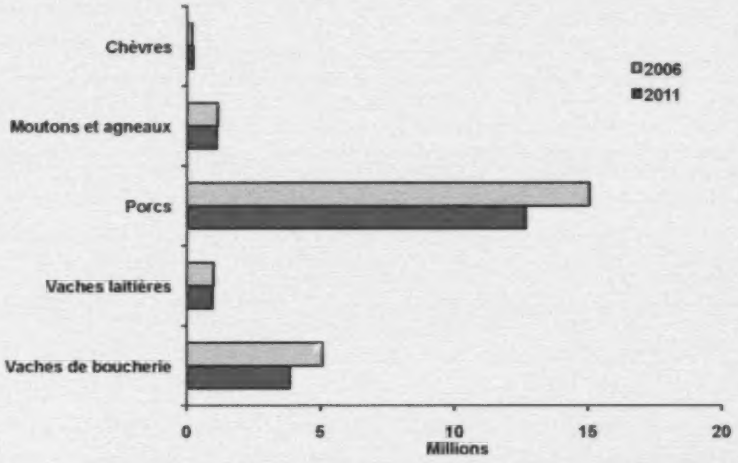
Le nombre total de vaches de boucherie au Canada a diminué de 24,2 % entre 2006 et 2011 en raison des conditions défavorables du marché, de la hausse du prix des aliments du bétail, des obstacles au commerce et de l'appréciation de la valeur du dollar canadien depuis cinq ans.

Le nombre de porcs a reculé de 15,7 % tandis que les producteurs délaissaient ce secteur à cause d'une baisse de la rentabilité découlant de la vigueur du dollar canadien, de la hausse du prix des aliments du bétail et des restrictions commerciales. Le Programme de réforme des porcs reproducteurs et le Programme de transition pour les exploitations porcines ont été mis en oeuvre pour inciter le secteur à se restructurer et à s'adapter aux réalités du marché.

Le secteur laitier a affiché des gains d'efficacité qui ont permis d'augmenter la production malgré une baisse de 3,4 % du nombre de vaches laitières au Canada. Le Québec détenait plus d'un tiers du nombre total de vaches laitières au Canada. L'Ontario venait au deuxième rang, en détenant un tiers.

Le nombre de chèvres a augmenté, témoignant de l'émergence de marchés à créneaux pour satisfaire à la demande des consommateurs des groupes ethniques.

Graphique A1.17
Nombre de têtes par type de production animale, 2006 et 2011



Sources : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

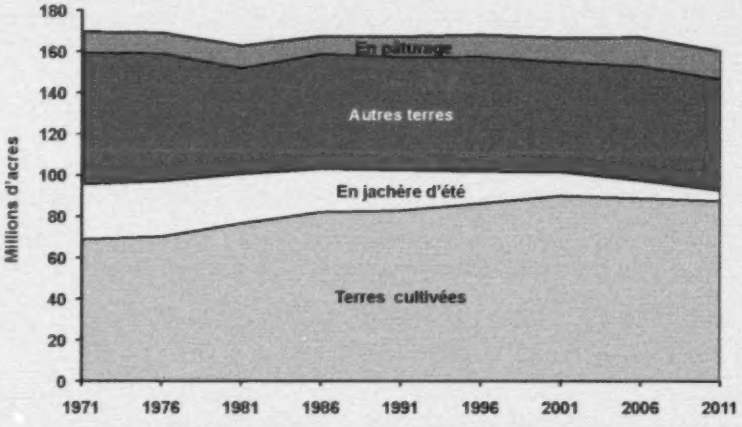
Le prix plus élevé des cultures, l'évolution technologique et les meilleures pratiques de gestion des terres continuent de mener à une diminution de la superficie en jachère

La diminution de la superficie agricole totale de 2006 à 2011 a entraîné des changements dans l'utilisation des terres.

La superficie des terres en culture, qui était en hausse depuis le début des années 70, est demeurée stable en 2011 alors que la superficie des terres en pâturage a augmenté.

La pratique de la jachère, qui était une pratique traditionnelle de production rotative dans les Prairies, a connu une importante baisse au fil des ans alors que les pratiques de production sans travail du sol sont devenues de plus en plus courantes, réduisant la nécessité de mettre les terres en jachère.

Graphique A1.18
Utilisation des terres*, 1971-2011



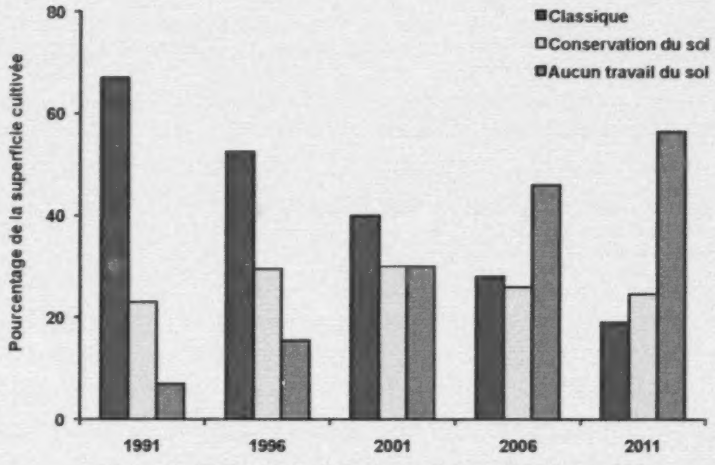
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.
Note : *Comprend les plantations d'arbres de Noël, les sites naturels pour le pâturage, les boisés et les milieux humides .

Pour la première fois, les pratiques de production sans travail du sol ont été utilisées sur plus de la moitié de la superficie totale préparée pour l'ensemencement.

Les pratiques culturales sans travail du sol dominent dans les Prairies, où les grandes exploitations et le sol sensible à l'érosion augmentent les avantages financiers et environnementaux de l'ensemencement en une seule étape et à incidence minimale sur le sol. En outre, le gouvernement québécois a versé des incitatifs entre 2006 et 2011 pour encourager les producteurs à utiliser des pratiques sans travail du sol.

Par conséquent, la superficie des terres ensemencée sans travail du sol a augmenté de 23,8 % et l'utilisation de la jachère a diminué de 40,2 % entre 2006 et 2011.

Graphique A1.19
Pratiques de travail du sol, 1991-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

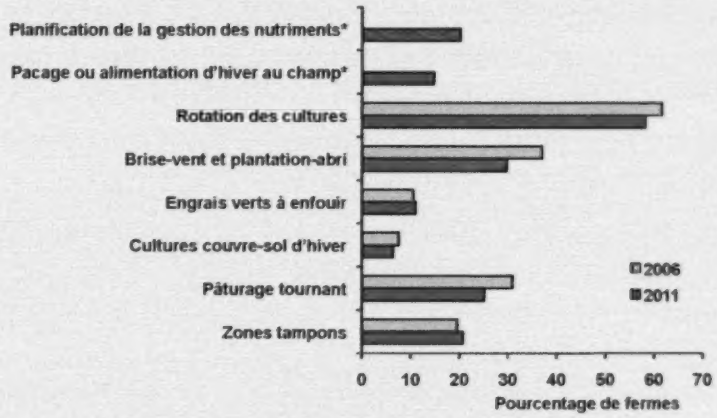
Les producteurs agricoles continuent d'utiliser des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et des intrants traditionnels comme les engrais et les pesticides

La rotation des cultures continue d'être la pratique la plus courante de conservation du sol, suivie de l'utilisation de brise vent et du pâturage en rotation.

Le nombre d'exploitations agricoles utilisant ces pratiques a toutefois connu un recul entre 2006 et 2011. Le pâturage en rotation et l'utilisation de zones tampons figurent parmi les importantes pratiques de conservation du sol.

La planification de la gestion des éléments nutritifs et le pacage/l'alimentation d'hiver au champ sont également des pratiques de plus en plus utilisées.

Graphique A1.20
Pratiques de conservation du sol, 2006 et 2011

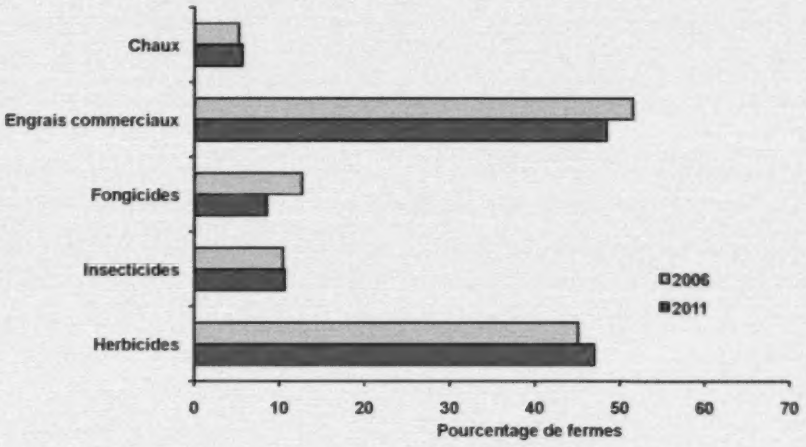


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.
Note : *Catégorie non comprise dans le Recensement de l'agriculture de 2006.

Les engrais et les herbicides commerciaux ont été les intrants les plus couramment utilisés dans la production des cultures.

Plus de 50 % des exploitations agricoles utilisaient des engrais commerciaux en 2010, ce qui représente une légère baisse par rapport à 2005. En 2010, plus de 45 % des exploitations agricoles utilisaient des herbicides.

Graphique A1.21
Intrants agricoles, 2006 et 2011



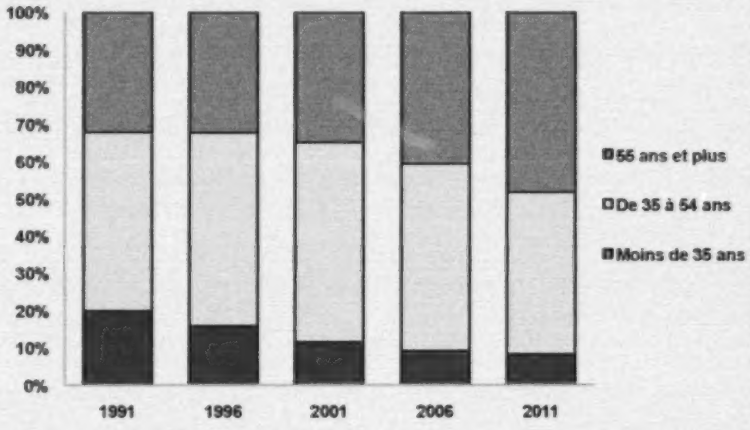
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

Près de la moitié des exploitants agricoles avaient 55 ans et plus en 2011, reflétant l'impact du vieillissement général de la population

Il s'agit de la première fois où il y avait davantage d'exploitants agricoles de 55 ans et plus que d'exploitants plus jeunes. Ceci reflète l'impact de la génération des baby-boomers sur le secteur agricole. En 2011, environ 48,3 % des opérateurs avaient 55 ans et plus alors qu'en 2006, ils représentaient 40,7 %. Seulement 8,2 % des exploitants agricoles avaient 35 ans ou moins en 2011, une baisse de 19,9 % par rapport à 1991.

C'est au Québec que l'on retrouve le plus grand nombre de jeunes exploitants, dont l'âge moyen est de 51 ans. Les exploitants agricoles de la Colombie-Britannique sont les plus âgés avec une moyenne de 56 ans.

Graphique A1.22
Répartition des exploitants selon la tranche d'âge, 1991-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

La plupart des fermes sont d'une seule génération, mais les grandes exploitations agricoles tendent à être multigénérationnelles.

Seulement 7,6 % des exploitations étaient multigénérationnelles en 2011, mais ce pourcentage grimpe à 20,7 % en ce qui concerne les grandes exploitations ayant des revenus d'un million de dollars ou plus.

Graphique A1.23
Nombre de fermes, selon le nombre de générations et le niveau de revenu (en dollars de 2010), 2011

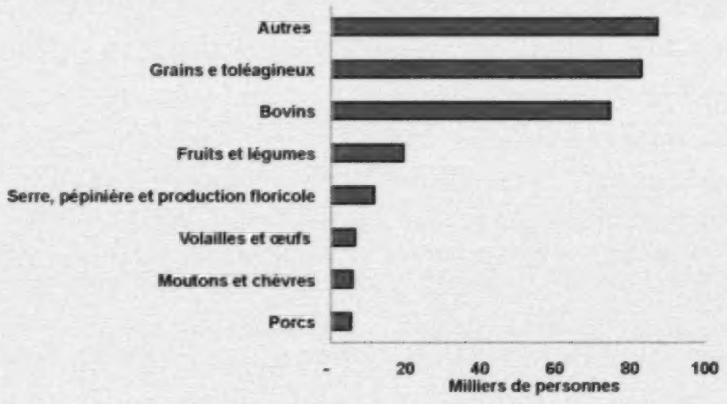
Revenu agricole brut	Multigénérationnelle	Unigénérationnelle
	Nombre de fermes	
Moins de 10 000 $	1 746	42 208
De 10 000 $ à 99 999 $	4 154	79 918
De 100 000 $ à 249 999 $	2 433	29 237
De 250 000 $ à 499 999 $	2 955	19 500
De 500 000 à 999 999 $	2 559	11 418
De 1 000 000 $ et plus	1 989	7 613
Ensemble des fermes	15 836	189 894

Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011
Note : Les fermes multigénérationnelles sont des fermes comptant plus d'un exploitant dont la différence d'âge entre l'exploitant le plus vieux et le plus jeune est de 20 ans ou plus. Les fermes unigénérationnelles sont des fermes comptant plus d'un exploitant dont la différence d'âge entre l'exploitant le plus vieux et le plus jeune est de moins de 20 ans.

La plupart des 293 930 exploitants agricoles du Canada travaillaient dans des exploitations de céréales et d'oléagineux en 2011

Mise à part la catégorie « autres », la majorité des exploitants travaillaient sur des fermes productrices de céréales et d'oléagineux (28,2 % du total) et sur des exploitations d'élevage (25,3 % du total).

Graphique A1.24
Nombre d'exploitants par type d'exploitation, 2011



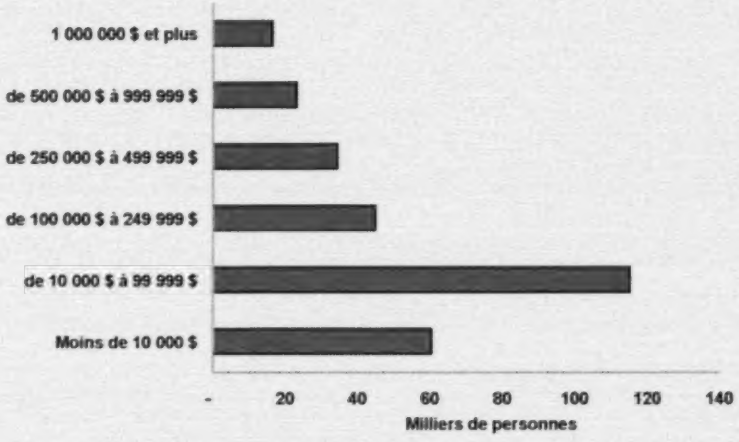
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

La plupart des producteurs exploitaient de petites fermes dont les revenus agricoles bruts étaient inférieurs à 100 000 $ (dollar de 2010).

Plus de la moitié des producteurs agricoles du Canada (59,6 %) exploitait de petites fermes (revenus entre 10 000 $ et 99 999 $).

En 2011, 20 % des exploitants se trouvaient dans la catégorie de revenus de moins de 10 000 $, 26,9 % dans la catégorie de 100 000 $ à 499 999 $, 8 % dans la catégorie de 500 000 $ à 999 999 $ et 5,6 % dans la catégorie de revenus d'un million et plus.

Graphique A1.25
Nombre d'exploitants par niveau de revenu (en dollars de 2010), 2011

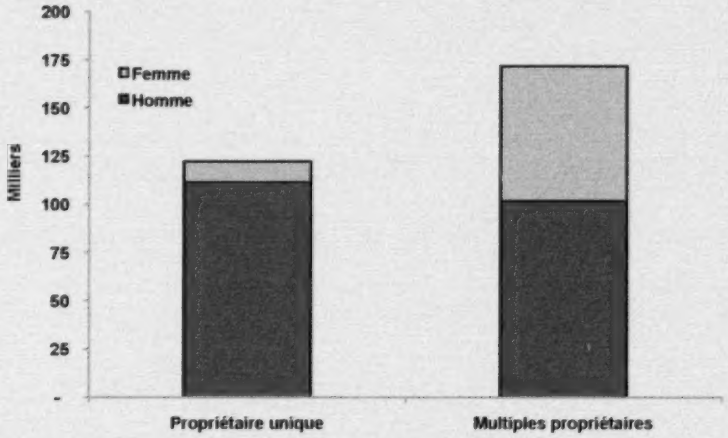


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

La plupart des propriétaires uniques étaient des hommes alors que les femmes exploitaient en majeure partie des fermes à propriétaires multiples

Les exploitants masculins étaient plus souvent des propriétaires uniques. À peine plus de 50 % des exploitants de fermes à propriétaires multiples étaient des hommes. Seulement 13,3 % des femmes étaient des propriétaires uniques, soit à peu près le même pourcentage qu'il y a cinq ans.

Graphique A1.26
Nombre d'exploitants selon le sexe et le type de propriétaire, 2011



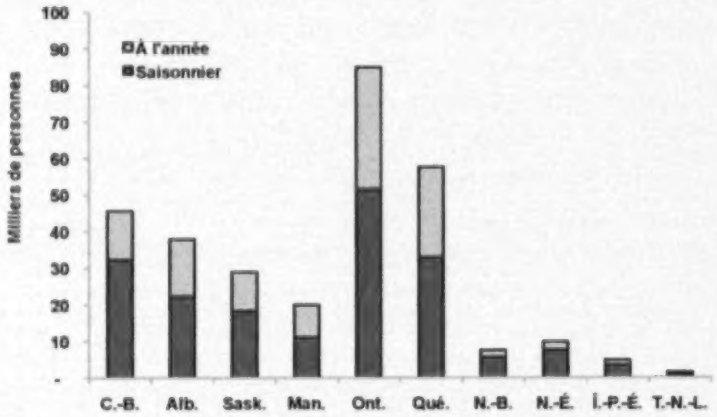
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

Les exploitations agricoles utilisent de nombreux travailleurs saisonniers durant les périodes de pointe comme les récoltes

Les employés saisonniers représentaient environ deux tiers de la main-d'œuvre agricole payée au Canada en 2010.

Des 297 683 employés agricoles payés en 2010, 185 624 étaient des travailleurs saisonniers. Des proportions plus élevées ont été signalées en Nouvelle-Écosse (77,5 %), à l'Île-du-Prince-Édouard (74,2 %), au Nouveau-Brunswick (72,8 %) et en Colombie-Britannique (70,9 %), comparativement à 60,8 % en Ontario et 57,2 % au Québec. Ces provinces ont une plus grande proportion d'exploitations produisant des fruits, des fruits de verger et des pommes de terre et dépendent particulièrement des employés saisonniers durant les périodes de récolte.

Graphique A1.27
Nombre d'emplois agricoles rémunérés par province, 2010



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

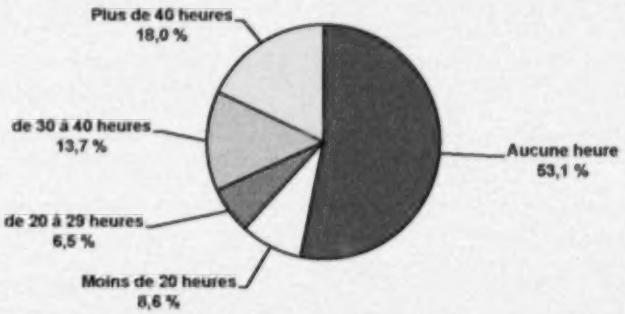
Le nombre d'exploitants travaillant aussi hors de la ferme a diminué en 2010

En 2010, 46,9 % des exploitants travaillaient aussi hors de la ferme alors que 53,1 % ne le faisaient pas.

En 2005, 48,4 % des exploitants travaillaient aussi hors de la ferme. La proportion d'exploitants travaillant en moyenne moins de 20 heures par semaine hors de la ferme est passée de 9,3 % en 2005 à 8,6 % en 2010.

La proportion d'exploitants travaillant plus de 40 heures par semaine hors de la ferme était de 18 % en 2010 et de 20,2 % en 2005.

Graphique A1.28
Répartition des exploitants agricoles selon le nombre d'heures hebdomadaires travaillées à l'extérieur de la ferme, 2010

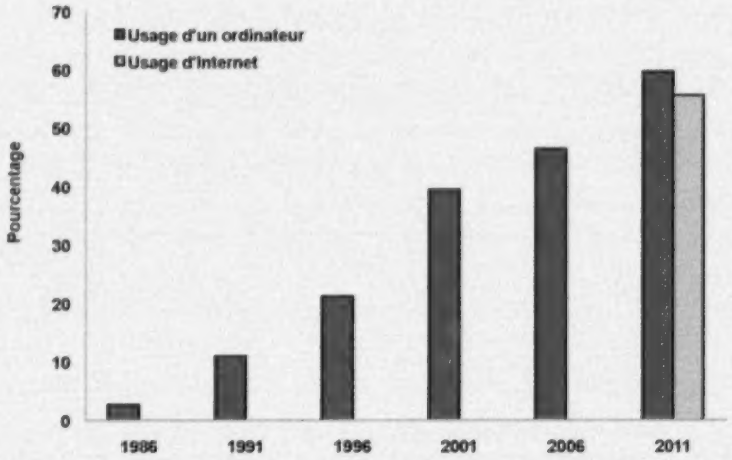


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011

En 2011, plus de la moitié (59,6 %) des exploitations utilisaient un ordinateur pour gérer l'entreprise. Il s'agit d'une hausse par rapport à 2006 (près de 50 %).

Plus de la moitié (55,6 %) des exploitations utilisaient Internet et, de ces dernières, près de la moitié (44,8 %) avaient un accès Internet haute vitesse. À l'échelle nationale, l'accès à Internet haute vitesse variait de 40,6 % au Québec à 49,5 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

Graphique A1.29
Pourcentage de fermes déclarant utiliser un ordinateur, 1986-2011



Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années

SECTION A2

Contexte international 2011

Introduction :

Le contexte international permet de comprendre les progrès réalisés en 2011 en ce qui concerne le système agricole et agroalimentaire canadien. Alors que les économies mondiales se relèvent de la récession de 2009 et de 2010, la croissance du PIB demeure fragile dans les principaux pays développés et moins importante que celle des économies émergentes. Le prix du pétrole brut et d'autres produits a une fois de plus rebondi en raison de la croissance de la demande mondiale, particulièrement en Chine et en Inde, ce qui entraîne une pression à la hausse sur les coûts des intrants agricoles et des matières brutes. À mesure que le prix des produits augmente, le dollar canadien apprécie, ce qui a des répercussions sur la capacité concurrentielle du secteur sur les marchés internationaux.

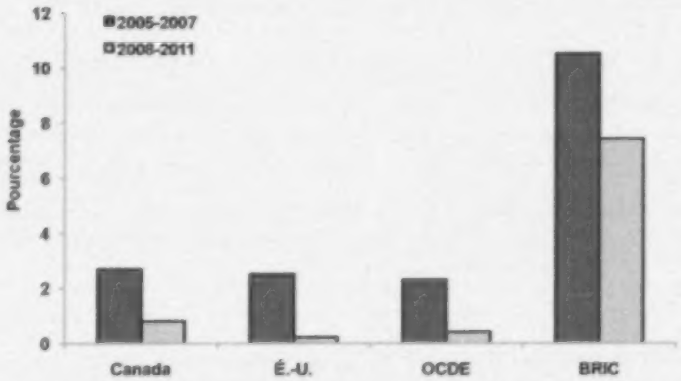
La croissance économique mondiale a repris en 2011, mais les économies des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont connu une croissance plus lente que celle des économies émergentes, notamment celles du Brésil, de la Russie, de l'Inde et de la Chine (BRIC)

Les économies de l'OCDE se sont relevées plus lentement de la récession économique mondiale que les économies émergentes (BRIC).

La croissance économique s'est chiffrée en moyenne à 7,4 % dans les économies BRIC entre 2008 et 2011. Il faut comparer ce chiffre à une croissance moyenne de 0,4 % dans les pays de l'OCDE durant la même période.

En moyenne, l'économie canadienne a connu un taux de croissance de 2,7 % par an entre 2005 et 2007, et de 0,8 % entre 2008 et 2011. À titre de comparaison, l'économie américaine a augmenté de 2,5 % par an, et de 0,2 % au cours des mêmes périodes.

Graphique A2.1
Croissance annuelle moyenne du PIB dans les économies de l'OCDE et du BRIC, 2005-2011

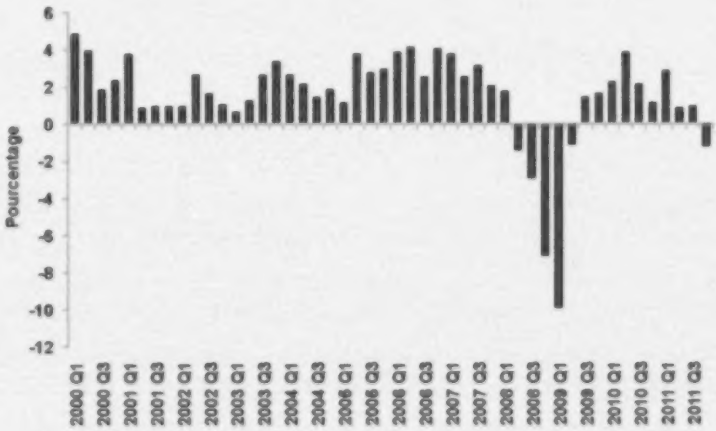


Source : Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO, 2012-2021 et calculs d'AAC.
Note : Le Canada et les É.-U. sont inclus dans les données de l'OCDE.

La crise de la dette souveraine dans certains pays de l'UE a eu une incidence sur la croissance économique de la région, qui a ralenti considérablement au dernier trimestre de 2011.

Après une reprise en 2010 et au début de 2011 à la suite des contractions économiques de 2008 et de 2009, la croissance économique de l'UE est de nouveau devenue négative au quatrième trimestre de 2011.

Graphique A2.2
Pourcentage de croissance* du PIB réel de l'UE, T1 2000 - T4 2011



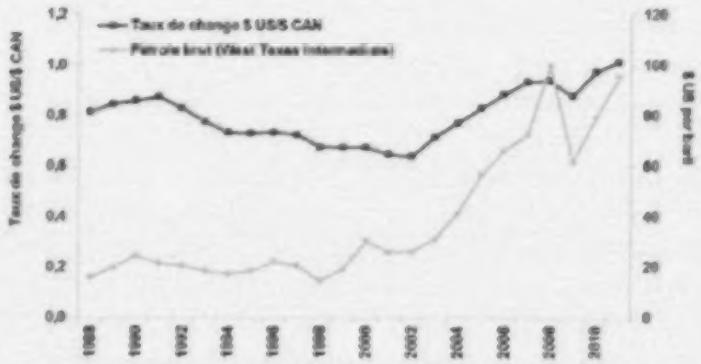
Source : Eurostat.
Note : *Variation en pourcentage annualisée par rapport à l'année précédente.

Les prix du pétrole brut et d'autres produits ont de nouveau rebondi en 2011 en raison de la croissance de la demande mondiale et de la réduction de l'offre, ce qui a entraîné une pression à la hausse sur le dollar canadien

La hausse des prix du brut en 2011 a coïncidé avec l'appréciation de valeur du dollar canadien par rapport au dollar US.

Le Canada est un important exportateur de pétrole et d'autres produits. La demande mondiale plus forte de pétrole et d'autres produits a ainsi contribué à un relèvement de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar US.

Graphique A2.3
Taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien et prix du pétrole brut, 1988-2011



Source : Banque du Canada par l'intermédiaire de Statistique Canada; base de données des produits primaires du FMI.

L'augmentation de la demande mondiale et les contraintes d'approvisionnement d'autres produits que produit le Canada ont également abouti à une augmentation des prix.

Les prix mondiaux d'un vaste éventail de produits agricoles ont augmenté entre 2010 et 2011. Le prix de la viande a augmenté de 16 %, celui des céréales de 35 %, et celui des huiles végétales de 30 %.

L'indice global des prix des produits alimentaires de la FAO a augmenté de 23 % entre 2010 et 2011.

Graphique A2.4
Indices des prix internationaux des produits alimentaires, 1990-2011

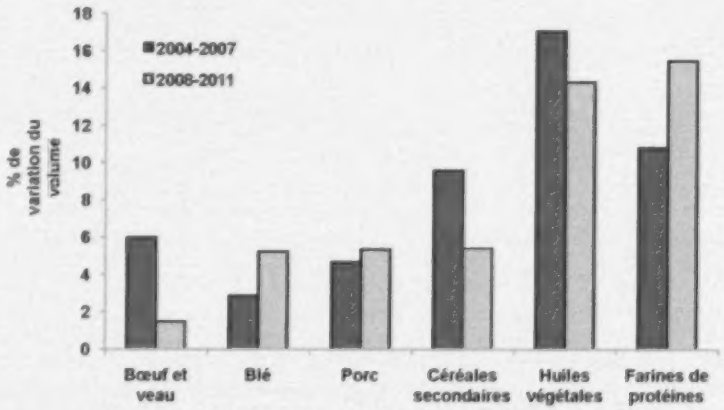
Source : FAO, Indice des prix des produits alimentaires.

La valeur des échanges mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires a augmenté pour une deuxième année consécutive depuis la récession de 2009

La consommation mondiale des principaux produits agricoles a continué d'augmenter.

Le rythme de croissance de la consommation mondiale de blé, de porc et de farines de protéines a augmenté ces dernières années, alors que le rythme de la croissance de la consommation de boeuf, de veau, de céréales secondaires et d'huiles végétales a diminué.

Graphique A2.5
Pourcentage de croissance de la consommation mondiale de certains produits,
2004-2007 et 2008-2011

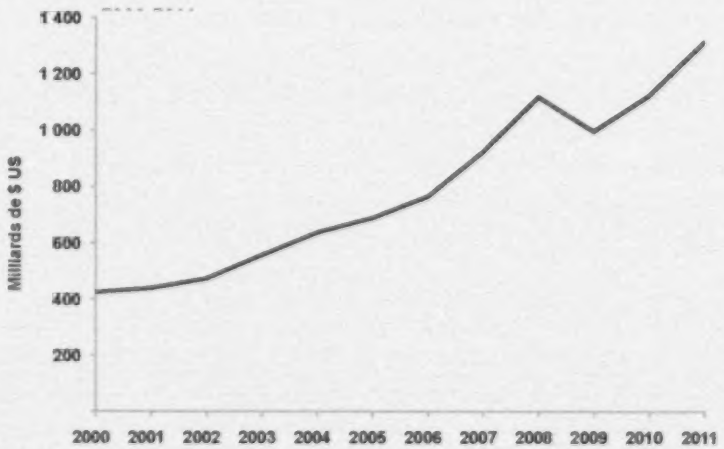


Source : Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO, 2012-2021 et calculs d'AAC.

Avec l'augmentation des prix mondiaux et de la consommation, la valeur des échanges mondiaux de produits agricoles et agroalimentaires en 2011 a continué d'augmenter après le fléchissement de 2009.

Le commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires a atteint la barre des 1,3 billion $ US en 2011 après avoir chuté à 995 milliards $ US en 2009.

Graphique A2.6
Commerce mondial des produits agricoles et agroalimentaires, 2000-2011



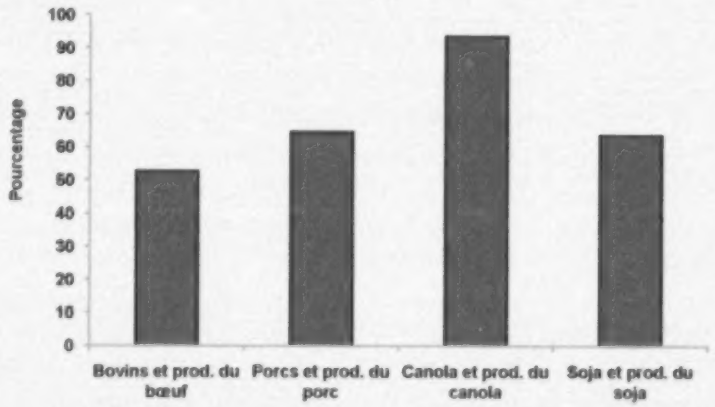
Source : Atlas mondial du commerce.

Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire, qui est fortement axé sur les exportations, se préoccupe des conditions macroéconomiques mondiales

Les exportations de produits agricoles et agroalimentaires comprennent les produits primaires, comme le blé, le canola et les animaux vivants, ainsi que les produits ayant subi une transformation ultérieure, comme la farine, l'huile de canola et la viande, qui sont fortement exportés.

En terme de quantité, 53 % des bovins et des produits du boeuf, 65 % des porcs et des produits du porc, 93 % du canola et des produits du canola et 63 % du soja et des produits du soja ont été exportés entre 2008 et 2010.

Graphique A2.7
Parts des exportations des produits primaires et des produits transformés, basées sur la quantité (en moyenne), 2008-2010

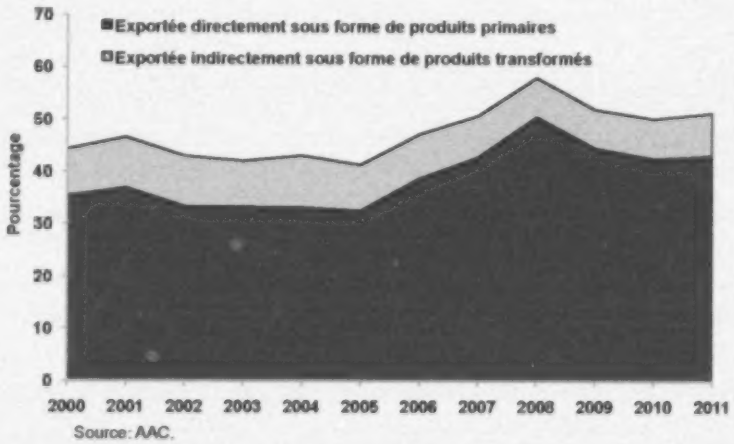


Source : AAC.

En terme de valeur, on estime qu'environ la moitié de la valeur de la production agricole primaire canadienne est exportée, directement comme produits primaires ou indirectement comme aliments et boissons transformés.

La proportion des exportations a atteint un sommet en 2008 à environ 58 % de la valeur des recettes agricoles lorsque les prix mondiaux des produits céréaliers et oléagineux ont fortement augmenté.

Graphique A2.8
Part estimative de la production agricole qui est exportée, basée sur la valeur, 2000-2011



Source: AAC.

SECTION B

Le système agricole et agroalimentaire et l'économie canadienne

SECTION B1

PIB et Emploi

Introduction :

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne d'approvisionnement complexe et intégrée qui joue un rôle important dans l'économie canadienne. Il contribue directement et indirectement, de manière significative au produit intérieur brut (PIB) et à l'emploi au Canada, et son importance varie selon la province.

Depuis 1997, la croissance du PIB est positive mais celle-ci a ralenti depuis quelques années, tout particulièrement après la récession de 2009, et s'est par la suite stabilisée en 2011. L'emploi s'est amélioré dans la plupart des branches d'activité du système agricole et agroalimentaire en 2011.

L'emploi dans le secteur des aliments, boissons et du tabac (ABT) et dans l'industrie des services alimentaires a augmenté tandis que l'emploi dans le secteur de la vente d'aliments au détail a diminué.

Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle de premier plan dans l'économie canadienne

Le système agricole et agroalimentaire canadien qui inclut les fournisseurs d'intrants et de services, l'agriculture primaire, la transformation des ABT, la vente d'aliments au détail et en gros ainsi que les services alimentaires, représentait 8,0 % du PIB canadien en 2011, soit 101,1 milliards de dollars.

Dans son ensemble, le système figure au troisième rang sur le plan de la contribution au PIB national, après le secteur des finances et toutes les autres industries du secteur manufacturier.

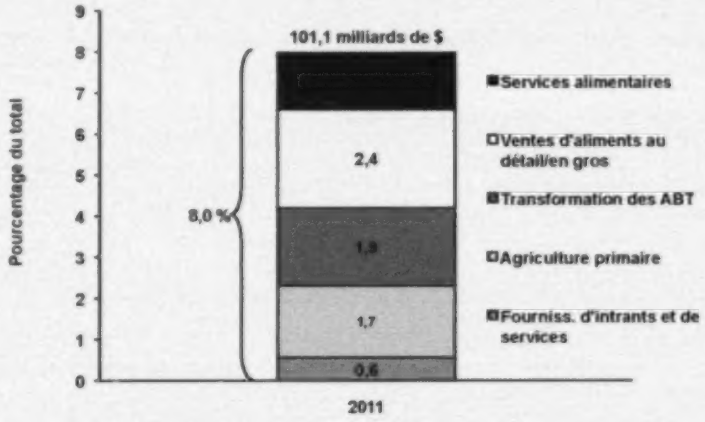
En 2011, l'industrie de la vente d'aliments u détail et en gros a apporté la plus forte contribution au PIB du système agricole et agroalimentaire, représentant 2,4 % du PIB canadien total ou 30,3 milliards de dollars ($ chainé de 2002). Ce proportion est en légère baisse depuis 2010. Ceci était suivi par la transformation des ABT à 1,9 % du total (24 milliards de dollars).

L'agriculture primaire continue de représenter 1.7 % du PIB national à 22,2 milliards en 2011, tandis que les fournisseurs d'intrants ont contribué pour 0.6 %, inchangé depuis 2010, pour ainsi représenter 7,2 milliards de dollars. Enfin, les services alimentaires, avec 17,4 milliards de dollars, représentait 1,4 % dans le PIB total.

Depuis la récession de 2009, le système agricole et agroalimentaire a augmenté à un rythme soutenu comparé au ralentissement de l'économie dans son ensemble.

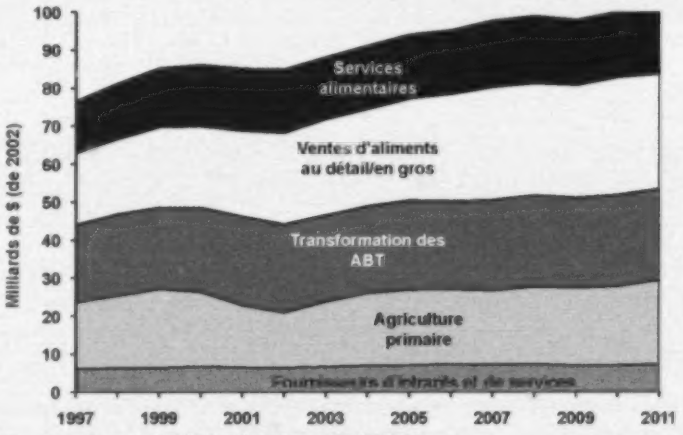
En 2011, le PIB du système est demeuré relativement stable comparé à 2010, augmentant de seulement 0,2 %. Le PIB pour les fournisseurs d'intrants et de services ainsi que les services alimentaires ont connu une forte augmentation avec respectivement un taux de croissance annuel moyen de 5,1 % et 2,4 %. Ceci est contrebalancé par une diminution du PIB pour la transformation des ABT (-0,5 %) et pour la vente d'aliments au détail et en gros (-1,5 %). Le PIB pour l'agriculture primaire est demeuré relativement inchangé entre 2010 et 2011, reflétant un ralentissement de la production en grande culture dans les Prairies.

Graphique B1.1
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Graphique B1.2
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1997-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

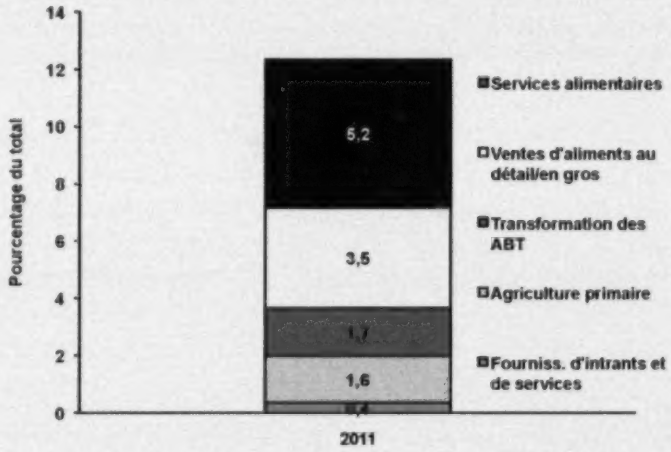
Le système agricole et agroalimentaire apporte également une importante contribution à l'emploi au Canada

Le système agricole et agroalimentaire canadien était à l'origine d'un emploi sur huit en 2011. Il employait plus de 2,1 millions de personnes, représentant 12,0 % de l'emploi total au Canada.

L'agriculture primaire et la transformation des ABT représentaient 1,6 % et 1,7 % de l'emploi au Canada avec respectivement 279 800 et 292 000 personnes en 2011. Le proportion pour l'agriculture était en légère diminution comparativement à 2010.

Toujours en 2011, les services alimentaires ont le plus fortement contribué à l'emploi à 5,2 %, suivis de l'industrie de la vente d'aliments au détail et en gros à 3,5 % où travaillaient respectivement 897 700 et 605 800 personnes.

Graphique B1.3
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 2011

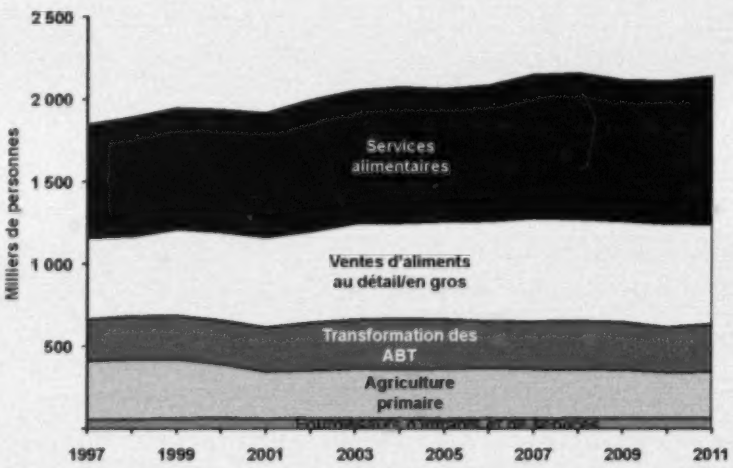


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'emploi dans le système agricole et agroalimentaire a cru à un rythme annuel d'environ 1,1 % représentant une augmentation de 16,0 % depuis 1997. À titre de comparaison, l'emploi total au Canada a progressé de 26 % entre 1997 et 2011.

L'emploi dans l'agriculture primaire et dans la transformation des ABT ont été plus élevé en 2011 comparativement à la période précédente avec une croissance respectivement de 0,8 % et 6,9 %. L'emploi dans le secteur des services alimentaires a augmenté de 3,5 % entre 2010 et 2011. Par contre, l'emploi dans l'industrie de la vente au détail a connu une baisse de 3,6 %.

Graphique B1.4
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi, 1997-2011



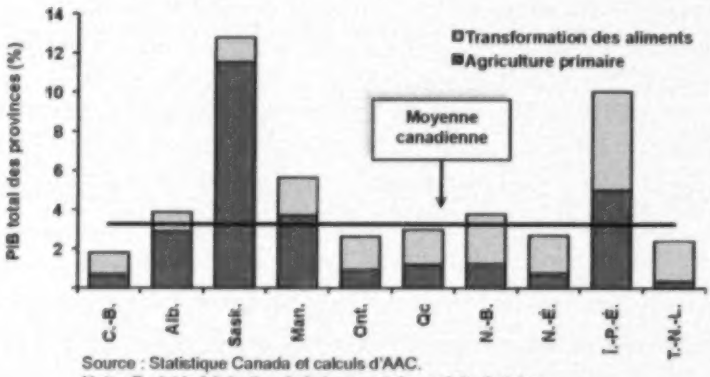
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Le secteur agricole et agroalimentaire est une importante source d'activité économique dans la plupart des provinces

En 2011, la contribution de l'agriculture et de la transformation des aliments au PIB total des provinces a été plus importante en Saskatchewan et l'Île-du-Prince-Édouard, contribuant respectivement 12,8 % et 10,0 % du PIB provincial.

La contribution de l'agriculture primaire et de la transformation des aliments varie s elon les provinces. À l'est du Manitoba (sauf à l'Île-du-Prince-Édouard) et en Colombie-Britannique, c'est la transformation des aliments qui contribue à la plus grande part du PIB provincial.

Graphique B1.5
Contribution de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au PIB provincial, 2011

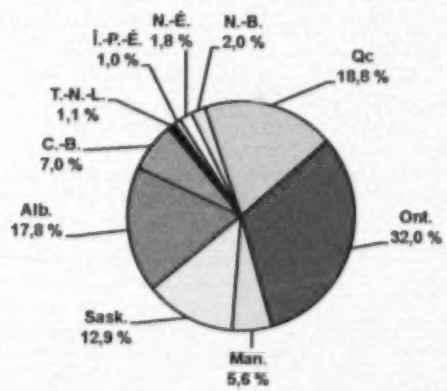


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Exclut la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2011 sont préliminaires.

Un peu plus de la moitié de PIB national total de l'agriculture et de la transformation alimentaire se retrouve en Ontario et au Québec.

En 2011, l'Ontario a contribué pour la grande part du PIB national total de l'agriculture et de la transformation des aliments avec 32,2 %, tandis que le Québec a contribué pour 18,8 % et l'Alberta pour 17,8 %.

Graphique B1.6
Contribution provinciale au PIB total de l'agriculture et de l'industrie de la transformation des aliments au Canada, 2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Exclut la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2011 sont préliminaires.

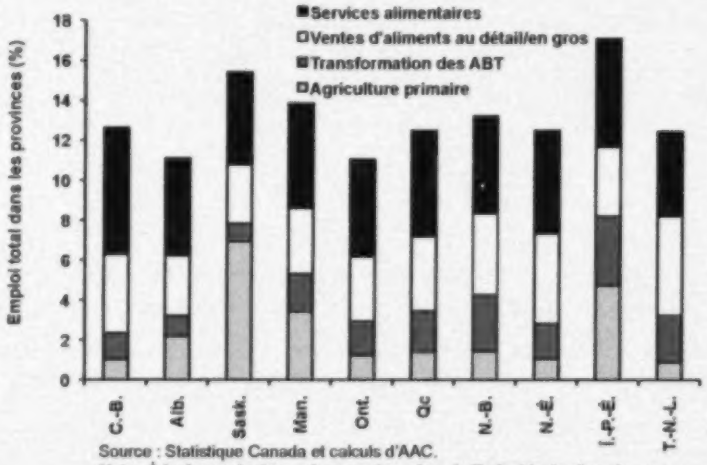
Le système agricole et agroalimentaire est également un employeur important dans la plupart des économies provinciales

En 2011, le système agricole et agroalimentaire a constitué la plus grande source d'emploi à l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan avec respectivement, 17,1 % et 15,4 % des emplois.

Dans la plupart des provinces, les services alimentaires représentent la plus importante source d'emploi dans le système agricole et agroalimentaire, suivis de la vente d'aliments au détail et en gros.

L'exception était la Saskatchewan, toutefois, où l'agriculture primaire a constitué la plus grande source d'emploi dans la province avec 6,9 % des emplois. Quant à l'Île-du-Prince-Édouard et le Manitoba, l'agriculture primaire était le deuxième employeur en importance, après les services alimentaires.

Graphique B1.7
Part de l'emploi que représente le système agricole et agroalimentaire dans les provinces, 2011



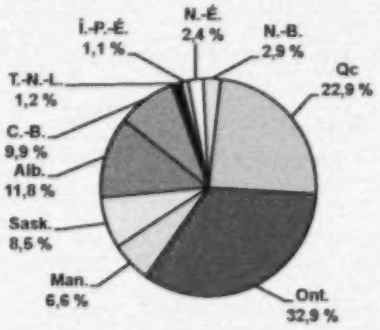
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : À la demande de nombreuses branches de l'industrie, les fournisseurs provinciaux d'intrants et de services agricoles ont été exclus pour des raisons de confidentialité.
Les données de 2011 sont préliminai

C'est en Ontario et au Québec que les emplois agricole et agroalimentaire contribue le plus aux l'emplois canadiens dans le secteur.

En 2011, l'Ontario et le Québec ont contribué respectivement pour 33,8 % et 24,2 % des emplois dans l'agriculture et la transformation des aliments, suivis par l'Alberta à 12,2 %.

Bien que l'emploi total ait augmenté de 3,3 % dans le secteur de l'agriculture primaire et de la transformation alimentaire en 2011, comparé à 2010, la croissance de l'emploi a varié entre les provinces. La Terre-Neuve-et-Labrador a connu la plus forte augmentation de l'emploi avec 12,2 % et la Colombie-Britannique, a vécu la plus forte baisse avec 11,1 %.

Graphique B1.8
Contribution provinciale à l'emploi total de l'agriculture et de la transformation des aliments au Canada, 2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Exclut la fabrication de boissons et de produits du tabac.
Les données de 2011 sont préliminaires.

SECTION B2

Commerce international

Introduction :

La valeur des importations et des exportations canadiennes des produits agricoles et agroalimentaires était plus élevée en 2011 qu'en 2010. L'augmentation des valeurs commerciales canadiennes est en partie attribuable à la hausse des prix d'importation et d'exportation, par rapport à 2010. Bien que les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Canada, les exportations vers les marchés non américains ont augmenté considérablement depuis le milieu des années 2000. Les produits importés que peuvent se procurer les Canadiens demeurent plus variés que les produits fabriqués au pays, ce que confirme la diversité des importations de 2011.

Remarque : Les données sur les importations et exportations canadiennes du présent chapitre ont été extraites au mois de mai 2012 et sont continuellement mises à jour. Par conséquent, les valeurs peuvent varier en fonction de la source, des données et / ou de la définition utilisée.

Le Canada est un acteur de premier plan sur les marchés mondiaux des produits agricoles et agroalimentaires

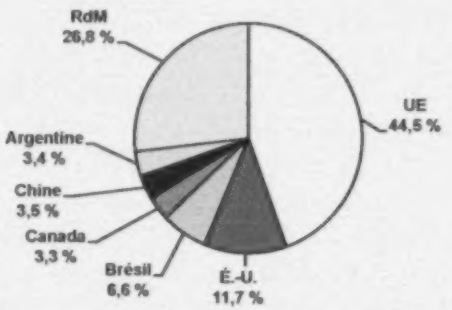
En 2011, le Canada, dont les ventes à l'exportation se sont chiffrées à 40,3 milliards de dollars, a contribué pour 3,3 % à la valeur totale des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales.

Le Canada était le sixième plus important exportateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde en 2011, derrière l'Union européenne, les États-Unis, le Brésil, la Chine et L'Argentine.

En 2011, l'Argentine a ravi au Canada le cinquième rang mondial des exportateurs de produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.1

Exportations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays d'origine, 2011



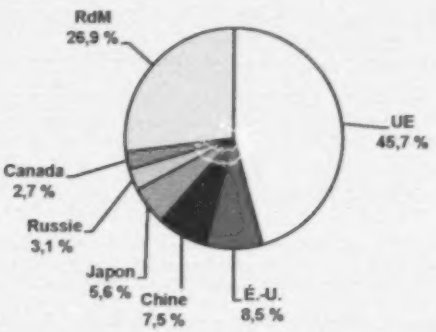
Source : Global Trade Atlas et calculs d'AAC.
Note : 1) Sauf les produits de la mer (frais et transformés).
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

En 2011, le Canada a importé des produits agricoles et agroalimentaires d'une valeur de 31,0 milliards de dollars, soit 2,7 % de la valeur des importations mondiales.

Le Canada était le sixième importateur mondial de produits agricoles et agroalimentaires, derrière l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, le Japon et la Russie.

Graphique B2.2

Importations mondiales de produits agricoles et agroalimentaires par pays de destination, 2011



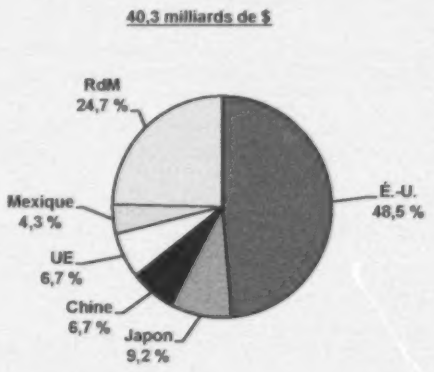
Source : Global Trade Atlas et calculs dAAFC.
Notes : 1) Sauf les produits de la mer (frais et transformés).
2) Y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne.

Les États-Unis demeurent le principal marché d'exportation du Canada, bien que d'autres marchés gagnent en importance

En 2011, les États-Unis ont acheté 48,5 % de la valeur des exportations canadiennes totales de produits agricoles et agroalimentaires.

Le Japon, la Chine, l'UE et le Mexique ont représenté le quart des exportations canadiennes. Cent soixante-cinq pays sont à l'origine du reste des ventes à l'exportation.

Graphique B2.3
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,
2011

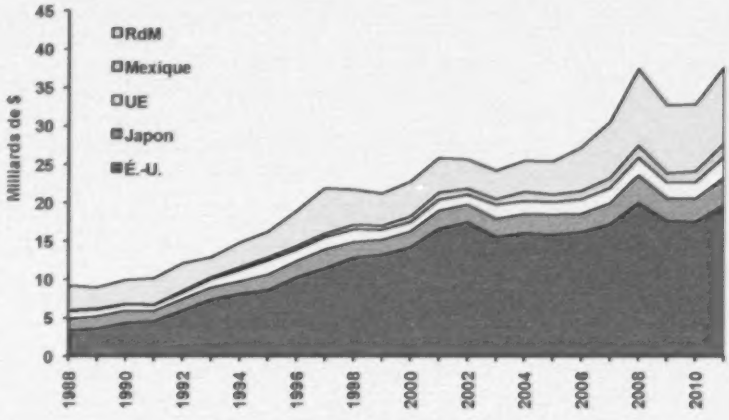


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations canadiennes a augmenté de 14 % entre 2010 et 2011 grâce à la hausse des exportations à destination des États-Unis et d'autres marchés.

Les exportations destinées aux États-Unis ont augmenté jusqu'à 19,5 milliards de dollars en 2011, soit une augmentation de 481 % depuis 1988. Au cours de la même période, les exportations à destination des autres marchés ont augmenté de 178 % pour atteindre 20,8 milliards de dollars.

Graphique B2.4
Destinations des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,
1988-2011



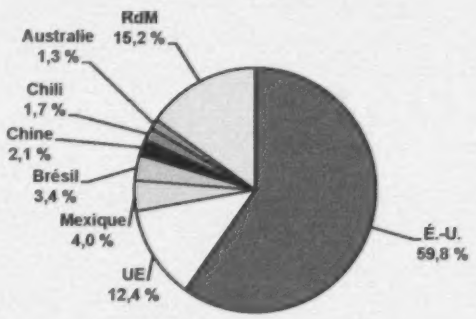
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les États-Unis demeurent la principale source des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

En 2011, les États-Unis étaient à l'origine de 59,8 % de la valeur des importations agricoles et agroalimentaires du Canada.

L'Union européenne, le Mexique, le Brésil, la Chine, le Chili et l'Australie ont été à l'origine d'environ le quart des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires suivis du reste du monde avec 15,2 %.

Graphique B2.5
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,
2011



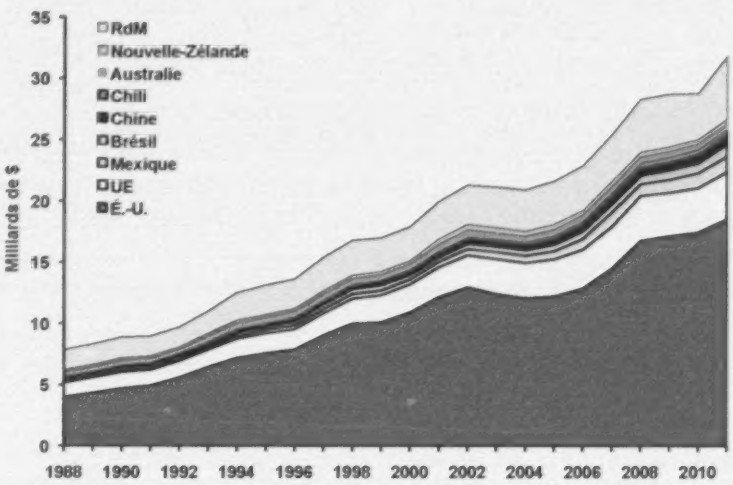
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des importations en provenance des États-Unis est passée de 4 milliards de dollars en 1988 à 18,5 milliards de dollars en 2011 (hausse de 363 %), représentant en moyenne quelque 60 % des importations canadiennes totales pour la majeure partie de cette période.

L'Union européenne a également été un important importateur; la valeur des importations en provenance de l'Union européenne a triplé entre 1988 et 2011 pour atteindre 3,8 milliards de dollars.

Les boissons alcoolisées, y compris le vin et la bière, ont représenté près de la moitié de la valeur des importations en provenance de l'Union européenne en 2011. Les importations des États-Unis ont été beaucoup plus variées, comprenant tous les produits agricoles et agroalimentaires.

Graphique B2.6
Origine des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires,
1988-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

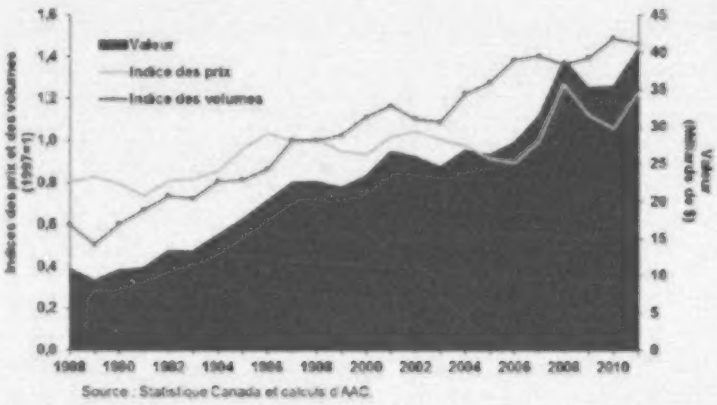
La valeur des importations et des exportations agricoles et agroalimentaires a augmenté en 2011 en raison de la hausse des prix

La valeur des exportations de produits agricoles et agroalimentaires est passée de 10,9 milliards de dollars en 1988 à 40,3 milliards de dollars en 2011 (hausse de 271 %).

Cela représente une augmentation de 4,6 milliards de dollars du 35,7 milliards de dollars signalé en 2010.

La hausse des prix des exportations a compensé pour la baisse de volume, conduisant à une augmentation globale de la valeur des exportations en 2011.

Graphique B2.7
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volume), 1988-2011

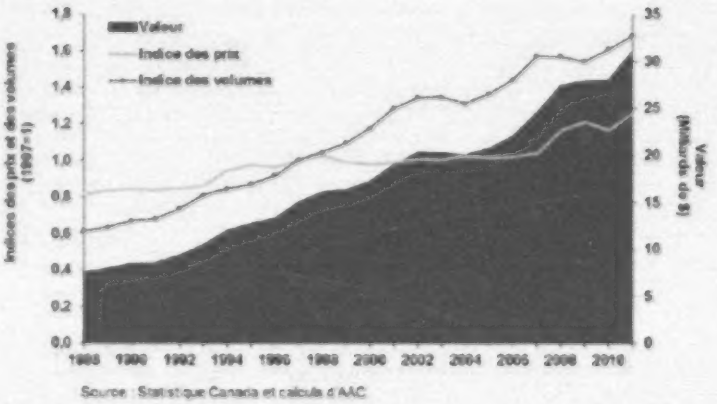


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

La valeur totale des importations de produits agricoles et agroalimentaires n'a cessé de croître entre 1988 et 2011. Au cours de cette période, elle a bondi de 7,3 milliards de dollars à 31,0 milliards de dollars (hausse de 322 %.

Le prix et le volume des importations ont augmenté entre 2010 et 2011, augmentant la valeur globale des importations de 27,9 milliards de dollars par rapport à 2010.

Graphique B2.8
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires (Indices des prix et des volumes), 1988-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

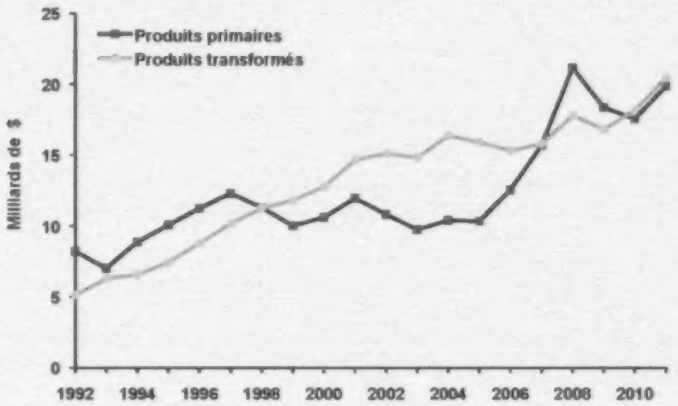
Si le commerce des produits alimentaires transformés a crû de façon continue au fil du temps, la croissance de la valeur des exportations de produits agricoles primaires a quant à elle a reprit en 2011

Les exportations canadiennes de produits agricoles primaires sont passées de 8,2 milliards de dollars à 19,9 milliards de dollars entre 1992 et 2011. La valeur 2011 est en hausse par rapport 17,5 milliards de dollars signalés en 2010, mais en dessous du 21,1 milliards de dollars enregistré en 2008, lorsque les prix mondiaux des matières premières ont atteint un sommet.

De 5,2 milliards de dollars en 1992, les exportations de produits alimentaires transformés se sont élevées à 20,4 milliards de dollars en 2011, ce qui représente une hausse par rapport à la valeur de 18,2 milliards de dollars enregistrée en 2010.

Après deux années de baisse, la valeur des exportations de produits primaires a augmenté en 2011 à peu près au même rythme que la valeur des exportations de produits transformés.

Graphique B2.9
Exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2011



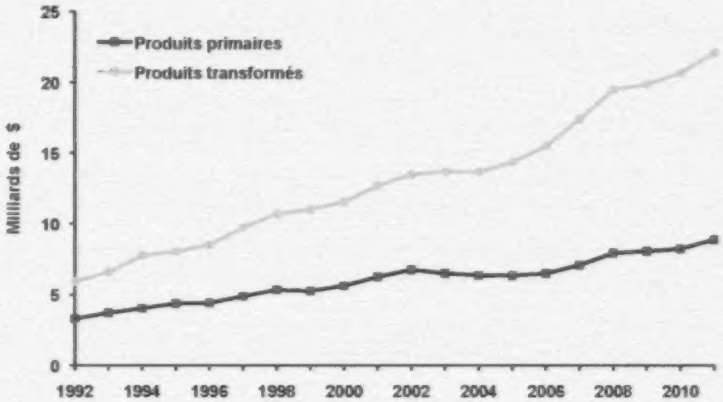
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des importations de produits alimentaires transformés a augmenté plus rapidement que celle des importations de produits agricoles primaires au cours des 20 dernières années.

La valeur des importations canadiennes de produits alimentaires transformés a bondi de 6 milliards de dollars en 1992 à 22,1 milliards de dollars en 2011, soit une augmentation de 20,7 milliards de dollars déclarés en 2010.

La valeur des importations de produits agricoles primaires est passée de 3,3 milliards de dollars à 8,9 milliards de dollars entre 1992 et 2011. En 2011, la valeur est en hausse par rapport à la valeur de 8,2 milliards de dollars enregistrée en 2010.

Graphique B2.10
Importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires primaires et transformés, 1992-2011



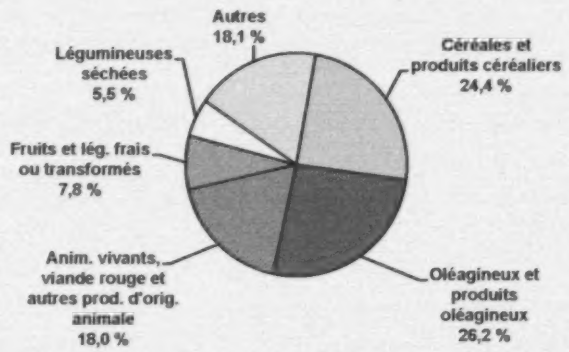
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Trois groupes de produits composent les deux tiers de toutes les exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires

Du total de 40,3 milliards de dollars des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2011, les oléagineux et les produits oléagineux ont représenté 26,2 %, les céréales et les produits céréaliers, 24,4 % et les animaux vivants, la viande rouge et autres produits d'origine animale, 18,0 %.

Les fruits et légumes frais ou transformés, y compris les jus de fruits, et les légumineuses à grains figurent parmi les autres catégories de produits agricoles et agroalimentaires les plus exportés avec respectivement 7,8 % et 5,5 %.

Graphique B2.11
Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits,
2011



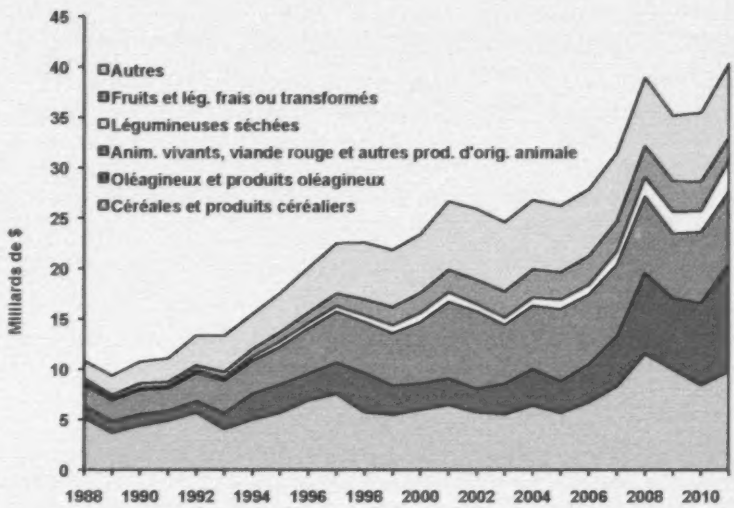
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les exportations se sont grandement diversifiées au cours des 20 dernières années, au détriment de celles de céréales et des produits céréaliers.

En 2011, par exemple, les céréales et les produits céréaliers représentent environ un quart de la valeur des exportations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires comparativement à environ la moitié en 1988.

La valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux a augmenté de 770 % entre 1988 à 2011 pour atteindre 10,6 milliards de dollars en 2011, avec la plupart de cette croissance s'étant produite depuis 2006. La valeur des exportations de légumineuses à grains légumes secs, totalisant 2,2 milliards de dollars en 2011, ont augmenté de 1300 % sur la même période tandis que les exportations de fruits et légumes frais ou transformés ont augmenté de 600 % pour atteindre 3,1 milliards de dollars.

Graphique B2.12
Composition des exportations canadiennes par catégorie de produits,
1988-2011



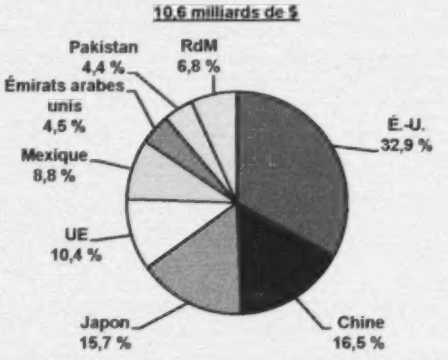
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux a augmenté en 2011, étant donné la valeur des ventes aux États-Unis a augmenté de façon significative à partir de 2010

En 2011, les États-Unis, la Chine et le Japon étaient les principaux marchés pour les exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux avec respectivement 32,9 %, 16,5 % et 15,7 %.

Les produits de cette catégorie les plus exportés sont le canola (43 %), l'huile de canola (29 %), le soja (14 %) et les tourteaux (7 %).

Graphique B2.13
Destinations des exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux, 2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations d'oléagineux et de produits oléagineux a augmenté de 8,1 milliards de dollars en 2010 à 10,6 milliards de dollars en 2011.

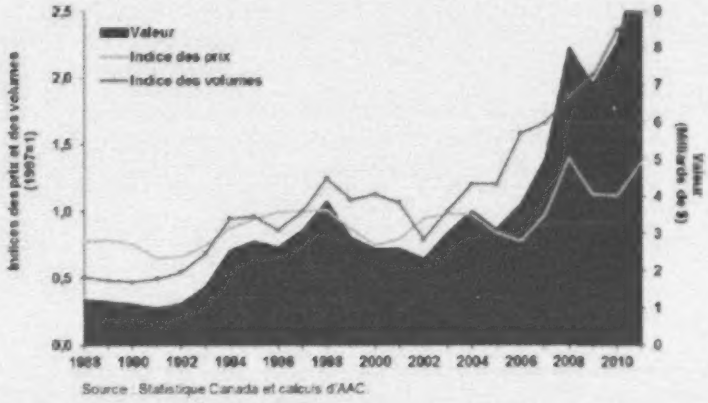
En 2011, la valeur d'exportation a augmenté à un rythme plus rapide qu'en 2010 dû à une combinaison de prix élevés et de volumes d'exportation.

La valeur des exportations en direction des États-Unis a augmenté de 2,1 milliards de dollars en 2011 à 3,5 milliards de dollars en 2011.

Les exportations canadiennes de semences de canola destinées à la Chine ont chuté de 2,0 milliards de dollars à 1,7 milliards de dollars en raison d'une interdiction sur les exportations canadiennes de canola vers la Chine en 2011.

L'augmentation assez rapide du volume des exportations pendant la majeure partie des dix dernières années et la hausse des prix à l'exportation depuis 2006 ont contribué à la croissance de la valeur des exportations au fil des ans. Le volume des exportations a presque quadruplé depuis 2002.

Graphique B2.14
Exportations canadiennes d'oléagineux et de produits oléagineux (Indices des prix et des volumes), 1988-2011



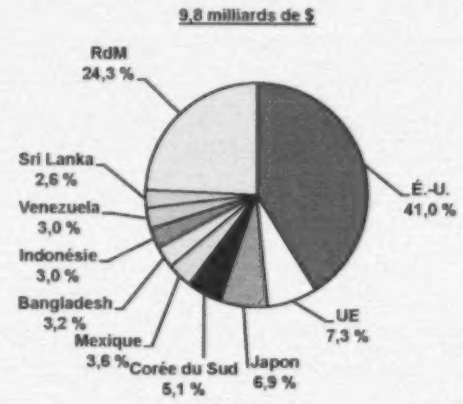
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers a augmenté en 2011

Le Canada a exporté des céréales et des produits céréaliers dans des marchés fort divers. Les États-Unis sont le principal marché et représentaient 41,0 % des exportations, suivis de l'Union européenne (7,3 %), du Japon (6,9 %) et la Corée du Sud (5,1 %).

En 2011, le blé (autre que le blé dur) représentait 47 % des exportations de céréales et de produits céréaliers, la même proportion que l'année précédente. La part des exportations de blé dur a augmenté de 8 % à 11 % entre 2010 et 2011. La part des exportations de produits de boulangerie, comme des biscuits, des pâtisseries et du pain est passée de 17,2 % en 2010 à 15,7 % en 2011.

Graphique B2.15
Destinations des exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers,
2011

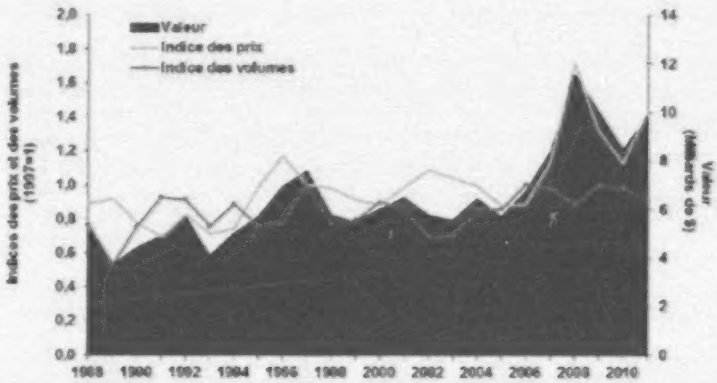


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des exportations des céréales et des produits céréaliers est passée de 8,4 milliards de dollars en 2010 à 9,8 milliards de dollars en 2011 étant donné que la hausse des prix des exportations a compensé pour la baisse de volume.

Les ventes en 2011 se sont chiffrées bien en-dessous du sommet de 11,5 milliards de dollars en 2008, mais plus élevé par rapport aux des années précédentes.

Graphique B2.16
Exportations canadiennes de céréales et de produits céréaliers (Indices des prix et des volumes),
1988-2011



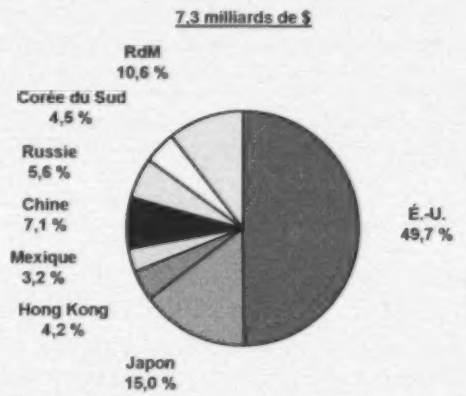
Source: Statistique Canada et calculs d'AAC

La valeur des exportations d'animaux vivants, les viandes rouges et de produits animaux autres ont également augmenté

En 2011, les États-Unis constituaient pour le Canada le premier marché d'exportation d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, soit 50 % des ventes, suivis du Japon (15 %), de Chine (7,1 %), la Russie (5,6 %) et la Corée du Sud (4,5 %).

Les catégories les plus importantes étaient constituées de porc frais et congelé (36,2 %), la viande bovine fraîche et congelée (16,4 %) et les bovins non laitiers (11,7 %).

Graphique B2.17
Destinations des exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2011

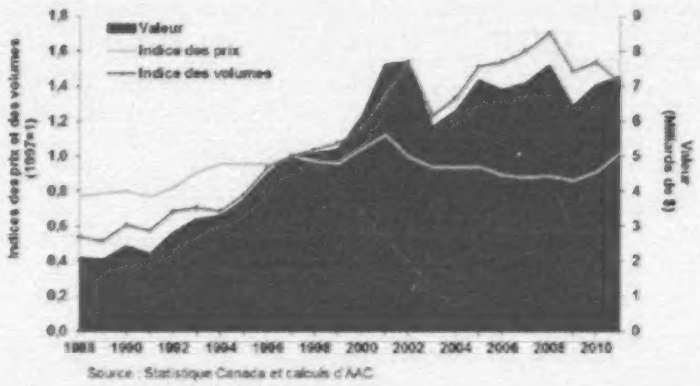


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En général en 2011, les prix à l'exportation plus élevés ont compensé pour la baisse en volume des exportations d'animaux vivants, les viandes rouges et les autres produits animaux. Par conséquent, la valeur des exportations est passée de 7,1 milliards de dollars en 2010 à 7,3 milliards de dollars en 2011, en baisse du sommet de 7,7 milliards de dollars en 2002.

En 2003, les restrictions américaines à la frontière comme celles visant les bovins vivants canadiens, associées à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou à la baisse des exportations destinées aux États-Unis en 2008 suite à l'utilisation de la mention du pays d'origine sur l'étiquette, ainsi qu'à une appréciation du taux de change Canada-États-Unis depuis 2008, ont accru à l'instabilité du volume des exportations au cours des dernières années.

Graphique B2.18
Exportations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (Indices des prix et des volumes), 1988-2011

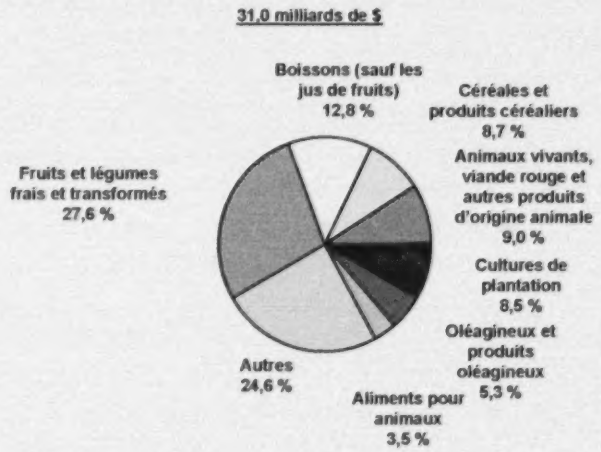


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En raison de la saisonnalité de la production des fruits et légumes frais au Canada, les importations de fruits et légumes frais et transformés ont constitué 27,6 % de la valeur totale des importations canadiennes de produits agricoles et agroalimentaires en 2011.

Les boissons, à 12,8 %, et les animaux vivants, les viandes rouges et les autres produits animaux à 9,0 %, constituaient les deux catégories en importance au chapitre de la valeur des importations.

Graphique B2.19
Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits,
2011

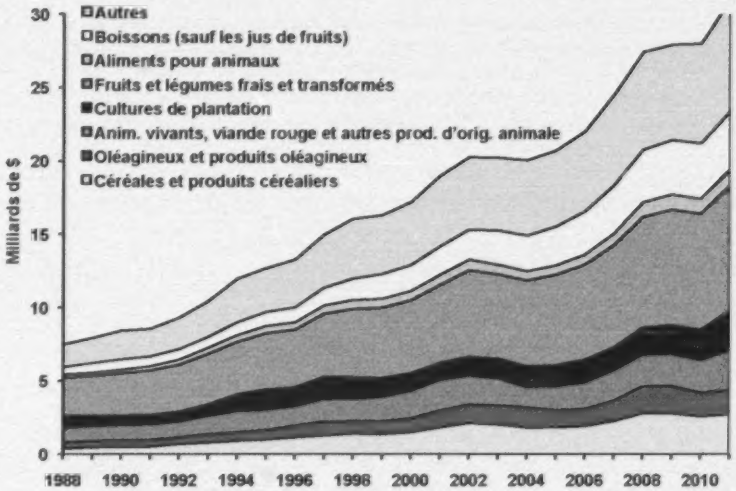


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Au fil du temps, la valeur des importations a crû dans plusieurs catégories de produits, principalement les fruits et légumes frais et transformés et les boissons (à l'exception des jus de fruits).

La catégorie « autres », qui a aussi affiché une croissance, compte une grande variété de produits. Les produits de confiserie et les ingrédients alimentaires, comme les sauces et les épices, constituent une part importante et croissante de cette catégorie.

Graphique B2.20
Composition des importations agricoles canadiennes par catégorie de produits,
1988-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

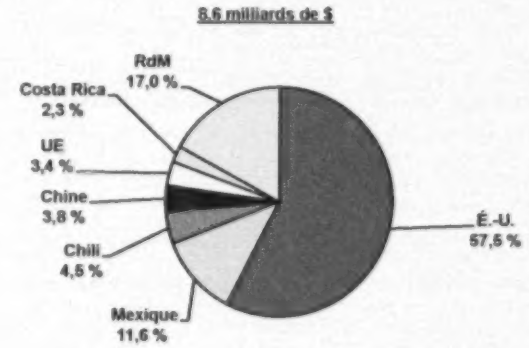
En termes de valeur, les fruits et légumes frais et transformés sont la principale catégorie de produits importés par le Canada

En 2011, le Canada a importé pour 8,6 milliards de dollars de fruits et légumes frais et transformés.

En 2011, la principale source des importations canadiennes était les États-Unis (57,5 %), suivi du Mexique (11,6 %).

En valeur, les baies fraîches figurent au premier rang des importations (8,3 % du total), suivies des jus de fruits (8,1 %) et des autres fruits frais et noix (7,7 %).

Graphique B2.21
Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés selon l'origine, 2011

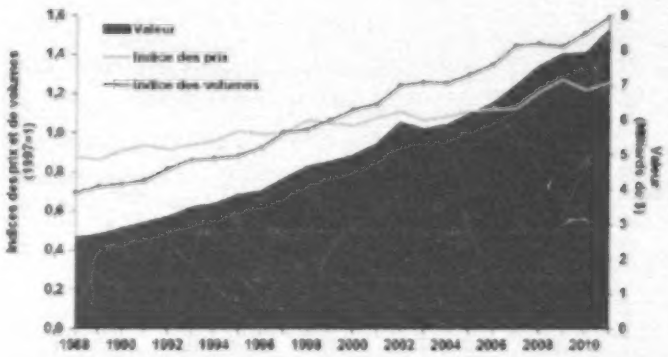


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Y compris les jus de fruits et les autres produits transformés.

La hausse du prix et volume des importations en 2011 a contribué à une augmentation de la valeur des importations, de 7,9 milliards de dollars en 2010 à 8,6 milliards de dollars en 2011.

La croissance soutenue du volume des importations et celle quelque peu ralentie des prix des importations ont contribué à la hausse régulière de la valeur des importations de fruits et légumes frais et transformés au cours des vingt dernières années.

Graphique B2.22
Importations canadiennes de fruits et légumes frais et transformés (Indices des prix et des volumes), 1988-2011



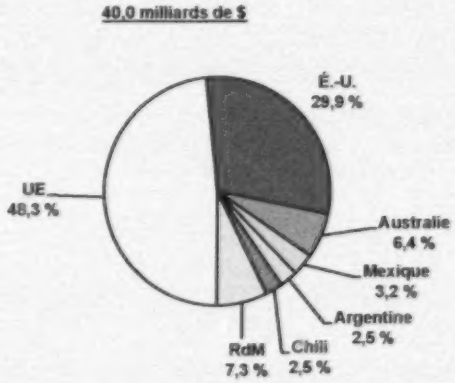
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Y compris les jus de fruits et les autres produits transformés.

La croissance de la valeur des importations de boissons canadiennes a ralenti au cours des dernières années

En 2011, l'Union européenne et les États-Unis ont été à l'origine de plus de 75 % de la valeur des importations canadiennes totales de boissons (à l'exception des jus de fruits).

En valeur, les produits les plus importés sont le vin (47 %), les boissons distillées (18 %) et la bière (14 %). L'eau minérale (10 %) et les autres boissons non alcoolisées (à l'exception des jus de fruits) (9 %) ont représenté les autres catégories importantes.

Graphique B2.23
Importations canadiennes de boissons selon l'origine, 2011

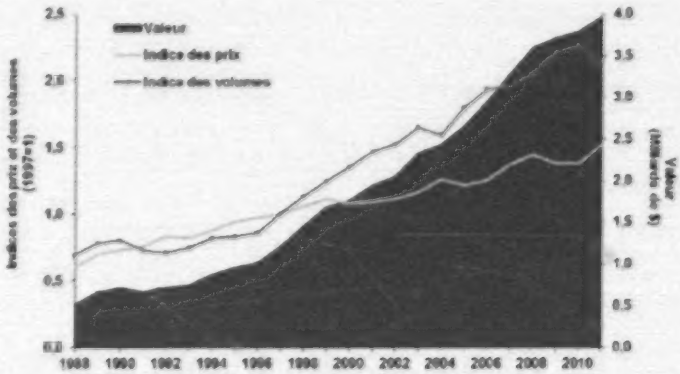


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Sauf les jus de fruits.

La valeur des importations canadiennes de boissons est passée de 3,8 milliards de dollars en 2010 à 4,0 milliards de dollars en 2011 car des prix à l'importation plus élevés ont contrebalancé une diminution des volumes d'importation.

La croissance des valeurs des importations a ralenti au cours des dernières années, étant donné que les volumes d'importation sont en baisse depuis la récession de 2009.

Graphique B2.24
Importations canadiennes de boissons selon l'origine (Indices des prix et des volumes), 1988-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Sauf les jus de fruits.

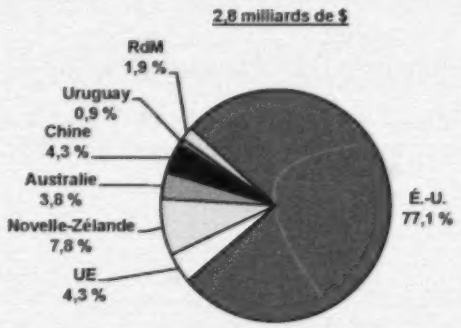
Les États-Unis sont le principal fournisseur des importations d'animaux vivants, viandes rouges et autres produits animaux au Canada

En 2011, plus de 80 % de la valeur d'importation d'animaux vivants, viandes rouges et autres produits animaux provenaient des États-Unis.

Les importations d'origine américaine étaient plus de dix fois supérieures à celles en provenance de la Nouvelle Zélande.

En valeur, les principaux composants de cette catégorie étaient la viande bovine fraîche et congelée (35,8 %) et le porc frais et congelé (17 %).

Graphique B2.25
Importations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale, 2011

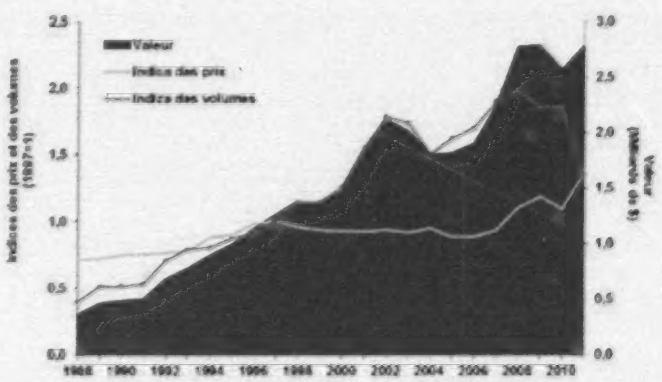


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La valeur des importations d'animaux vivants, viandes rouges et autres produits animaux a augmenté de 2,2 milliards de dollars en 2010 à 2,8 milliards de dollars en 2011.

En général, la hausse des prix et volumes a contribué à une augmentation de la valeur des importations en 2011.

Graphique B2.26
Importations canadiennes d'animaux vivants, de viande rouge et d'autres produits d'origine animale (Indices des prix et des volumes), 1988-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

SECTION B3

L'innovation et la productivité dans le système agricole et agroalimentaire

Introduction :

L'innovation revêt une importance cruciale pour la croissance, la compétitivité et la durabilité du secteur agricole et agroalimentaire. L'innovation désigne le lancement de produits et de procédés nouveaux ou très nettement améliorés qui, lorsqu'ils sont adoptés et/ou mis en place, renforcent la façon dont les capitaux, la main-d'œuvre et d'autres facteurs de production se conjuguent pour aboutir à une production plus efficace ou à des rendements plus élevés grâce à de nouveaux produits de plus grande valeur. Les investissements dans la recherche et développement (R et D), les progrès technologiques et leur adoption, leur diffusion et leur commercialisation contribuent à rehausser la croissance de la productivité. Cela est important pour le secteur à mesure qu'il s'adapte et qu'il réagit aux pressions de la concurrence, à l'évolution des demandes des consommateurs et aux défis mondiaux qui se rattachent à la sécurité alimentaire de même qu'aux pressions qui s'exerceront sur les ressources naturelles à l'avenir. Investir dans l'innovation soutenue aujourd'hui peut déboucher sur la prospérité à long terme.

La croissance de la productivité en agriculture primaire a contribué à la croissance économique à long terme du secteur

La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF), qui désigne l'écart entre la croissance de la production et la croissance des intrants, augmente régulièrement.

Entre 1961 et 2006, la production a augmenté au taux annuel moyen de 2,3 %. Cette croissance a été essentiellement alimentée par l'amélioration de la productivité. La productivité totale des facteurs a augmenté au taux annuel moyen de 1,6 % entre 1961 et 2006, tandis que la croissance de l'utilisation des intrants se chiffrait à environ 0,7 % par an durant la même période. En d'autres termes, de nos jours, un agriculteur produit deux fois le volume de production avec la moitié des ressources qu'il utilisait en 1961.

Graphique B3.1
Production brute, intrants et croissance de la productivité totale des facteurs en agriculture primaire, 1961-2006

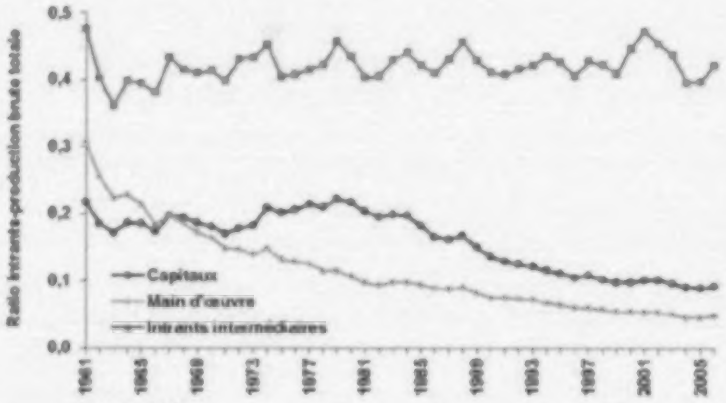
Source : AAC.

Sur les divers intrants qui servent à la production agricole, les intrants achetés (intermédiaires) sont relativement plus importants que les capitaux et la main-d'œuvre.

Sur les intrants totaux utilisés en agriculture, les intrants intermédiaires (achetés et produits à la ferme) représentent la part la plus importante du total des intrants, et ils revêtent de plus en plus d'importance. Cela se reflète dans la croissance modeste mais régulière du ratio entre les intrants intermédiaires et la production.

La quantité de main-d'œuvre (qui comprend l'exploitant, la famille non rémunérée et la main-d'œuvre recrutée) nécessaire pour produire une unité de production a régulièrement reculé dans le temps, comme en témoigne la baisse du ratio travail-production. Le ratio capital-production a lui aussi reculé très régulièrement depuis la fin des années 1970.

Graphique B3.2
Ratios intrants-extrants en agriculture primaire, 1961-2006



Source : AAC.
Note : Les ratios intrants-extrants sont calculés à partir des quantités implicites, exprimées en dollars constants de 1961, de main d'œuvre, de services tirés du capital, d'intrants intermédiaires et de production totale brute.

Note(s) :

La productivité désigne l'évolution de la production qui ne peut pas s'expliquer par un changement des intrants confondus. La productivité totale des facteurs (PTF) est exprimée comme le ratio entre le total des extrants et le total des intrants. La croissance de la productivité, ou croissance de la PTF, traduit les progrès des technologies et les économies réalisées par une entreprise ou une industrie. La productivité multifactorielle (PMF) et la productivité totale des facteurs sont souvent employées l'une pour l'autre. Alors que la PMF désigne un changement de la production par rapport à plusieurs intrants, la PTF saisit la contribution de tous les intrants par rapport à la production globale. (Source : adaptation de Mesurer la productivité, OCDE, 2001).

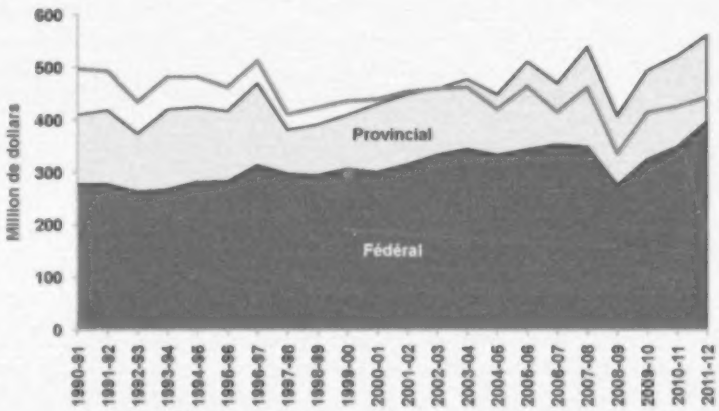
De même, les investissements publics dans la R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire représentent des sources cruciales d'innovation et de croissance de la productivité

Les dépenses consacrées aux recherches financées par l'État dans le secteur agricole et agroalimentaire, dont la majeure partie est attribuable au gouvernement fédéral, devraient passer à 561 millions de dollars en 2011-2012.

Au cours des 10 dernières années, les dépenses totales consacrées aux recherches financées par l'État ont accusé une hausse depuis le repli enregistré en 2008-2009 à la fin du Cadre stratégique pour l'agriculture, avant la mise en place de nouvelles initiatives. Au cours de cette même période, la part fédérale du total des dépenses consacrées à la R et D a représenté en moyenne 70 %, alors que les dépenses publiques provinciales ont représenté 30 %. Aussi bien les dépenses fédérales que les dépenses provinciales consacrées à la R et D ont augmenté de manière considérable.

Compte tenu de l'inflation, les dépenses réelles de l'État consacrées à la R et D (en dollars de 2002) ont reculé depuis 2008-2009, et sont inférieures à la tendance globale en 2011-2012.

Graphique B3.3
Dépenses gouvernementales consacrées à la recherche dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire, 1990-1991 à 2011-2012



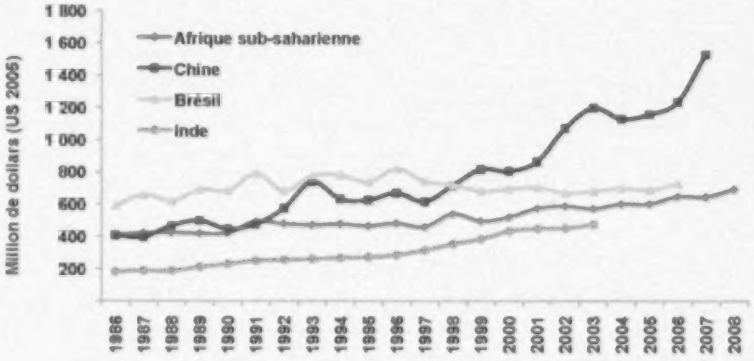
Source : AAC.
Note : Les données de 2011-2012 sont des estimations.
Les dépenses gouvernementales réelles consacrées à la R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire sont exprimées en dollars 2002.

À travers le monde, les investissements publics dans la R et D dans le secteur agricole et agroalimentaire augmentent plus vite dans certaines économies émergentes

Les économies émergentes ont majoré leurs dépenses publiques consacrées à la R et D dans le secteur agricole ces dernières années.

La Chine en particulier a considérablement augmenté ses dépenses publiques consacrées à la R et D depuis 1986, qui sont ainsi passées de 404 millions de dollars à plus de 1,5 milliard de dollars ($ US 2005)* en 2007. Dans l'Afrique subsaharienne, les investissements publics dans la R et D agricole ont augmenté de plus de 50 % entre 1986 et 2008 pour passer de 407 millions de dollars à 691 millions de dollars. De même, les investissements publics dans la recherche agricole en Inde sont passés de 180 millions de dollars en 1986 à 474 millions de dollars en 2003. Les dépenses consacrées à la R et D au Brésil, en revanche, sont demeurées relativement stables durant cette période avec des dépenses moyennes de 677 millions de dollars jusqu'en 2006, année où elles ont augmenté à 728 millions de dollars ($ US 2005).

Graphique B3.4
Dépenses publiques globales en R et D dans le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire par pays/régions choisis, 1986-2008

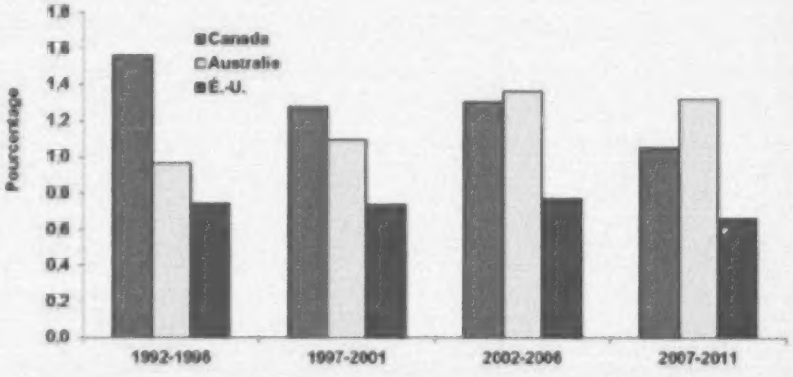


Source : Base de données des Indicateurs scientifiques et technologiques agricoles, 2011.
Notes : 1) Les dépenses publiques en recherche comprennent les salaires, les coûts d'exploitation et les dépenses en immobilisations.
2) Dans de nombreuses régions les données au niveau du pays ne sont pas disponibles.

Exprimées comme part de la valeur ajustée de la production agricole (VAP), les dépenses publiques consacrées par le Canada à la R et D ont reculé dans le temps tout en demeurant supérieures à celles des États-Unis, mais en baissant en celles de l'Australie.

Durant la période 2007-2011, les dépenses publiques consacrées par le Canada à la R et D agricole ont représenté en moyenne 1,06 % en tant que part de la VAP, ce qui est un recul par rapport à la moyenne de 1,31 % enregistrée entre 2002 et 2006. Alors que les dépenses publiques du Canada consacrées à la R et D agricole ont chuté en deçà de celles de l'Australie ces dernières années, les dépenses de l'Australie ont elles aussi légèrement reculé pour baisser de 1,37 % en 2002-2006 à 1,32 % en 2007-2011. La part des dépenses du Canada demeure supérieure à celle des États-Unis au cours de la période la plus récente; toutefois, l'écart entre le Canada et les États-Unis se rétrécit progressivement.

Graphique B3.5
Dépenses publiques en R et D visant à appuyer le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en tant que part de la valeur de production rajustée, 1992-1996 à 2007-2011



Source : OCDE, Direction du commerce et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et aux consommateurs, Base de données.

La croissance régulière des investissements privés dans la R et D en agriculture résulte de la protection des droits de propriété intellectuelle et de la collaboration accrue au Canada entre les producteurs, l'industrie et le secteur public

Les investissements du secteur privé dans la R et D en agriculture ont régulièrement augmenté depuis les années 1980, lorsque la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) est entrée en vigueur sur les nouvelles obtentions végétales.

Les dépenses consacrées par le secteur privé à l'agriculture primaire ont atteint 70 millions de dollars en 2011, en baisse par rapport au record de 84 millions de dollars enregistré en 2002. En termes réels, les dépenses ont augmenté de manière exponentielle entre 1998 et 2002, même si elles ont ralenti plus récemment. Toutefois, ces données donnent un tableau incomplet des dépenses du secteur privé dans la R et D en agriculture car elles excluent les dépenses des entreprises consacrées à la R et D dans d'autres industries connexes. Le secteur agricole profite des recherches réalisées par les entreprises de branches d'activités connexes comme les concepteurs de semences, les compagnies de produits chimiques, les constructeurs de machines, les fournisseurs de services contractuels et les compagnies de sciences biologiques et de sciences de la vie.

Graphique B3.6
Dépenses privées réelles en R et D dans l'agriculture primaire, 1980-2011

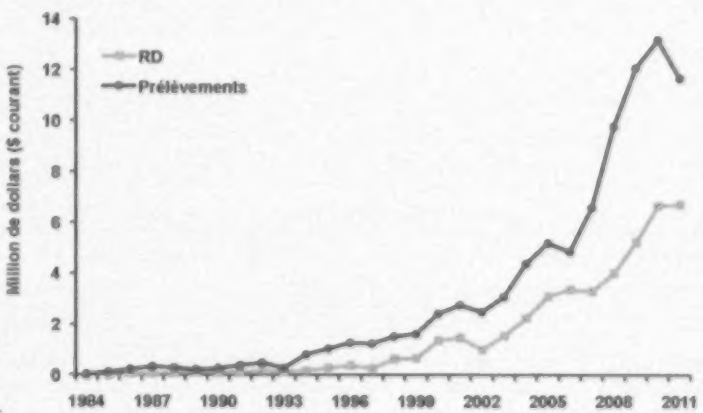
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Notes : 1) Les données 2009-2011 sont des données préliminaires.
2) Comprend les dépenses en R et D (intra-muros) du secteur privé peu importe s'il s'agit d'autofinancement.

Les prélèvements de l'industrie sont une importante source de financement de la R et D en agriculture en ce qui concerne certains produits. Les prélèvements ont permis aux producteurs de financer les investissements dans la R et D sur les matières premières et d'en bénéficier.

Le principal instrument de financement des activités des Saskatchewan Pulse Growers (SPG), par exemple, est un prélèvement perçu auprès des producteurs en pourcentage des ventes finales pour financer les recherches sur les légumineuses et en faire la promotion sur le marché au profit de tous les producteurs.

Les recettes des Saskatchewan Pulse Growers, provenant des prélèvements, ont nettement augmenté depuis 2007. En 2011, le montant des prélèvements annuels perçus par les SPG a augmenté de 77 % pour atteindre 11,6 millions de dollars. Au cours de cette période, le montant des recettes provenant des prélèvements affectées aux dépenses de recherche et développement a augmenté de 103 % pour atteindre 5,2 millions de dollars en 2011.

Graphique B3.7
Dépenses en R et D et prélèvements de Saskatchewan Pulse Growers, 1984-2011



Source : Rapport annuel de Saskatchewan Pulse Growers, diverses années.

Note(s) :
Prélèvements de l'industrie : Certaines associations de producteurs perçoivent des taxes auprès des producteurs membres au titre de la recherche, du développement et de la promotion des produits agricoles. Ces accords comportent généralement une évaluation annuelle des mises en marché ou des ventes, où les recettes sont mises en commun par l'association de producteurs et où une part en pourcentage ou un montant fixe est perçu à ces fins.

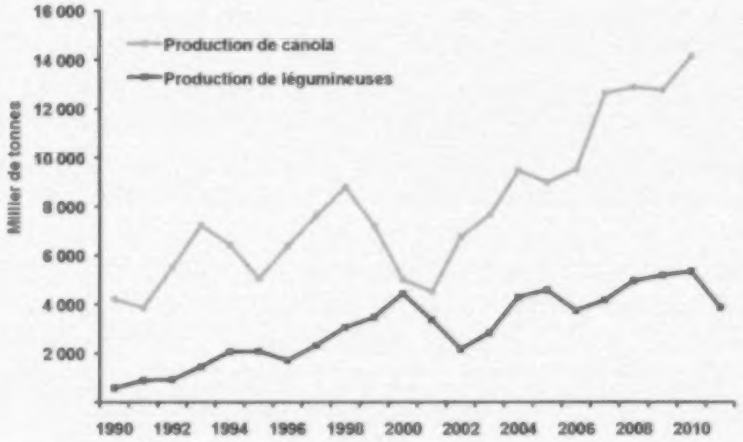
L'innovation et l'adoption de nouvelles races, variétés et méthodes de production à la fois dans les productions végétales et animales ont contribué à la croissance à long terme de la production agricole

La production des grandes cultures a profité des améliorations intervenues dans la phytogénétique, les qualités agronomiques et les méthodes de production, qui ont permis aux producteurs d'adopter de meilleures variétés ou de cultiver un plus grand éventail de cultures.

L'un de ces succès est le canola, conçu dans les années 1960, lorsque des chercheurs du gouvernement ont collaboré avec des producteurs et la Rapeseed Association of Canada. La culture du canola est bien adaptée aux conditions de croissance dans les Prairies et donne une huile comestible de grande valeur pour les marchés au Canada et à l'étranger. La production de canola a été supérieure à 14 millions de tonnes en 2011, soit plus de quatre fois celle de 1990.

De même, les recherches agronomiques sur les Prairies ont abouti à de nouvelles variétés de légumineuses lancées sur de nouveaux marchés, comme l'Inde. Alors que la production totale de légumineuses en 2011 a fortement reculé à cause des conditions météorologiques humides, l'industrie continue de se positionner grâce à des recherches soutenues (financées par les prélèvements des producteurs).

Graphique B3.8
Production de légumineuses et de canola au Canada, 1990-2011

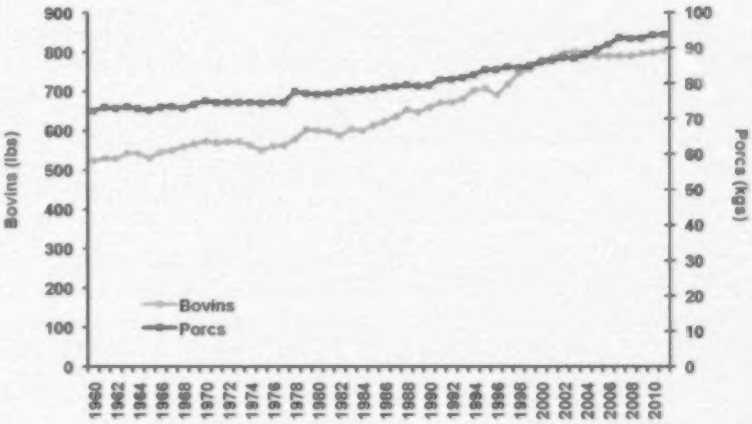


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En même temps, les changements et les améliorations des régimes d'élevage et d'alimentation ont abouti à une plus forte production par animal.

La production de bovins et de porcs a régulièrement augmenté depuis 30 ans, affichant une plus grande efficacité du rendement par animal grâce à l'adoption de races plus grandes engraissées à des poids plus élevés, essentiellement à cause de l'évolution des demandes des transformateurs de viandes. Le poids moyen d'une carcasse de porc a augmenté de plus de 16 kilogrammes par animal (près de 20 %) depuis 1980. Pendant ce temps, le poids moyen d'une carcasse de bovin a augmenté de 26 % durant la même période (c.-à.-d. 205 livres par animal).

Graphique B3.9
Poids moyen des carcasses de bovins et de porcs, 1961-2011



Source: Canfax et AAC, diverses années.

Note(s) :
L'innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agroindustriels est un processus qui engendre de nouvelles connaissances et qui conçoit ou adapte des produits, des pratiques ou des procédés nouveaux ou améliorés qui sont mis en place ou adoptés pour ajouter de la valeur aux exploitations, aux entreprises ou au secteur. L'innovation est un processus dynamique et complexe dont il existe quantité de définitions. Sans doute la définition la plus couramment utilisée du terme innovation est fournie par l'OCDE dans son Manuel d'Oslo. Toutefois, cette définition conçue par AAC intègre plusieurs modèles d'innovation, reconnaissant que les facteurs qui l'attisent et l'environnement où elle se produit revêtent une utilité toute particulière pour le secteur agroalimentaire.

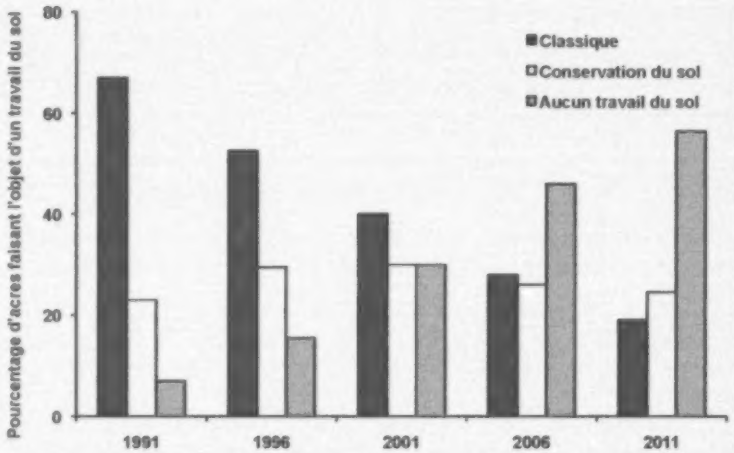
L'innovation et l'adoption de nouvelles méthodes de production ont également contribué à améliorer les performances environnementales et économiques de l'agriculture

Le travail réduit du sol ou l'absence de travail du sol sont désormais monnaie courante et représentent plus de la moitié de toute la superficie ensemencée au Canada.

De ce fait, la superficie ensemencée sans travail du sol a augmenté de 23,8 % entre 2006 et 2011.

L'absence de travail du sol domine dans les Prairies, où parmi les avantages financiers et environnementaux du semis en un seul passage à faible impact, il faut citer la baisse des coûts de carburant et de machines, l'amélioration de la qualité des sols et la réduction de l'érosion.

Graphique B3.10
Pratiques de travail du sol, 1991-2011



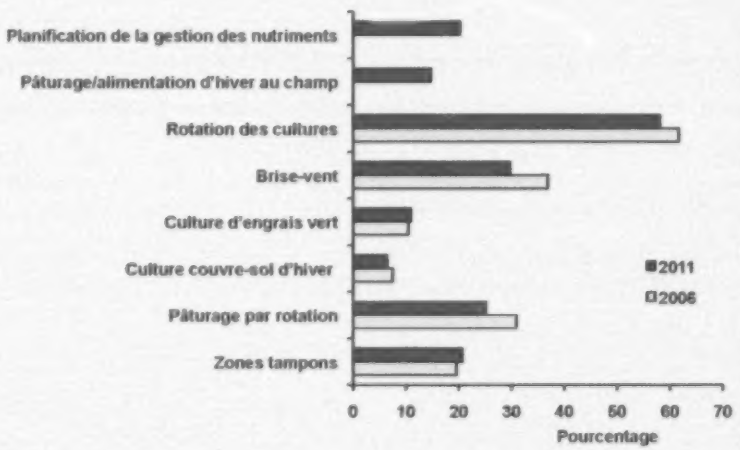
Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

D'autres méthodes de gestion des sols, en particulier la rotation des cultures continuent d'être adoptées à mesure que les producteurs s'évertuent à améliorer leur durabilité et leurs rendements.

La rotation des cultures continue d'avoir des retombées sur l'économie, tout en contribuant également à la durabilité. Parmi les autres méthodes importantes de conservation des sols, mentionnons les pâturages en rotation et les zones tampons. La planification de la gestion des éléments nutritifs et le pâturage hivernal ou l'alimentation hivernale sont d'autres pratiques importantes de « gestion bénéfique » qui contribuent à la fois à la durabilité de l'environnement et de l'économie.

Toutefois, le nombre d'exploitations qui déclarent utiliser de telles méthodes a baissé entre 2006 et 2011.

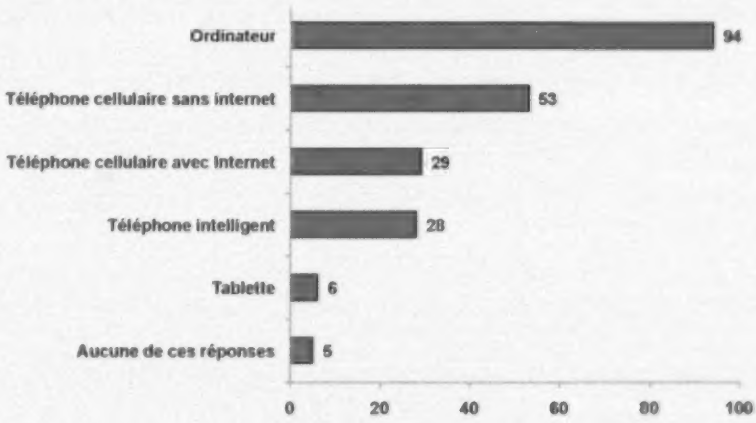
Graphique B3.11
Pratiques de conservation du sol, 2006 et 2011



Les producteurs innovent également en utilisant des ordinateurs, Internet et des appareils mobiles

Dans une récente enquête de Financement agricole Canada, on a demandé aux producteurs quels types de technologies ils possédaient; 94 % ont répondu qu'ils possédaient un ordinateur, 53 %, un téléphone cellulaire sans Internet et 28 %, un téléphone intelligent. Cette technologie est importante pour leur permettre d'avoir accès à des données et à des renseignements financiers et sur les produits, en plus de les aider à rester concurrentiels.

Graphique B3.12
Technologie utilisée par les producteurs, 2011

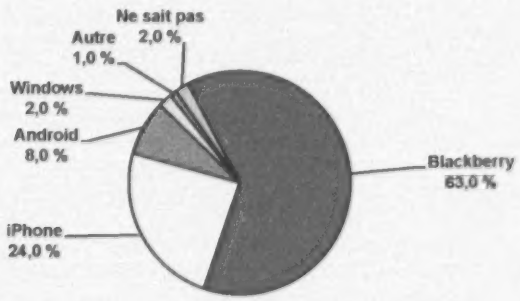


Source : Financement agricole Canada (FAC), Vision Research Report, novembre 2011.

Les producteurs sont aussi rapides que le reste des Canadiens à adopter des appareils mobiles, comme des téléphones intelligents.

Selon des sondages récents, les jeunes producteurs (de moins de 40 ans) sont plus susceptibles de posséder des appareils mobiles, surtout des téléphones intelligents (41 %) que ceux qui ont plus de 40 ans (26 %). Parmi les producteurs qui ont déclaré posséder un téléphone intelligent en 2011 (29 %), la plupart (63 %) utilisent un Blackberry et près du quart, un iPhone. Financement agricole Canada prévoit une accélération du rythme d'adoption de téléphones intelligents au cours des deux prochaines années.

Graphique B3.13
Producteurs ayant un téléphone intelligent, par type d'appareil, 2011



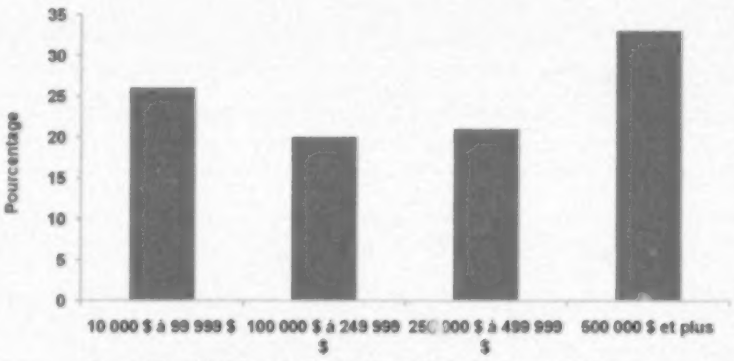
Source : Financement agricole Canada (FAC), Vision Research Report, novembre 2011.

Les producteurs doivent constamment enrichir leurs connaissances et leurs techniques de gestion grâce aux possibilités d'apprentissage et de perfectionnement des compétences pour relever les défis que présentent l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies

L'Enquête financière sur les fermes de 2010 démontre que la mesure dans laquelle les exploitants agricoles ont recours aux ateliers et aux conférences pour actualiser leurs compétences varie selon la taille de l'exploitation.

Les exploitants de grandes exploitations (dont les recettes sont égales ou supérieures à 500 000 $) sont les plus susceptibles de s'être prévalu de possibilités d'apprentissage, puisqu'ils représentent 33 % des producteurs. À peine un peu plus d'un quart (26 %) des petites exploitations (dont les recettes varient entre 10 000 $ et 99 999 $) affirment avoir profité de possibilités d'apprentissage, alors qu'une moyenne de 20 % des exploitations de taille moyenne (dont les recettes se situent entre 100 000 $ et 249 000 $ et entre 250 000 $ et 499 999 $) déclarent avoir participé à des possibilités d'apprentissage en 2010.

Graphique B3.14
Pourcentage des exploitants se prévalant d'occasions d'apprentissage pour perfectionner leurs capacités de gestion des affaires, par catégorie de revenu, 2010



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2010.
Note : Les données illustrent la participation des exploitants (au cours des deux dernières années) à des ateliers, des conférences ou d'autres occasions d'apprentissage.

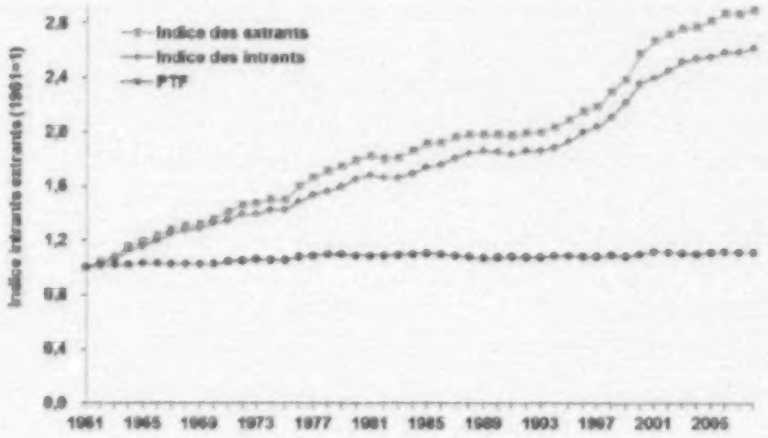
La croissance de la productivité totale des facteurs (PTF) dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons a été faible, la majeure partie de la croissance de la production du secteur étant attribuable à l'utilisation accrue des intrants

Dans la transformation des aliments, la PTF n'a augmenté que de façon marginale, à un taux annuel moyen de 0,2 % entre 1961 et 2008.

Entre 1961 et 2008, la production brute a augmenté au taux annuel moyen de 2,5 %. Cela s'explique principalement par la croissance des intrants et s'est chiffrée à 2,3 % par an. L'innovation dans la transformation des aliments se caractérise par l'adoption de nouveaux intrants comme des ingrédients et de nouvelles technologies par le biais de l'achat de nouvelles machines et équipements.

Par contre, de façon à faire croître la productivité dans le futur, le secteur devra investir davantage dans l'innovation.

Graphique B3.15
Intrants, extrants et croissance PTF dans le secteur de la transformation des aliments,
1961-2008

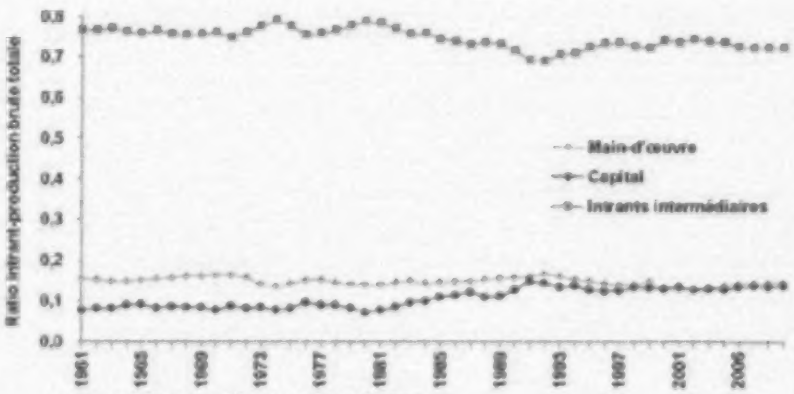


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC

Les intrants intermédiaires ont plus contribué à la croissance de la production que les intrants capital et travail.

L'utilisation d'intrants par unité de production a été très régulière, avec à peine quelques faibles écarts dans les ratios capital et intrants intermédiaires, une légère tendance à une plus forte intensité de capitaux et une moindre intensité des intrants intermédiaires.

Graphique B3.16
Ratios intrants-extrants dans l'industrie de la transformation des aliments,
1961-2008



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les ratios intrants-extrants sont calculés à partir des quantités implicites, exprimées en dollars constants de 1961, de main d'œuvre, de services tirés du capital, d'intrants intermédiaires et de production brute totale.

Les dépenses consacrées par le secteur privé à la R et D dans la transformation des aliments ont augmenté depuis 10 ans, mais en pourcentage de la valeur ajoutée, l'intensité de la R et D a tendance à être faible par rapport à nos concurrents

Les dépenses réelles consacrées par le secteur privé à la R et D dans l'industrie de la transformation des aliments ont apparemment atteint 156 millions de dollars en 2011, suivant en cela la croissance régulière à la hausse enregistrée depuis 2000. Les dépenses consacrées à la R et D se sont chiffrées en moyenne à 79 millions de dollars entre 1980 et 2000.

L'industrie de la transformation des aliments a bénéficié d'innovations dans les méthodes de salubrité et de conservation des aliments (c.-à-d. HACCP et surgélation) ainsi que dans le contrôle des stocks (c.-à-d. stocks « juste à temps »). D'autre part, les produits font l'objet d'une amélioration constante grâce à l'utilisation de nouveaux ingrédients et d'emballages novateurs, alors que les transformateurs de produits alimentaires profitent des innovations qui ont lieu dans d'autres segments de la chaîne d'approvisionnement.

Graphique B3.17
Dépenses privées réelles en R et D dans le secteur de la transformation des aliments,
1980-2011

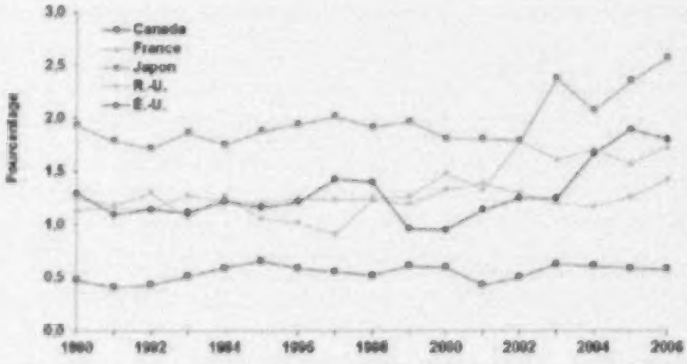
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC
Notes : 1) Les données 2009-2011 sont des données préliminaires.
2) Comprend les dépenses en R et D (intra-muros) du secteur privé peu importe s'il s'agit d'autofinancement.

Par rapport à ses principaux concurrents, l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a une plus faible intensité de R et D (c.-à-d. la part de la valeur de production consacrée à la R et D).

En 2006, l'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons a consacré environ 0,6 % de a valeur ajoutée à la R et D, contre 1,8 % aux États-Unis et 2,6 % au Japon. Les enquêtes révèlent que moins de 50 % des entreprises canadiennes de transformation des aliments et des boissons se livrent à leurs propres activités de R et D.

Toutefois, l'intensité de R et D est sans doute un piètre indicateur de l'innovation dans l'industrie canadienne de la transformation des aliments étant donné qu'une bonne part des investissements dans la R et D sont engagés dans les sièges sociaux de multinationales à l'extérieur du Canada, ce qui profite aux filiales canadiennes. De plus, les entreprises canadiennes tendent à modifier des technologies conçues par d'autres et à adapter des machines et des équipements achetés à l'étranger, ou à profiter des investissements engagés dans la R et D par des partenaires de la chaîne d'approvisionnement (p. ex. les emballeurs). Par contre, la croissance de productivité future nécessitera de plus importants investissements en R et D et dans l'innovation pour le secteur.

Graphique B3.18
Sommes consacrées à la R et D par rapport à l'augmentation de la valeur ajoutée dans l'industrie des boissons et aliments, différents pays de l'OCDE,
1990-2006



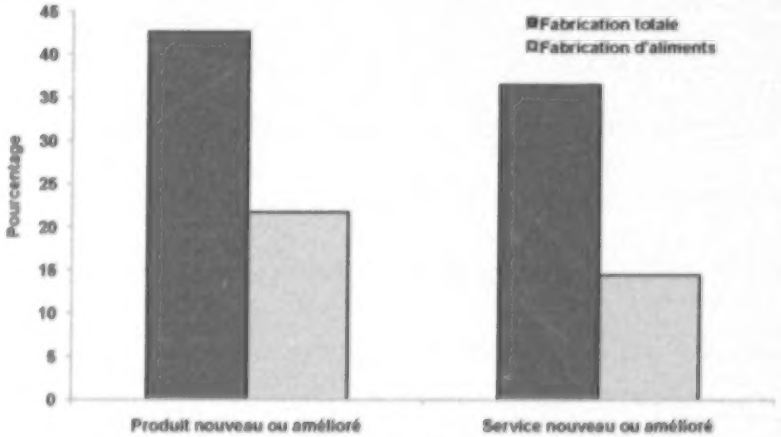
Source : Indicateurs de la base de données STAN de l'OCDE, 2011.

Le lancement de biens, de services ou de procédés nouveaux ou améliorés est un indicateur crucial d'innovation dans la transformation des aliments

Parmi les produits innovants, il peut y avoir des biens ou des services nouveaux ou nettement améliorés.

Moins d'entreprises de transformation d'aliments ont déclaré avoir lancé un produit innovant que l'ensemble des fabricants. Entre 2007 et 2009, 22 % des entreprises de transformation d'aliments ont déclaré avoir mis sur le marché des biens nouveaux ou améliorés et 14 %, des services nouveaux ou améliorés. À titre de comparaison, durant la même période, les entreprises de transformation ont été plus novatrices, vu que 43 % d'entre elles ont mis sur le marché un bien nouveau ou amélioré et 37 %, des services nouveaux ou améliorés.

Graphique B3.19
Pourcentage des entreprises qui ont innové en matière de produits,
2007-2009



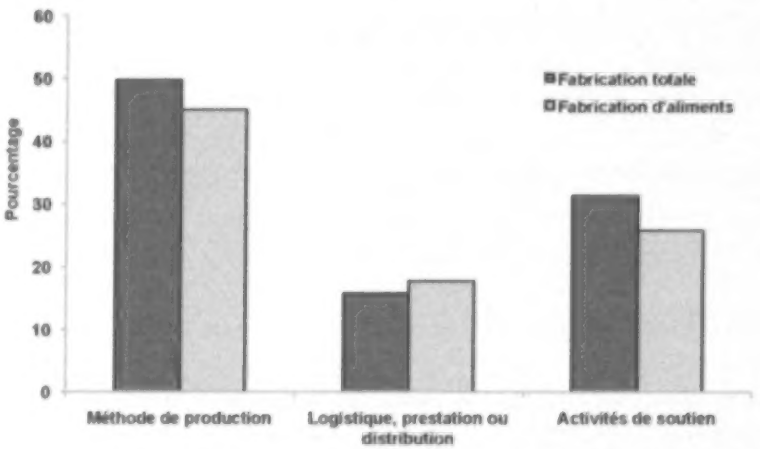
Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

Les transformateurs d'aliments ont tendance à adopter des procédés innovants à un rythme plus ou moins comparable à celui de l'ensemble des entreprises manufacturières.

Un procédé innovant est un procédé de production, une méthode de distribution ou une activité de soutien nouveau ou très nettement amélioré. Entre 2007 et 2009, 45 % des entreprises de fabrication d'aliments ont déclaré qu'elles avaient adopté des méthodes nouvelles ou améliorées de fabrication de produits ou de services, alors que 18 % ont adopté des méthodes de logistique, de livraison ou de distribution nouvelles ou améliorées, et que 26 % ont lancé de nouvelles activités de soutien.

Quarante-neuf pourcent des entreprises manufacturières qui ont déclaré avoir adopté de nouvelles méthodes de fabrication, 16 % ont adopté de nouvelles méthodes de logistique et 31 %, ont lancé de nouvelles activités de soutien.

Graphique B3.20
Pourcentage des entreprises qui ont innové en matière de processus, par type,
2007-2009



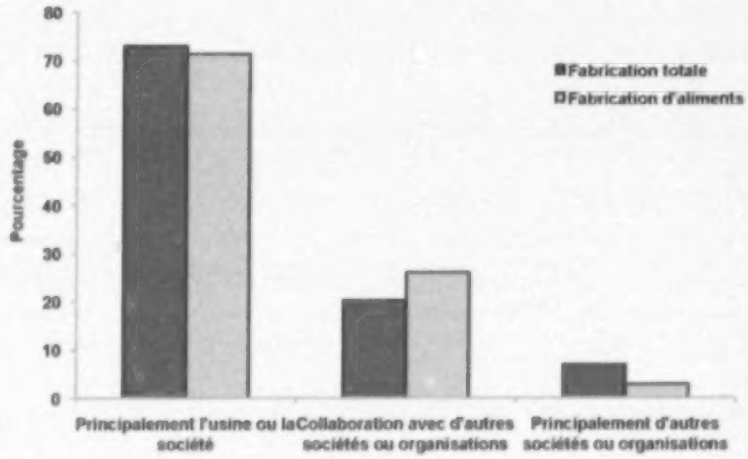
Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

La collaboration à la mise au point de produits et de procédés innovants a tendance à revêtir plus d'importance pour les établissements de transformation d'aliments que pour d'autres fabricants

La plupart des entreprises manufacturières conçoivent des produits innovants à l'interne. Cela reflète sans doute le délai plus court qu'il faut pour mettre au point des produits prêts à être commercialisés et les gains financiers qui résultent du fait d'être « les premiers sur le marché ».

Environ 70 % des entreprises de transformation d'aliments et de l'ensemble des entreprises manufacturières ont déclaré avoir mis au point elles-mêmes des produits innovants. Toutefois, 23 % des entreprises de transformation d'aliments et 20 % des entreprises manufacturières au total ont déclaré avoir collaboré avec d'autres à la conception de produits innovants.

Graphique B3.21
Pourcentage des entreprises qui ont développé un nouveau produit,
2007-2009

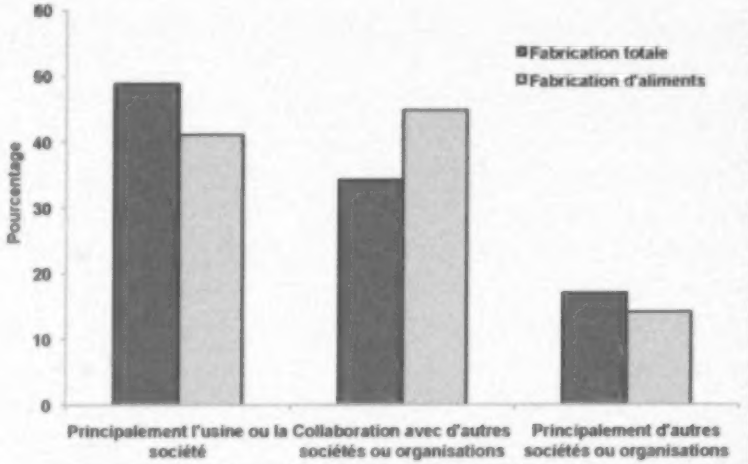


Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

En revanche, la collaboration revêt plus d'importance pour les procédés innovants à la fois dans le secteur de la transformation d'aliments et le secteur manufacturier dans son ensemble, ce qui s'explique sans doute par la nature adaptative de l'adoption d'une technologie nouvelle.

Entre 2007 et 2009, 45 % des entreprises de transformation d'aliments ont affirmé avoir collaboré à des procédés innovants contre à peine 34 % de l'ensemble des entreprises manufacturières. Cependant, un plus grand nombre d'entreprises manufacturières ont déclaré avoir conçu des procédés innovants de leur propre chef (à hauteur de 49 %), contre 41 % pour les entreprises de transformation d'aliments.

Graphique B3.22
Pourcentage des entreprises ayant élaboré un nouveau processus,
2007-2009



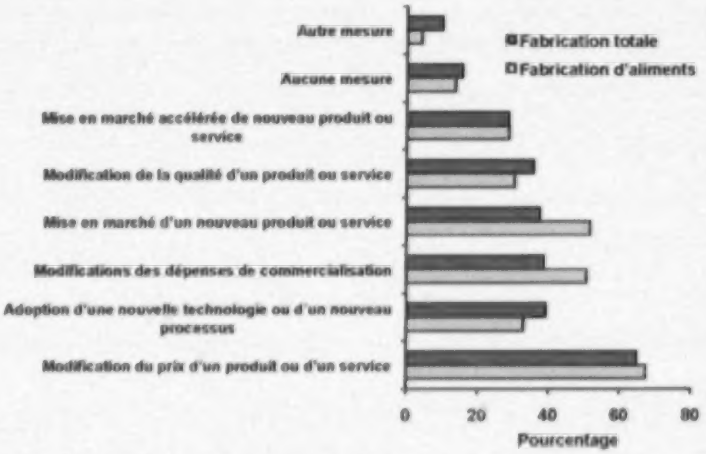
Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

Pour les entreprises de transformation d'aliments, l'innovation est l'une des principales stratégies commerciales, juste derrière la concurrence sur les prix

Les entreprises de transformation d'aliments ont du retard lorsque vient le temps d'introduire de nouvelles technologies ou de nouveaux processus comparativement au total d'entreprises manufacturières à titre de stratégie clé pour rivaliser avec de nouveaux compétiteurs sur le marché.

Plus de 50 % des fabricants d'aliments ont réagi face à l'arrivée de nouveaux compétiteurs sur le marché en lançant de nouveaux produits ou services ou en modifiant leurs dépenses de commercialisation tandis que seulement 40 % du total des entreprises manufacturières ont utilisé cette même stratégie. L'adoption d'une nouvelle technologie est également une stratégie en vogue pour faire face à la concurrence accrue. Cependant, à hauteur de 33 %, les entreprises de transformation d'aliments notent un retard comparativement au total des entreprises manufacturières avec 40 %. Cependant, la plupart des entreprises à la fois dans la transformation des aliments et le secteur manufacturier dans son ensemble ont affirmé qu'elles avaient modifié leurs prix pour faire face à la concurrence, à hauteur de près de 70 % des répondants.

Graphique B3.23
Stratégies des entreprises suivant l'arrivée de nouveaux concurrents sur le marché principal, 2009



Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

SECTION C

Composantes du système agricole et agroalimentaire

SECTION C1

Consommateurs

Introduction :

La reprise économique au Canada s'est poursuivie en 2011 au fur et à mesure que l'emploi et le PIB réel de l'économie canadienne ont augmenté. Le revenu personnel disponible réel par habitant a augmenté de nouveau en 2011 suite aux gains de revenu liés à la croissance de l'emploi. Cependant, la dette des ménages a continué à croître principalement en raison des taux hypothécaires historiquement bas. L'offre de crédit à la consommation a diminué de telle sorte que les consommateurs se sont serrés la ceinture et ont réduit leurs dépenses discrétionnaires.

Les dépenses en alimentation, particulièrement les aliments achetés au magasin, ont continué de croître en 2011. Les dépenses consacrées aux repas pris au restaurant ont repris leur tendance à la hausse après avoir baissé pendant la récession. L'inflation des prix au détail des aliments a progressé de nouveau suite à la hausse des prix des produits de base, et celui-ci a dépassé le taux d'inflation de l'ensemble de l'économie qui a aussi augmenté en 2011.

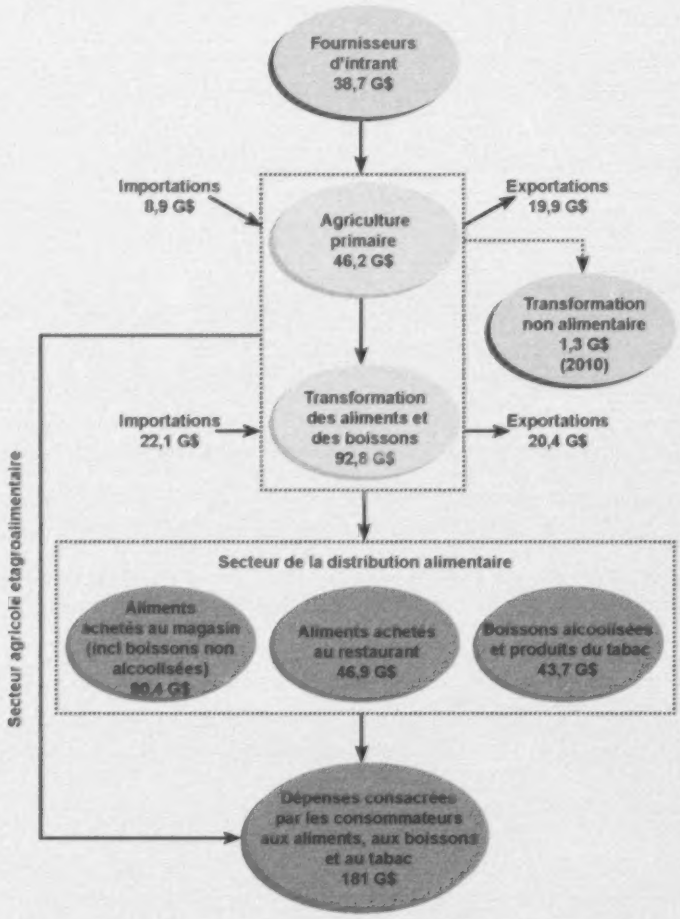
Les consommateurs canadiens ont continué de regarder pour les produits ayant des attributs qui reflètent leurs différences en termes de préférences et de valeurs. Cependant, le coût reste une priorité absolue.

En 2011, les consommateurs canadiens ont dépensé environ 181 milliards de dollars en aliments, en boissons et en produits du tabac

Les consommateurs canadiens profitent d'un système alimentaire hautement compétitif, efficace et dynamique qui leur permet d'accéder à une grande variété de produits alimentaires à faible coût, nutritifs, sains et de haute qualité.

Fondé sur un secteur agricole primaire intérieur qui est efficace et viable, le système d'agriculture et agroalimentaire canadien produit, transforme et distribue des produits agricoles et agroalimentaires ici au Canada et partout dans le monde.

Graphique C1.1
Le système agricole et agroalimentaire, 2011



Source: Statistique Canada, et calculs d'AAC.

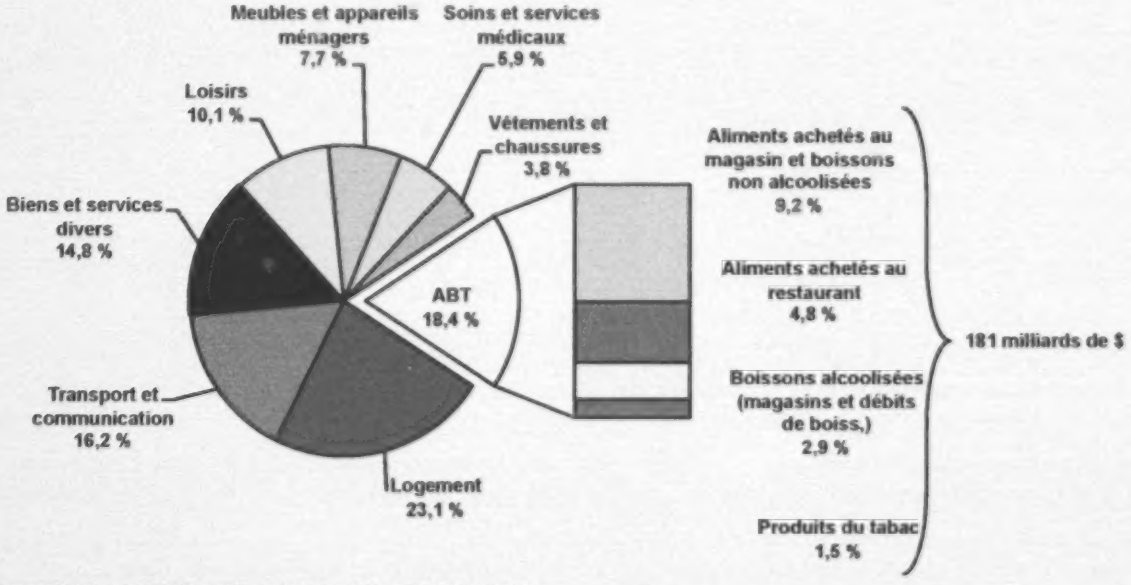
En 2011, les dépenses personnelles pour les produits alimentaires, les boissons et le tabac ont représenté la deuxième plus grande catégorie de biens et services de consommation après le logement

Les dépenses totales des produits énumérés ci-haut ont augmenté pour s'établir à 181 milliards de dollars en 2011, représentant 18,4 % des dépenses personnelles totales.

Les dépenses sur les aliments achetés au magasin et les boissons non alcoolisées ont augmenté à 90,4 milliards de dollars, ce qui représente 9,2 % des dépenses personnelles totales. Les aliments achetés au restaurant ont atteint 46,9 milliards de dollars soit 4,8 % du total. Les dépenses en boissons alcoolisées et produits du tabac ont ajouté un montant supplémentaire de 43,7 milliards de dollars au total des dépenses personnelles en 2011.

Les canadiens ont dépensé davantage sur le logement avec 226,7 milliards de dollars, soit 23,1 % du total. Les autres catégories de dépenses importantes incluent le transport et les communications avec 16,2 %, suivies par les biens et services divers à 14,8 % et finalement les loisirs, à 10,1 % du total.

Graphique C1.2
Répartition des dépenses personnelles en biens et services, 2011



Source :Tableau adapté de Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : La catégorie « Logement » comprend le loyer brut, les combustibles et l'énergie.
La catégorie « Meubles et appareils ménagers » comprend l'ameublement et l'entretien.
La catégorie « Loisirs » comprend les services d'enseignement, de divertissement et de culture.

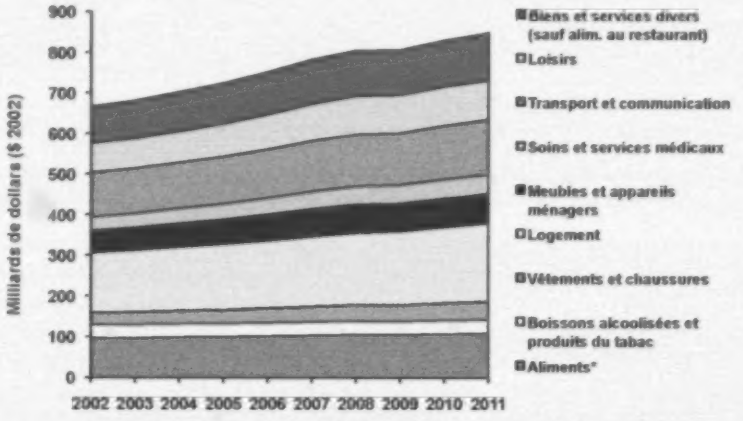
Toutes les catégories majeures de dépenses personnelles étaient plus élevées en 2011, après la prise en compte des hausses de prix

Après avoir pris en compte l'inflation, les canadiens ont dépensé un total de 861,8 milliards de dollars ($ enchaînés de 2002) sur les biens et les services personnels, comparativement à 841,5 milliards de dollars en 2010, ce qui représente une hausse de 2,4 %. Les dépenses alimentaires, de boissons et du tabac ont augmenté à 142,2 milliards de dollars, une hausse de 1,3 % par rapport à 2010. Les dépenses pour les aliments achetés au magasin et au restaurant ont augmenté à 108,1 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,2 % par rapport à 2010. Les dépenses pour les boissons alcoolisées et du tabac ont également augmenté de 1,9 % en 2011.

Environ deux tiers (66 %) des dépenses alimentaires totales ont été consacrées aux aliments achetés au magasin, tandis que le tiers restant (34 %) a été dépensé sur les aliments achetés au restaurant. La répartition de ces dépenses alimentaires est très semblable à la décennie précédente.

Les autres catégories de dépenses qui ont augmenté de manière significative en 2011 comprenaient le logement, le transport et les soins médicaux et les services de santé.

Graphique C1.3
Répartition des dépenses personnelles réelles en biens et services, (2002 $),
2002-2011



Source :Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note :*La catégorie « Aliments » comprend les aliments achetés au magasin (y compris les boissons non alcoolisées) et les aliments achetés au restaurant.

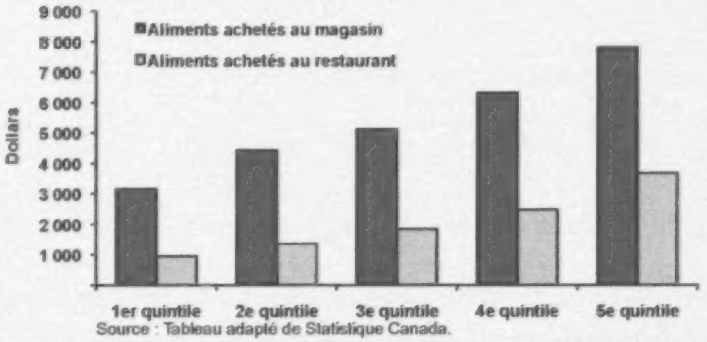
Alors que les ménages canadiens ayant un revenu élevé dépensent davantage sur l'alimentation en termes absolus, et ils ont aussi alloué une proportion plus faible de leur budget aux aliments que les Canadiens et les Américains ayant un revenu plus faible

En 2010, les ménages à revenu plus élevé ont dépensé davantage sur les aliments achetés au magasin et au restaurant que l'ont fait des ménages à faible revenu.

En 2010, les ménages au plus faible revenu du Canada (premier quintile) ont dépensé 3 169 $ par ménage pour des aliments achetés au magasin et 954 $ pour des aliments achetés au restaurant. Tandis que les ménages à revenu plus élevé ont dépensé davantage plus sur les aliments achetés au magasin et au restaurant. Les ménages à revenu plus élevé (cinquième quintile) ont dépensé 7 798 $ par ménage pour les aliments acheté au magasin et 3 669 $ pour les aliments achetés au restaurant.

Graphique C1.4

Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments achetés au magasin et au restaurant, par quintile de revenu*, 2010



Source : Tableau adapté de Statistique Canada.

Note : *Quintile : Classement des ménages en cinq groupes de nombre égal par ordre croissant du revenu. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages au revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages au revenu le plus élevé.

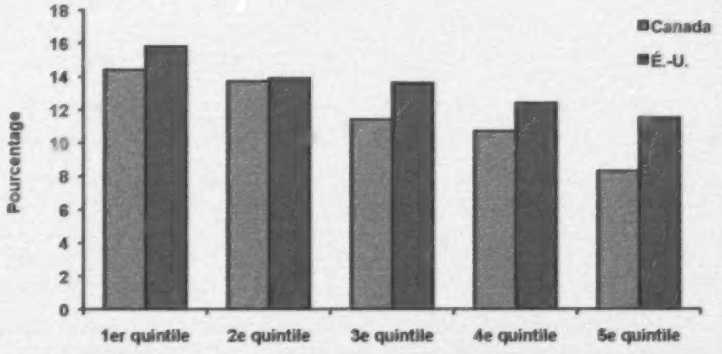
Alors que les ménages canadiens et américains allouent une part décroissante de leur budget aux aliments lorsque le revenu augmente, les ménages canadiens, toutes classes de revenus confondues, ont tendance à consacrer une part plus faible de leur budget à l'alimentation que leurs homologues américains.

En 2010, les 20 % des ménages canadiens ayant le revenu le plus élevé (cinquième quintile) ont alloué seulement 8,3 % de leur budget aux aliments achetés au magasin et au restaurant, comparativement à 14,4 % pour les ménages à faible revenu (premier quintile). Tandis qu'aux États-Unis, les ménages ayant le revenu le plus élevé ont alloué 11,5 % de leur budget aux aliments, comparativement à près de 16 % pour les ménages au plus faible revenu.

Cependant, les ménages canadiens dans toutes les classes de revenu ont alloué moins de leur budget aux aliments que les ménages américains. Les ménages américains ont connu une réduction plus importante du revenu des ménages après la récession de 2008-10. En conclusion, les ménages américains ont tendance à dépenser davantage pour les aliments achetés au restaurant, augmentant ainsi la part du budget consacrée à l'alimentation.

Graphique C1.5

Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments selon le quintile de revenu* au Canada et aux États-Unis 2010



Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et calculs d'AAC.

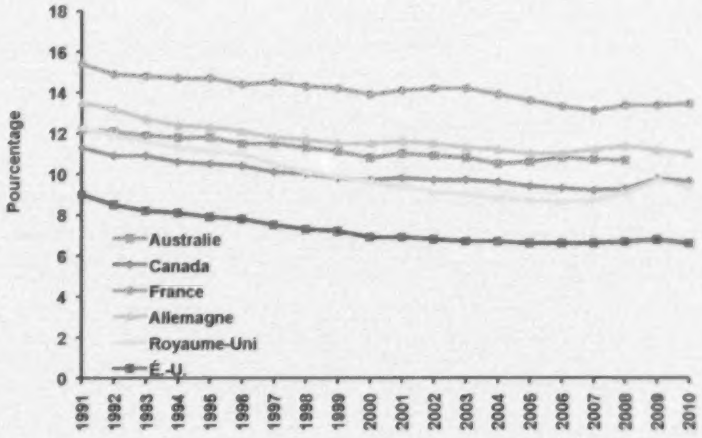
Note : *Quintile : Classement des ménages en cinq groupes de nombre égal par ordre croissant du revenu. Le premier quintile comprend les 20 % des ménages au revenu le plus faible et le cinquième quintile, les 20 % des ménages au revenu le plus élevé.

Au fil des années, la part des dépenses des ménages allouées aux aliments et aux boissons non alcoolisées achetés dans les magasins a diminué pour tous les grands pays de l'OCDE

En 2010, les canadiens ont dépensé moins sur les aliments et les boissons non alcoolisées achetés au magasin que plusieurs pays de l'OCDE. Les ménages canadiens ont alloué environ 9,7 % de leurs dépenses aux aliments et boissons non alcoolisées et cette proportion est presque inchangée depuis 2009 (9,8 %).

Toutefois, ce pourcentage est en légère hausse par rapport à 2008 lorsque celui-ci était de 9,3 %. En 2010, la part des dépenses au Canada est comparable à celle du Royaume-Uni (9,4 %), mais nettement inférieure à celle de la France (13,5 %) et de l'Allemagne (11,0 %). En 1991, les ménages canadiens ont consacré 11,3 % de leur budget aux aliments et aux boissons non alcoolisées achetés au magasin. Finalement, en 2010, les ménages américains ont consacré 6,6 % du budget sur ce poste de dépenses.

Graphique C1.6
Part des dépenses des ménages consacrée aux aliments* et boissons non alcoolisées dans divers pays de l'OCDE, 1991-2010



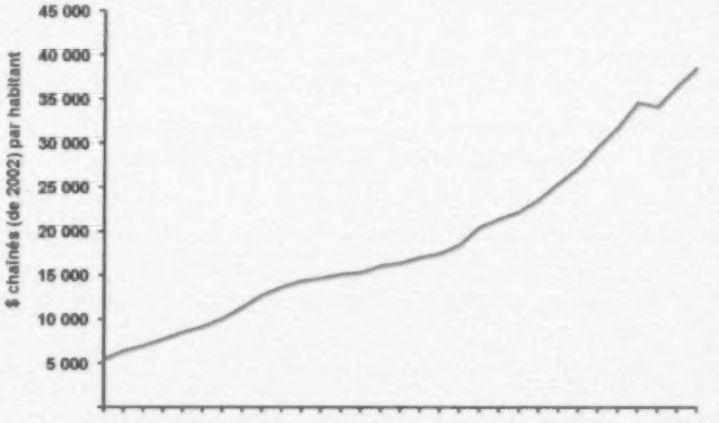
Source : OCDE.
Note : * Aliments réfèrent aux aliments achetés au magasin.

Pendant que le revenu personnel disponible réel par habitant a continué de croître en 2011, les inquiétudes concernant la dette importante des ménages menaçait encore la stabilité financière des ménages canadiens

Le revenu personnel disponible réel par habitant a progressé de 36 439 $ en 2010 à 38 497 $ en 2011.

L'économie canadienne a continué de se remettre de la récession en 2009. Le chômage a continué de baisser et les canadiens ont enregistré des gains du revenu. Le revenu personnel disponible réel par habitant a augmenté de 5,6 % entre 2010 et 2011 et a ainsi repris sa tendance à long terme vers le haut.

Graphique C1.7
Revenu disponible réel par habitant, 1981-2011

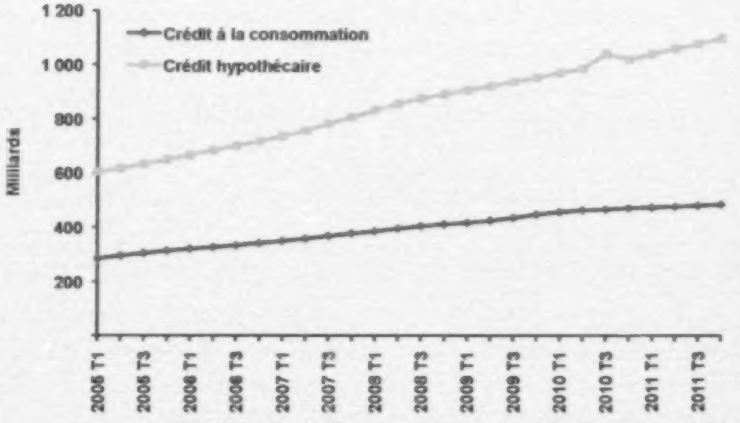


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Pendant que la dette des ménages canadiens a atteint un niveau record, les institutions financières ont encadré les prêts et emprunts afin de réduire le niveau d'endettement des ménages.

Les ménages canadiens n'ont pas seulement accumulé des dettes à un rythme plus lent dans un environnement de taux d'intérêt historiquement bas, mais ont de plus géré leur dette de manière optimale. En mars 2012, le crédit aux ménages au Canada a augmenté à un rythme le plus lent depuis 2002. Le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire ont augmenté de 3,2 % et 6,5 %, respectivement, entre 2010 et 2011, comparativement à 7,8 % et 8,0 % en 2009.

Graphique C1.8
Crédit à la consommation et crédit hypothécaire au Canada, 2005 - 2011



Source : CIBC World Markets, Household Credit Analysis, juillet 2011 et le banque du Canada.
Note : T1 = 1er trimestre, T2 = 2e trimestre, T3 = 3e trimestre et T4 = 4e trimestre.

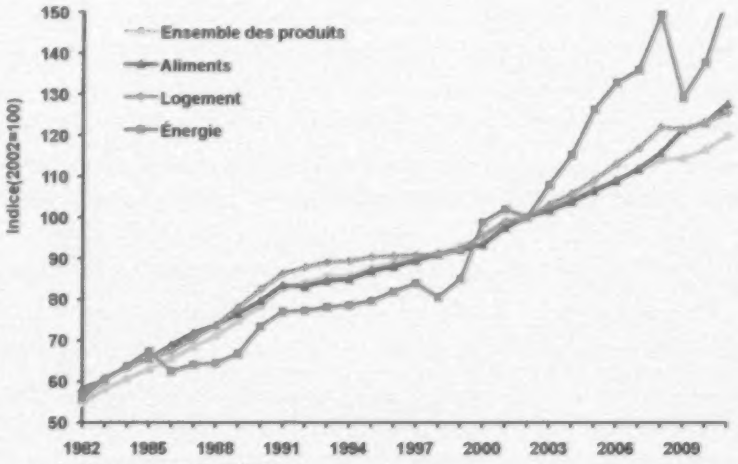
En 2011, le taux d'inflation au Canada des prix de détail des aliments a légèrement accéléré et s'est glissé au-dessus du taux d'inflation général en 2011

L'inflation des prix des aliments au détail a généralement suivi celle de l'ensemble des prix à la consommation au cours des dernières décennies, mais a augmenté au-dessus du taux général d'inflation en 2009 et de nouveau en 2011.

En 2011, les prix de détail des produits alimentaires ont majoré à un taux annuel moyen de 3,7 %. Cependant, un ralentissement du taux de l'inflation dans les autres catégories, tels que le logement (1,8 %), ont contribué à un taux d'inflation général inférieur à 2,9 %.

Le taux d'inflation des prix des aliments a moins fluctué que le prix de l'énergie rencontré par les consommateurs, surtout au cours des dernières années. Ainsi, le prix de l'énergie a augmenté de 12,2 % en 2011.

Graphique C1.9
Indice des prix à la consommation (IPC) des aliments, du logement, de l'énergie et de l'ensemble des produits, 1982-2011



Source : Statistique Canada.

En 2011, les prix des aliments au détail ont augmenté de 3,7 % par rapport à l'année précédente. Ceci était en dessous de la hausse des prix alimentaires de 4,9 % observée en 2009, mais supérieure à la croissance des prix alimentaires de 1,4 % observée en 2010.

Les prix à la consommation ont affiché une croissance dans un large éventail de catégories d'aliments en 2011. Ceci est en contraste avec 2010, lorsque les prix des principaux produits de base ont connu une croissance lente ou ont même diminué. Les prix dans les magasins d'alimentation au détail ont augmenté plus (4,2 %) que dans les restaurants (2,8 %). Les prix des produits du bœuf, du porc, des œufs, des légumes frais, des produits de boulangerie et des céréales, du sucre et des produits de confiserie ont tous connu une croissance plus haute que la moyenne, tandis que les prix des produits de la volaille et des produits laitiers ont augmenté moins que la moyenne en 2011.

Graphique C1.10
Inflation des prix au détail des aliments au Canada par catégorie, 2009, 2010 et 2011

Catégorie	Inflation (%)		
	2009	2010	2011
IPC global	0,3	1,8	2,9
Aliments	4,9	1,4	3,7
Aliments achetés au magasin	5,5	1,0	4,2
Bœuf, frais ou surgelé	5,8	-0,1	7,1
Porc, frais ou surgelé	3,6	-0,1	6,7
Volaille, fraîche ou surgelée	4,2	0,2	3,0
Produits laitiers	3,6	0,9	2,5
Œufs	1,7	2,0	7,7
Produits de boulangerie et produits céréaliers	4,2	0,6	5,2
Fruits frais	6,3	-3,1	4,3
Légumes frais	9,6	-2,6	9,4
Sucre et confiserie	7,4	8,1	5,2
Graisses et huiles	8,4	0,1	4,2
Aliments achetés au restaurant	3,5	2,4	2,8

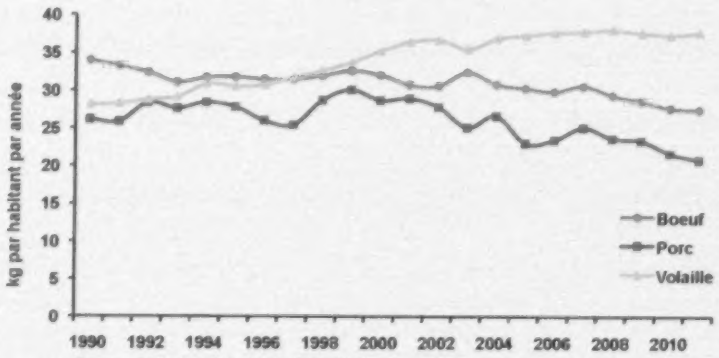
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les habitudes de consommation alimentaire des canadiens continuent d'évoluer

La consommation apparente par habitant est utilisée comme une approximation de la consommation. Elle est aussi appelée disparition intérieure et représente l'alimentation totale disponible pour la consommation humaine présente dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire canadien.

La consommation de bœuf et de porc a baissé en 2011, tandis que la consommation de volaille est restée stable. La consommation de bœuf, qui a connu une tendance relativement constante à la baisse, a atteint 28,3 kg par personne en 2011. La consommation de porc a atteint 20,8 kg par personne en équivalent poids carcasse en 2011. Parmi les autres sources principales de protéines animales pour les canadiens, la consommation de volaille a augmenté de manière relativement constante au fil du temps, ayant surpassé celle du bœuf depuis 1997. La consommation par habitant de la volaille a atteint 37,72 kg par personne en 2011.

Graphique C1.11
Disponibilité de bœuf, de porc et de volaille par habitant, 1990-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : 1) Les données ne tiennent pas compte des pertes comme le gaspillage et l'altération des aliments dans les magasins, les ménages, les grands établissements privés ou les restaurants, ni des pertes subies pendant la préparation des aliments. Elles représentent les quantité d'aliments offerts à la consommation et non les quantités consommées.
2) Le bœuf et le porc sont rapportés en poids de carcasse et la volaille en poids éviscéré.
3) Le disponibilité par habitant se réfère à les quantité d'aliments offerts à la consommation par personne. C'est calculé en divisant le disparition domestique par la population canadienne dès le 1er juillet de l'année de référence.

Globalement, environ un tiers des aliments produits pour la consommation humaine est estimé perdu ou gaspillé ce qui représente environ 1,3 milliards de tonnes par année

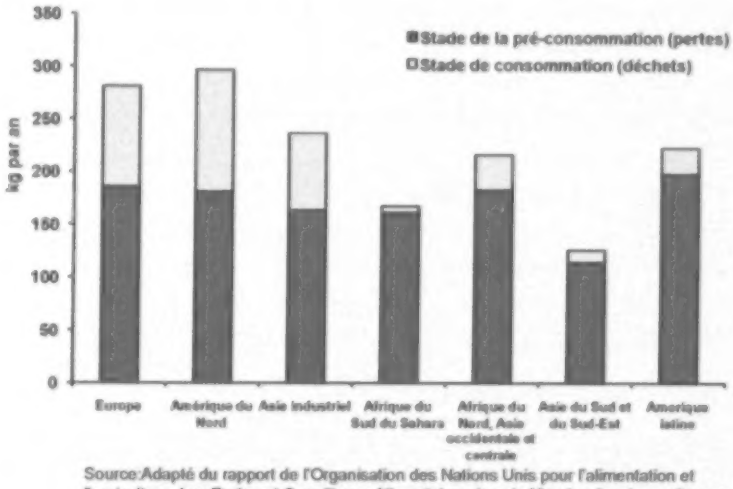
Les aliments sont perdus ou gaspillés tout au long de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, des stades de pré-consommation (production agricole, de transformation, d'entreposage et de distribution) jusqu'au stade de la consommation finale (les consommateurs).

En Europe, en Amérique du Nord et en Océanie, la perte totale d'aliments par habitant a été estimée environ à 280-300 kg par an, dont les aliments gaspillés par les consommateurs représentaient environ 95-115 kg par an. En Afrique du Sud du Sahara et en Asie du Sud et du Sud-Est, la perte totale d'aliments a été estimée à 120-170 kg par an et les aliments gaspillés par les consommateurs sont seulement 6-11 kg par an pour chacune de ces deux régions.

Dans les pays en développement, plus de 40 % des pertes de produits alimentaires se produisent à des niveaux post-récolte et de la transformation. La quantité d'aliments gaspillée par les consommateurs dans les pays industrialisés (222 millions de tonnes) est presque aussi élevée que la production alimentaire totale nette en Afrique sub-saharienne (230 millions de tonnes).

Les estimations pour le Canada révèlent que les déchets alimentaires représentaient environ 40 % de la valeur totale des aliments produits au Canada, soit 27 milliards de dollars. Les estimations de déchets alimentaires varient de plus de 40 % pour la viande, la volaille et les légumes et 15 % pour les jus et les légumes secs.

Graphique C1.12
Déchets et pertes d'aliments par habitant aux stades de consommation et pré-consommation par région, 2010



Source: Adapté du rapport de l'Organisation des Nations Unis pour l'alimentation et l'agriculture: *Les Pertes et Gaspillages Alimentaires dans le Monde ; Ampleurs, Causes et Prévention*, 2011.

L'abordabilité continue d'être une des plus importantes considérations pour les consommateurs canadiens quand ils achètent des aliments sains

Selon l'Enquête sur la santé et le bien-être effectuée par the Neilsen Company en 2010, les trois facteurs les plus importants pour les canadiens lorsqu'ils achètent des produits alimentaires plus sains, sont le prix abordable, la facilité de préparation et le goût. L'enquête a montré que plus de 50 % des répondants ont rapporté que l'abordabilité était le facteur le plus important en déterminant des achats des aliments nutritifs.

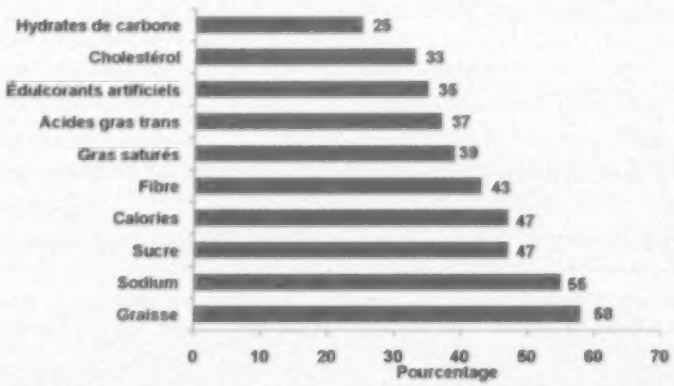
Graphique C1.13
Les facteurs de décision les plus importants mentionnés par les canadiens par l'achat de produits alimentaires sains, 2010

Source : The Nielsen Company of Canada a été mandaté par le ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Alberta por mener cette étude en 2012.

Les canadiens utilisent les étiquettes sur les aliments afin d'obtenir de l'information importante à propos de leur nourriture.

La même enquête a demandé aux canadiens le type d'information recherchée sur les étiquettes des produits alimentaires. Selon cette enquête, davantage de canadiens recherchent particulièrement les ingrédients tels que la matière graisse, le sel ou le sodium. En effet, 58 % des répondants ont répondu rechercher la teneur en matière graisse et 55 % ont mentionné rechercher la teneur en sel ou sodium. D'un autre côté, l'information portant sur les fibres est recherchée par 43 % des répondants recherchant cet ingrédient sur les étiquettes.

Chart C1.14
Quel type d'information recherche les canadiens sur les étiquettes des produits alimentaires, 2010



Source : The Nielsen Company of Canada a été mandaté par le ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Alberta por mener cette étude en 2012.

SECTION C2

Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

Introduction :

La vente au détail et en gros des aliments et les services alimentaires sont des composantes majeures du système agricole et agroalimentaire canadien. Les détaillants en alimentation, qui se trouvent en première ligne, réagissent aux besoins en constante évolution des consommateurs, aux caprices du marché et à l'arrivée de nouveaux joueurs (p. ex., Walmart). Ils y parviennent par des restructurations pour maintenir ou accroître leur part du marché, tout en formant des alliances et des réseaux avec les fournisseurs en amont des chaînes d'approvisionnement afin d'assurer a sécurité, la qualité et les propriétés alimentaires demandé par les consommateurs.

Les établissements de service alimentaire également adaptent leurs produits et services afin d'augmenter leur chiffre d'affaires en réaction à un secteur des restaurants hautement concurrentiel. Ils face à une concurrence de plus en plus de détaillants en alimentation qui offrent aux consommateurs la commodité d'une variété croissante d'aliments préparés et de repas à emporter.

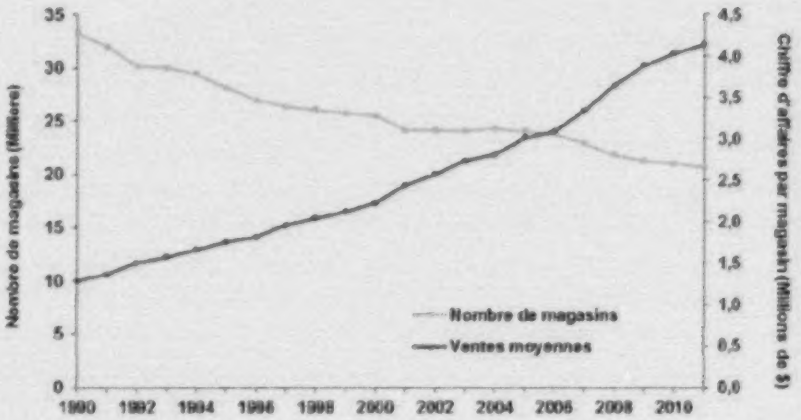
La distribution alimentaire a continué à consolider tandis que les ventes alimentaires au détail ont augmenté et les marges bénéficiaires ont augmenté en 2011

Au cours des deux dernières décennies, les détaillants ont rationalisé leurs activités en vue de prendre de l'expansion.

Les chaînes de supermarchés traditionnels ont consolidé comme ils ont fait face à une concurrence accrue. En 2011, le Canada ne comptait plus que 20 661 magasins d'alimentation, soit une baisse de 346. Les trois plus gros détaillants en alimentation au Canada étaient Les Compagnies Loblaw Limitée (31,3 milliards de dollars en chiffre d'affaires en 2011) et 1 046 magasins, Sobeys Inc. (16,2 milliards de dollars) et 1 575 magasins et Métro Inc. (11,4 milliards de dollars et 564 magasins en Ontario et au Québec).

L'alimentation au détail et les ventes de boissons ont augmenté de 84,5 milliards de dollars en 2010 à 85,5 milliards de dollars en 2011 soit une augmentation de 1,2 %.

Graphique C2.1
Nombre de magasins d'alimentation au Canada et chiffre d'affaires moyen, 1990-2011



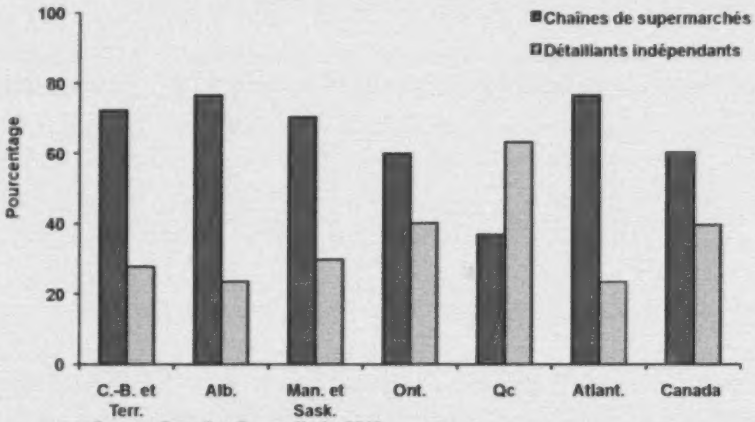
Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2011 sont des estimations.

Les chaînes de supermarchés dominent les ventes d'aliments dans toutes les provinces, sauf au Québec.

Il n'existe que deux chaînes de supermarchés pancanadiennes, soit Les Compagnies Loblaw Limitée et Sobeys Inc. Au Canada, 60 % des ventes d'aliments sont réalisées par les chaînes de supermarchés. Toutefois, la prépondérance des chaînes en pourcentage des ventes varie considérablement selon la province.

Les chaînes dominent dans les provinces de l'Atlantique (76,6 %) et l'Alberta (76,5 %), mais sont nettement moins importantes au Québec (36,8 %). En 2011, les chaînes ont gagné une petite part du marché dans l'est du Canada, à l'exception du Canada atlantique et Ontario.

Graphique C2.2
Part du chiffre d'affaires des chaînes de supermarchés et des détaillants indépendants canadiens par région, 2011



Source : Canadian Grocer, février 2012

Note :
Les détaillants en magasin (excluant les détaillants hors magasin) sont répartis entre les magasins de la chaîne et non une chaîne de succursales. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (avec le groupe même secteur et sous une même appartenance juridique).

Les aliments, boissons gazeuses et boissons non alcoolisées se vendent de plus en plus dans les magasins de détail non traditionnels

Les magasins de marchandises diverses vendent de plus en plus des produits alimentaires. De leur côté, les détaillants traditionnels en alimentation et de boissons ont élargi leur offre de produits non alimentaires.

En 2011, la part des ventes d'aliments et de boissons des magasins de marchandises diverses s'élevait à 13,3 % du marché totale d'aliments et de boissons, une hausse comparativement à 7,6 % en 1999. La part des ventes des supermarchés est passée de 87,8 % à 82 % au cours de la même période.

Les ventes d'aliments et de boissons par les magasins de marchandises diverses ont grimpé de 12 % par année en moyenne au cours des cinq dernières années, soit bien plus que celles des détaillants en alimentation et de boissons (p. ex., supermarchés), lesquelles n'ont crû que de 4 %. En particulier, en 2011, les ventes d'aliments et de boissons dans les magasins d'aliments et de boissons ont augmenté de seulement 1 % par rapport à 2010 contre 12 % pour les magasins de marchandises diverses.

Graphique C2.3

Chiffres d'affaires pour les aliments et les boissons selon le point de vente,
1999 vs. 2011

Point de vente	1999	2011
	Pourcentage	
Magasins d'aliments et de boissons	87,8	82
Magasins de marchandises diverses	7,6	13,3
Stations-service et concessionnaires d'automobiles	2,5	2,1
Pharmacies	1,7	1,6
Autres	0,4	1

Source: Statistique Canada, *Enquête trimestrielle sur les marchandises vendues au détail.*

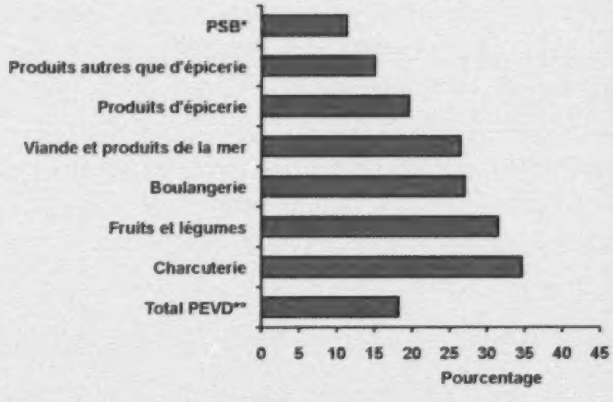
En 2011, les produits de marque maison représentaient toujours une part considérable (19,6 %) des ventes totales de produits d'épicerie. Au cours de la dernière récession, les ventes de marques maison ont stagné au Canada, pendant qu'elles augmentaient aux États-Unis.

La création de marques maison demeure une stratégie concurrentielle importante des grands détaillants qui veulent attirer et fidéliser les clients. En 2011, Les Compagnies Loblaw Limitée ont lancé 1 100 nouveaux produits maison et ont repensé et/ou amelioré l'emballage d'environ 500 produits. Ses ventes de produits maison en 2011 sont estimées à 8,3 milliards de dollars et représentent 27 % de ses ventes totales.

Les ventes dans les rayons de la charcuterie, des fruits et des légumes, et des produits de boulangerie ont été dominées par les marques maison, à 34,6 %, 31,4 % et 27 %, respectivement. La croissance des marques maison (2 %) a surpassé celle des grandes marques (1 %) dans les dans le département d'épicerie entre 2010 et 2011.

Graphique C2.4

Part des produits de marque maison sur le chiffre d'affaires de produits alimentaires par rayon,
2011

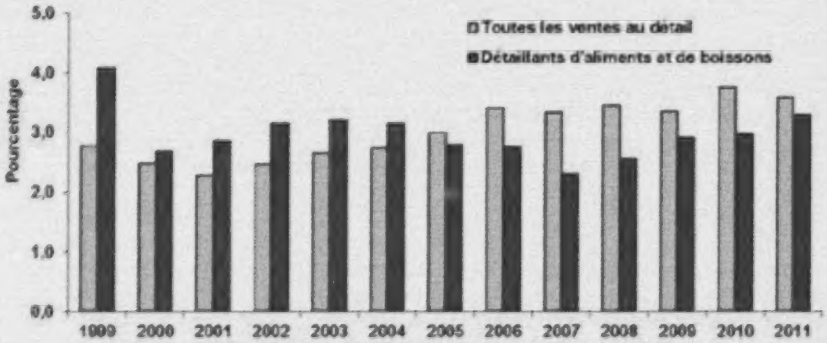


Source : Données recueillies par Nielsen au cours de 52 semaines consécutives jusqu'au 3 juillet 2011, tous circuits de distribution confondus, à l'échelle nationale.
Note : Les aliments frais en vrac ne sont pas pris en compte.
*Produits de santé et de beauté (PSB).
**Produits emballés pour la vente au détail (PEVD).

Les marges bénéficiaires des détaillants canadiens d'aliments et de boissons ont augmenté en 2011, mais sont restés inférieurs à ceux de tous les détaillants

Jusqu'à 2005, les marges bénéficiaires de tous les détaillants étaient inférieures à ceux des détaillants de produits alimentaires et de boissons, mais ont depuis augmenté au-dessus. Ceci reflète, en partie, l'augmentation de la concurrence des traditionnels non alimentaires tels que les magasins de marchandises générales. La marge bénéficiaire moyenne pour la les détaillants de produits alimentaires et de boissons en 2011 était de 3,3 %, le taux le plus élevé depuis 1999.

Graphique C2.5
Ratio moyen de la marge bénéficiaire* des détaillants d'aliments et de boissons, 1999-2011



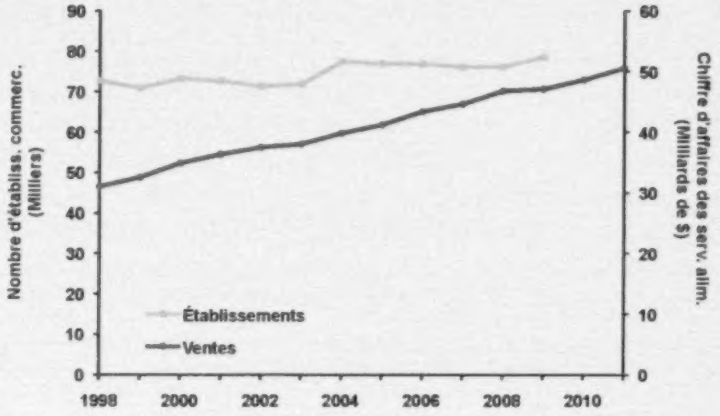
Source : Statistique Canada. Statistiques financières trimestrielles des entreprises.
Note : *Consulter le glossaire pour les définitions du ratio de marge bénéficiaire et des industries non financières.
Ne comprend pas les coopératives régies par l'État, notamment la LCBO et la SAQ.

Les ventes des services alimentaires ont repris leurs tendances haussières en 2011

Les ventes des services alimentaires commerciaux (restaurants, etc.) ont augmenté de façon constante au cours de la dernière décennie.

Le chiffre d'affaires des établissements de services alimentaires commerciaux était évalué à 50,6 milliards de dollars en 2011, soit une hausse de 4 % par rapport à 2009. En 2009, on dénombrait environ 78 600 de ces établissements au Canada, 6 % d'entre eux se trouvaient dans les provinces de l'Atlantique, 23 % au Québec, 40 % en Ontario, 16 % dans les Prairies et 15 % en Colombie-Britannique.

Graphique C2.6
Chiffre d'affaires des services alimentaires commerciaux et nombre d'établissements, 1998-2011



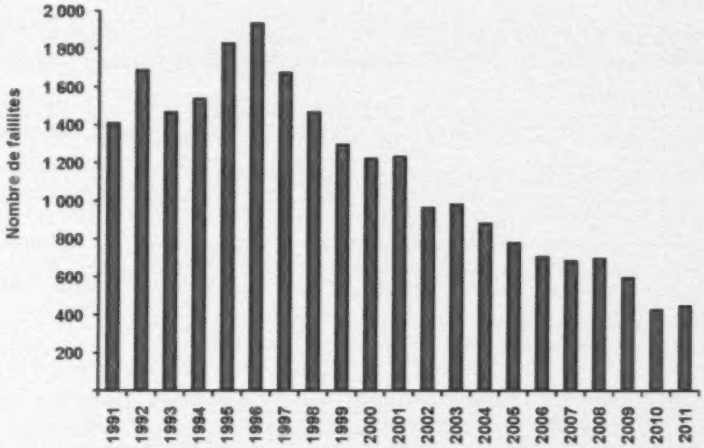
Source : Statistique Canada.
Note : Comme le nombre d'établissements a cessé d'être calculé, les données ne sont pas actualisées en 2011.

Le nombre de faillites d'établissements de services alimentaires commerciaux étaient en légère hausse en 2011, tel que les consommateurs ont continué à se serrer leurs ceintures.

Le nombre de faillites a augmenté légèrement en 2011, mais reste faible par rapport aux normes historiques. Faillites a diminué d'un sommet de 1 933 en 1996 à un creux de 426 en 2010, en tant que part croissante des restaurants sont comptabilisés par les grandes chaînes.

Les restaurants à service complet, qui représentent 45 % de l'ensemble des établissements de services alimentaires commerciaux, interviennent également pour trois sur quatre des faillites dans les services alimentaires canadiens en 2011. Les principaux facteurs en cause sont les coûts de main-d'œuvre élevés, la mince marge bénéficiaire et la concurrence féroce.

Graphique C2.7
Nombre de faillites de restaurants commerciaux, 1991-2011

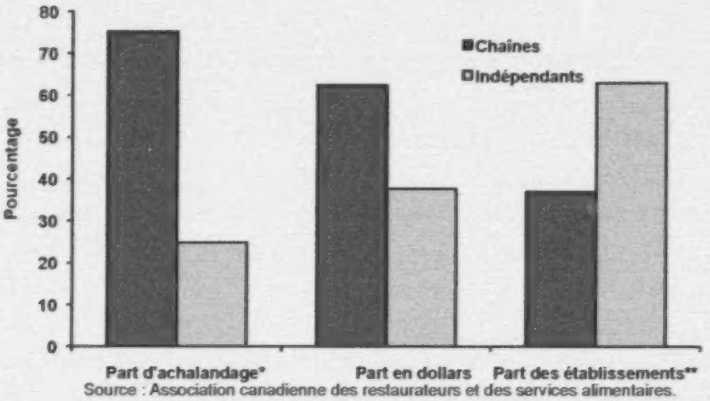


Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires, InfoStats trimestriel.

Les restaurants indépendants sont plus nombreux que les restaurants appartenant à des chaînes en 2011, mais représentaient une plus petite part du total des ventes et l'achalandage

Les restaurants indépendants étaient presque deux fois plus nombreux que les restaurants de chaînes au Canada. Toutefois, les restaurants indépendants ne représentaient que 38 % des ventes totales et 25 % de la clientèle.

Graphique C2.8
Part de marché des services alimentaires des chaînes de restaurants et des restaurants indépendants, 2011



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.
Note : *L'achalandage désigne le nombre de clients visitant les établissements par année.
**Les données se rapportent aux services alimentaires des chaînes et des restaurants indépendants.

Les Canadiens ont dépensé davantage pour les repas au restaurant dans les restaurants à service complet par rapport à l'année dernière

Pour la deuxième année consécutive, les ventes des restaurants à service restreint ont surpassé celles des restaurants à service complet. La croissance en 2011 a été plus élevée pour les restaurants à service complet (4,4 %), que pour les restaurants à service restreint (4,1 %).

En 2011, les ventes de l'ensemble des services alimentaires, qui comprennent des services alimentaires commerciaux et non commerciale ont été estimées à 63,4 milliards de dollars, en hausse de 4 % par rapport à 2010. Les chaînes des services alimentaires qui ont enregistré les plus fortes croissances ont été les restaurants hôteliers (5,7 %), les traiteurs et traiteurs à forfait (5,3 %), et les restaurants à service complet (4,4 %). Pubs, tavernes et discothèques était le seul segment à enregistrer une baisse (-1,6 %).

Graphique C2.9
Parts de marché des services alimentaires selon la catégorie, 2011

2011	(MILLIONS DE $)	POURCENTAGE
Services alimentaires commerciaux	**50 558**	**80**
Restaurants à service restreint	22 083	35
Restaurants à service complet	21 835	34
Traiteurs et traiteurs à forfait	4 207	7
Pubs, tavernes et boîtes de nuit	2 433	4
Services alimentaires non commerciaux*	**12 889**	**20**
Restauration hôtelière	5 503	9
Restauration collective	3 775	6
Restauration en magasin	1 307	2
Autres services alimentaires**	2 304	4
Total des services alimentaires	**63 447**	**100**

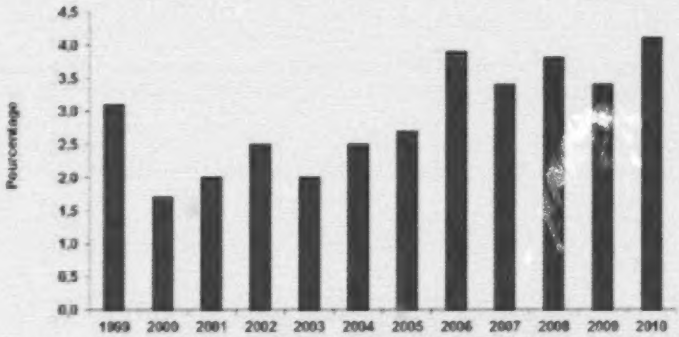
Source : Statistique Canada, Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires et calculs d'AAC.

Note : *Les données sur les services de restauration non commerciale sont provisoires. **Cette catégorie comprend les exploitants de distributeurs automatiques et les services de restauration dans les clubs privés et sportifs, les cinémas, les stades et dans d'autres établissements saisonniers et de divertissement.

En 2010, les marges bénéficiaires des établissements de restauration et des débits de boissons ont rebondi.

Les services alimentaires et les débits de boissons ont enregistré une augmentation des marges bénéficiaires moyennes, en hausse de 3,4 % en 2009 à 4,1 % en 2010. Les marges bénéficiaires des services alimentaires et des débits de boissons ont généralement suivi une tendance à la hausse au cours de la dernière décennie, à partir d'un creux de 1,7 % en 2000 à un sommet de 4,1 % en 2010.

Graphique C2.10
Marge bénéficiaire des services alimentaires et des débits de boissons, 1999-2010



Source : Statistique Canada, Statistiques financières et fiscales des entreprises, Annuel.

Note(s) :
Selon Statistique Canada, les services alimentaires et les débits de boissons comprennent les établissements dont l'activité principale consiste à préparer des repas, des repas légers et des boissons pour consommation immédiate sur place ou pour emporter. Ce sous-secteur n'englobe pas les services alimentaires offerts dans les établissements comme les hôtels, les associations de citoyens et les associations sociales, les parcs d'attractions et de loisirs, et les salles de spectacles. Toutefois, les locaux loués pour les services alimentaires offerts dans diverses installations comme les hôtels, les centres commerciaux, les aéroports et les grands magasins sont compris. Les groupes faisant partie de ce sous-secteur sont définis en fonction du niveau et du genre de service fourni.

SECTION C3

Transformation des aliments et des boissons

Introduction :

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons fait le lien entre les agriculteurs qui produisent les produits agricoles et les détaillants, les services alimentaires et les consommateurs qui achètent ces produits. Cette industrie, qui transforme les produits primaires et ajoute de la valeur aux produits transformés, est devenue davantage intégrée en amont avec les produits agricoles et en aval avec les détaillants tant sur le marché domestique que global. Ceci a pour objectif d'offrir aux consommateurs des produits avec les attributs et caractéristiques qu'ils désirent. Récemment, l'industrie s'est heurtée à diverses difficultés causées par l'instabilité du taux de change et des prix des produits de base, le resserrement des marchés du travail et la récession économique mondiale qui a nuit au prix des intrants, à la demande à l'exportation et à la concurrence.

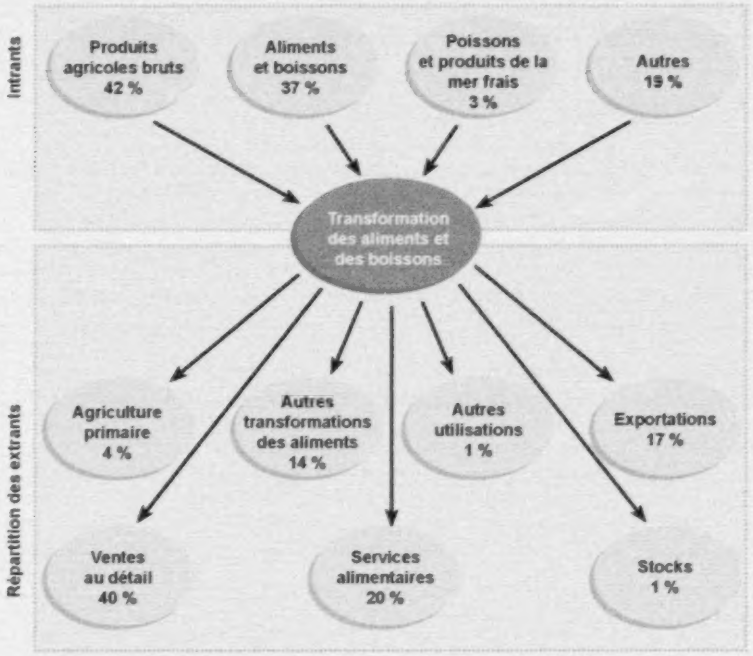
La transformation des aliments et des boissons est une composante importante et diversifiée du système agricole et agroalimentaire. En effet, elle joue un rôle crucial dans la transformation des produits agricoles en aliments pour consommation humaine, en aliments pour animaux et en produits non alimentaires vendus au Canada et ailleurs dans le monde

Les produits agricoles bruts représentent 42 % de la valeur totale des intrants matériels utilisés dans la transformation des aliments et des boissons au Canada.

Les intrants déjà transformés représentent 37 % des intrants matériels, alors que les poissons et les produits de la mer frais et transformés en représentent 3 %. Les matériaux d'emballage, l'énergie, les additifs chimiques et l'équipement constituent la plus grande partie des 19 % restants.

Au Canada, près de la moitié des extrants (40 %) de la transformation des aliments et des boissons sont vendus aux détaillants en alimentation, 20 % sont vendus aux fournisseurs de services alimentaires, 14 % sont vendus utilisés par le secteur de la transformation alimentaire, 17 % est destiné aux marchés d'exportation autour du monde. La part restante est utilisée par d'autres composantes du système (c.-à-d. l'agriculture primaire (4 %), et d'autres industries (1 %).

Graphique C3.1
Composition des intrants utilisés pour la transformation des aliments et répartition des extrants, 2008



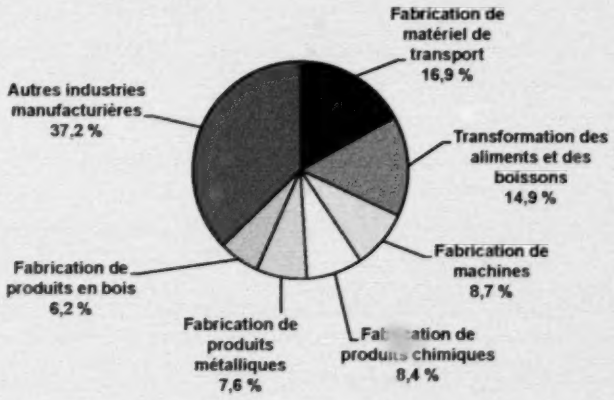
Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Comme certaines données sont confidentielles, la somme des données peut ne pas correspondre à 100 %.

La transformation des aliments et des boissons est l'une des principales industries manufacturières du Canada

En 2011, la transformation des aliments et des boissons s'est classée au deuxième rang des industries manufacturières du Canada pour sa part au PIB de la fabrication totale.

Le PIB de la transformation des aliments et des boissons représentait 14,9 % du PIB total des industries manufacturières soit 23,9 milliards de dollars, devancé uniquement par le PIB de la fabrication de matériel de transport qui représentait 16.9 % du total à 27,1 milliards de dollars.

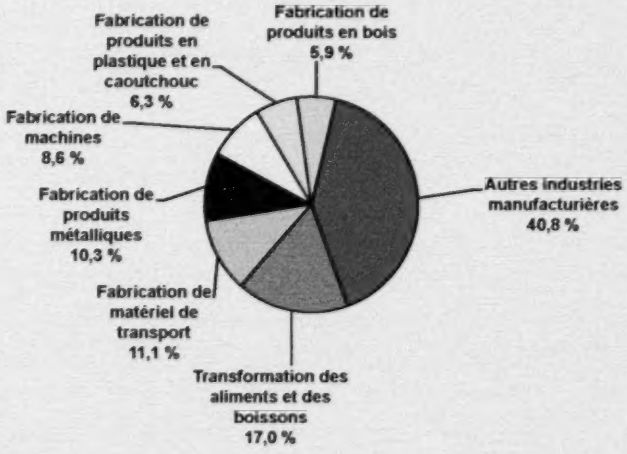
Graphique C3.2
Répartition du PIB du secteur manufacturier par industrie, 2011



En se basant sur la proportion des emplois dans le secteur de la fabrication, la transformation des aliments et des boissons est arrivée première devançant la fabrication de matériel de transport.

La proportion des travailleurs manufacturiers de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons s'est établie à 17 % en 2011 soit à 251 811 emplois, alors que celle des travailleurs de l'industrie de la fabrication de matériel de transport a stagné à 11,1 % à 164 570 emplois.

Graphique C3.3
Répartition des emplois du secteur manufacturier par industrie, 2011



Les activités reliées à la transformation des aliments et des boissons se retrouvent à travers le Canada

La transformation des aliments et des boissons est présente dans toutes les régions mais leur nombre est plus élevé en Ontario et au Québec.

Près de 9 000 établissements de transformation d'aliments et de boissons (7 935 établissements de transformation alimentaire et 1 000 établissements de boisson) opéraient à travers le Canada en 2010, ce qui représente une diminution de 10 % depuis 2004.

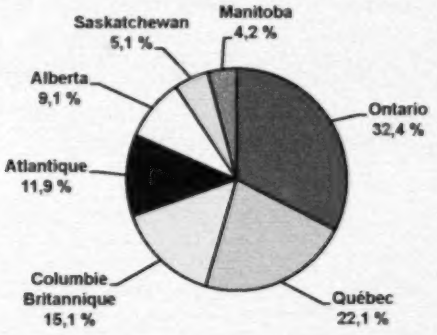
Graphique C3.4
Contribution provinciale aux expéditions d'aliments et des boissons canadiennes par sous-industries, 2010

Source : Statistique Canada, Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (2010), et calculs d'AAC.
Note : Représentation des industries ne doit pas nécessairement correspondre à 100 % à travers le Canada. Pourcentages de moins de 4 % ne sont pas représentés. Les données des provinces Atlantiques sont agrégées.

Plus de la moitié des établissements étaient situés en Ontario (32,4 %) et au Québec (22,1 %).

Une grande partie des établissements en Ontario et au Québec fabriquait des produits laitiers, des viandes, des produits de boulangerie et des tortillas, et mettait en conserve des fruits et des légumes. Les autres provinces qui comptent un bon nombre d'établissements de transformation des aliments sont la Colombie-Britannique (15,1 %), les provinces de l'Atlantique (11,9 %) et l'Alberta (9,1 %).

Graphique C3.5
Répartition des établissements par le secteur de la transformation des aliments et des boissons par province, 2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

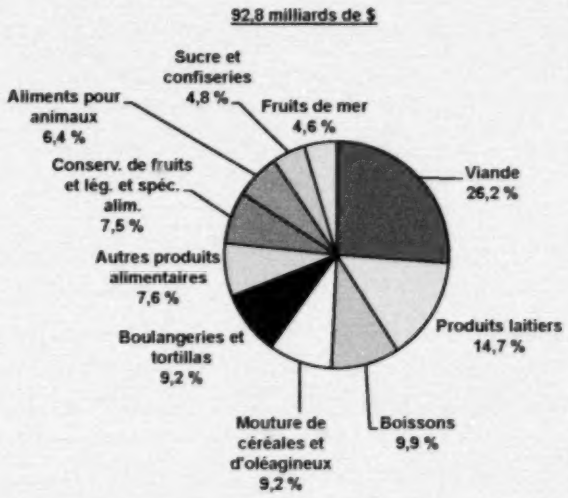
L'industrie de la transformation des aliments et des boissons offre une variété de produits et emploie un nombre important de travailleurs

En 2011, les produits de la viande, les produits laitiers et les boissons ont représenté plus de la moitié du 92,8 milliards de dollars qui représente la valeur totale des expéditions d'aliments et de boissons.

Selon la valeur des expéditions, le plus important sous-secteur de la transformation des aliments et des boissons est la transformation des viandes (26,2 %), suivie de la transformation des produits laitiers (14,7 %) et des boissons (9,9 %).

La transformation des céréales et oléagineux ainsi que les boulangeries et tortillas, qui ont représenté chacun 9,2 % des expéditions, sont aussi des secteurs d'activité très importants pour l'industrie de la transformation alimentaire et sont situés à travers le pays.

Graphique C3.6
Répartition des expéditions des aliments et des boissons par groupe,
2011

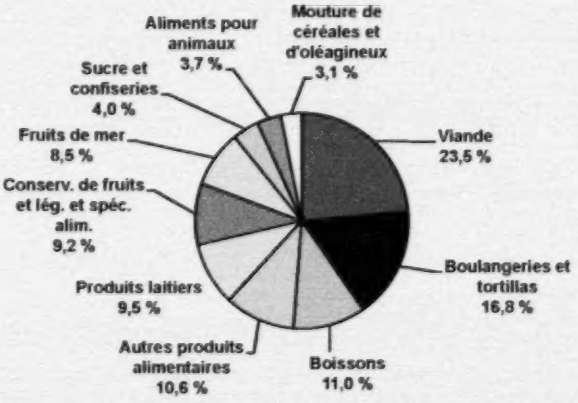


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les industries de la transformation des viandes, des boulangeries et tortillas représentaient près de 40 % de l'emploi total du secteur de la transformation alimentaire et des boissons.

L'industrie des boissons et autres transformations alimentaires, tels que les aliments à grignoter, la café et le thé, ont aussi représenté une proportion substantielle de l'emploi du secteur avec approximativement 11.0 % chacun.

Graphique C3.7
Emplois par le secteur de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie,
2011



Source: Statistics Canada and AAFC calculations.

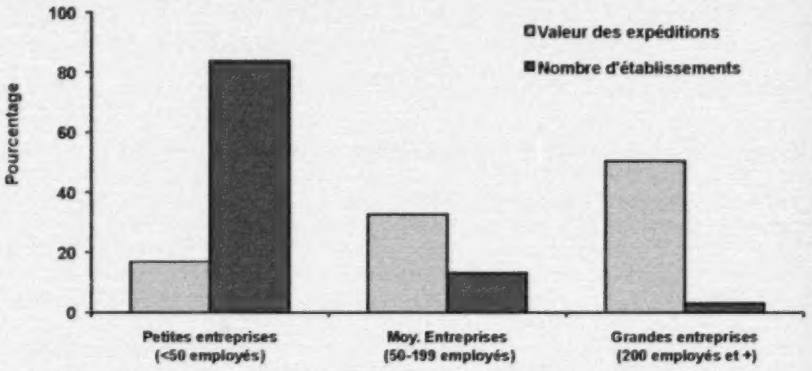
La majorité des établissements de transformation des aliments sont de petites entreprises comptant moins de 50 employés, mais les grands établissements revendiquent la plus grande part de la production

En 2009, les petites entreprises constituaient représentaient 84 % des établissements, mais seulement 17 % de la valeur totale des expéditions.

Les grands établissements de transformation des aliments, inférieur en termes de nombre par rapport au total, sont à l'origine de la plus grande part de la production. En 2009, ils ne composaient que 3 % du nombre total d'entreprises, mais contribuaient pour 50 % à la valeur des expéditions.

Les entreprises de taille moyenne constituaient 13 % des établissements et 33 % de la valeur totale des expéditions.

Graphique C3.8
Répartition des expéditions de l'industrie de la transformation des aliments et établissements selon le nombre d'employés, 2009



Source : Statistique Canada, totalisation spéciale.
Note : Ces données ne sont pas comparables aux données antérieures en raison de modifications apportées aux définitions.

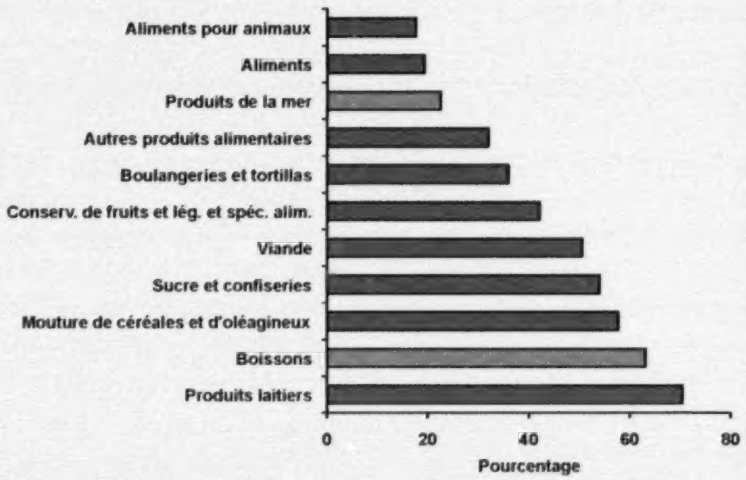
Les transformations d'aliments et de boissons continuent de se restructurer et de se regrouper pour s'adapter aux conditions du marché afin de demeurer rentables

Les ratios de concentration varient selon les sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons, du secteur des produits laitiers étant le plus concentré à ceux des aliments pour animaux et des produits de la mer étant les moins concentrés.

D'importants changements structurels se sont opérés dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons depuis le début des années 1990; celle-ci est aujourd'hui de plus en plus concentrée surtout dans les secteurs des produits laitiers, de la mouture de céréales et d'oléagineux et des boissons.

En 2009, les quatre principaux établissements de transformation des aliments et de boissons représentaient 42 % des ventes. Par sous-secteur, les quatre principaux établissements de produits laitiers représentaient plus de 70 % des ventes, tandis qu'en ce qui concerne le secteur des boissons et le secteur des moutures de céréales et d'oléagineux, ils représentaient respectivement 63 % et 58 % des ventes. À l'autre extrémité, les quatre principaux établissements de transformation des produits de la mer et des aliments pour animaux représentaient respectivement 22 % et 18 % du total des ventes.

Graphique C3.9
Ratios de concentration des sous-secteurs de la transformation des aliments et des boissons,
2009



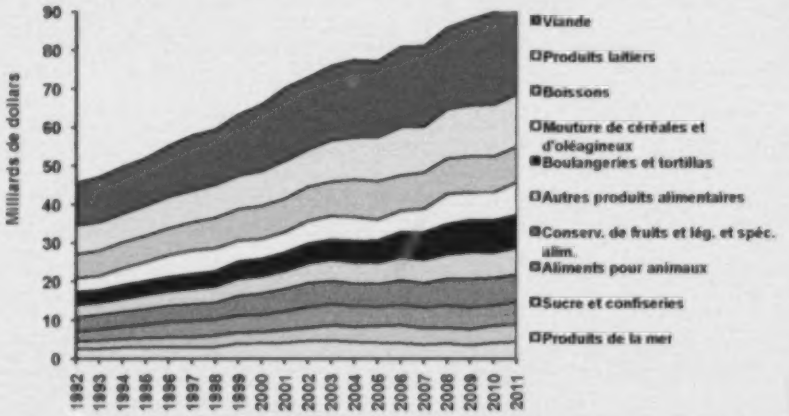
La valeur des expéditions d'aliments et de boissons a progressé de façon constante depuis les années 1990, et celle de certains groupes de l'industrie a augmenté plus rapidement que d'autres

Depuis 1992, la valeur des expéditions d'aliments et de boissons a presque doublé pour atteindre 92,8 milliards de dollars.

En 2011, les expéditions de céréales et d'oléagineux étaient 2,5 fois plus importantes qu'en 1992. Le secteur des céréales et des oléagineux a représenté la croissance la plus rapide de toutes les industries de transformation alimentaire et des boissons. En effet, celles-ci ont été en augmentation en 2011 suite à un déclin en 2010 lorsque les inondations dans les Prairies ont réduit la production agricole.

L'industrie la plus importante, telle que mesurée par les expéditions, a été celle de la transformation des viandes suivie par la transformation des produits laitiers et des boissons.

Graphique C3.10
Expéditions des aliments et des boissons par sous-industrie, 1992-2011

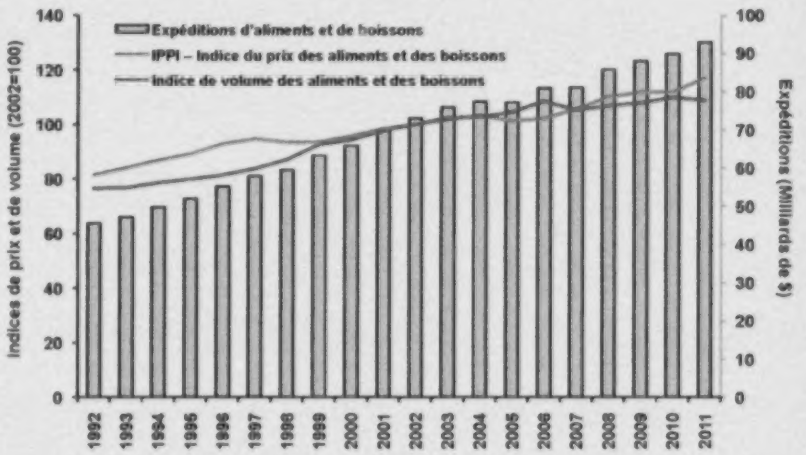


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données proviennent de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM).

Lorsque la valeur des expéditions est divisée entre une composante de prix et de volume, il est possible de constater que l'indice du volume a été en baisse en 2011.

La valeur des expéditions canadiennes d'aliments et de boissons sont passées de 45,5 milliards de dollars en 1992 à 92,8 milliards de dollars en 2011. Les prix, mesurés par l'Indice des Prix des Produits Industriels pour la transformation alimentaire et des boissons, ainsi que les volumes ont augmenté de manière constante depuis le début des années 1990. Depuis 2007, les prix ont augmenté plus rapidement que l'indice du volume et cette tendance a persisté en 2011.

Graphique C3.11
Valeur des expéditions des aliments et des boissons et indice de prix et de volume, 1992-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

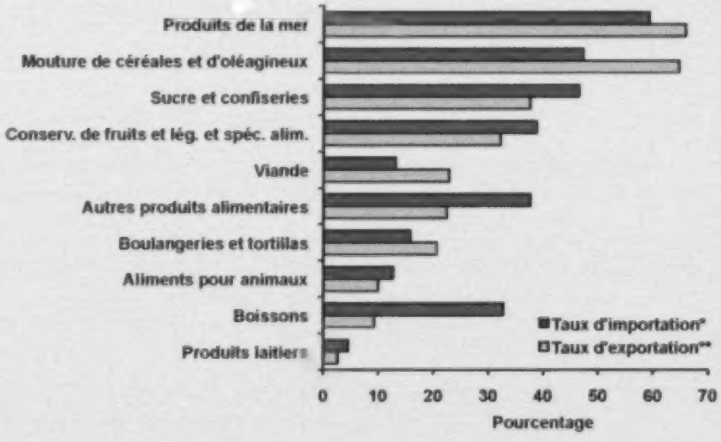
Les trois-quarts des ventes provenant de l'industrie canadienne de la transformation d'aliments et boissons sont destinés au marché domestique tandis que certains sous-secteurs comptent davantage sur les exportations que d'autres

En moyenne, le quart des expéditions d'aliments et de boissons a été exporté en 2011, alors que les aliments et boissons importés ont représenté un quart des ventes sur le marché intérieur.

Les taux d'exportations mesurent l'importance relative des exportations par rapport aux livraisons totales de cette industrie. Le taux d'importation mesure l'importance relative des importations par rapport aux ventes totales sur le marché intérieur.

Les secteurs des produits de la mer ainsi que les moutures de céréales et d'oléagineux sont davantage orientés vers l'exportation mais dépendent aussi des importations et ce de manière beaucoup plus importante que d'autres sous-secteurs. Le secteur laitier, des boissons ainsi que les aliments pour animaux étaient moins orientés vers l'exportation et par conséquent davantage destinés au marché domestique. La transformation des viandes était davantage axée sur l'exportation et moins dépendante des importations.

Graphique C3.12
Taux d'importation et d'exportation dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons par sous-industrie, 2011

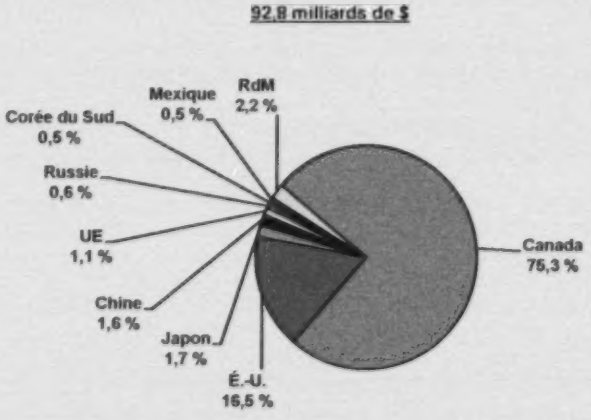


Par destination, les États-Unis sont les premiers importateurs d'aliments et de boissons du Canada.

En 2011, le marché canadien a absorbé 75,3 % des expéditions d'aliments et de boissons, devant le marché des États-Unis, qui en a importé pour 16,5 %.

Le Japon et la Chine ont importé respectivement 1,7 % et 1,6 % d'aliments et de boissons du Canada. Ils étaient suivis par l'Union européenne (1,1 %) et la Russie (0,6 %).

Graphique C3.13
Destination des expéditions des aliments et des boissons, 2011



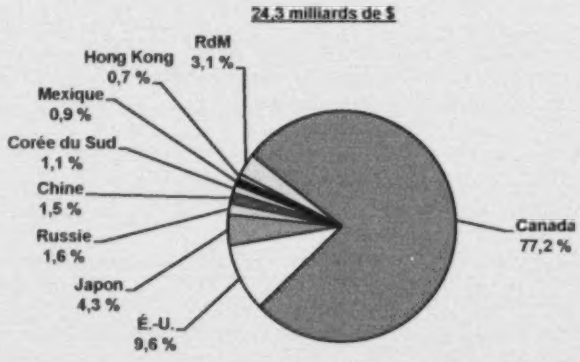
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Après avoir comblé la demande sur le marché canadien, les États-Unis sont la principale destination pour les expéditions du secteur des viandes et de la boulangerie et tortillas

En 2011, 77,2 % des expéditions du secteur de la transformation des produits de viande ont été destinés au marché intérieur et 22,8 % ont été exportés.

Les principaux marchés d'exportation des viandes transformées sont les États-Unis (9,6 %) et le Japon (4,3 %).

Graphique C3.14
Destination des expéditions des produits de viande, 2011

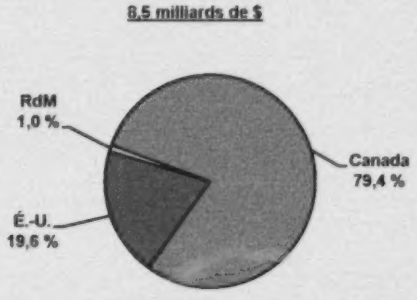


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les fabricants de produits de boulangerie et des tortillas ont vendu 79,4 % de leurs expéditions aux consommateurs canadiens.

Du 20,6 % des expéditions qui ont été exportées, les États-Unis ont représenté la majeure partie avec 19,6 %, tandis que le reste du monde a compté pour 1.0 % des livraisons. La plupart des produits de boulangeries et de tortillas se retrouvent dans les boulangeries locales et les supermarchés d'alimentation qui vendent directement aux consommateurs.

Graphique C3.15
Destination des expéditions des produits de boulangerie et de tortillas, 2011

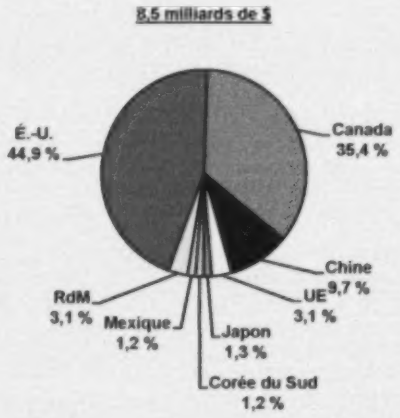


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Les marchés des secteurs de la mouture de céréales et d'oléagineux et de la préparation de produits de la mer sont plus diversifiés

Un petit pourcentage (35,4 %) des livraisons de grains et d'oléagineux ont été vendus sur le marché domestique. La destination principale pour les exportations de céréales et d'oléagineux du Canada a été les Etats-Unis (44,9 %). La Chine a représenté 9,7 % de la valeur des livraisons, suivie de l'Union Européenne à 3,1 %.

Graphique C3.16
Destination des expéditions du secteur de la mouture de céréales et d'oléagineux, 2011



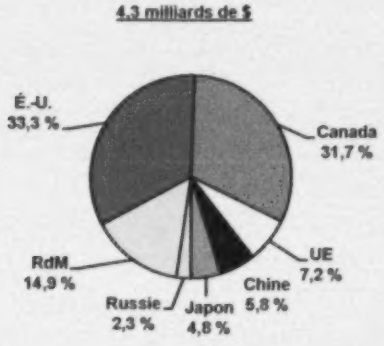
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

L'industrie de la préparation de produits de la mer est celui qui compte le plus sur les exportations, lesquelles ont représenté environ les deux tiers de ses expéditions en 2011 et seulement 31,7 % de ces produits ont été vendus sur le marché domestique.

Les États-Unis ont été la destination la plus importante pour les exportations des produits de la mer avec 33,3 % comparé à 31,7 % pour le marché domestique. La deuxième destination d'importance est l'Union Européenne avec 7,2 % des livraisons.

Les autres marchés importants sont la Chine (5,8 %), le Japon (4,8 %) et la Russie (2,3 %).

Graphique C3.17
Destination des expéditions des produits de la mer, 2011



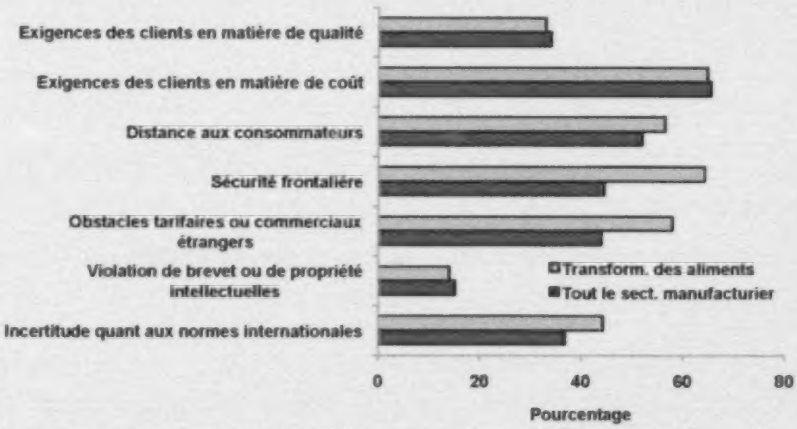
Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Une enquête récente a signalé les obstacles auxquels sont confrontées les entreprises de transformation alimentaire et comment celles-ci s'adaptent aux changements de préférence des consommateurs ici et à l'étranger

Les entreprises de la transformation d'aliments ont mentionné avoir fait face à des obstacles en lien avec le respect des exigences en matière de coût, la distance, la sécurité frontalière et des obstacles tarifaires lorsque celles-ci ont tenté d'exporter à l'étranger.

L'obstacle le plus important rencontré par les exportateurs a été le respect des exigences des clients en matière de coût. Plus de 65 % des entreprises de transformation alimentaire et du secteur manufacturier ont déclaré avoir fait face à cette barrière. Pour les entreprises de transformation alimentaire, un autre obstacle important lié à l'exportation est les exigences quant à la sécurité frontalière à 65 % ainsi que les obstacles tarifaires ou commerciaux étrangers à près de 60 %. Les problèmes concernant la distance jusqu'aux consommateurs est un autre problème important lors de l'exportation pour le secteur de la transformation alimentaire et pour le secteur manufacturier total avec respectivement 58 % et 53 %.

Graphique C3.18
Pourcentage d'entreprises qui rapportent des obstacles en exportant hors du Canada, 2007-2009

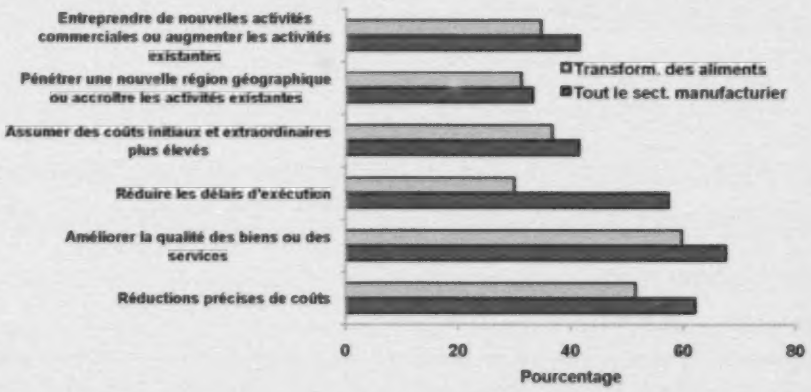


Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

Le secteur de la transformation alimentaire (60 %) a affirmé améliorer significativement la qualité de leurs produits et services afin de répondre aux besoins des clients tant sur les marchés domestiques et internationaux. Cette pratique commerciale a été utilisée à 68 % pour le secteur manufacturier.

La deuxième pratique la plus importante fait par le secteur transformation alimentaire a été de mettre en place des réductions précises de coûts avec 52 % des entreprises. Pour le secteur manufacturier total, 62 % ont mentionné appliquer ce changement.

Graphique C3.19
Pourcentage d'entreprises qui rapportent ayant apportés des changements suffisantes en réponse aux exigences des consommateurs, 2007-2009



Source: Statistique Canada, Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise, 2009.

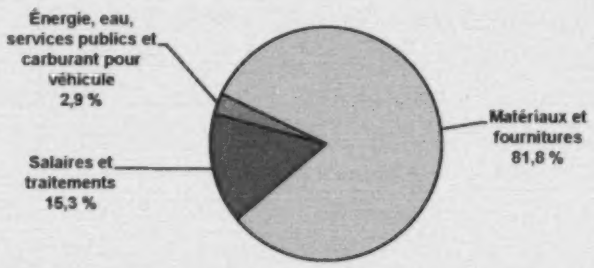
Étant donné l'importance que revêt le commerce international pour l'industrie de la transformation des aliments et des boissons, elle doit absolument rester concurrentielle sur le plan des coûts

Les matériaux et les fournitures constituent la principale composante du coût variable de l'industrie de la transformation des aliments et des boissons avec 81.8 % des coûts totaux en 2010.

La main-d'œuvre (salaires et traitements) venait au deuxième rang des principaux coûts et représentait 15,3 % du coût variable global, tandis que l'eau, l'énergie, le carburant et les services publics n'en représentaient que 2,9 %.

La distribution des coûts varie selon l'industrie. Par exemple, dans le secteur de la transformation des boissons, les coûts de la main d'œuvre représentaient plus de 20 % des coûts totaux, avec l'énergie, l'eau, le carburant qui ne figuraient que pour 5 % des coûts tandis que les matériaux représentaient le reste. Dans le secteur des boulangeries et tortillas, les coûts de la main d'œuvre ont été 30 %, tandis que les coûts des matériaux ont représentés 67 % des coûts totaux.

Graphique C3.20
Coûts des intrants variables dans la transformation des aliments, 2010



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

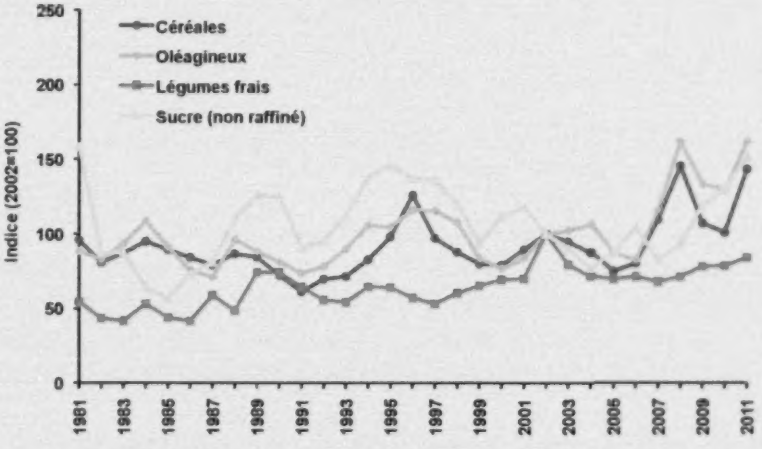
Note(s) :
Le coût variable total comprend les coûts de production, comme les coûts des matériaux et des fournitures, les coûts de l'énergie et de la main d'œuvre, mais exclut les coûts du capital physique.

La pression sur les coûts des matériaux pour l'industrie de la transformation alimentaire et des boissons a augmenté en 2011, ceux-ci étant influencés par une forte augmentation des prix des produits de base

Le coût des intrants des matériaux a été affecté par le prix des matériaux bruts, tel que les produits agricoles de base et de l'énergie, qui ont connu une forte augmentation en 2008 et 2011.

L'Indice des prix des matières brutes (IPMB) mesure les variations des prix d'achat des matières brutes par les industries canadiennes en vue d'une transformation subséquente et a chuté en 2009 et 2010 après une hausse des prix en 2008 et 2011. En particulier, en 2011, les indices des prix des matières brutes pour le sucre et les grains ont augmenté ont une croissance plus rapide que pour les autres matériaux bruts. Le IPMB pour les oléagineux a connu une forte croissance en 2011, tandis que les l'indice pour les légumes frais a augmenté plus lentement.

Graphique C3.21
Indice des prix des céréales, des oléagineux, des légumes et du sucre,
1981-2011

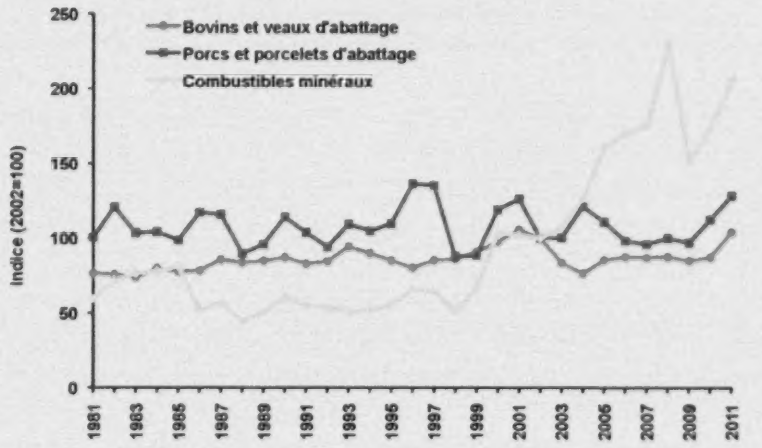


Source : Statistique Canada.

L'indice des prix des matières brutes (RMPI) pour les combustibles minéraux a augmenté fortement en 2008 et encore en 2011, tandis que le prix des bovins et veaux d'abattage et des porcs et porcelets d'abattage ont nettement augmenté après avoir été stables pendant de nombreuses années.

Comme les matières brutes tiennent généralement une plus grande part du coût variable lorsque comparé aux coûts énergétiques. Ainsi, les prix stables pour les animaux vivants ont aidé les résultats financiers des transformateurs alimentaires entre 2006 à 2009. Cependant, en 2011, le RMPI pour les bovins et veaux d'abattage a augmenté de 19 % tandis que le RMPI pour les porcs et porcelets d'abattage a majoré de 14 %, mettant davantage de pression sur les coûts des transformateurs alimentaires.

Graphique C3.22
Indice des prix des bovins, des porcs et des combustibles minéraux,
1981-2011



Source : Statistique Canada.

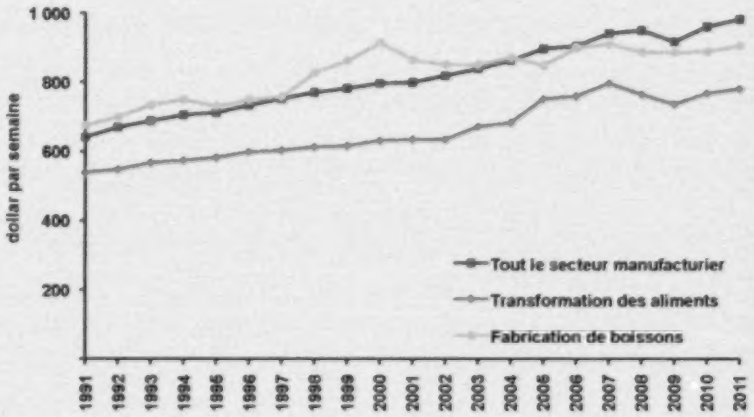
Les dépenses pour la main-d'œuvre étaient le deuxième coût le plus important pour les intrants pour le secteur de la transformation alimentaire, contribuant aussi à la compétitivité-coût de l'industrie

Les coûts de la main d'œuvre, qui ont récemment diminués en raison du ralentissement économique, ont repris leur tendance à la hausse tant pour le secteur de la transformation alimentaire que pour le secteur manufacturier total.

De 2004 à 2006, le resserrement du marché du travail a fait grimper les salaires et les traitements, surtout dans l'industrie de la transformation des aliments tandis que ceux-ci se sont stabilisés pour l'industrie de boissons. Lors de la récession de 2008-2009, le secteur de la transformation des aliments a été beaucoup plus touché que les autres industries du secteur. Par contre, depuis 2009, les salaires et traitement ont repris lentement leur tendance à la hausse.

La rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments est restée généralement inférieure à celle de l'ensemble du secteur manufacturier et des boissons depuis le début des années 1990.

Graphique C3.23
Rémunération hebdomadaire moyenne dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons et dans l'ensemble du secteur manufacturier,
1991-2011



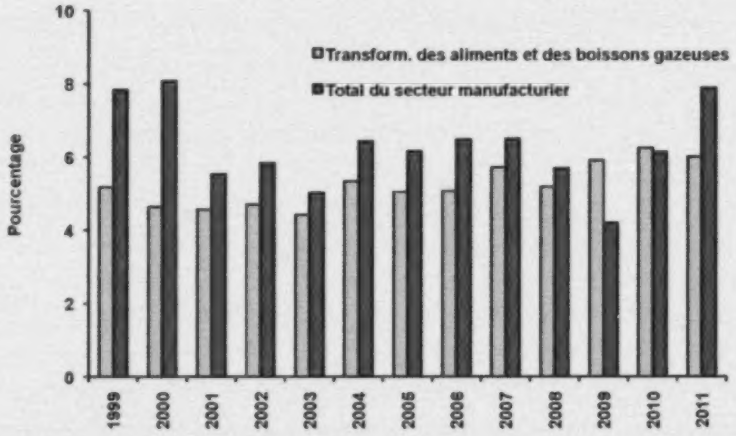
Source : Statistique Canada, calcul spécial.

Suite à une augmentation des coûts variables en 2011, l'industrie de la transformation des aliments a présenté des marges bénéficiaires inférieures et une augmentation du ratio d'endettement

Les marges bénéficiaires pour la transformation des aliments et des boissons ont chuté légèrement en 2011 tandis que celles du secteur manufacturier total ont nettement connu une croissance.

Les marges bénéficiaires ont rebondi pour la plupart des secteurs manufacturiers en 2011 suivant plusieurs diminutions de marges bénéficiaires lors de la récession. Cependant, les marges bénéficiaires pour le secteur de la transformation des aliments et des boissons, qui ont surpassé le secteur manufacturier durant la récession, ont maintenant diminué légèrement.

Graphique C3.24
Marges bénéficiaires dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et dans l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2011

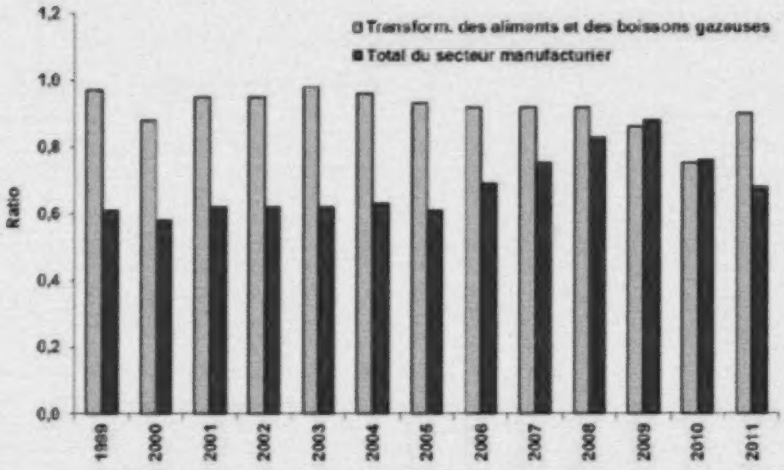


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

La santé financière de l'industrie de la transformation des aliments, des boissons gazeuses et de l'ensemble du secteur de la fabrication est reflétée dans les ratios d'endettement. Le ratio d'endettement pour le secteur alimentaire et des boissons gazeuses a augmenté en 2011 après avoir chuté en 2009 et 2010.

À l'inverse du secteur alimentaire et des boissons gazeuses, le ratio d'endettement pour le secteur manufacturier total a poursuivi sa diminution en 2011 de telle sorte que les investissements d'entreprise pour secteur manufacturier ont été financés à l'aide de réserves de liquidités plutôt que le recours à l'emprunt.

Graphique C3.25
Ratios d'endettement dans la transformation des aliments et des boissons gazeuses et l'ensemble du secteur manufacturier, 1999-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

En 2011, le niveau d'endettement dans l'industrie de la transformation alimentaire a augmenté tout comme les investissements en capital

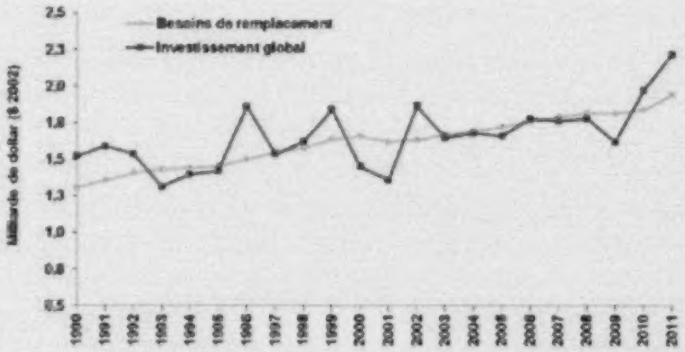
Les investissements en capital, pour la machinerie, l'équipement et les bâtiments, aident grandement les entreprises de transformation des aliments à améliorer leur efficience, leur productivité et à abaisser leurs coûts afin de demeurer compétitif.

Les investissements en machinerie et équipement pour le secteur de la transformation alimentaire ont nettement augmenté en 2011 contribuant à une augmentation des ratios du stock de capital et du capital-travail.

De 1990 à 2011, les dépenses globales en capital dans la transformation des aliments au Canada se sont chiffrées à 1,7 milliards de dollars en moyenne par année, en dollars constants.

Ces investissements ont tout juste dépassé la somme requise pour remplacer les immobilisations en voie de dépréciation (besoins de remplacement). Malgré une augmentation en 2011, le stock de capital total s'est accru de seulement 33 millions de dollars depuis 1990.

Graphique C3.26
Investissements en stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments, 1990-2011



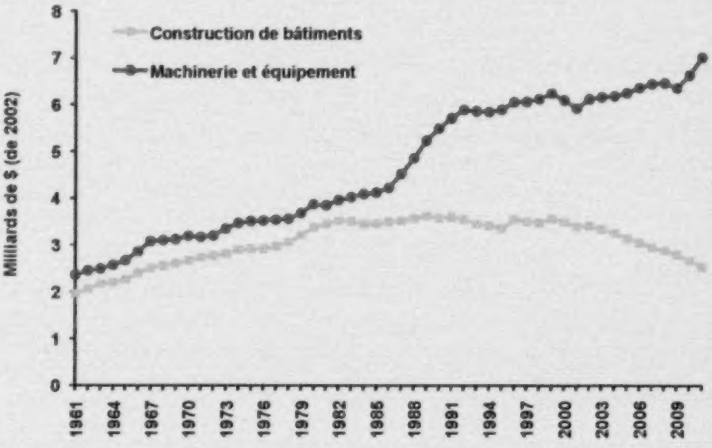
Source : Statistique Canada

Le stock de capital de l'industrie de la transformation des aliments est le résultat des investissements antérieurs et de la dépréciation.

Le stock de machines et d'équipement servant à la transformation des aliments a brusquement augmenté à la fin des années 1980 et au début des années 1990 avant de revenir à une croissance stable. En 2011, des mesures incitatives gouvernementales ont provoqué la hausse des investissements en machines et en équipement, de faibles taux d'intérêt et un dollar canadien élevé.

Pour les bâtiments, l'industrie de la transformation des aliments n'a pas fait suffisamment d'investissements pour maintenir son stock, ce qui a entraîné une perte de la valeur réelle de l'ordre de 49 millions de dollars par année. Quant aux machines et à l'équipement, l'industri a non seulement remplacé ses actifs existants, mais elle en a ajouté chaque année 81 millions de dollars.

Graphique C3.27
Stock de capital dans l'industrie de la transformation des aliments, 1961-2011



Source : Statistique Canada.

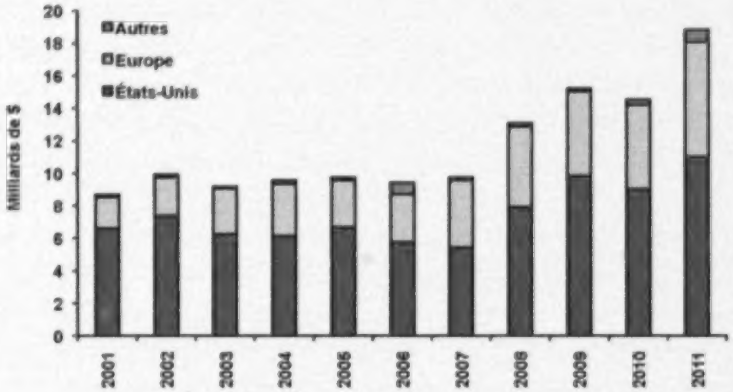
Note(s) :
Le stock de capital comprend les bâtiments, les ouvrages de génie civil, la machinerie et l'équipement. Les investissements totaux en capital sont constitués des achats nécessaires pour compenser la dépréciation (besoins de remplacement) et des achats devant accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs aux investissements, le stock de capital diminue, car le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque les investissements dépassent les besoins de remplacement, le stock augmente.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont une importante source de financement des immobilisations et des innovations dans l'industrie de la transformation des aliments et des boissons au Canada

Le stock d'IDE dans l'industrie des boissons et des produits du tabac a totalisé 4,4 milliards de dollars en 2011 et provenait en majeure partie d'Europe.

La part de l'IDE provenant des États-Unis a augmenté rapidement après 2007 et le stock d'IDE pour l'Europe a progressé de manière constante pour la période 2001 à 2011.

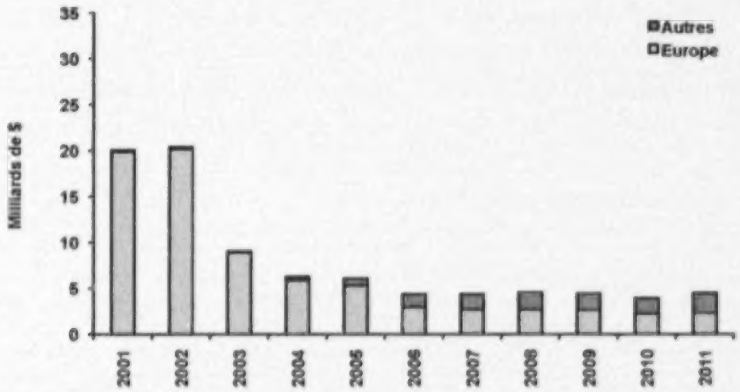
Graphique C3.28
Stock d'IDE entrant dans la transformation des aliments par pays d'origine,
2000-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

Le stock d'IDE dans l'industrie des boissons et des produits du tabac a totalisé 4,4 milliards de dollars en 2011 et provenait en majeure partie d'Europe.

Graphique C3.29
Stock d'IDE entrant dans la fabrication de boissons et de produits du tabac par pays d'origine,
2000-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

Note(s) :
L'IDE désigne l'investissement fait par une entité non résidante (particuliers ou entreprises publiques ou privées), au moyen d'une mise de fonds, d'une fusion, d'une acquisition ou d'un achat d'actions, et qui représente 10 % ou plus de la participation dans une entreprise d'un autre pays. L'IDE entrant est l'investissement placé dans une entreprise canadienne par une entité étrangère, alors que l'IDE sortant est l'investissement d'une entité canadienne dans une entreprise étrangère.

Les entreprises canadiennes de transformation des aliments ont aussi effectué des investissements à l'étranger

En 2011, les États-Unis ont représenté 42,2 % du stock d'IDE sortant du Canada dans la transformation des aliments.

Les données préliminaires indiquent que les investissements ont augmenté dans toutes les régions en 2011 avec des investissements relativement important en Europe. En 2010, il n'y a eu aucun investissement pour l'Europe en provenance du Canada.

Graphique C3.30
Stock d'IDE sortant dans l'industrie de la transformation des aliments par pays de destination, 2000-2011

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de la dernière année sont des estimations et pourraient être révisées par Statistique Canada.

SECTION C4

Agriculture primaire

Introduction :

Les agriculteurs constituent le fondement même du secteur agricole et agroalimentaire et ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement. Ils contribuent grandement à la croissance et à l'activité économique du Canada par l'intermédiaire de ces liens. Par conséquent, les changements qui touchent les marchés des produits de base et les autres maillons de la chaîne, comme dans la production et les prix des intrants agricoles, la transformation des aliments, le commerce au détail des aliments et les services alimentaires, influent sur la structure et le rendement de l'agriculture primaire. La récente instabilité et les augmentations des prix des produits de base ont eu des effets tant positifs que négatifs sur ces maillons.

À un niveau plus désagrégé, les exploitants agricoles recourent à des stratégies commerciales et à des compétences en gestion différentes selon la taille et le type de leur exploitation, de même que selon leur région. Cette diversité explique les différences de rendement d'une exploitation agricole à une autre

Les agriculteurs ont des liens directs avec tous les intervenants de la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire

Les entreprises situées en amont et en aval utilisent la production agricole.

L'industrie canadienne de la transformation des aliments et des boissons, laquelle constitue le marché le plus important pour les produits agricoles, a utilisé 34 % de la valeur des produits agricoles disponibles au Canada en 2008.

Les agriculteurs ont à leur disposition de nombreuses possibilités de commercialisation de leurs produits. En 2008, 29 % de la production agricole a été exportée directement (cette proportion ne tient pas compte des exportations indirectes d'aliments transformés), 14 % a été utilisée comme intrant par d'autres agriculteurs (aliments pour animaux, semences, etc.), et 7 % a été distribuée directement aux consommateurs par l'intermédiaire de ventes au détail et à la ferme (lesquelles sont composées principalement de fruits et de légumes frais). Également, 7 % a été utilisé à des fins non alimentaires (cette catégorie est composée en grande partie de matériel de pépinière, de fleurs, d'autres produits horticoles destinés à la construction résidentielle et aux consommateurs, de même que de bioproduits), et 2 % est allé aux fournisseurs de services de restauration.

Graphique C4.1
Répartition de la valeur de la production agricole, 2008

Source : Modèle d'entrées-sorties de Statistique Canada et calculs d'AAC.

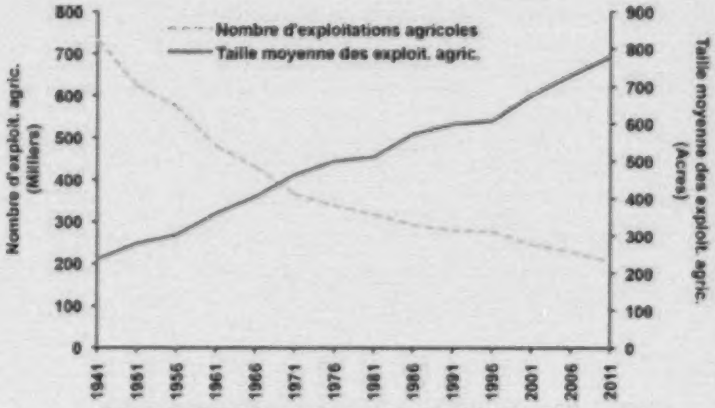
L'agriculture primaire est un secteur moderne et dynamique qui ne cesse de se restructurer et de s'adapter aux changements de la conjoncture économique canadienne et mondiale

Au cours des 70 dernières années, la taille moyenne des exploitations agricoles au Canada a presque quadruplé, alors qu'elles diminuent en nombre.

En 2011, le Canada comptait 205 730 exploitations agricoles, soit une diminution de 10,0 % par rapport à 2006. À titre de comparaison, on avait enregistré une baisse de 7,3 % du nombre d'exploitations agricoles entre 2001 et 2006.

Par ailleurs, la taille moyenne des exploitations agricoles est à la hausse, passant de 237 acres par exploitation agricole en 1941 à 779 acres en 2011. Les avancées technologiques et l'accroissement de la productivité ont favorisé la croissance de la taille des entreprises et la consolidation du secteur.

Graphique C4.2
Nombre et taille des exploitations agricoles au Canada, 1941-2011

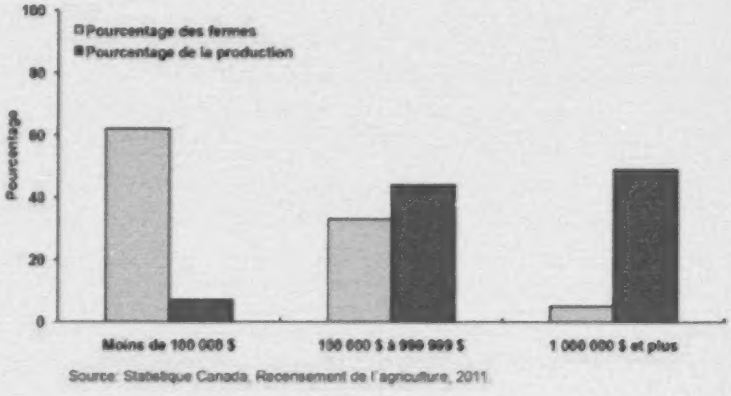


Source : Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, diverses années.

La majeure partie de la production provient des grandes exploitations agricoles.

En 2011, les exploitations agricoles les plus petites représentaient la plus grande part du total des exploitations, alors que leur contribution aux revenus agricoles bruts ne représentait qu'une faible proportion du total des recettes (en dollars de 2010). Les petites exploitations agricoles, dont les revenus d'exploitation étaient inférieurs à 100 000 $, représentaient 62,2 % de l'ensemble des exploitations mais seulement 7,0 % du total des revenus. Les moyennes et les grandes exploitations agricoles (dont les revenus d'exploitation se situent entre 100 000 $ et 999 999 $) représentaient 33,1 % de l'ensemble des exploitations mais seulement 44,0 % de l'ensemble des revenus. Les exploitations dont le chiffre d'affaires atteint ou dépasse un million de dollars représentaient 4,6 % de l'ensemble des exploitations mais 49,0 % du total des revenus.

Graphique C4.3
Répartition des fermes et des revenus agricoles bruts (en dollar de 2010) par catégorie de revenu, 2011



Source: Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2011.

Le Canada produit une vaste gamme de produits qui varient selon la province

En Colombie-Britannique, la production agricole est dominée par l'horticulture en raison du climat doux et de la longue saison de croissance.

Au Canada, on retrouve la majeure partie de l'élevage bovin et de la production de céréales et d'oléagineux dans les Prairies. L'Alberta est la principale province d'élevage de bovins alors que les principales provinces productrices de canola et de blé sont, dans l'ordre, la Saskatchewan, l'Alberta et le Manitoba.

L'Ontario et le Québec sont les plus grands producteurs laitiers du pays. De plus, l'Ontario produit la majeure partie du maïs et du soja canadiens, tandis que le Québec est le principal producteur de porc.

Dans les provinces de l'Atlantique, l'horticulture est la production dominante, tirée par la culture de la pomme de terre. La production laitière y est également importante.

Graphique C4.4
Principales productions par province et par territoire, 2011

La composition de la production a varié légèrement au fil du temps selon les régions

La répartition des recettes du marché selon les produits de base a changé depuis 2001.

En 2011, les recettes du marché, chiffrées à 46,2 milliards de dollars, dépassaient de près de 14 milliards de dollars les recettes de 2001. La proportion des recettes tirées des céréales et des oléagineux a augmenté en 2011 en raison de la hausse des prix, alors que la proportion des recettes tirées de la viande rouge a chuté.

Les recettes tirées des cultures spéciales, lesquelles comprennent les légumineuses, les haricots secs, les graines de moutarde, les graines de tournesol et les alpistes des Canaries, ont plus que doublé entre 2001 and 2011, et la part de marché de ces cultures est passée de 2,7 % à 4,2 %.

La proportion des recettes tirées du marché de la volaille, des œufs et des produits laitiers est demeurée stable au cours de cette période, alors que celle des fruits et des légumes, dont les pommes de terre, s'est légèrement accrue.

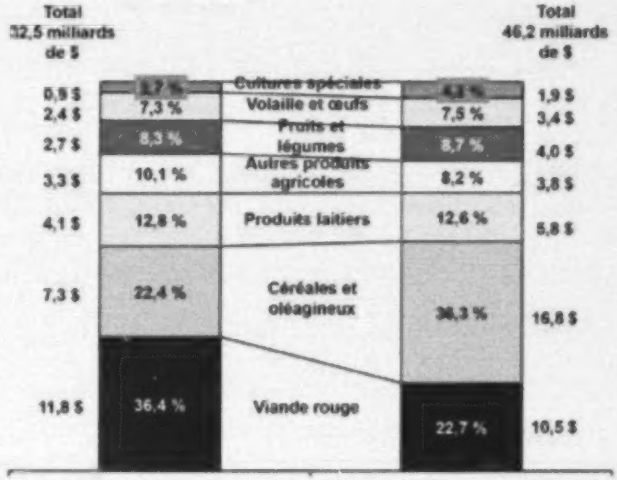
La répartition des recettes tirées du marché des différents produits de base varie selon la région et la province.

Dans les Prairies, les céréales et les oléagineux ont généré la majeure partie des recettes (53,8 %), suivi du secteur des viandes rouges (26,2 %). En Colombie-Britannique, les fruits et les légumes ont contribué dans une proportion de 28,3 % aux recettes du marché, alors que les céréales et les oléagineux ainsi que la viande rouge n'ont représenté que 11,1 % des recettes du marché.

Au Québec, les produits laitiers et la viande rouge ont généré 29,3 % et 25,5 % des recettes du marché, respectivement. En Ontario, la production de céréales et d'oléagineux a généré 25,6 % des recettes du marché, alors que les produits laitiers et la viande rouge y ont contribué dans une moindre mesure, générant respectivement 17,4 % et 18,3 % du total des recettes.

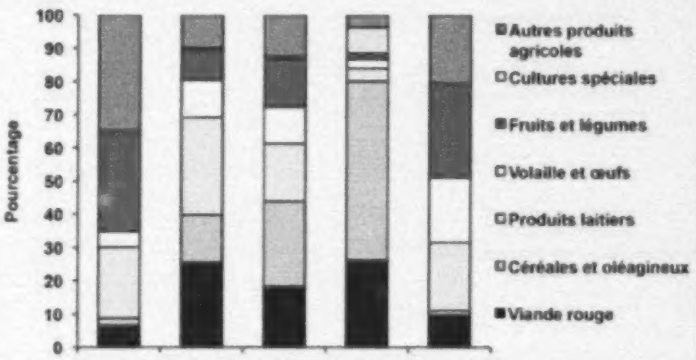
Dans les provinces de l'Atlantique, les fruits et les légumes ont généré 30,5 % des recettes du marché de cette région en 2011 et les produits compris dans la catégorie autres produits agricoles y ont contribué à 34,7 %.

Graphique C4.5
Recettes du marché par catégorie de produit, 2001 et 2011



Source : Statistique Canada.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Graphique C4.6
Recettes du marché par région et par catégorie de produit, 2011



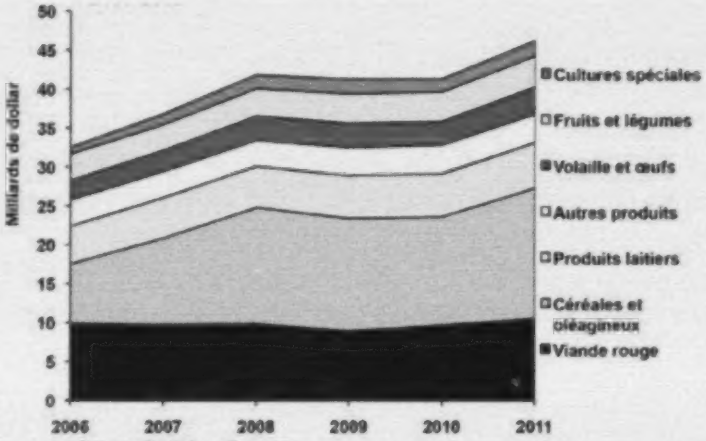
Source : Statistique Canada.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Les recettes du marché en 2011 ont été alimentées par la hausse du prix des céréales et des oléagineux ainsi que du secteur de la viande rouge

En 2011, les recettes du marché ont fait un bond de 11,9 % par rapport à l'année précédente, atteignant 46,2 milliards de dollars, et elles ont été 19,3 % plus élevées que la moyenne des cinq dernières années.

En 2011, les recettes tirées des cultures spéciales se sont accrues de 13,7 %, alors que celles tirées de la viande rouge ont augmenté de 8,8 %. Les recettes provenant des céréales et des oléagineux ont été 20,3 % plus élevées que l'année précédente. Une hausse plus modérée des recettes a été observée dans les secteurs des produits laitiers, de la volaille, des fruits et des légumes, et d'autres produits agricoles tel que les semences fourragères, les semences de graminées, le foin, le trèfle et le miel.

Graphique C4.7
Recettes du marché par produit,
2006-2011

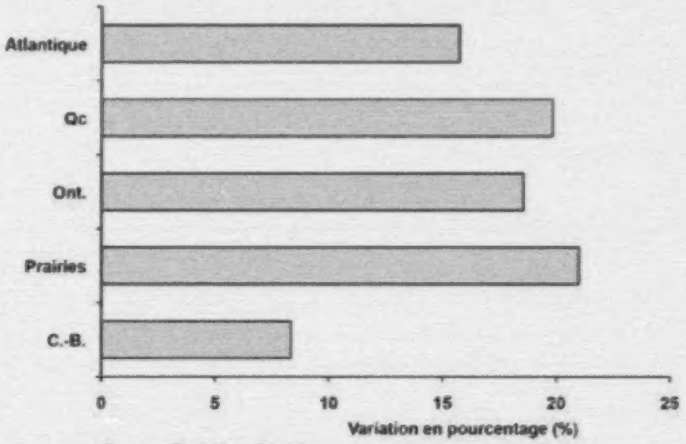


Source : Statistique Canada.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

L'année 2011 fut très bonne en termes de recettes pour les producteurs de toutes les régions du Canada. Les recettes sont demeurées bien au-delà de la moyenne quinquennale (2006-2010) et ce, dans chacune des régions.

De toutes les régions, ce sont le Québec, l'Ontario et les Prairies qui ont enregistré la plus forte croissance en 2011, avec des recettes du marché atteignant un niveau de près de 19,8 % plus élevé que la moyenne de 2006 à 2010. La hausse des recettes tirées de la production végétale en Ontario et dans les Prairies explique en grande partie les améliorations qui y ont été enregistrées alors qu'au Québec, les améliorations observées s'expliquent par la hausse des recettes tirées des productions animale et végétale.

Graphique C4.8
Recettes du marché par région par rapport à la moyenne quinquennale,
2011



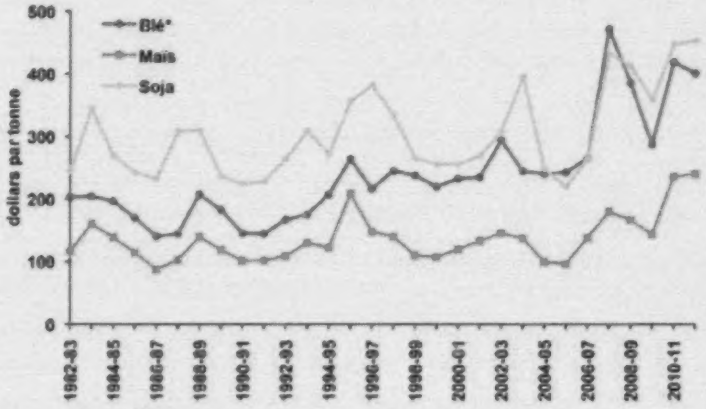
Source : Statistique Canada.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Les recettes du marché ont été affectées par la hausse récente des prix des produits agricoles

Stimulé par la demande mondiale, les mandats en matière d'éthanol aux États-Unis et le resserrement des approvisionnements en raison de conditions climatiques difficiles, le prix des céréales et des oléagineux en 2011-2012 est demeuré élevé.

Durant cette période, l'appréciation du dollar canadien a atténué la hausse du prix des céréales et des oléagineux au Canada.

Graphique C4.9
Prix du maïs, du blé et du soja au Canada, 1982-83 à 2011-12



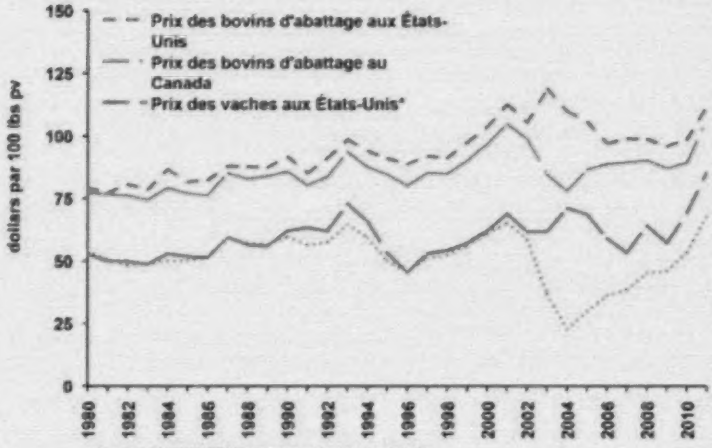
Source : AAC.
Note : 1) *Blé roux de printemps de l'Ouest canadien (CWRS).
2) Les données de 1982-1983 à 1993-1994 sont des estimations d'AAC, basées sur les prix d'une tonne de CWRS.

La baisse des stocks a poussé les prix Canadiens et Américains des bovins au-delà des sommets historiques.

Dans le passé, le prix des bovins au Canada et aux États-Unis fluctuaient généralement de manière parallèle. Toutefois, dans la foulée de la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 2003, l'interdiction américaine prononcée sur les importations de bovins canadiens a creusé un écart entre les prix du Canada et ceux des États-Unis.

La reprise des échanges commerciaux de bovins de moins de 30 mois en 2005, puis de bovins de plus de 30 mois en 2008 a entraîné une réduction de l'écart entre les prix du Canada et ceux des États-Unis. Cette tendance s'est poursuivie en 2011, lorsque le dollar Canadian s'est apprécié par rapport à la devise américaine et que l'épuisement des stocks de bétail a poussé les prix au-delà des sommets cycliques historiques, réduisant une fois de plus l'écart entre les États-Unis et le Canada.

Graphique C4.10
Cycle des prix des bovins, 1980-2011



Source : USDA ERS, Canfax et calculs d'AAC.
Note : *Cette série de données a cessé d'être mise à jour en 2008; les données de 2009–2011 sont des estimations fondées sur la croissance annuelle des prix de vente directe de vaches au Canada.

En 2011, la croissance des recettes du marché a été plus forte que celle des dépenses d'exploitation, ce qui a permis au revenu agricole d'atteindre un sommet

En 2011, les recettes monétaires agricoles, lesquelles comprennent les paiements de programmes, ont bondi à 49,7 milliards de dollars, une hausse de 12 % par rapport à l'année précédente et de 17 % par rapport à la moyenne quinquennale (2006-2010).

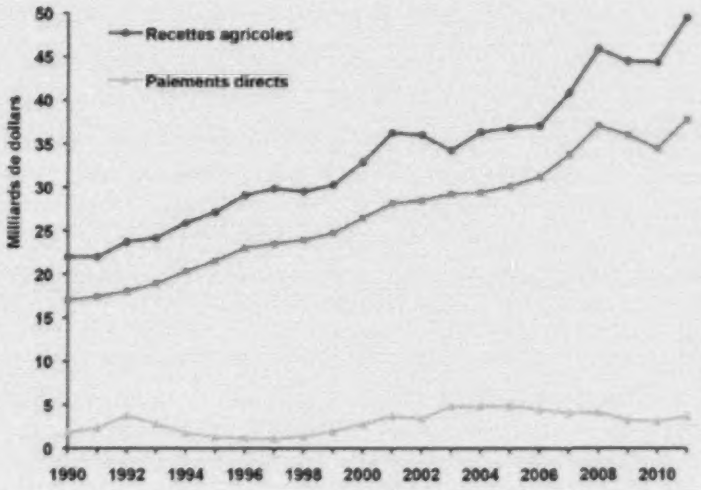
Les recettes monétaires agricoles ont augmenté de 12 % en 2011, après une légère baisse en 2010. Cette hausse est comparable à celle de 2008 où les recettes monétaires agricoles avaient enregistré une augmentation de 13 % par rapport à l'année précédente.

Les dépenses d'exploitation nettes, lesquelles ont augmenté de manière constante au cours des années 1990 et 2000, ont augmenté de 10 % en 2011, faisant suite aux baisses successives survenues en 2009 et en 2010.

Les paiements directs au titre des programmes ont atteint 3,5 milliards de dollars en 2011, après avoir baissé pour s'établir à 3,1 milliards de dollars en 2010. Ces paiements servent à stabiliser le revenu agricole et à compenser les pertes de production attribuables aux catastrophes naturelles.

L'amélioration récente des prix des produits agricoles, les meilleures conditions climatiques au Canada ainsi que l'augmentation des marges bénéficiaires des producteurs ont contribué à réduire les revenus tirés des paiements de programmes ces dernières années.

Graphique C4.11
Recettes agricoles, paiements directs et dépenses d'exploitation nettes, 1990-2011

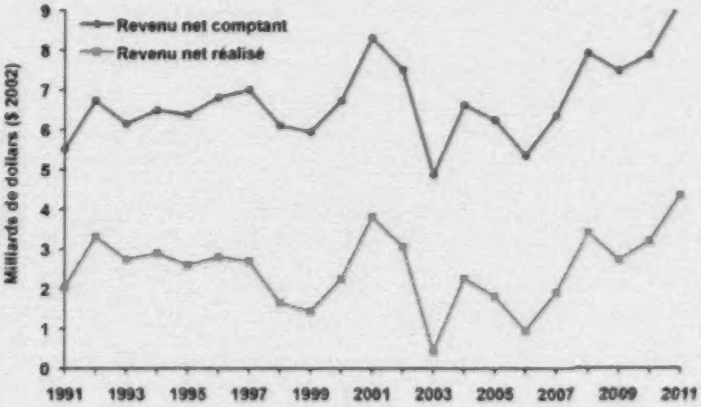


Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Le revenu net comptant, corrigé de l'inflation, a augmenté de 17 % en termes réels entre 2010 et 2011.

Le revenu net réalisé, corrigé de l'inflation et de l'amortissement, a cru de 36 % en 2011, faisant suite à une hausse de 17 % en 2010.

Graphique C4.12
Revenu net réalisé et revenu net comptant (Corrigé de l'inflation), 1991-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

La valeur ajoutée nette pour le secteur de l'agriculture est une autre mesure de la performance du secteur qui s'est améliorée en 2011

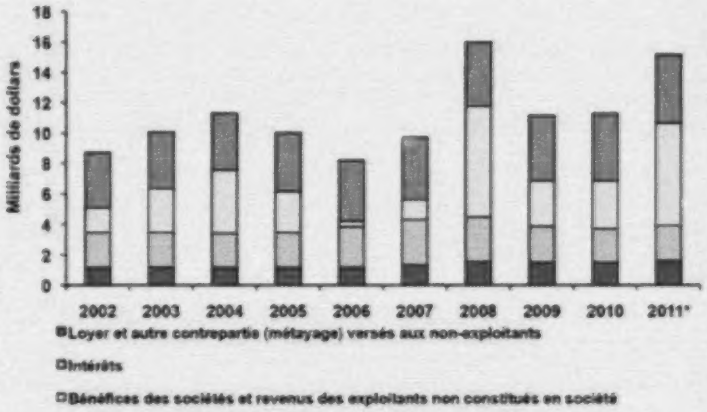
On estime qu'en 2011, la valeur ajoutée nette pour le secteur de l'agriculture a atteint 15,2 milliards de dollars, soit 34,6 % de plus que la moyenne quinquennale (2006-2010), mais 5,2 % de moins que le sommet atteint en 2008.

La valeur ajoutée nette mesure la valeur de la production économique du secteur agricole et elle rend compte du rendement de tous les facteurs de production (par exemple : le loyer foncier, la rémunération de la main-d'œuvre et les intérêts du capital). En 2011, les intérêts du capital était de 11,1 % inférieur à la moyenne quinquennale (2006-2010), tandis que toutes les autres catégories présentaient un taux de croissance plus élevé, y compris le loyer et autre contrepartie (métayage) versés aux non-exploitants (13,2 %) ainsi que les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société (121,7 %).

Les bénéfices des sociétés et les revenus des exploitants non constitués en société représentaient toujours la majeure partie de la valeur ajoutée nette en 2011.

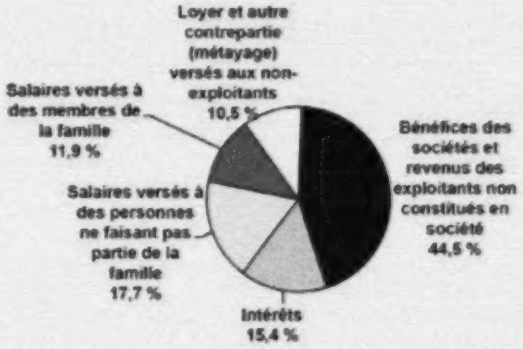
La valeur ajoutée nette allant aux bénéfices des sociétés et aux revenus des exploitants non constitués en société s'est chiffrée à 6,7 milliards de dollars, ce qui représente une part de 44,5 % de la valeur ajoutée nette en 2011. Une plus faible part (10,5 %) de la valeur ajoutée a été attribuée aux propriétaires non-exploitants sous forme de loyer et autre contrepartie, soit 1,6 milliards de dollars. Les versements d'intérêt ont totalisé 2,3 milliards de dollars, soit 15,4 % de la valeur ajoutée nette, alors que les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes n'appartenant pas à la famille se sont chiffrés à 4,5 milliards de dollars, ce qui représente une part de 29,6 % de la valeur ajoutée nette.

Graphique C4.13
Valeur ajoutée nette pour le secteur de l'agriculture,* 2002-2011



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : *Les estimations sont calculées par AAC.
Les données de 2011 sont préliminaires.

Graphique C4.14
Répartition de la valeur ajoutée nette par le secteur de l'agriculture, 2011*



Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.
Note : *Les estimations sont calculées par AAC.
Les données de 2011 sont préliminaires.

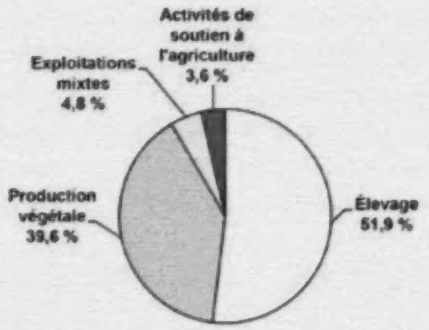
Note(s) :
La valeur ajoutée nette en agriculture permet de mesurer la valeur de la production économique dans le secteur agricole canadien et se calcule en soustrayant les coûts de production de la valeur totale de la production agricole. Elle rend compte du rendement des différents facteurs de production, dont le loyer versé à des propriétaires non-exploitants, les intérêts versés aux prêteurs, les salaires versés à des membres de la famille et à des personnes non apparentées ainsi que les bénéfices des sociétés et des exploitants non constitués en société.

Le secteur de l'agriculture continue d'être largement tributaire de la main d'œuvre agricole, qui comprend les membres de la famille agricole et la main d'œuvre salariée

En 2011, le secteur de l'agriculture primaire employait plus de 305 000 personnes, ce qui représente près de 2 % de la population active au Canada. Ceci représente une hausse modeste de 0,8 % par rapport à 2010.

Les exploitations d'élevage emploient la majeure partie de la main d'œuvre du secteur de l'agriculture primaire, soit dans une proportion de 51,9 %, suivie des exploitations opérant dans le secteur des productions végétales lesquelles emploient 39,6 % de la main d'œuvre agricole et des exploitations mixtes qui représentent 4,8 % de l'emploi agricole.

Graphique C4.15
Répartition de l'emploi en agriculture primaire, 2011



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active et calculs d'AAC.

Les entreprises de jeunes agriculteurs (EJA) sont certes peu nombreuses mais elles sont importantes pour l'avenir du secteur

En 2010, 7,5 % des exploitations agricoles canadiennes étaient dirigées exclusivement par de jeunes agriculteurs, lesquels étaient âgés entre 18 et 39 ans et détenaient, en moyenne, 12 ans d'expérience en matière d'agriculture.

Entre 1997 et 2010, la proportion des exploitations agricoles dirigées exclusivement par de jeunes agriculteurs a connu un déclin, en parallèle avec le vieillissement de la population. D'autre part, la proportion des exploitations agricoles dirigées exclusivement par des agriculteurs âgés de plus de 40 ans a augmenté pour atteindre 81,2 % en 2010. La proportion des exploitations agricoles ayant à leur tête un mélange de jeunes agriculteurs et d'agriculteurs plus âgés a diminué pour s'établir à 11,4 % en 2010.

La décision de se lancer en agriculture tient compte de plusieurs facteurs, notamment la facilité d'accès, l'accès aux capitaux et les attentes en matière de rentabilité. Il importe d'attirer de jeunes recrues dans le secteur de l'agriculture de manière à assurer un nombre suffisant de producteurs dans le futur.

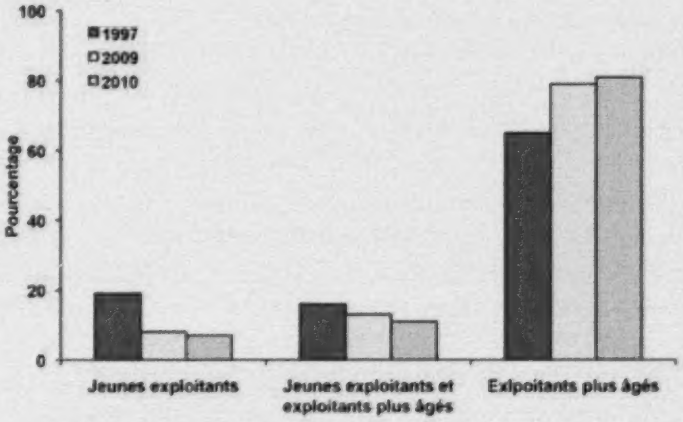
Si l'on tient compte de toutes les sources de revenus, les EJA ont réalisé des revenus supérieurs à ceux des autres entreprises agricoles et ce, autant pour les sources de revenus agricoles que non agricoles.

En moyenne, moins de la moitié du revenu familial des EJA provenait de sources agricoles et le revenu des EJA tiré de sources non agricoles a été relativement plus élevé que les autres exploitations agricoles. Le revenu des EJA provenant de sources agricoles ont atteint en moyenne 58 142 $, par rapport à 52 726 $ pour les autres exploitations agricoles.

En ce qui concerne les revenus non agricoles, les EJA ont récolté en moyenne des revenus de 61 969 $, versus 58 380 $ pour les autres exploitations agricoles. Ces dernières ont touché, en moyenne, des revenus de pension ou de placement plus élevés que les jeunes agriculteurs, soit 21 052 $ comparativement à 8 577 $ pour les EJA.

Par conséquent, le revenu familial total des EJA, lequel s'est chiffré à 120 111 $ en 2010, était supérieur à celui des autres exploitations agricoles, lequel totalisait 111 106 $.

Graphique C4.16
Répartition des exploitations agricoles selon la catégorie d'âge des exploitants (jeunes et plus âgés), 1997, 2009 and 2010



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 1998, 2010 et 2011.
Note : Par définitions, la catégorie «jeunes exploitants» représente les exploitants âgés entre 18 et39 ans.

Graphique C4.17
Sources de revenu des familles agricoles, entreprises de jeunes agriculteurs et autres exploitations agricoles, 2010

	EJA	Autres Expl. Agric.
Part familiale du revenu net d'exploitation*	51 179	42 402
Salaires agric. et autres salaires payés aux membres de la famille	6 963	10 324
Total des revenus provenant de sources agricoles	58 142	52 726
Revenus tirés d'un emploi non agricole	53 392	37 328
Autres revenus non agricoles (placements, pensions, etc.)	8 577	21 052
Total des revenus provenant de sources non agricole	61 969	58 380
REVENU FAMILIAL TOTAL	120 111	111 106

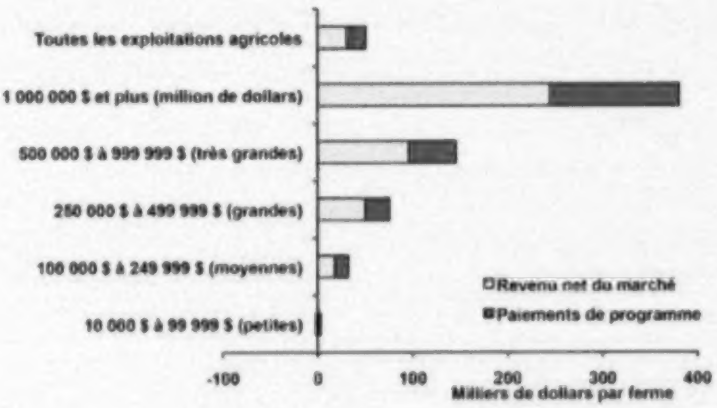
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2011.
Note : *Part familiale du revenu net d'exploitation avant déduction pour amortissement; données arrondies à la centiane près.

Le revenu net d'exploitation moyen mesure le rendement des exploitations agricoles, lequel varie selon la taille de l'exploitation

En 2010, le revenu net d'exploitation moyen s'est chiffré à 51 000 $ par exploitation.

Le revenu net d'exploitation moyen a varié selon la taille de l'exploitation, passant de 1 600 $ pour les petites exploitations agricoles (dont le revenu se situe entre 10 000 $ et 99 999 $) à 380 400 $ pour les exploitations dont le chiffre d'affaires atteint au moins un million de dollars. Dans le cas des fermes les plus grandes, 64,3 % de leur revenu d'exploitation provenait du marché alors que le reste est attribuable aux paiements de programme. Dans le cas des exploitations moyennes et des très grandes exploitations (dont le revenu se situe entre 100 000 $ et 999 999 $), le revenu net du marché représentait la principale source de revenu.

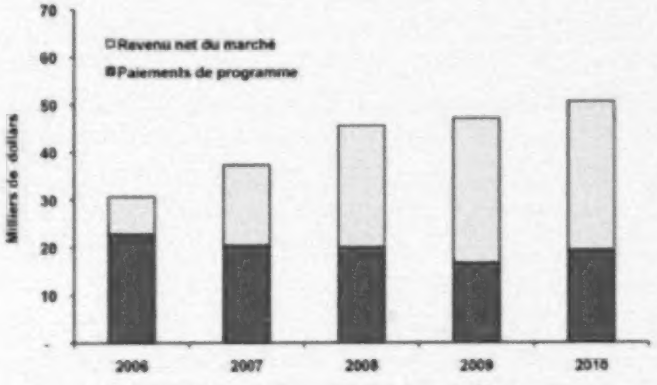
Graphique C4.18
Revenu net d'exploitation moyen par catégorie de revenu, 2010



Le revenu net d'exploitation moyen varie dans le temps, tout comme la part du revenu net provenant du marché.

En 2010, près des deux tiers (61,7 %) du revenu d'exploitation d'une entreprise agricole provenait du marché, comparativement à seulement 25,4 % en 2006.

Graphique C4.19
Revenu net d'exploitation moyen par catégorie de revenu, 2006-2010



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

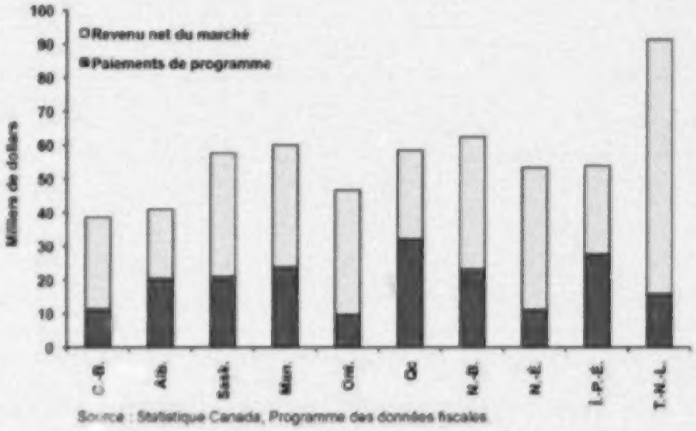
De même, le revenu net d'exploitation moyen varie selon le type d'exploitation et la province

La Colombie-Britannique est la province où le revenu net d'exploitation moyen est le plus faible puisque les petites exploitations agricoles y sont généralement présentes dans une proportion plus élevée.

En 2010, le revenu net d'exploitation moyen était le plus élevé à Terre-Neuve-et-Labrador, suivie du Nouveau-Brunswick et du Manitoba.

Les montants octroyés dans le cadre des programmes diffèrent également selon la province. En 2010, les exploitations de l'Ontario ont reçu en moyenne les paiements les plus faibles, alors que le Québec a affiché le plus haut niveau de paiements. Ceci s'explique par les différences que l'on observe entre les différents programmes provinciaux de soutien à l'agriculture.

Graphique C4.20
Revenu net d'exploitation moyen par province, 2010



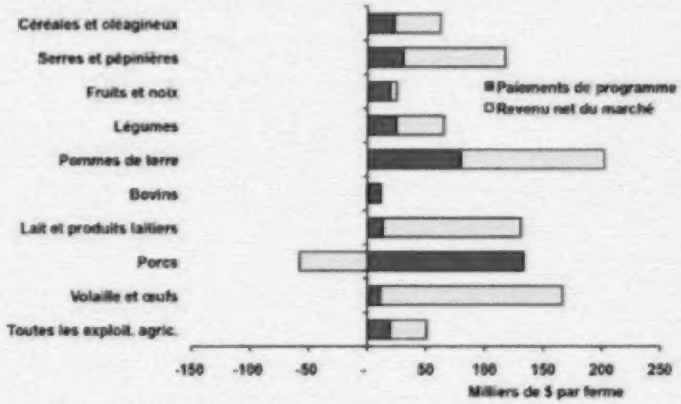
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

Le revenu net d'exploitation moyen varie selon le type d'exploitation agricole et dépend, dans une large mesure, des prix et des conditions qui prévalent sur les marchés.

Les producteurs de pommes de terre de même que les élevages ovins (volaille et œufs) et laitiers ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus élevé de tous les types d'exploitations agricoles en 2010.

Les élevages bovins ainsi que les producteurs de fruits et de noix ont affiché le revenu net d'exploitation moyen le plus faible. Les élevages porcins, notamment, ont éprouvé des difficultés financières en 2010, comme l'indique leurs revenus du marché négatifs, lesquels ont été occasionnés par les prix records des aliments pour animaux et la réduction des exportations en raison de la vigueur du dollar canadien et de la loi américaine appelée Country of Origin Labelling (COOL), laquelle porte sur la mention obligatoire du pays d'origine sur les étiquettes. Toutefois, les revenus négatifs du marché furent contrebalancés par l'ampleur des paiements versés en 2010 dans le cadre de programmes. Diverses initiatives gouvernementales furent mises en place afin de contribuer à compenser les revenus du marché négatifs.

Graphique C4.21
Revenu net d'exploitation moyen par type d'exploitation agricole, 2010



Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales.

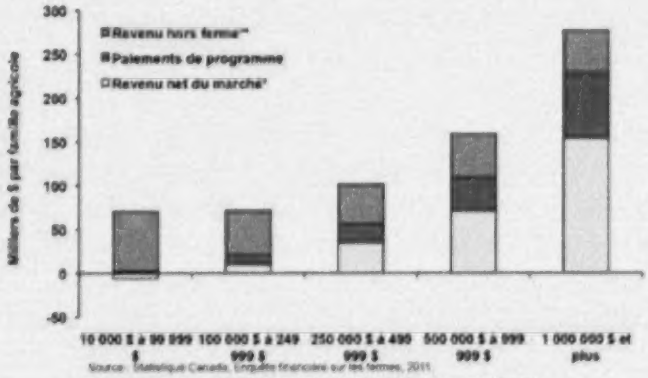
Pour les familles agricoles canadiennes, les revenus hors ferme demeurent importants, indépendamment de la taille des exploitations

En 2010, toutes les familles agricoles ont enregistré des revenus hors ferme, quelle que soit la taille de leur exploitation. Toutefois, les familles qui assurent la gestion de petites exploitations (dont le revenu se situe entre 10 000 $ et 99 999 $) dépendaient en général presque exclusivement de revenus hors ferme.

Pour ces petites exploitations, les revenus hors ferme de même que les paiements de programme permettent de compenser un revenu du marché faible ou négatif.

Toutefois, à mesure que les exploitations agricoles s'agrandissent, la part du revenu des familles agricoles provenant du marché ou des paiements de programme s'agrandit par rapport celle provenant d'activités hors ferme.

Graphique C4.22
Revenu moyen des familles agricoles selon la source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2010



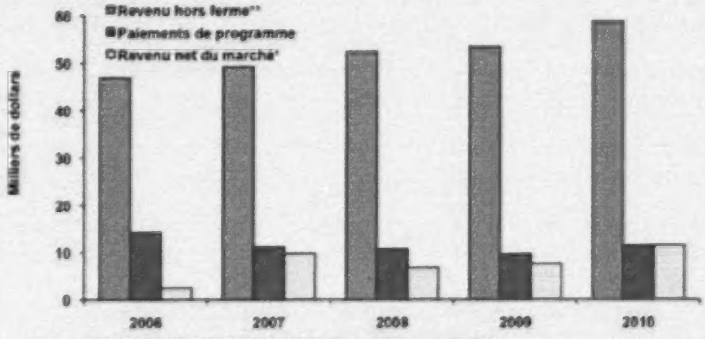
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2011.

Note : *Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA).
Le salaire agricole versé aux membres de la famille est considéré comme une dépense de point de vue de l'exploitation agricole; les salaires versés sont également considérés comme un revenu pour la famille, car celle-ci doit l'inscrire à titre de salaire et traitement sous la rubrique revenu non agricole.
Les primes des programmes sont considérées comme des dépenses d'exploitation et ne sont pas déduites des paiements de programme.
** Le revenu hors ferme est fondé sur les données de l'Enquête financière sur les fermes et correspond à la une moyenne obtenue pour l'ensemble des exploitations agricoles.

La part du revenu familial provenant de l'exploitation agricole, de revenus hors ferme ou de paiements du gouvernement varie d'une année à l'autre, selon les conditions du marché.

De 2009 à 2010, la part du revenu familial obtenu hors ferme a augmenté et ce, malgré la hausse du revenu tiré du marché et des paiements de programmes.

Graphique C4.23
Revenu moyen des familles agricoles selon la source de revenu (Exploitations agricoles non constituées en société), 2006-2010



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2007 à 2011.

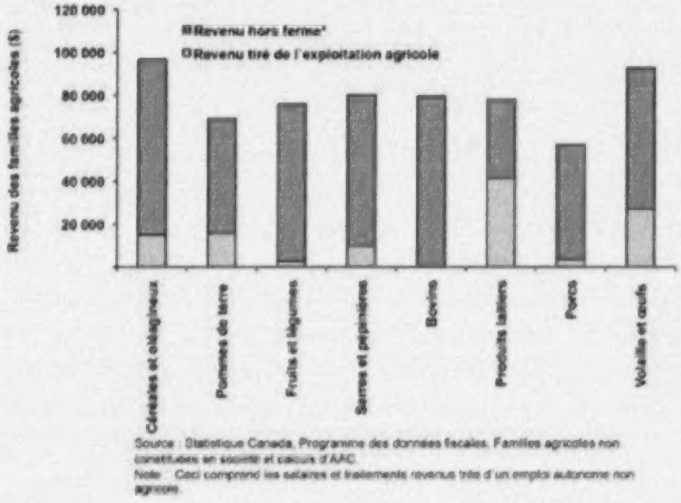
Note : *Le revenu net du marché ne comprend pas la déduction pour amortissement (DPA).
Le salaire agricole versé aux membres de la famille est considéré comme une dépense de point de vue de l'exploitation agricole; les salaires versés sont également considérés comme un revenu pour la famille, car celle-ci doit l'inscrire à titre de salaire et traitement sous la rubrique revenu non agricole.
Les primes des programmes sont considérées comme des dépenses d'exploitation et ne sont pas déduites des paiements de programme.
** Le revenu hors ferme est fondé sur les données de l'Enquête financière sur les fermes et correspond à la une moyenne obtenue pour l'ensemble des exploitations agricoles.

Le revenu des familles agricoles varie également selon le type d'exploitation

Les familles agricoles qui exploitent des fermes d'élevage laitier et avicole dépendent généralement moins que les autres types d'exploitation du revenu obtenu hors ferme.

Ceci s'explique par le fait que les élevages laitiers et avicoles sont généralement plus intensifs en main-d'œuvre que les autres types d'exploitation agricole. Dans le cas des élevages bovins (surtout les éleveurs-naisseurs) et des producteurs de céréales et d'oléagineux, la contribution relative du revenu hors ferme a été supérieure à celle des autres types d'exploitation. Ces derniers sont généralement moins intensifs en main-d'œuvre, ce qui permet aux membres de la famille d'occuper un emploi à temps partiel.

Graphique C4.24
Revenu moyen des familles agricoles selon le type d'exploitation agricole,
2009



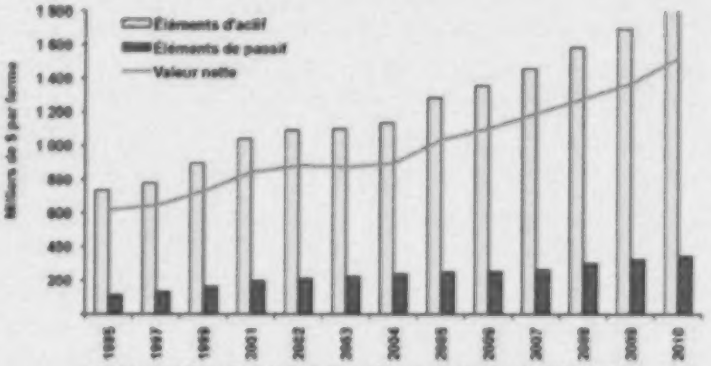
Source : Statistique Canada, Programme des données fiscales. Familles agricoles non constituées en société et calculs d'AAC.
Note : Ceci comprend les salaires et traitements, revenus tirés d'un emploi autonome non agricole.

Le rendement financier des exploitations agricoles tient compte à la fois des mesures du revenu et de celles de la valeur nette

La valeur nette moyenne des exploitations agricoles, soit l'actif moins le passif, a augmenté au fil du temps.

Au Canada, la valeur nette moyenne des exploitations agricoles a continué d'augmenter de façon régulière au cours des dernières années après s'être stabilisée en 2003. En 2010, la valeur nette moyenne s'élevait à 1,5 million de dollars, ce qui représente une hausse de 11,1 % par rapport à 2009. La forte progression des éléments d'actif s'est poursuivie, alors que les éléments de passif n'ont augmenté que légèrement en raison des taux d'intérêt qui ont connu des creux historiques. La valeur des terres, laquelle constitue un élément d'actif important d'une exploitation agricole, a subi une forte hausse ces dernières années.

Graphique C4.25
Valeur nette moyenne des exploitations agricoles, 1995-2010

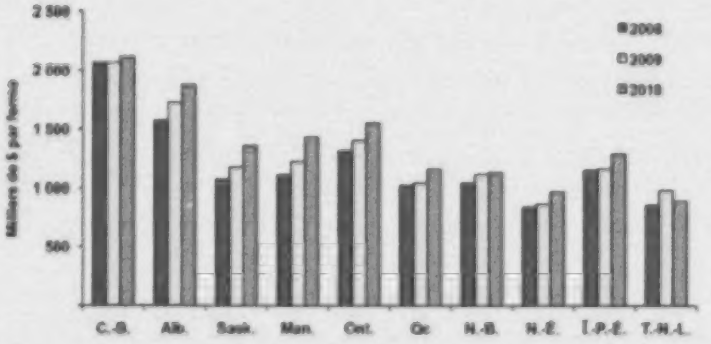


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, de 1996 à 2011 et calculs d'AAC.
Note : Les données incluent les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

La valeur nette moyenne a augmenté dans toutes les provinces, sauf à Terre-Neuve-et-Labrador en 2010.

La valeur nette moyenne des exploitations agricoles a nettement augmenté au Manitoba, à l'Île du Prince Édouard, au Québec, en Ontario, en Saskatchewan et en Alberta.

Graphique C4.26
Valeur nette moyenne des exploitations agricoles par province, 2008-2010



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, de 2008 à 2011 et calculs d'AAC.

La valeur nette varie selon le type d'exploitation agricole

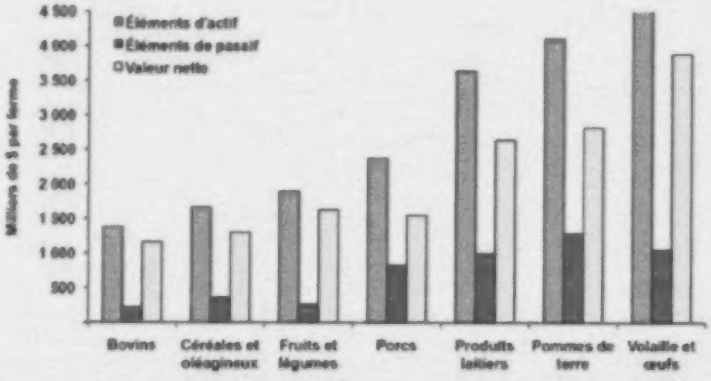
Les fermes d'élevage avicole ont enregistré la valeur nette moyenne la plus élevée, laquelle s'est chiffrée à plus de 3,9 millions de dollars en 2010, suivies des exploitations de pommes de terre avec une valeur nette de 2,8 millions de dollars et enfin, des fermes laitières dont la valeur nette était de 2,6 millions de dollars.

Ceci rend compte du fait que les fermes laitières et avicoles doivent acquérir des quotas pour exploiter leur ferme, lesquels sont comptabilisés dans les éléments d'actif. Par ailleurs, la culture de la pomme de terre requiert l'acquisition de machines spécialisées et coûteuses.

La valeur des éléments d'actif et de passif était beaucoup plus faible en moyenne pour les exploitations d'élevage bovin et porcin, de même que pour les exploitations de céréales et d'oléagineux, et de fruits et légumes.

En moyenne, les exploitations d'élevage bovin ont présenté la valeur nette et la valeur des éléments d'actif et de passif les plus faibles parmi tous les types d'exploitations agricoles.

Graphique C4.27
Éléments d'actif, éléments de passif et valeur nette moyenne par type d'exploitation agricole, 2010

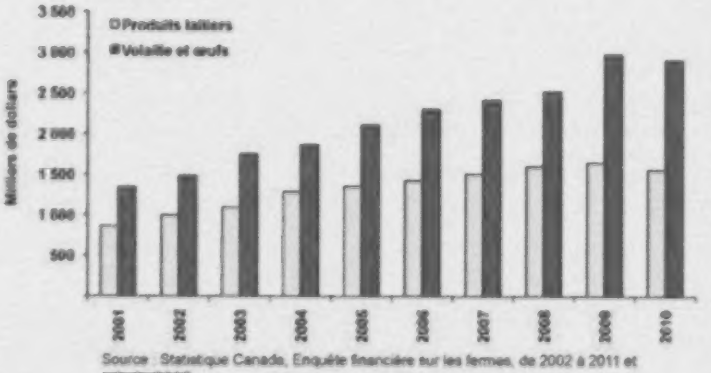


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2010 et calculs d'AAC.
Note : Les données incluent les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

La valeur des quotas a augmenté de façon constante au cours des dix dernières années jusqu'en 2010 où elle a diminué.

En 2010, les fermes laitières ont déclaré détenir des quotas d'une valeur moyenne de 1,6 million de dollars, et les fermes avicoles, des quotas d'une valeur avoisinant les 2,9 million de dollars. Les quotas laitiers et avicoles représentaient 43 % et 53 % respectivement du total des éléments d'actif d'une exploitation. Au Canada, des quotas sont requis pour la production laitière, avicole et ovocole.

Graphique C4.28
Valeur moyenne des quotas des exploitations agricoles sous la gestion de l'offre, 2001-2010



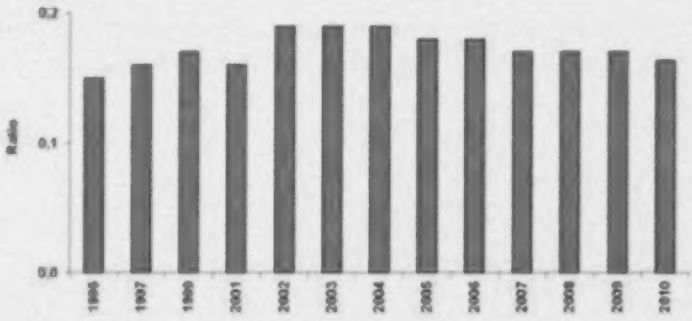
Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, de 2002 à 2011 et calculs d'AAC.
Note : Les données incluent les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Le ratio d'endettement rend compte, dans une certaine mesure, du risque financier auquel sont exposées les exploitations agricoles, et de la valeur des actifs agricoles qui ont été financés par des emprunts

Au cours des dernières années, le ratio d'endettement a diminué légèrement par rapport aux niveaux enregistrés de 2002 à 2004.

Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, ce qui contribue à la réduction du service de la dette.

Graphique C4.29
Ratio d'endettement* de l'ensemble des exploitations agricoles, 1995-2010

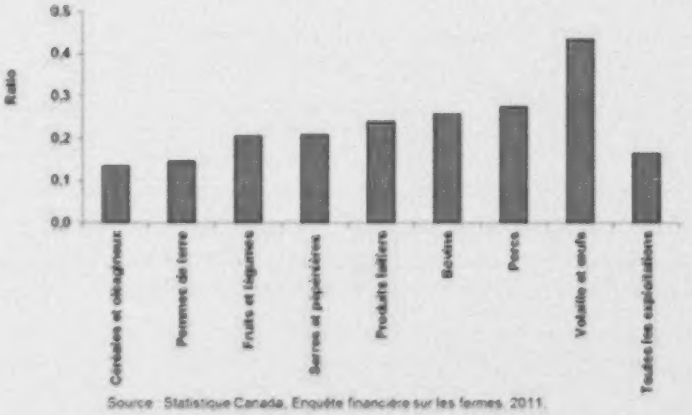


Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, de 1996 à 2011 et calculs d'AAC.
Note : Les données incluent les exploitations agricoles dont le revenu brut est de 10 000 $ ou plus.

Le ratio d'endettement varie selon le type d'exploitation agricole.

En 2010, les exploitations de céréales et d'oléagineux ont affiché le ratio d'endettement le plus faible (13 %), et les exploitations d'élevage porcin, le ratio le plus élevé (43 %). Ceci témoigne de la dette considérable que les exploitations d'élevage porcin ont accumulée au cours de la période d'expansion vécue par ce secteur depuis le début des années 2000. Plus récemment, la hausse de la valeur des terres ont contribué à l'augmentation de la valeur des actifs des exploitations de céréales et d'oléagineux.

Graphique C4.30
Ratio d'endettement selon le type d'exploitation agricole, 2010



Source : Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2011.

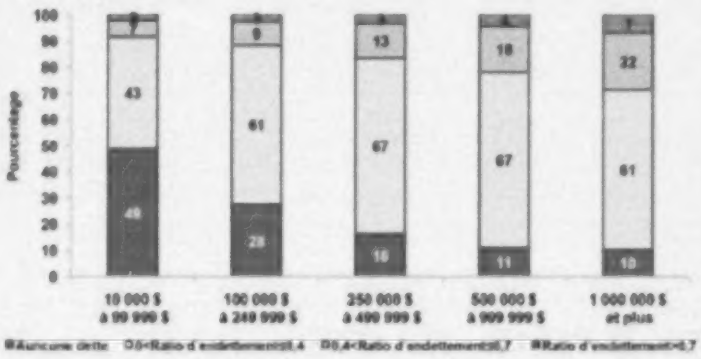
Lorsque la taille de l'exploitation est prise en considération, les grandes exploitations ont tendance à être plus endettées que les petites exploitations

Le ratio d'endettement tend à augmenter avec la taille des exploitations.

Les exploitations agricoles sont fortement endettées lorsqu'elles atteignent un ratio d'endettement supérieur à 70 %. La proportion de fermes qui présentent un ratio d'endettement plus élevé est plus importante parmi les grandes exploitations que les petites exploitations.

La proportion de fermes qui n'ont aucune dette est plus importante parmi les petites exploitations (dont le revenu se situe entre 10 000 $ et 99 999 $) que les grandes exploitations (dont le revenu est de 1 million de dollars et plus), soit 49% des petites exploitations contre 10% des grandes exploitations. Seulement 2 % des petites exploitations étaient fortement endettées (avec un ratio d'endettement supérieur à 70 %). Du côté des grandes exploitations, 7 % d'entre elles présentaient un taux d'endettement supérieur à 70%.

Graphique C4.31
Répartition des exploitations selon le ratio d'endettement et la catégorie de revenu,
2010



Source Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2011.

SECTION C5

Intrants de l'agriculture primaire

Introduction :

Les fournisseurs d'intrants et de services, qu'il s'agisse de sociétés multinationales, de courtiers en marchandises ou de petites entreprises locales, jouent un rôle majeur dans le système agricole et agroalimentaire canadien. Les hausses des coûts de l'énergie et la demande accrue de produits agricoles ont contribué à une majoration des prix des intrants à l'échelle mondiale, ce qui a eu des répercussions importantes sur les dépenses d'exploitation. Pour réduire celles-ci, bon nombre de producteurs achètent leurs intrants par l'intermédiaire de coopératives ou pendant la saison morte, ou encore adoptent des pratiques écoénergétiques.

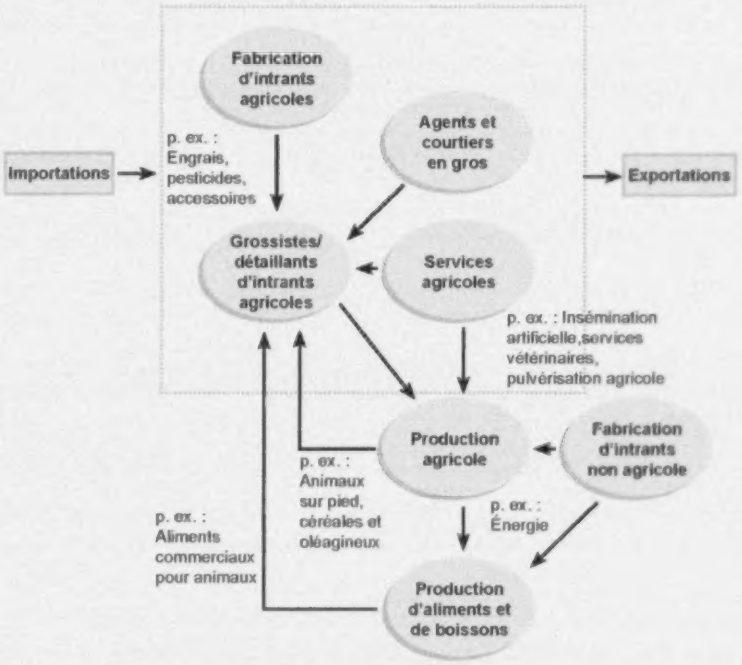
Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment une chaîne de valeur complète au sein du système agricole et agroalimentaire. Ils comprennent les fabricants d'intrants, les fournisseurs de services ainsi que les détaillants et les grossistes.

Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire et font office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex., aliments préparés pour animaux achetés aux minoteries de céréales et d'oléagineux ou veaux d'engraissement achetés aux exploitations de naissage).

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles forment un groupe hétérogène composé notamment de sociétés multinationales qui fabriquent de la machinerie et du matériel agricoles, de petites entreprises locales qui vendent des aliments pour animaux et des pesticides, de courtiers internationaux en marchandises et de petits fournisseurs de proximité qui réalisent des travaux sur commande.

Graphique C5.1
Chaîne de valeur des fournisseurs d'intrants et de services agricoles



Source: AAC.

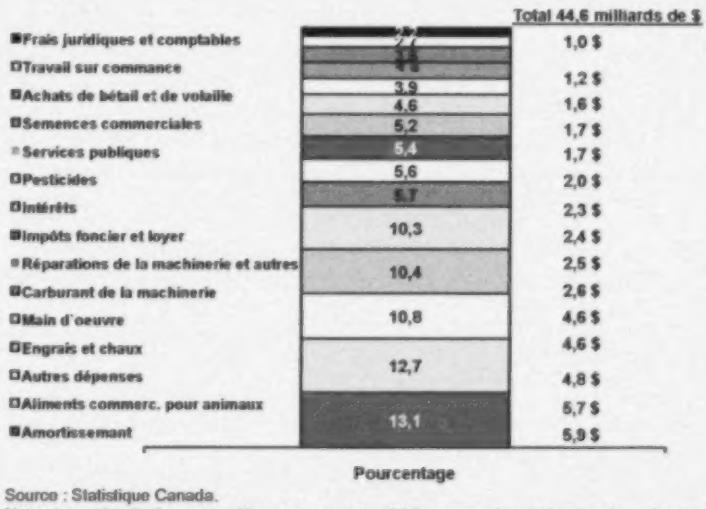
Les dépenses d'exploitation agricoles ont augmenté en 2011 en raison d'une augmentation des prix du carburant, des engrais, des aliments pour animaux et des semences

En 2011, les dépenses nettes d'exploitation agricole et les frais d'amortissement totalisaient 44,6 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,3 % par rapport à 2010.

Les frais d'amortissement étaient la principale dépense des agriculteurs en 2011(5,9 milliards de dollars), suivis des aliments commerciaux pour animaux (5,7 milliards de dollars), des autres dépenses (4,8 milliards de dollars), des engrais et de la chaux et de la main-d'oeuvre salariée (4,6 milliards de dollars pour chacun).

Comme les exploitations agricoles nécessitent des investissements de plus en plus importants, l'amortissement demeure un élément de dépense non négligeable.

Graphique C5.2
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2011



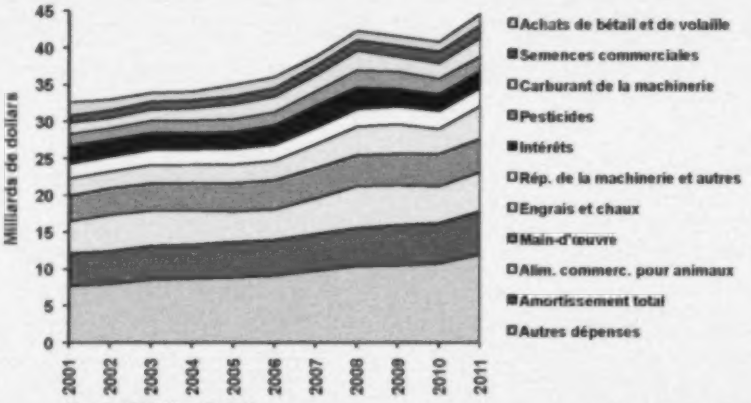
Source : Statistique Canada.
Note : La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.
Les données de 2011 sont préliminaires.

Les dépenses d'exploitation agricole ont repris leur tendance à la hausse en 2011 après avoir chuté en 2009 et 2010

Les coûts d'exploitation globaux des producteurs ont grimpé de 9,3 % entre 2010 et 2011.

L'engrais et la chaux est l'élément de dépense qui a augmenté le plus, passant à 31,7 % pendant cette période, suivie du carburant pour les machines à 21,0 % et de l'achat de bétail et de volaille à 17,3 %.

Graphique C5.3
Dépenses nettes d'exploitation agricole et frais d'amortissement, 2001 à 2011



Source : Statistique Canada.
Note : La catégorie des autres dépenses correspond à la somme des catégories de moins grande valeur, par exemple : réparations de bâtiments et de clôtures, irrigation, cordes, fils métalliques et contenants, assurance-récolte et assurance-grêle, frais d'insémination artificielle et vétérinaires, assurance-entreprise et primes de stabilisation.
Les données de 2011 sont préliminaires.

Les dépenses ont été plus élevées en 2011 en raison de la hausse des prix des principaux intrants agricoles

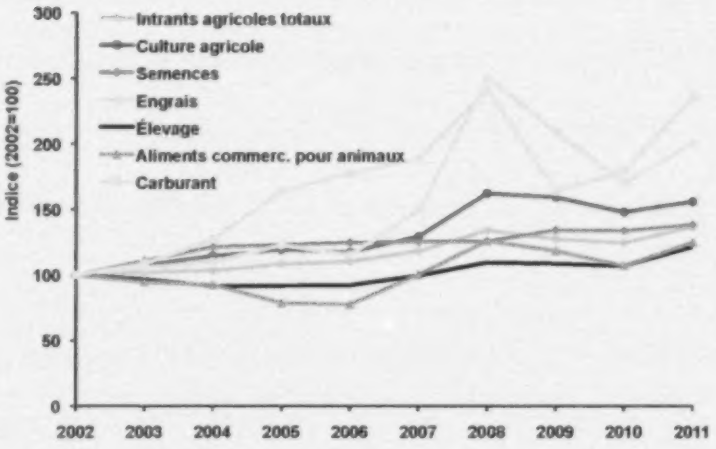
Au cours de la dernière année, le prix des intrants de la culture a augmenté plus rapidement que celui des intrants de l'élevage et a fait grimper l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture.

La grande dépendance des cultures à l'égard des intrants énergétiques, comme le carburant de la machinerie et l'engrais, est la principale cause de la croissance rapide du prix de leurs intrants.

Le prix de l'engrais a considérablement augmenté en 2011, après avoir diminué en 2009 et 2010. Cependant, ils restent encore inférieurs aux niveaux élevés enregistrés en 2008.

La hausse des prix des céréales et des oléagineux a fait grimper les prix des aliments commerciaux pour animaux utilisés par les fermes d'élevage en 2011, suite à une diminution des prix des aliments pour animaux en 2009 et 2010.

Graphique C5.4
Indice des prix des entrées dans l'agriculture, 2002-2011



Source : Statistique Canada.

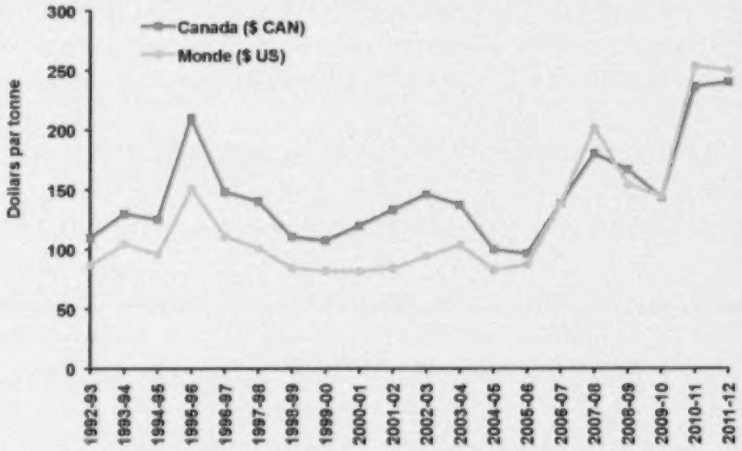
La hausse des prix des céréales fourragères canadiennes et veaux d'engraissement en 2011-12 ont continué à maintenir la pression à la hausse sur les coûts

Les prix canadiens et mondiaux des céréales fourragères se sont modéré en 2011-12, après avoir atteint des niveaux record en 2010-11 tout en conservant des coûts d'alimentation pour animaux élevés pour les producteurs de bétail

Les prix mondiaux des céréales fourragères ont augmenté en 2010-11 de façon considérable et atteint un niveau record principalement en raison de la forte demande mondiale ainsi que de la baisse de la production et des stocks de céréales et d'oléagineux qu'ont occasionnée des conditions climatiques défavorables. Les céréales fourragères comprennent le maïs, le soja et l'orge.

Au Canada, les prix des céréales fourragères ont été atténués par la vigueur du dollar canadien, ce qui a permis de compenser ces prix mondiaux plus élevés.

Graphique C5.5
Prix canadiens et mondiaux des céréales fourragères, 1992-93 à 2011-12



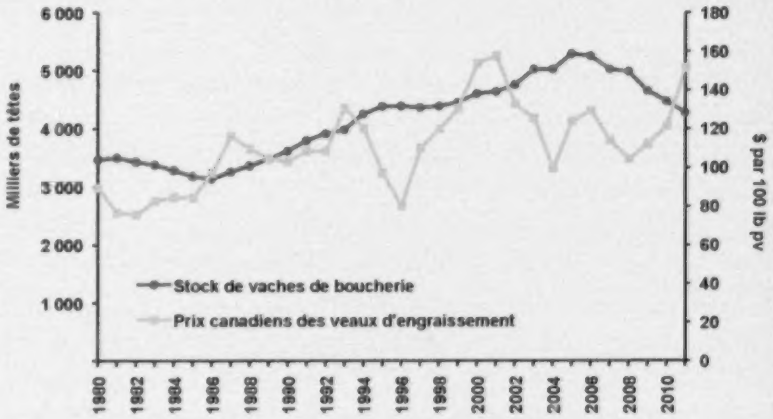
Source : Élévateur à grains Chatham et Chicago Board of Trade.
Note : Moyenne cumulative pour la campagne agricole de 2011-12.

Le prix des veaux d'engraissement canadiens a également augmenté de façon spectaculaire récemment alors que les stocks de bétail ont fortement chuté.

Les prix des veaux d'engraissements rapprochent des niveaux records de 2000 et 2001. Depuis ce temps, l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) en 2003 et l'étiquetage indiquant le pays d'origine (EPO) en 2008 avaient exercé une pression à la baisse sur les prix de veaux d'engraissement. Au même moment les exportations canadiennes étaient limitées et l'offre intérieure augmentait.

Plus récemment, la sécheresse et la récession économique mondiale en 2009 ont ralenti la période de liquidation des troupeaux, augmentant l'inventaire diminuant les prix. Cependant, les stocks de bétail ont été épuisés et les prix ont fortement augmenté en 2011.

Graphique C5.6
Prix canadiens des veaux d'engraissement et stock de vaches de boucherie, 1980-2011



Source : Statistique Canada, Canfax et calculs d'AAC.

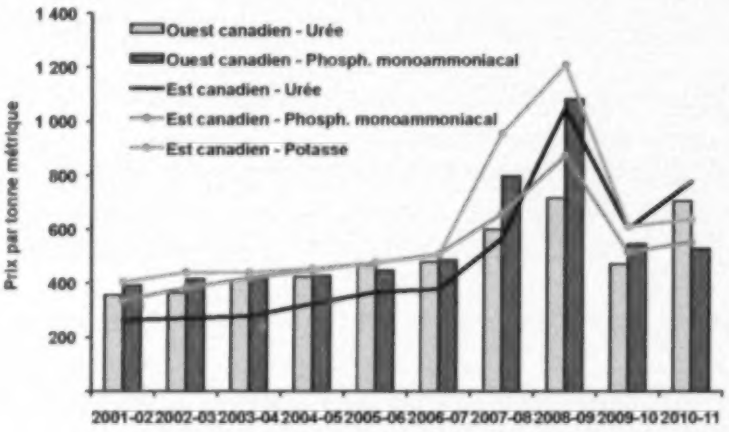
Après avoir atteint un sommet en 2008-09, les prix des engrais connaissent une certaine pression à la hausse en 2011

Le prix élevé de l'énergie et un secteur fort de cultures contribuent à des prix plus élevés des engrais.

Les prix de l'urée et du phosphate monoammoniacal ont rebondi en 2010-11, aussi bien dans l'Est que dans l'Ouest canadien, pour atteindre des niveaux bien inférieurs au sommet de 2008-2009.

Les prix de la potasse observés dans l'Est canadien ont légèrement augmenté en 2010-11 suite à une forte baisse en 2009-10, mais demeuraient bien supérieurs à ceux d'avant la hausse rapide enregistrée en 2007-2008.

Graphique C5.7
Prix des engrais par région et par année de fertilisation (de juillet à juin), 2001-02 à 2010-11



Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture, AAC et Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS).
Les données de 2011 sont préliminaires.

Historiquement, les prix des engrais suivent de près l'évolution des prix du gaz naturel, mais cette relation a changé récemment.

En 2011, les prix de l'ammoniac anhydre en Alberta ont augmenté, en raison de la demande accrue des producteurs de grandes cultures face à la hausse des prix des céréales et des oléagineux.

Cela s'est produit malgré le fait que les prix du gaz naturel étaient au plus bas niveau en près d'une décennie en 2011 à la suite de nouvelles technologies d'extraction à faible coût des schistes et d'une augmentation de l'offre.

Graphique C5.8
Prix de l'ammoniac anhydre et du gaz naturel, 1993-2011

Source : Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS) et United States Energy Information Administration.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

Le carburant a récemment augmenté pour les producteurs primaires, après avoir fortement diminué en 2009

Les dépenses agricoles associées au carburant de la machinerie, lesquelles sont arrimées aux prix de l'essence et du diesel qui étaient en hausse en 2011, ont augmenté de 2,6 milliards de dollars en 2011. Les prix des carburants sont tout de même demeurés inférieurs au sommet observé en 2008.

Graphique C5.9
Prix des carburants et dépenses des exploitations agricoles, 1993-2011

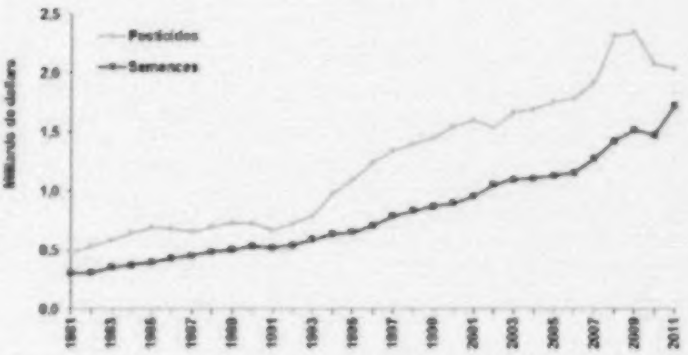
Source : Statistique Canada
Note : Les prix de l'essence et du diesel sont ceux observés en Ontario.
Les données de 2011 sont préliminaires.

Les dépenses en semences ont dépassé les 1,5 milliards de dollars en 2011 au Canada, tandis que le coût des pesticides a continué de baisser.

Les coûts reliés aux pesticides ont baissé en raison d'une forte baisse des prix et d'une utilisation stable de pesticide, alors que les coûts des semences ont augmenté suite aux prix plus élevés des cultures.

L'utilisation accrue de fongicides pour végétaux pour lutter contre la fusariose de l'épi du blé au début et au milieu des années 1990 et 2000 a contribué à cette tendance à la hausse des prix des pesticides.

Graphique C5.10
Dépenses d'exploitation agricole en pesticides et en semences, 1981-2011



Source : Statistique Canada.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

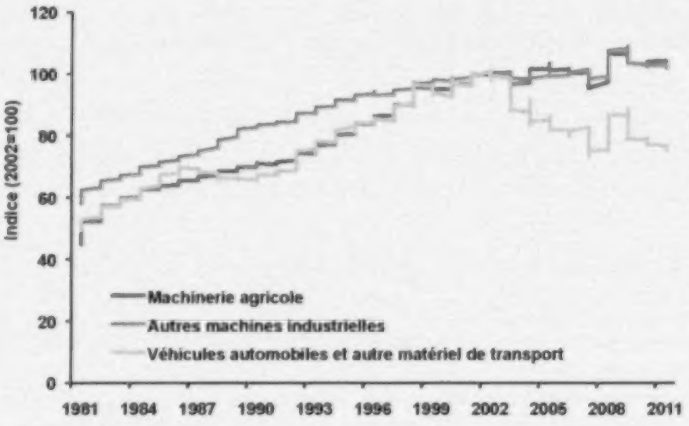
La machinerie agricole intervient grandement dans les dépenses des producteurs agricoles et conduit à d'autres coûts tels que les réparations et l'amortissement

La machinerie agricole constitue une dépense en capital qui n'est pas forcément faite tous les ans; elle représente, tout de même, une part importante des dépenses des agriculteurs parce qu'elle occasionne d'autres dépenses, comme les coûts d'intérêts, les réparations et l'amortissement.

Après avoir stagné de 2000 à 2008, les prix de la machinerie agricole ont progressé d'environ 4 % depuis le milieu de 2009 et ont depuis modéré.

Les prix des autres machines industrielles ont suivi de près ceux de la machinerie agricole. Toutefois, les prix des véhicules automobiles et des autres matériels de transport reculent depuis les dix dernières années en raison de la récente récession et une baisse de la demande.

Graphique C5.11
Indice des prix des produits industriels de la machinerie agricole, d'autres machines industrielles et des véhicules automobiles, 1981-2011



Source: Statistique Canada.

Avec l'augmentation de la valeur des terres agricoles, de plus en plus d'agriculteurs louent les terres, ce qui s'ajoute à leurs dépenses

La valeur des terres agricoles ont augmenté régulièrement au cours des années 1990 et 2000.

Alors que les loyers des terrains loués au comptant et la valeur des terres agricoles ont affiché une tendance à la hausse similaire, les loyers de métayage ont diminué en raison de la baisse des prix des cultures d'actions.

Graphique C5.12
Valeur de l'ensemble des loyers et des terres agricoles, 1971-2010

Source : Statistique Canada et calculs d'AAC.

Note(s) :
Les propriétaires fonciers louent généralement leurs terres aux agriculteurs selon des ententes de loyer de terrains loués au comptant ou de loyer de métayage. Dans le cadre des ententes de loyer de terrains loués au comptant, qui portent généralement sur plusieurs années, le locataire est généralement tenu d'adopter de bonnes pratiques de gestion des terres en luttant contre les organismes nuisibles, mais le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

Dans le cadre d'une entente de louage ou de métayage, le propriétaire et l'agriculteur partagent les coûts des intrants et la production de l'exploitation dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties et de la production. Dans cette situation, le propriétaire assume un plus gros risque de perte au cours des années où la production est à la baisse, mais il court la chance d'obtenir un loyer élevé au cours des années où la production est supérieure à la moyenne.

Les coûts de transport, qui réduisent les prix que les agriculteurs obtiennent pour leurs produits, ont augmenté dans l'Ouest canadien

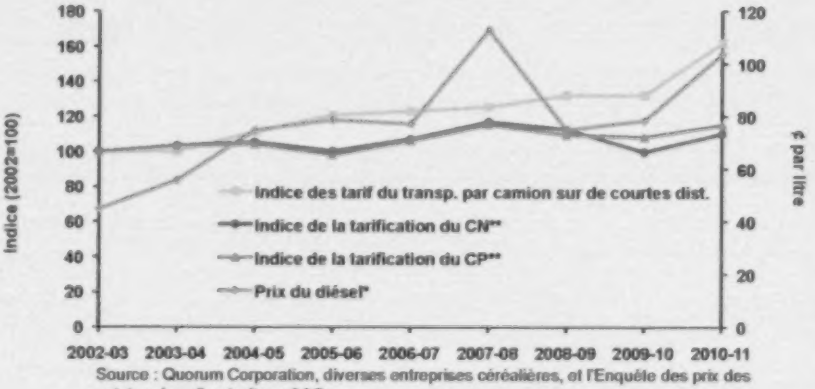
Les coûts de transport des céréales ont augmenté au cours des dernières années dans l'Ouest canadien, les tarifs du camionnage sur de courtes distances ayant affiché la plus forte croissance.

En 2011, les tarifs du camionnage sur de courtes distances ont fortement augmenté malgré une légère augmentation du prix du diesel.

Avant 2011, la forte demande de transport de céréales de 2008 à 2010 a eu pour effet de compenser la baisse des prix du carburant et de stabiliser les tarifs de camionnage pour cette période.

Les tarifs du transport ferroviaire, indirectement assujetti au plafond des revenus fixé par Transports Canada, n'ont pas augmenté au même rythme que ceux du camionnage, moins réglementé.

Graphique C5.13
Indice des tarifs du transport routier et ferroviaire dans l'Ouest canadien, 2002-03 à 2010-11



Source : Quorum Corporation, diverses entreprises céréalières, et l'Enquête des prix des entrées dans l'agriculture, AAC.
Note : *Prix du Manitoba.
**La tarification du CN désigne les tarifs de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), et la tarification du CP désigne les tarifs du Chemin de fer Canadien Pacifique (CP).

Note(s) :
Le regroupement dans l'industrie de la manutention des grains qui a débuté au milieu des années 1990 avec l'abrogation de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* et, du coup, de l'élimination d'une importante subvention, ce qui a mené à la diminution du nombre de silos à grains dans l'Ouest canadien. Les compagnies de chemins de fer ont réagi en abandonnant ou en vendant une partie des voies ferrées, ce qui a eu pour effet d'allonger les distances du transport des grains pour les agriculteurs. Ce regroupement dans la manutention et le transport du grain a donné naissance à l'industrie du camionnage de courte distance, qui est venue combler un manque créé par la fermeture de silos et l'abandon de voies ferrées.

SECTION D

L'État et le système agricole et agroalimentaire

SECTION D1

Dépenses publiques

Introduction :

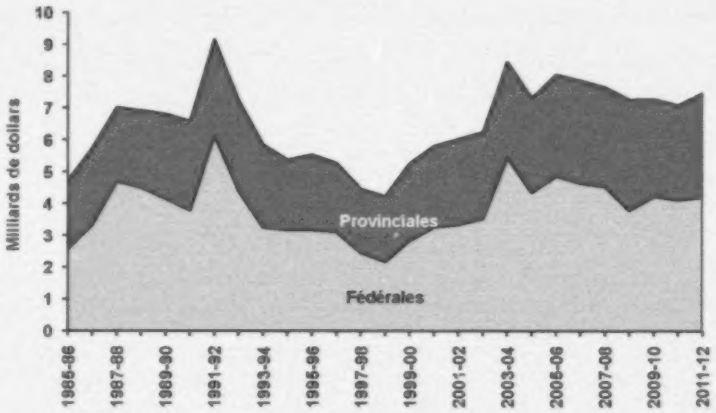
Les dépenses publiques (fédérales et provinciales) à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire devraient de nouveau augmenter en 2011-2012. En pourcentage du PIB du secteur, elles devraient s'élever à 26,7 %, en hausse par rapport à 2010-2011. Les paiements de programme continuent de constituer la portion la plus importante des dépenses publiques dans le secteur. Il y a également de l'aide au secteur sous forme de recherche, d'inspection, développement rural et des marchés et de subventions environnementales.

Les dépenses publiques à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire ont augmenté depuis la fin des années 1990, mais se sont stabilisées dans les dernières années

Le gouvernement fédéral et les provinces aident énormément le secteur agricole et agroalimentaire. Le gouvernement fédéral a d'ailleurs contribué à hauteur de 58,7 % au soutien total pendant toute la période.

Le soutien public accordé au secteur agricole et agroalimentaire devrait s'établir à 7,5 milliards de dollars pour l'exercice 2011-2012. Il s'agit d'une hausse légère par rapport à l'exercice précédent; tant l'aide fédérale que l'aide provinciale ont augmenté.

Graphique D1.1
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire,
1985-86 à 2011-12

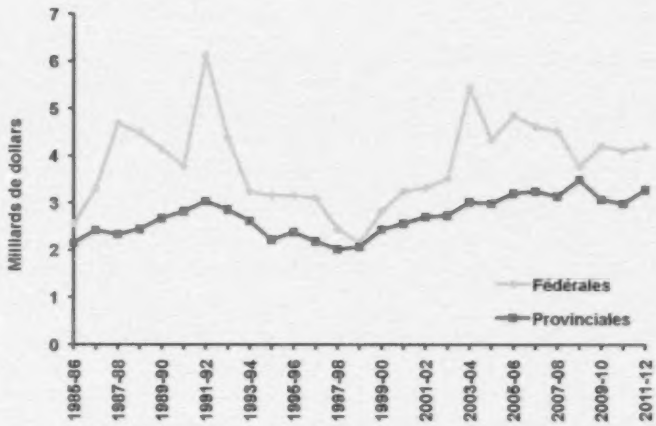


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

Les dépenses publiques fédérales et provinciales se sont accrues au fil du temps, celles du gouvernement fédéral ayant varié beaucoup plus en raison de crises particulières, comme celle de l'ESB, survenue en 2003, épidémies de maladies et des inondations ou sécheresses.

Les dépenses publiques fédérales ont atteint un sommet en 1991-1992 lorsque le Compte de stabilisation du revenu net et le Régime d'assurance-revenu brut ont été instaurés. Le gouvernement fédéral a également facilité la transition des agriculteurs à ces deux nouveaux programmes grâce à des programmes de soutien ponctuels. Les dépenses ont également culminé en 2003-2004 lors de la crise de l'ESB. Lors des trois dernières années, les dépenses fédérales ont été relativement stables avec environ 4 milliards de dollars.

Graphique D1.2
Dépenses publiques fédérales et provinciales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire,
1985-86 à 2011-12

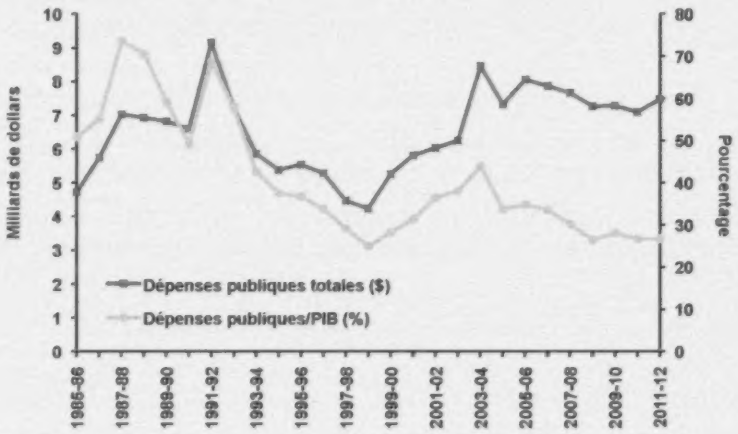


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

L'aide gouvernementale de 2011-2012 est estimé de diminué de 26.7 % du PIB agricole.

Pendant les années 1990, les dépenses publiques ont fléchi autant en valeur qu'en pourcentage du PIB du secteur, mais elles ont crû de 1999-2000 à 2003-2004 en raison de programmes répondant à la crise de l'ESB. Par la suite, les dépenses publiques ont suivi une légère tendance à la baisse.

Graphique D1.3
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB, 1985-86 à 2011-12

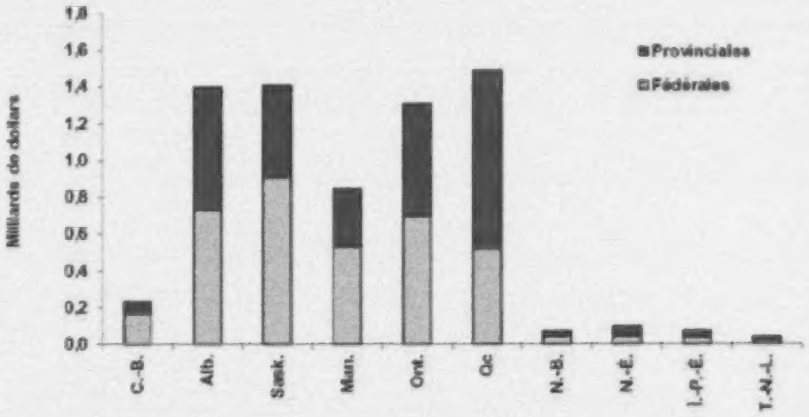


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

Le gouvernement fédéral devrait contribuer pour plus de la moitié au soutien total dans bon nombre des provinces au cours de l'exercice 2011-2012.

Toutefois, les gouvernements provinciaux du Québec, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve-et-Labrador devraient contribuer pour la majorité du soutien total accordé au secteur en raison de leurs programmes particuliers qui répondent à leurs besoins régionaux respectifs. Les dépenses fédérales ont représenté une proportion plus importante des dépenses gouvernementales totales en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba et au Nouveau-Brunswick.

Graphique D1.4
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire par province, 2011-12

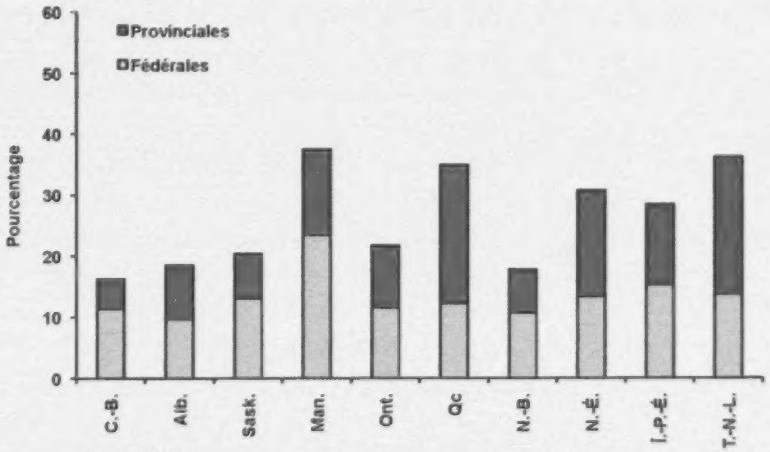


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

En 2011-2012, les dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire se sont élevées en moyenne à 27 % du PIB du secteur à l'échelle nationale, mais cette part fluctue d'une province à une autre.

L'aide exprimée en pourcentage du PIB du secteur, qui sera accordée par l'État au secteur agricole et agroalimentaire, devrait être supérieure à la moyenne au Manitoba, au Québec, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador, tandis qu'elle sera inférieure à la moyenne en Colombie-Britannique, en Alberta, en Saskatchewan, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.

Graphique D1.5
Dépenses publiques totales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire en valeur et en pourcentage du PIB par province, 2011-12

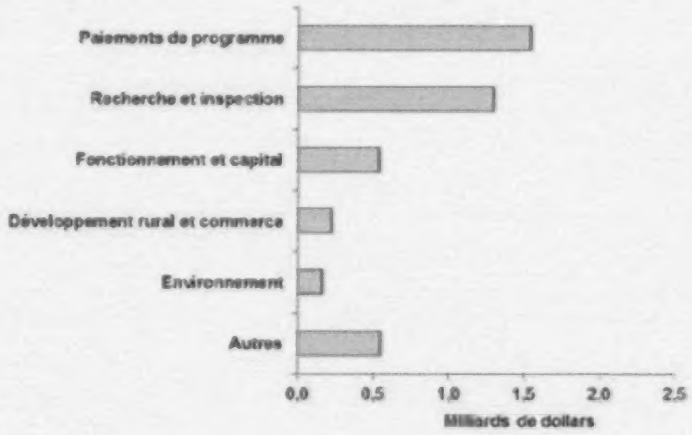


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

Suivant la tendance des dernières années, les paiements de programme de l'exercice 2011-12 devraient constituer la principale contribution du gouvernement fédéral à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire au Canada.

Les paiements de programme, qui sont attribuables aux programmes de gestion du risque, sont estimés à 36 % du total des dépenses fédérales dans le secteur dans l'exercice 2011-12. La recherche et l'inspection représentent le deuxième poste en importance des dépenses de l'État, estimés à 30 % du total en 2011-2012.

Graphique D1.6
Aide gouvernementale fédérale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2011-12

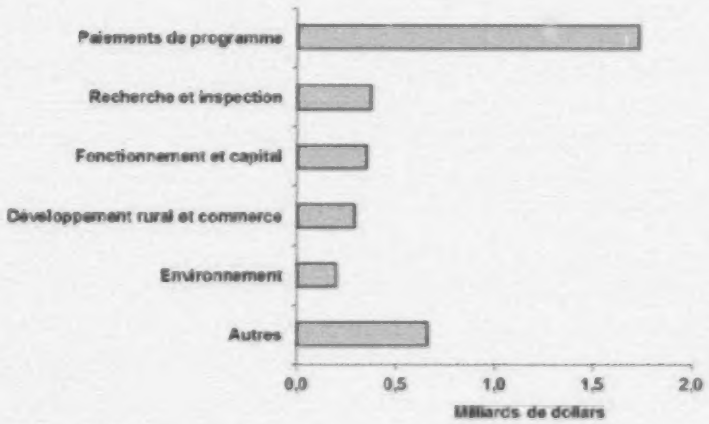


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

À l'échelle provinciale, les paiements de programme constituent également les dépenses gouvernementales les plus importantes dans le secteur agricole et agroalimentaire.

Les paiements de programme sont estimés à 48 % du total des dépenses provinciales dans le secteur agricole et agroalimentaire. La catégorie de recherche et d'inspection représentera seulement 10 % du soutien total à l'échelle provinciale, comparativement à 30 % à l'échelle fédérale.

Graphique D1.7
Aide gouvernementale provinciale accordée au secteur agricole et agroalimentaire par catégorie principale, 2011-12

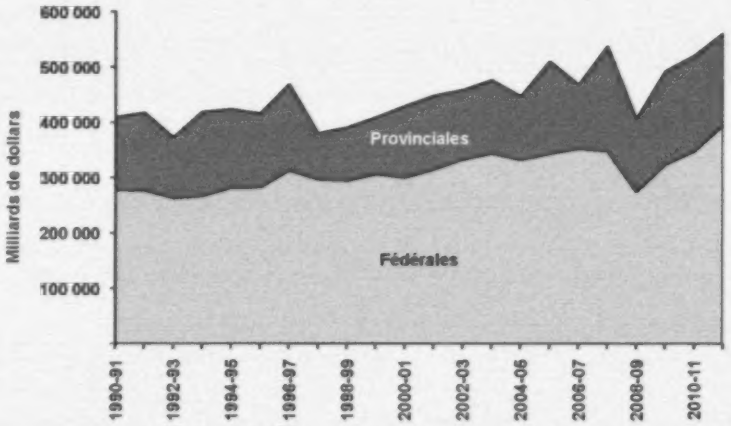


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

Les dépenses publiques totales consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire suivent une tendance à la hausse depuis les dix dernières années et devraient culminer à 561 millions de dollars au cours de l'exercice 2011-2012.

Au Canada, les fonds publics consacrés à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire sont principalement d'origine fédérale. En moyenne, 70 % des dépenses publiques en recherche ont été assumées par le gouvernement fédéral au cours des dix dernières années (de 2001-2002 à 2011-2012), et les 30 % qui restent, par les provinces.

Graphique D1.8
Dépenses publiques consacrées à la recherche dans le secteur agricole et agroalimentaire, 1990-91 à 2011-12

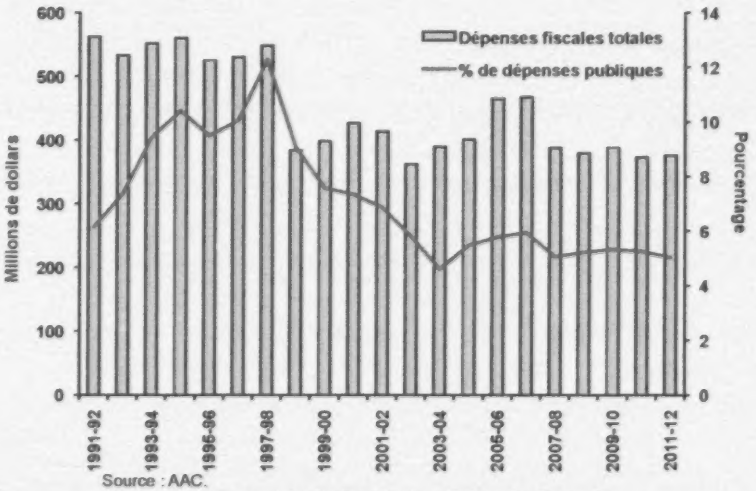


Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations.

Les manques à gagner en recettes fiscales (dépenses fiscales) constituent, avec les exemptions fiscales et les remboursements de taxes, une source du soutien public au secteur agricole et agroalimentaire. Entre 1991-1992 et 2011-2012, les dépenses fiscales de soutien aux agriculteurs ont représenté en moyenne 7,1 % du soutien gouvernemental total et sont restées stables depuis 2007-2008.

Les exemptions fiscales et les remboursements de taxes provinciales accordés à l'agriculture primaire devraient se relever à presque 376 millions de dollars au cours de l'exercice 2011-2012. Malgré cette hausse, la part des dépenses fiscales dans les dépenses publiques a glissé à un peu moins de 5 %.

Chart D1.9
Aide gouvernementale accordée aux producteurs agricoles sous forme de remboursements de taxes et d'exemptions, 1991-92 à 2011-12



Source : AAC.
Note : Les chiffres se rapportant à 2011-12 sont des estimations

SECTION D2

Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger

Introduction :

La politique agricole au Canada et ailleurs a évolué au fil des ans. Les changements apportés n'ont pas seulement consisté à diminuer le soutien, mais aussi à en modifier le type. Certains pays ont procédé à d'importantes réformes de leur politique agricole. Ces changements stratégiques sont présentés ici selon les indicateurs de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

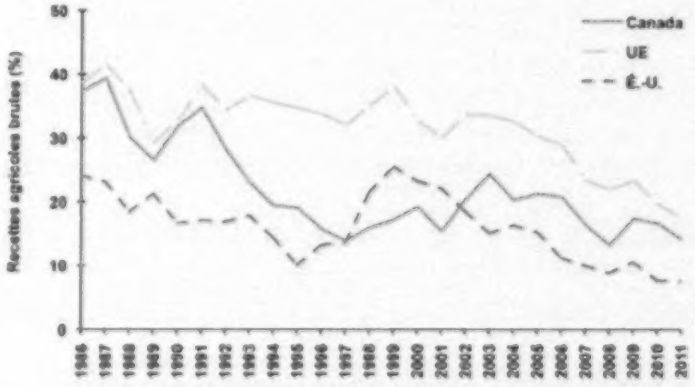
Au cours des dernières années, selon l'estimation du soutien aux producteurs (ESP), le soutien aux producteurs du Canada a chuté, particulièrement sur le plan des transferts budgétaires. L'ESP a toutefois surpassé le soutien aux producteurs accordé par les États-Unis, mais demeure inférieur à celui de l'UE

En 2011, l'ESP au Canada correspondait à 14,2 % des recettes agricoles brutes comparativement à 17,5 % dans l'Union européenne et à 7,6 % aux États-Unis.

Le soutien accordé aux producteurs du Canada était de 14,2 % en 2011. Ceci correspond à une diminution par rapport à 2010 à 16,7 %. Cette diminution tient principalement à une augmentation des recettes agricoles, d'une part, et à une diminution du soutien des prix du marché (SPM), d'autre part résultant de prix mondiaux élevés des produits laitiers.

Le Canada soutient toujours davantage ses producteurs que les États-Unis, mais moins que l'Union européenne.

Graphique D2.1
ESP, certains pays,
1986-2011



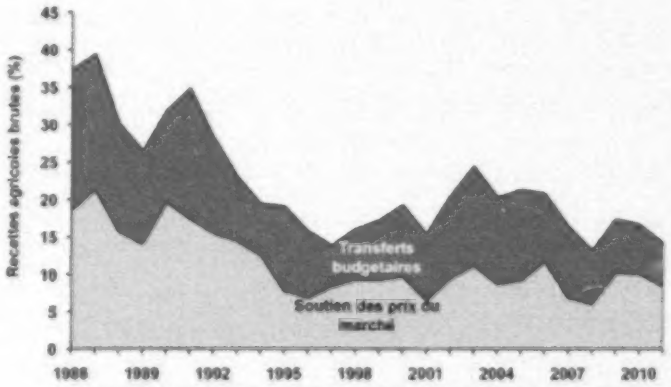
Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

En 2011, 59,2 % de l'ensemble du soutien accordé aux producteurs canadiens sont attribuables au SPM comparativement à une moyenne de 52,0 % de 1986 à 2011.

Au Canada, tant le SPM que les transferts budgétaires, exprimés en tant que pourcentage du revenu agricole brut, ont diminué de 1986 à 2011. Les parts de ces deux types de soutien ont variés entre 40,5 % à 60,1 % du support total pendant la même période.

Au Canada, le lait est le produit auquel on accorde toujours le plus de SPM. Malgré que cette tendance soit resté la même, il y a eu une diminution considérable de SPM pour le lait en 2011 en comparaison à 2010, passant de 71,4 % à 62,5 % du total des SPM. À l'inverse, lors de la même période, le SPM pour la volaille a connu une augmentation significative, passant de 8,0 % à 19,0 % du total des MPS.

Graphique D2.2
Composition du soutien aux producteurs, Canada,
1986-2011



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

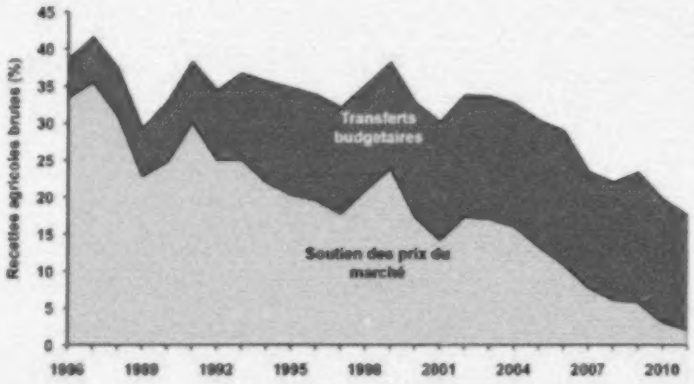
Note(s) :
L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) est un indicateur qui mesure le soutien accordé aux producteurs, y compris le soutien budgétaire (types de dépenses publiques) et le soutien des prix du marché (SPM) (mesures frontalières) accordés implicitement aux producteurs.

En 2011, 88,2 % de l'ensemble du soutien aux producteurs de l'Union européenne des 27 a été accordé sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 41,6 % pour la période de 1986 à 2011.

En Union européenne, en pourcentage des recettes agricoles brutes, le SPM a diminué considérablement de 1986 à 2011, tandis que les transferts budgétaires se sont beaucoup accrus en pourcentage du total. En 1986, 86,6 % du soutien total aux producteurs était sous forme de SPM, comparativement à 11,8 % en 2011.

L'Union européenne a modifié la façon dont le soutien est accordé aux producteurs agricoles à travers d'importantes réformes de la Politique Agricole Commune (PAC) (réforme MacSharry, Agenda 2000 et révision à moyen terme), qui ont diminué les prix d'intervention tout en augmentant les paiements directs aux producteurs.

Graphique D2.3
Composition du soutien aux producteurs, Union européenne, 1986-2011

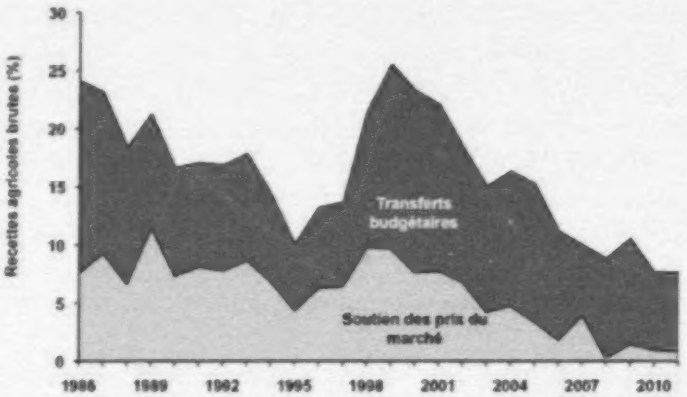


En 2011, 88,4 % du soutien total accordé aux producteurs aux Etats-Unis était sous forme de transferts budgétaires, comparativement à une moyenne de 63,3 % de 1986 à 2011.

Aux États-Unis, tant le SPM que les transferts budgétaires, en pourcentage des recettes agricoles brutes, ont baissé considérablement de 1986 à 2011. Par contre, la part des SPM en pourcentage du soutien total a diminué beaucoup plus que les transferts budgétaires.

Le lait est le produit auquel les États-Unis ont toujours accordé le plus de SPM, sauf en 2008, l'année où le SPM a chuté, mais a subi une diminution significative dans la dernière décennie.

Graphique D2.4
Composition du soutien aux producteurs, Etats-Unis, 1986-2011



Source : OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture, Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : Base de données.
Note : Les données de 2011 sont préliminaires.

GLOSSAIRE

LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

Secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire
Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire englobe toutes les industries dont l'activité principale consiste essentiellement à fabriquer des produits alimentaires et agricoles. Il inclut l'agriculture primaire et la transformation des aliments, des boissons et du tabac (ABT).

Système agricole et agroalimentaire canadien
Le système de l'agriculture et de l'agroalimentaire du Canada est une chaîne de valeur formée d'industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il regroupe les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des aliments, des boissons et du tabac, les détaillants et grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

À moins d'indication contraire, les composantes du système agricole et agroalimentaire sont définies en fonction du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une liste détaillée des industries constituant chaque segment du système figure ci-après.

Fournisseurs d'intrants et de services agricoles
Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

Au niveau des quatre chiffres
1151 Activités de soutien aux cultures agricoles
1152 Activités de soutien à l'élevage
3253 Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171 Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183 Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

Au niveau des cinq chiffres
33311 Fabrication de machines agricoles

Agriculture primaire
L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Sous-secteurs (codes à trois chiffres)
111 Cultures agricoles
112 Élevage d'animaux

Au niveau des quatre chiffres
1111 Culture de plantes oléagineuses et de céréales
1112 Culture de légumes et de melons
1113 Culture de fruits et de noix

1114 Culture en serre et en pépinière et floriculture
1119 Autres cultures agricoles
1121 Élevage de bovins
1122 Élevage de porcs
1123 Élevage de volailles et production d'oeufs
1124 Élevage de moutons et de chèvres
1125 Aquaculture
1129 Autres types d'élevage

Transformation des aliments et des boissons
La transformation des aliments et des boissons comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
311 Fabrication d'aliments
312 Fabrication de boissons et de produits du tabac

Au niveau des quatre chiffres
3111 Fabrication d'aliments pour animaux
3112 Mouture de céréales et de graines oléagineuses
3113 Fabrication de sucre et de confiseries
3114 Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires
3115 Fabrication de produits laitiers
3116 Fabrication de produits de viande
3117 Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer
3118 Boulangeries et fabrication de tortillas
3119 Fabrication d'autres aliments
3121 Fabrication de boissons
3122 Fabrication du tabac

Détaillants et grossistes en alimentation
Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
445 Magasins d'alimentation

Services alimentaires
Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

Au niveau des trois chiffres
722 Services alimentaires et débits de boissons

Au niveau des quatre chiffres
4542 Exploitants de distributeurs automatiques

CONSOMMATEURS

Consommation courante totale
Dépenses faites pour l'alimentation, le logement, l'entretien ménager, les articles et accessoires d'ameublement, l'habillement, le transport, les soins de santé, les soins personnels, les loisirs, le matériel de lecture, l'éducation, les produits du tabac et les boissons alcoolisées, les jeux de hasard, et un groupe d'articles divers.

Dépenses personnelles en biens et services de consommation
Dépenses des ménages en biens de consommation neufs et en services de consommation, et marges sur les biens usagés.

Classement des achats d'aliments

Aliments achetés au magasin
Les aliments achetés au magasin comprennent les aliments achetés dans les supermarchés, les magasins d'alimentation spécialisés (boucheries, magasins de produits frais, boulangeries, poissonneries, boutiques de mets fins, magasins d'aliments de santé, marchés ou étals, achats directs auprès des producteurs et des fournisseurs de produits surgelés, marchés et comptoirs de producteurs en plein air et tous les autres établissements sans service), les dépanneurs et les autres magasins (tout autre type de magasin qui vend des produits alimentaires, comme les grands magasins, les entrepôts-club, les pharmacies, etc.).

Aliments achetés au restaurant
Les aliments achetés au restaurant comprennent les aliments achetés dans les restaurants offrant le service aux tables, les restaurants à service rapide, les cafétérias et les autres points de vente (comptoirs-rafraîchissements, casse-croûte, machines distributrices, voitures à patates frites et traiteurs). On trouve généralement ces établissements dans les supermarchés, les cinémas, les expositions, les manifestations sportives, les parcs, etc.

Boissons alcoolisées
Ceci inclut les boissons alcoolisées achetées des magasins et des restaurants. Cette catégorie inclut aussi les dépenses sur l'équipement et les coûts associés à la bière fait à maison, vin ou liqueur. Les achats de boissons alcoolisées peuvent être sous-estimés.

DÉFINITIONS DU REVENU AGRICOLE

Déduction pour amortissement
La déduction pour amortissement correspond au montant déduit pour des biens amortissables aux fins fiscales.

Dépenses agricoles
Les dépenses agricoles sont des estimations des dépenses de fonctionnement d'une exploitation agricole et représentent les coûts encourus par les exploitants agricoles pour les biens et services utilisés pour produire les produits de base agricoles. Tous les renseignements sur les dépenses sont fournis sur la base d'une année civile. Si des rabais directs sont versés aux producteurs pour réduire le coût d'intrants en particulier, alors les estimations des dépenses nettes sont utilisées dans le calcul du revenu net, même si les dépenses brutes et nettes peuvent être affichées. Puisque l'objectif est de produire des estimations provinciales du revenu net, les flux d'une ferme à l'autre sont exclus des estimations. La province peut être considérée comme une seule grande ferme.

Dette en pourcentage de l'actif
La dette en pourcentage de l'actif au niveau d'une ferme correspond au passif divisé par l'actif total.

Loyer de métayage
Dans le cadre d'une entente de loyer en nature ou de métayage, le propriétaire et l'agriculteur partagent les coûts des intrants et la production de l'exploitation dans des proportions convenues par les deux parties. Le loyer est fonction des décisions d'exploitation prises par les deux parties ainsi que de la production. Dans cette situation, le propriétaire assume un plus gros risque de perte au cours des années où la production est à la baisse, mais il court la chance d'obtenir un loyer élevé au cours des années où la production est supérieure à la moyenne.

Loyer de terrains loués au comptant
Le loyer de terrains loués au comptant est généralement convenu en fonction du nombre d'acres dans le cadre d'une entente qui porte sur plusieurs années entre le propriétaire foncier et le producteur. Ce dernier doit habituellement adopter de bonnes pratiques de gestion des terres en luttant contre les organismes nuisibles, mais le loyer demeure le même, que la production soit bonne ou mauvaise.

Paiements directs
Les paiements directs incluent les montants payés aux termes de programmes agricoles gouvernementaux et de programmes agricoles financés par le secteur privé. Ces derniers sont des programmes d'assurance financés entièrement par les primes payées par les producteurs agricoles. Ne sont compris que les paiements directs qui se rapportent à la production agricole courante et qui sont versés directement aux personnes participant à celle-ci.

Ratio de la dette sur l'avoir propre
Le ratio se calcule en divisant le passif par l'avoir propre.

Ratio de marge bénéficiaire
Le ratio de marge bénéficiaire au niveau de l'industrie est calculé en divisant les bénéfices d'exploitation par les revenus d'exploitation. Le bénéfice d'exploitation représente les résultats nets des principales activités commerciales d'une entreprise. Il est calculé avant la prise en compte des frais d'intérêts, du revenu de placement, des pertes non

récurrentes découlant de la dépréciation d'éléments d'actif, du bénéfice réalisé ou des pertes subies lors de la cession d'éléments d'actif, ainsi que de la charge d'impôts. Ce ratio indique la capacité pour la direction de l'entreprise à réaliser un bénéfice à partir de ses activités principales.

Ratio du rendement des capitaux propres
Le ratio du rendement des capitaux propres à l'échelle du secteur est calculé en divisant le bénéfice après impôt par l'avoir total x 100. Ce ratio permet de mesurer le rendement obtenu par les propriétaires (investisseurs) et constitue une évaluation de leur rentabilité. Le bénéfice est calculé après impôts, déduction faite des frais d'intérêts (paiements aux prêteurs). Il s'agit du bénéfice net qui reste à la disposition des propriétaires (investisseurs). Le ratio indique combien de cents rapporte chaque dollar investi par les propriétaires.

Recettes du marché
Les recettes monétaires désignent les recettes monétaires tirées de la vente de produits agricoles, mais excluent les paiements de programme versés directement aux producteurs.

Recettes monétaires agricoles
Comprennent les revenus tirés de la vente de produits agricoles, les paiements versés par des organismes gouvernementaux en vertu des programmes ainsi que les paiements provenant des programmes privés d'assurance-récolte et d'assurance du bétail. Les recettes sont comptabilisées dans l'année civile (janvier à décembre) où l'argent est versé (méthode de comptabilité de caise) aux agriculteurs.

Rendement de l'actif
Le taux de rendement sur l'actif à l'échelle d'une exploitation agricole est calculé en additionnant le revenu d'exploitation net et les frais d'intérêt et en soustrayant la déduction pour amortissement. On divise ensuite le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Rendement des capitaux propres
Le taux du rendement des capitaux propres à l'échelle de l'exploitation agricole est calculé en soustrayant du revenu d'exploitation net la déduction pour amortissement et en divisant le résultat obtenu par la valeur totale de l'actif au coût. Dans le cas des exploitations laitières et avicoles, on déduit aussi l'amortissement des immobilisations admissibles pour le contingent.

Revenu d'emploi autonome non agricole
Revenu net gagné par un exploitant agricole en tant que propriétaire ou exploitant d'un travail autonome non lié à la ferme.

Revenu d'emploi non agricole
Revenu d'emploi provenant d'autres sources que la ferme (p. ex. salaires et traitements bruts) et revenu net provenant d'un travail autonome (entreprise, profession libérale, travail à commission et pêche) non lié à la ferme.

Revenu d'exploitation net
Le revenu d'exploitation net au niveau de la ferme, correspond à la différence entre le revenu agricole brut et les dépenses agricoles totales.

Revenu familial agricole
Le revenu familial agricole est la somme du revenu total de l'exploitant et des membres de sa famille et inclut les revenus provenant d'activités agricoles et d'activités non agricoles.

Revenu familial médian
Revenu au-dessus et au-dessous duquel se trouve le même nombre de familles.

Revenu familial moyen
Revenu obtenu en divisant le revenu familial total par le nombre de familles.

Revenu net comptant
Mesure les mouvements de l'encaisse d'une entreprise agricole (les recettes monétaires agricoles moins les dépenses d'exploitation) découlant de la production de produits agricoles. Le revenu net comptant représente le montant disponible pour le remboursement des dettes, l'investissement ou les retraits par le propriétaire.

Revenu net réalisé
Le revenu net réalisé est la différence entre les recettes monétaires et les dépenses d'exploitation des agriculteurs, moins l'amortissement, plus le revenu en nature. Il mesure les flux financiers monétaires et non monétaires des entreprises agricoles, tout comme un état du revenu. Le revenu net réalisé représente le revenu net tiré des opérations (ventes de produits) au cours d'une année donnée, peu importe l'année où les produits agricoles ont été produits.

Revenu non agricole
Le revenu gagné par un exploitant agricole ou les membres d'une famille agricole des sources autres que le revenu d'emploi autonome agricole. Ceci inclut les salaires et traitements, le revenu d'emploi autonome non agricole, les revenus des placements, les revenus de pensions, des transferts sociaux du gouvernement et autres revenus non agricole.

Taux de rendement sur le capital à long terme
Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts et les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et de la dette à long terme.

Valeur nette
Actif total calculé d'après la valeur marchande, moins le passif total.

Valeur nette de la ferme
L'actif total de la ferme calculé d'après sa valeur marchande, moins le passif total.

TYPES D'EXPLOITATIONS AGRICOLES

Exploitation agricole à propriétaire unique
Type d'entreprise commerciale qui appartient à une seule personne et est dirigée par celle-ci et pour laquelle il n'y a pas de distinction juridique entre le propriétaire et l'entreprise. Il s'agit d'un propriétaire unique puisque celui-ci n'a pas de partenaire.

Ferme constituée en société
Entité juridique commerciale distincte des personnes qui la possèdent, la gèrent ou l'exploitent. Les propriétaires ou les actionnaires ne sont pas personnellement responsables des dettes de l'entreprise, autres que la valeur de leurs investissements dans celle-ci, car l'entreprise est une entité juridiquement indépendante.

Ferme de recensement
Exploitation agricole qui s'adonne à au moins l'une des productions suivantes : cultures (grandes cultures, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, semences); bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.); produits d'origine animale (lait ou crème, oeufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de l'érable).l

Ferme non constituée en société
Exploitation agricole sans distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Cette désignation englobe les fermes à un seul propriétaire et les sociétés de personnes.

Ferme non familiale
Ferme organisée comme une société de capitaux non familiale, une coopérative ou une autre exploitation communautaire. Cette désignation englobe les fermes faisant partie d'une fiducie ou d'une succession.

Société de personnes
Exploitation commerciale dont les partenaires (associés) partagent les profits ou les pertes de l'entreprise et où il n'y a pas de distinction juridique entre les propriétaires et l'entreprise. Tous les partenaires gèrent l'exploitation et sont personnellement responsables de ses dettes, sauf dans le cas d'une société en commandite où certains partenaires peuvent renoncer à leur capacité de gérer l'entreprise en échange d'une responsabilité limitée dans l'endettement de la société.

DISTRIBUTION ALIMENTAIRE VENTE AU DÉTAIL OU EN GROS

Chaînes de supermarchés
Les détaillants en magasin sont répartis entre les chaînes de magasins et les magasins indépendants. Les chaînes de magasins sont définies comme l'exploitation de quatre emplacements ou plus au Canada (même secteur d'activité et même appartenance juridique).

TERMINOLOGIE ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE

Commercialisation
Dans le secteur agricole, la commercialisation comprend tous les services qui font passer un produit agricole de la ferme au consommateur. Elle comporte de nombreuses activités interreliées, comme la culture, la récolte, le classement, l'emballage, le transport, l'entreposage, la transformation, la distribution, la publicité et la vente.

Dollars enchaînés
Mesure qui exprime les volumes de production réels ou les dépenses réelles en éliminant les effets de distorsion des fluctuations des prix au fil du temps.

Investissement direct à l'étranger (IDE)
L'IDE est l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents détiennent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote dans le cas d'entreprises constituées en société, ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en société.

Prélèvements
Les prélèvements effectués par les associations de producteurs sont des sources courantes de financement de la R et D, de l'innovation et de la promotion et du développement des produits agricoles. Dans le cadre de ces systèmes, qui comportent habituellement une évaluation annuelle des mises en marché et des ventes, les revenus des producteurs sont mis en commun par leur organisation et un pourcentage ou un montant fixe de ces revenus est prélevé aux fins susmentionnées.

Prix constants
Les prix constants désignent une valeur à partir de laquelle l'incidence générale de l'inflation a été supprimée.

Production à valeur ajoutée
La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

Productivité du travail
La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

Productivité totale des facteurs (PTF)
Mesure de l'efficience de l'utilisation de tous les intrants et rapport entre les extrants et tous les intrants (le capital, la main-d'œuvre, etc.). La croissance de la PTF est le taux de croissance de ce rapport.

Produit intérieur brut (PIB)
Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale sans double compte des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

Quintiles
Les quintiles sont des classifications des ménages en ordre croissant de revenu total et organisées en cinq groupes de nombre égal.

Ratio avantages-coûts
Ratio où le numérateur est composé de tous les avantages directs et le dénominateur, de tous les coûts directs. Autrement dit, le ratio avantages-coûts est le rapport entre les avantages pécuniaires pour les bénéficiaires d'un projet et les inconvénients.

Ratio de concentration (RC4)
Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est l'acronyme utilisé pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

Région rurale
Tout territoire situé à l'extérieur des régions urbaines est considéré comme une région rurale. Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Région urbaine
Les régions urbaines comprennent toutes les grandes régions métropolitaines (même si elles contiennent des régions rurales), la plupart des petites régions métropolitaines, également appelées agglomérations de recensement (dans certains cas, si une agglomération de recensement contient une grande population rurale, seulement la partie urbaine est considérée comme urbaine), et les régions urbaines fondées sur la définition du recensement : « les régions urbaines qui ont une concentration démographique d'au moins 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants au kilomètre carré, d'après les chiffres de population du recensement précédent. » Ensemble, les régions urbaines et rurales couvrent tout le Canada.

Rendement de culture
Production totale d'une culture par unité de surface terrestre.

Stock de capital
Le capital fixe est constitué des bâtiments, des ouvrages de génie civil, du matériel et des outils. L'investissement total dans le capital fixe correspond aux achats requis pour compenser la dépréciation des biens immobilisés (besoins de remplacement) et aux achats requis pour accroître le stock de capital. Lorsque les besoins de remplacement sont supérieurs à l'investissement, le stock de capital diminue parce que le stock existant n'est pas maintenu. Lorsque l'investissement est supérieur aux besoins de remplacement, le stock augmente.

Taux de rendement interne (TRI)
Exprimé en pourcentage, le TRI est basé sur le ratio avantages-coûts du producteur. Les avantages et les coûts sont actualisés de manière que la valeur actuelle de l'ensemble des coûts égale la valeur actuelle de l'ensemble des avantages. Divers taux d'actualisation peuvent être utilisés.

Technologie de pointe
Technologie avancée qui permet d'exercer une nouvelle fonction ou d'améliorer considérablement une fonction par rapport aux technologies habituelles, comme la biotechnologie, la nanotechnologie, etc.

Valeur ajoutée nette
La valeur ajoutée nette mesure la contribution de l'agriculture à la production de biens et services dans l'économie canadienne au cours d'une année particulière. Elle est calculée en soustrayant de la valeur totale de la production du secteur agricole (y compris les paiements de programme) les coûts de production connexes (les dépenses au chapitre des intrants, les taxes d'affaires et l'amortissement). La valeur ajoutée nette est répartie entre les divers facteurs de production, dont le loyer payé aux propriétaires fonciers non exploitants, l'intérêt versé aux prêteurs, les salaires et les profits.

Valeur des contingents
Il s'agit de la valeur d'une quantité précise d'un produit agricole assujetti au régime de gestion de l'offre (p. ex., produits laitiers ou volaille) qu'un producteur doit fournir.

CATÉGORIES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

Dépenses publiques
Les dépenses publiques directes et indirectes (à tous les paliers de gouvernement) liées à l'agriculture et à la transformation des aliments engagées au cours d'une année, au profit de particuliers, d'organismes ou d'associations.

PRINCIPALES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Autres dépenses
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret
Paiements de programme liés à l'entreposage et au fret.

Dépenses d'exploitation et d'immobilisations
Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion, ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et aux statistiques.

Dépenses de paiements de programme
Comprennent les paiements de programme de soutien et de stabilisation du revenu, de programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes Agri-protection et des programmes d'aide financière.

Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les subventions et contributions gouvernementales accordées pour le travail consacré à ces activités.

Dépenses liées à la recherche et à l'inspection
Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par l'État pour les activités de recherche et d'inspection, ainsi que les subventions et contributions accordées par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

MESURES D'AIDE GOUVERNEMENTALE

Estimation du soutien aux producteurs (ESP)
Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes.

Recettes agricoles brutes
La valeur de la production des marchandises plus les transferts directs reçus par les producteurs dans l'année en cours.

Soutien des prix du marché (SPM)
Transferts aux producteurs agricoles découlant de mesures de politique qui créent un écart entre les prix du marché intérieur et les prix de seuil de la frontière d'un produit agricole particulier.

Transferts budgétaires
Dépenses budgétaires des gouvernements sous forme de paiements directs aux producteurs agricoles.

Transferts pour marchandise unique
Transferts aux producteurs agricoles découlant de politiques associées à la production d'un produit de base unique. Ainsi le producteur doit produire le produit de base désigné pour avoir droit au transfert.

CATÉGORIES COMMERCIALES

Commerce intrarégional
Commerce entre deux régions à un point donné, par exemple le commerce entre provinces canadiennes ou entre pays membres de l'Union européenne.

Exportations agricoles et agroalimentaires
Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, des produits du tabac, et de la floriculture et des pépinières.

Exportations de produits primaires
Produits exportés peu ou pas transformés, classés selon les groupes de produits.

Exportations de produits transformés
Produits exportés qui ont subi une certaine transformation et qui sont prêts pour une transformation ultérieure ou la consommation.

Importations agricoles et agroalimentaires
Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exception du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), les boissons alcoolisées, des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

TERMINOLOGIE ENVIRONNEMENTALE

Brise-vent ou coupe-vent
Rangées d'arbres ou de haies naturelles ou plantées le long des champs qui empêchent les vents dominants d'éroder le sol. Cette méthode est surtout utilisée dans l'Ouest canadien, où les terres agricoles sont davantage exposées à l'action éolienne et où il est important de retenir la neige pour conserver l'humidité.

Culture de couverture d'hiver
Culture, comme le trèfle des prés ou le seigle d'automne, ensemencée à l'automne pour protéger le sol de l'érosion causée par l'eau et le vent pendant l'hiver, et par les fortes pluies et l'eau de ruissellement au printemps.

Culture sans travail du sol
La culture sans travail du sol (appelée sans labour ou semis direct) qui consiste à ensemencer le sol directement sans l'avoir travaillé après la récolte de la culture précédente. Le désherbage s'effectue à l'aide d'herbicides et le maintien des chaumes sert à protéger le sol contre l'érosion. C'est une pratique habituellement utilisée sur des terres labourables où la mise en jachère est importante.

Pâturage en rotation
Pratique visant la revitalisation des fourrages après chaque période de pâturage. Elle consiste à faire la rotation périodique de deux pâturages ou plus et à utiliser des clôtures temporaires à l'intérieur des pâturages pour éviter le surpâturage.

Rotation des cultures
Pratique consistant à changer le type de cultures sur une même parcelle de terre d'une année à l'autre ou périodiquement afin de lutter contre les mauvaises herbes, les insectes et les maladies, de régénérer les éléments nutritifs du sol et de diminuer l'érosion.

Travail du sol classique
Pratique culturale classique comme moyen principal de préparation des lits de semences et du désherbage.

Travail du sol favorable à la conservation du sol
Mode de travail du sol qui crée un milieu propice à la culture et qui favorise la conservation des ressources pédologiques, hydriques et énergétiques par une moindre intensité du travail du sol et par l'incorporation des débris végétaux.

Zones tampons le long des cours d'eau
Zones de végétation naturelle (aucune activité agricole) sur les berges. Ces zones visent à prévenir l'érosion, surtout celle des berges des cours d'eau qui s'élargissent et deviennent peu profonds, à préserver l'habitat de la faune et les stocks de poissons ainsi qu'à protéger la qualité de l'eau pour le bétail et les humains. Aussi appelées « zones riveraines », c'est-à-dire les terres qui longent un cours d'eau ou un plan d'eau.

Pratiques de gestion bénéfiques
Méthodes ou techniques considérées comme étant les plus efficaces et les plus pratiques pour atteindre un objectif (p. ex. prévenir ou réduire au minimum la pollution) tout en utilisant d'une manière optimale les ressources de l'entreprise.

SOURCES DE DONNÉES ET RÉFÉRENCES

SECTION A – SECTION SPÉCIALE

Section A1 : Résumé - Recensement de l'agriculture

Graphique	Source
A1.1	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture, années diverses.
A1.2-A1.4	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2006 et 2011.
A1.5-A1.6	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2011.
A1.7	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture, années diverses.
A1.8	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2011.
A1.9	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2006 et 2011.
A1.10-A1.12	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2011.
A1.13	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2006 et 2011.
A1.14-A1.17	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2011.
A1.18-A1.19	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture, années diverses.
A1.20-A1.21	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2006 et 2011.
A1.22	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture, années diverses.
A1.23-A1.28	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture de 2011.
A1.29	Statistique Canada. Recensement de l'agriculture, années diverses.

Section A2 : Contexte international 2011

A2.1	Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO, 2012-2021.
A2.2	Eurostat.
A2.3	Banque du Canada par l'intermédiaire de Statistique Canada; base de données des produits primaires du FMI.
A2.4	FAO, Indice des prix des produits alimentaires.
A2.5	Perspectives agricoles de l'OCDE-FAO, 2012-2021.
A2.6	Atlas mondial du commerce.
A2.7	AAC.
A2.8	AAC.

SECTION B – LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE ET L'ÉCONOMIE CANADIENNE

Section B1 : PIB et emploi

B1.1 -B1.2 Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0027 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); Tableau CANSIM 301-0003 : Enquête annuelle des manufactures (EAM), statistiques principales selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), entreprises incorporées avec employés et ayant des ventes de biens manufacturés supérieures ou égales à 30 000 $, annuel (dollars sauf indication contraire) *Terminé*; Tableau CANSIM 301-0006 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).

B1.3-B1.4 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'Enquête sur la population active.

B1.5-B1.6 Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0027 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN); PIB provincial et totalisations spéciales, à partir du Tableau CANSIM 379-0025 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et les provinces.

B1.7-B1.8 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'Enquête sur la population active.

Section B2 : Commerce international

B2.1-B2.2 *Global Trade Atlas.*

B2.3-B2.26 Statistique Canada. Données sur le commerce international canadien de marchandises, à partir du système d'extraction des données sur le commerce d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC).

Section B3 : Productivité et innovation dans le secteur de l'agriculture, de l'agroalimentaire et des produits agro-industriels

B3.1-B3.2 AAC. Base de données sur la productivité agricole primaire au Canada, 1961-2006.

B3.3 AAC. « Tableau C.3 », *Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale : Recueil de données.* Mise à jour de mai 2012.

B3.4 Base de données des Indicateurs scientifiques et technologiques agricoles, 2011.

B3.5 OCDE. Direction des échanges et de l'agriculture, *Estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : base de données*, 1986-2011.

B3.6 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 358-0024 : Caractéristiques au titre de la recherche et développement dans les entreprises commerciales (DIRDE), selon le groupe d'industrie basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).*

B3.7 Gray, R., C. Nagy, V. Galushko et S. Weseen. *Returns to Pulse Crop Research & Development and the Management of Intellectual Property Rights*, décembre 2008.

B3.8 Statistique Canada. *Série de rapports sur les grandes cultures : Stocks des principales grandes cultures au 31 juillet 2012.* No 22-002-X au catalogue.

B3.9 Canfax et AAC, diverses années.

B3.10 Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture*, diverses années.

B3.11 Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006 et 2011.

B3.12-13 Financement agricole Canada (FAC), Vision Research Report, novembre 2011

B3.14 Statistique Canada, Enquête financière sur les fermes, 2010.

B3.15-16 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 383-0022 : Productivité multifactorielle, production brute, valeur ajoutée, facteurs capital, travail et intermédiaire au niveau de l'industrie détaillé, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (indice, 2002=100 sauf indication contraire).*

B3.17 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de *Statistique des sciences : Recherche et développement industriels, de 2005 à 2009 : Édition de septembre 2008*, vol. 33, no 4 et *Statistique des sciences : Recherche et développement industriels, de 1980 à 1994*. No 88-001-X au catalogue.

B3.18 OCDE. *Base de données des indicateurs STAN pour l'analyse structurelle*, 2011.

B3.19-B3.23 *Statistique Canada. Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

SECTION C – COMPOSANTES DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Section C1 : Consommateurs

C1.1 AAC.

C1.2-3 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 380-0024 : Dépenses personnelles en biens et services de consommation, annuel 2009, pour les aliments achetés au magasin*; Totalisation spéciale pour les aliments achetés au restaurant.

C1.4 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir d'*Enquête sur les dépenses des ménages de 2010.*

C1.5 Statistique Canada. Les habitudes de dépenses au Canada 2009. No 62-202-X au catalogue. U.S. Bureau of Labor Statistics. *Consumer Expenditures in 2009*, Annual Consumer Expenditure Survey. Rapport no 1029 Congressional Research Service. *Consumers and Food Price Inflation*, 14 avril 2011.

C1.6 OCDE. Base de données OLIS.

C1.7 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 051-0001 : Estimations de la population, selon le groupe d'âge et le sexe au 1er juillet, Canada, provinces et territoires, annuel (personnes sauf indication contraire); Tableau CANSIM 380-0019 : Comptes sectoriels : particuliers et entreprises individuelles, annuel (dollars sauf indication contraire); Tableau CANSIM 380-0056 : Produit intérieur brut (PIB) indices, annuel (2002=100).*

C1.8 CIBC World Markets. Household Credit Analysis, juillet 2011.

C1.9 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 326-0021 : Indice des prix à la consommation (IPC), panier 2005, annuel (2002=100).*

C1.10 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 380-0024 : Dépenses personnelles en biens et services de consommation*, annuel, 2009, pour les aliments achetés au magasin; Totalisation spéciale pour les aliments achetés au restaurant.

C1.11 *Statistique Canada. Tableau CANSIM 002-0019 : Aliments disponibles selon les principaux groupes au Canada, annuel (kilogrammes par personne, par année sauf indication contraire).*

C1.12 Rapport FAO : *Pertes et gaspillages alimentaires dans le monde, Ampleur causes et prévention*, 2011.

C1.13-14 La companie Nielsen du Canada a été mandaté par le ministère de l'agriculture et du dévelopement rural de l'Alberta por mener cette étude en 2012.

Section C2 : Distribution alimentaire (vente au détail ou en gros et services alimentaires)

C2.1 Drake, Julia. « National Market Survey, Canadian Food Store Sales, 2000 », *Canadian Grocer*, janvier et février 2001, p. 22-31. Canadian Grocer. Février 2012. Ventes de 2011 estimées à partir de données provisoires de Statistique Canada sur les supermarchés et les données d'enquête sur les chaînes et les groupes de Canadian Grocer (2012).

C2.2 Canadian Grocer. Février 2012.

C2.3 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 080-0019 : Marchandises vendues au détail, par secteur du commerce de détail basées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), trimestriel (dollars); Tableau CANSIM 080-0022 : Enquête sur les marchandises vendues au détail basée sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), trimestriel (dollars).*

C2.4 Nielsen MarketTrack. Données recueillies au cours de 52 semaines consécutives jusqu'au 27 aout 2011, tous circuits de distribution confondus, à l'échelle nationale.

C2.5 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir du *tableau CANSIM 187-0002 : Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire).*

C2.6 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel.*

C2.7 Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires (ACRSA). Totalisation spéciale pour 2004-2011, à partir de *Quarterly InfoStats 2003.*

C2.8 ACRSA. *Foodservice Facts 2012.* Extrait de CREST/NPD Group et ReCount.

C2.9 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 355-0006 : Enquête mensuelle sur les services de restauration et débits de boissons, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), mensuel. ACRSA. Foodservice Facts 2012.*

C2.10 Statistique Canada, *Tableau CANSIM 180-0003 : Statistiques financières et fiscales des entreprises, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars sauf indication contraire).*

Section C3 : Transformation des aliments et des boissons

C3.1 Statistique Canada. Modèle d'entrées-sorties.

C3.2 *Statistique Canada. Tableau CANSIM 379-0017 : Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), *Terminé*, annuel (dollars).*

C3.3 *Statistique Canada. Tableau CANSIM 281-0024 : Emploi (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (personnes).*

C3.4 Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, 2011

C3.5 Statistique Canada. *Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière*, 2010.

C3.6 Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, 2011.

C3.7 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars courants).*

C3.8-C3.9 Statistique Canada. Totalisation spéciale, à partir de l'*Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière.*

C3.10 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 304-0014 Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada mensuel (dollars sauf indication contraire)*

C3.11 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 304-0014 : Stocks, ventes, commandes et rapport des stocks sur les ventes pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), Canada, mensuel (dollars sauf indication contraire); Tableau CANSIM 329-0038 : Indices des prix de l'industrie, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).*

C3.12-C3.17 Statistique Canada. Données sur le commerce international canadien de marchandises tirées du Système d'extraction des données sur le commerce d'AAC.
Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, 2011.

C3.18-19 Statistique Canada. *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*, 2009.

C3.20 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 301-0006 : Statistiques principales pour les industries manufacturières, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel.*

C3.21-C3.22 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 330-0006 : Indices des prix des matières brutes, mensuel (indice, 1997=100), "Terminé".*

C3.23 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 281-0027 : Rémunération hebdomadaire moyenne (EERH), estimations non désaisonnalisées, selon le type d'employé, pour une sélection d'industries selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), annuel (dollars courants).*

C3.24-C3.25 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 187-0002 : Les données trimestrielles de l'état de l'évolution de la situation financière, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), certains ratios financiers et certains composants désaisonnalisés, trimestriel (dollars sauf indication contraire).*

C3.26-C3.27 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 031-0002 : Flux et stocks de capital fixe non résidentiel, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et actifs, Canada, provinces et territoires, annuel (dollars).*

C3.28-C3.30 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 376-0052 : Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et la région, annuel (dollars).*

Section C4 : Agriculture primaire

C4.1 Statistique Canada. Modèle d'entrées-sorties.

C4.2 Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture*, années diverses.

C4.3 Statistique Canada. *Recensement de l'agriculture* de 2011.

C4.4-C4.8 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*

C4.9 AAC.

C4.10 Canfax. Rapport annuel. United States Department of Agriculture. *Livestock, Dairy and Poultry Outlook, Economic Research Service. AAC. Information sur le marché des viandes rouges.*

C4.11 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars); Tableau CANSIM 002-0001 : Recettes monétaires agricoles, annuel (dollars).*

C4.12 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0009 : Revenu agricole net, annuel (dollars).*

C4.13 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0004 : Compte de la valeur ajoutée agricole, annuel (dollars).*
C4.14 Statistique Canada. *Statistiques économiques agricoles,* mai 2011. No 21-017-XIE au catalogue.
C4.15 Statistique Canada. *Enquête mensuelle sur la population active,* 2011.
C4.16 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* de 1998, 2010 et 2011.
C4.17 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* 2011.
C4.18-C4.21 Statistique Canada. Programme des données fiscales.
C4.22 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* 2011.
C4.23 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* de 2007 à 2011.
C4.24 Statistique Canada. Programme des données fiscales.
C4.25 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes* de 1996 à 2011.
C4.26 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* de 2008 à 2011.
C4.27 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* 2010.
C4.28 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* de 2002 à 2011.
C4.29 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* de 1996 à 2011.
C4.30-C4.31 Statistique Canada. *Enquête financière sur les fermes,* 2011.

Section C5 : Intrants de l'agriculture primaire

C5.1 AAC.
C5.2-C5.3 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars).*
C5.4 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 328-0015 : Indices des prix des entrées dans l'agriculture, trimestriel (indice, 2002=100).*
C5.5 Élévateur à grains Chatham et Chicago Board of Trade.
C5.6 Statistique Canada. *Statistiques de bovins.* No 23-012-XWF au catalogue. Canfax. Bouvillons d'engraissement albertains, de 500 à 600 livres.
C5.7 AAC. *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.* Alberta Agriculture and Food. Economics and Competitiveness Division, Statistics and Data Development Unit, Alberta Input Monitoring System (AIMS).
C5.8 Alberta Agricultural Input Monitoring System (AIMS). United States Energy Information Administration.
C5.9 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars). AAC. Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.*
C5.10 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars x 1 000).*
C5.11 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 329-0064 : Indices des prix de l'industrie pour machines et matériel, véhicules automobiles et autre matériel de transport, mensuel (indice, 2002 = 100).*
C5.12 Statistique Canada. *Tableau CANSIM 002-0005 : Dépenses d'exploitation agricoles et frais d'amortissement, annuel (dollars).*
C5.13 AAC. *Enquête des prix des entrées dans l'agriculture.* Quorum Corporation. Rail and Trucking Freight Rate Index (2002=100) : 2010-2011 Annual Report Data Tables, Trucking Rates : Table 4A-1, Composite Freight Rates and Railway Freight Rates : Table 4C-1, Composite Freight Rates.

SECTION D – L'ÉTAT ET LE SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE

Section D1 : Dépenses publiques

D1.1-D1.9 AAC. Base de données des dépenses publiques. Mise à jour de mai 2012.

Section D2 : Estimation du soutien aux producteurs et politiques agricoles à l'étranger

D2.1 -D2.4 OCDE. Direction des échanges et de l'agriculture, estimations du soutien aux producteurs et consommateurs : base de données, 1986-2011.